

DÉBATS
DE LA
LEGISLATURE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

CINQUIÈME SESSION DU CINQUIÈME PARLEMENT DE LA PROVINCE
DE QUÉBEC, OUVERTE LE 8 AVRIL ET CLOSE LE 21 JUIN 1886

Publiés sous les auspices de la Législature de la province de Québec

PAR

ALPHONSE DESJARDINS

HUITIÈME ANNÉE — 8^{me} VOLUME



QUÉBEC
DE L'IMPRIMERIE DE L. J. DEMERS & FRÈRE
Editeurs-propriétaires du "Canadien"

1886

328.714

'02

Q3

1886

E₁₂

QL

Q₁₂ op₁

OUVERTURE
DE LA
SESSION LÉGISLATIVE
DE 1886.

DISCOURS PRONONCÉ PAR SON HONNEUR LE LIEUTENANT
GOUVERNEUR

L'HONORABLE L. F. R. MASSON

A L'OUVERTURE DE LA SESSION LÉGISLATIVE, LE 8 AVRIL 1886.

Palais législatif, Québec, jeudi le 8 avril 1886.

Jeudi, le huitième jour du mois d'avril, dans la quarante-neuvième année du règne de Notre-Souveraine Dame Victoria, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, protectrice de la Foi, à la cinquième session du cinquième parlement provincial de Québec, tel que continué par diverses prorogations jusqu'à ce jour.

A trois heures de l'après-midi, Son Honneur l'honorable Louis François Rodrigue Masson, lieutenant gouverneur de la province de Québec, entre dans la salle des délibérations du Conseil législatif. Le lieutenant gouverneur est accompagné des membres du cabinet provincial et de plusieurs officiers de la milice.

Un auditoire nombreux et distingué assiste à la solennité de l'ouverture de la session.

Le lieutenant gouverneur s'étant placé sur le Trône, les membres de l'Assemblée législative sont invités comme suit :

L'honorable M. **Boucher de la Bruère**—*président du Conseil législatif*.—Gentilhomme huissier de la verge noire, rendez-vous à la Chambre de l'Assemblée législative, et informez cette Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur qu'elle se rende immédiatement auprès de lui dans la salle du Conseil législatif.

L'Assemblée législative se rend à cette invitation.

Le lieutenant gouverneur prononce alors le discours suivant :

Honorables messieurs du Conseil législatif;

Messieurs de l'Assemblée législative :

C'est avec une vive satisfaction que je vous vois réunis au siège du gouvernement pour commencer les travaux de cette session de la Législature, et je m'estime heureux de pouvoir compter, dans l'accomplissement de mes devoirs comme représentant de Notre Auguste Souveraine, sur le concours d'hommes dévoués aux intérêts publics et soucieux de voir se développer les ressources de la province.

Pendant l'année qui vient de s'écouler, le fléau de la variole a sévi cruellement dans notre province, et particulièrement dans la ville de Montréal, où il a jeté le deuil dans un grand nombre de familles et nuí considérablement au commerce. Mon gouvernement a pris les moyens que lui fournissait la loi pour en empêcher la propagation, et, grâce à cette action opportune et au zèle intelligent des membres et officiers des bureaux de santé, l'épidémie a pu être circonscrite, puis finalement contrôlée. Toutefois l'expérience a prouvé qu'il y a lieu d'améliorer notre législation relativement à la santé publique, surtout en ce qui concerne l'hygiène et les mesures préventives, et un projet de loi vous sera soumis à cet effet.

Vous avez sans doute appris avec satisfaction l'heureux résultat des

efforts des provinces pour maintenir leurs droits relativement à la législation sur les licences. La loi passée par le Parlement du Canada sur cette matière a été déclarée *ultra vires* par le plus haut tribunal de l'Empire. Cette décision met fin à un conflit regrettable et assure à la province un contrôle absolu sur une de ses principales sources de revenu. Il est à espérer qu'en s'appliquant à rester dans les limites de leurs attributions respectives, le Parlement et les Législatures éviteront tout conflit de juridiction à l'avenir.

L'emploi qui a été fait de l'octroi relativement considérable que vous avez voté, l'an dernier, pour la construction de chemins et ponts dans les régions nouvellement ouvertes aux défrichements et à l'agriculture, a déjà produit d'excellents résultats, et, cette année encore, il vous sera demandé de favoriser spécialement la colonisation, ce champ d'action par excellence de l'activité de nos populations.

Les efforts de mon gouvernement tendront à s'assurer tout particulièrement que les sommes votées pour venir en aide à la colonisation et à l'agriculture soient employées de manière à promouvoir ces intérêts si importants.

Un projet de loi vous sera présenté pour permettre au gouvernement de faciliter la construction plus prompte de certaines voies ferrées destinées à donner une grande impulsion à la colonisation, à l'agriculture et au commerce dans les régions qu'elles devront parcourir, et cela sans augmenter les responsabilités ou obligations de la province.

Les travaux de la commission royale chargée d'examiner les faits qui se rapportent à la construction, à l'exploitation et à la vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidentale touchent à leur fin, et un rapport de cette commission devra être présenté dans le cours de cette session.

La vente des chemins de fer du gouvernement et le règlement graduel des réclamations qui se rapportent à la construction et à l'administration de ces voies ferrées ayant notablement diminué les affaires du département des chemins de fer de cette province, c'est l'intention de mon gouvernement d'abolir ce département et d'opérer en conséquence

un remaniement dans les attributions de certains autres bureaux publics.

Messieurs de l'Assemblée législative.

Un rapport détaillé des dépenses du dernier exercice financier et les comptes publics en général vous seront soumis, et il vous sera demandé de voter de nouveaux subsides pour le maintien et le fonctionnement des différentes branches du service public. Je verrai à ce que ces sommes d'argent soient dépensées de la manière la plus économique possible et conformément à la loi.

Honorables messieurs du Conseil législatif ;

Messieurs de l'Assemblée législative ;

Je suis heureux de vous annoncer que mon gouvernement a réussi à rétablir l'équilibre dans les finances de la province, ce qui, après les sacrifices énormes que celle-ci s'est imposés pour développer ses ressources et contribuer à la prospérité générale du Canada en dotant le pays d'utiles et nombreuses voies de communication, doit être considéré comme un événement d'une importance exceptionnelle.

Vous aurez à continuer, pendant cette session, l'examen du projet de refonte des statuts généraux de la province de Québec et de ceux de la ci-devant province du Canada qui sont en force en notre province et sont du ressort de cette Législature. Il est tellement important de compléter cet examen le plus tôt possible que je me crois justifiable de vous engager à en faire l'une de vos principales occupations.

Mon gouvernement a fait expédier en Angleterre une certaine quantité d'objets qui devront figurer dans l'exposition coloniale qui doit bientôt s'ouvrir à Londres. Les personnes compétentes qui visiteront cette exposition sauront, je n'en doute pas, apprécier la valeur de nos produits agricoles, forestiers, miniers et industriels, en même temps que, par notre exposition scolaire, elles pourront juger du degré de culture intellectuelle de nos populations.

Un comité a été formé, dans le cours de la dernière session, pour

s'enquérir de tout ce qui peut se rapporter aux limites nord et nord-est de la province. Mon gouvernement sera heureux de favoriser la reprise des études faites par ce comité et la continuation des travaux qu'il a commencés.

J'ouvre maintenant, au nom de Sa Majesté la Reine, cette cinquième session du cinquième parlement de la Législature de Québec. Je prie Dieu qu'il bénisse vos travaux et qu'il vous conserve dans les sentiments de fidélité, d'ordre et de patriotisme qui vous distinguent et qui sont les traits caractéristiques du peuple de cette loyale province.

L'Assemblée législative s'étant retirée, la séance d'ouverture est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du jeudi, le 8 avril 1886.

SOMMAIRE :—L'honorable V. P. Lavallée, prend séance, après le cérémonial ordinaire.—Adoption de diverses propositions.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LA BRUÈRE.

La séance est ouverte à quatre heures et quarante-cinq minutes.

L'honorable Vincent Paul Lavallée, se présente à la barre de la Chambre et remet entre les mains du gentilhomme huissier de la verge noire, sa commission sous le grand sceau, l'appelant au Conseil législatif de la province de Québec.

Le gentilhomme de la verge noire ayant remis cette commission entre les mains de l'honorable président, celui-ci dit :

Faites entrer l'honorable conseiller.

Alors le dit honorable Vincent Paul Lavallée, accompagné des honorables messieurs Ross et Archambeault s'avance près de la table, et l'honorable président ayant transmis la commission au greffier de cette Chambre, celui-ci en fait la lecture comme suit, savoir :

CANADA,	}	L. R. MASSON,
Province de Québec.		
[L. S.]		

Victoria, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A notre fidèle et bien-aimé l'honorable Vincent Paul Lavallée, de la paroisse de St-Félix de Valois,

SALUT :

SACHEZ que, tant comme marque de la foi et confiance spéciale que Nous avons montrées en vous, que dans le but d'obtenir de vous avis et assistance dans toutes les affaires graves et difficiles qui peuvent intéresser l'État et la Défense de Notre dite province de

Québec, nous avons jugé à propos de vous appeler au Conseil législatif de Notre Province, et Nous vous y appelons pour le collège électoral de Lanaudière, dans Notre dite Province de Québec, en remplacement de l'honorable Louis François Rodrigue Masson, et Nous enjoignons que vous, le dit honorable Vincent Paul Lavallée, mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, soyez et paraissiez pour les fins susdites dans le Conseil législatif de Notre dite Province toutes les fois et en quelque lieu que Notre Législature ou parlement de Notre dite Province peut y être convoqué ou tenu : et à ceci vous ne devez en aucune manière manquer.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : Témoin Notre fidèle et bien aimé l'honorable Louis François Rodrigue Masson, Lieutenant Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce quatrième jour de septembre, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-cinq, et de Notre règne la quarante-neuvième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la couronne en chancellerie,

QUEBEC.

Après quoi, le dit honorable Vincent Paul Lavallée, prête devant le greffier de cette honorable Chambre en sa qualité de commissaire *per dedimus potestatem*, le serment requis et signe sa déclaration de qualification, puis s'avancant vers l'honorable président, celui-ci descend un degré, lui donne la main, et dit :

“ Je vous félicite de votre nomination, veuillez prendre un siège. ”

L'honorable M. Ross dépose un projet de loi concernant l'agriculture.

Ce projet est adopté en première délibération, *pro forma*.

M. le président fait rapport du discours de Son Honneur le lieutenant gouverneur, prononcé à l'ouverture de la session.

Le discours de Son Honneur le lieutenant gouverneur sera imprimé dans les deux langues pour l'usage des membres.

La délibération sur le discours de Son Honneur le lieutenant gouverneur aura lieu demain.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, appuyé par l'honorable M. Archambeault, il est ordonné que tous les conseillers législatifs présents durant la présente session, composent un comité pour prendre en considération les usages et coutumes de ce Conseil et les privilèges du parlement, et qu'il soit permis au dit comité de s'assembler dans cette Chambre, quand il le jugera nécessaire.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du vendredi, le 9 avril 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions.—Délibération sur un projet de résolutions devant servir de base à la rédaction d'une adresse en réponse au discours d'ouverture : les honorables MM. Lavallée, Hearn, Champagne, Méthot et Ross.—Adoption de l'adresse.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau de la Chambre :

De John S. Knox, demandant certains amendements à la loi 43-44 Victoria, ch. 81.

De Joseph Hickson et autres, demandant une loi pour définir leurs devoirs et pouvoirs comme exécuteurs de feu William Dow.

Du comité de direction de l'Orphélinat protestant des filles, à Québec demandant la continuation de leur subvention annuelle.

Du collège de théologie du diocèse de Montréal, demandant des modifications à la loi 42-43 Victoria, ch. 72.

Du maire et des conseillers de la ville de St. Henri, demandant des modifications à la charte de cette ville

De l'honorable J. G. Robertson et autres, demandant une loi autorisant la création d'une association qui sera connue sous le nom de "The Sherbrooke Young Men's Christian Association."

De l'hôpital du Sacré-Cœur de Jésus à Québec, demandant des modifications à la charte de cette association.

L'ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS D'OUVERTURE.

L'ordre du jour appelle la délibération sur un projet de résolutions devant servir de base à une adresse en réponse au discours d'ouverture.

L'honorable M. *Lavallée—conseiller pour Lanaudière.*—Honorables messieurs, je dois à l'usage parlementaire l'honneur de proposer l'adresse en réponse au discours du trône.

En effet, la coutume veut que ce devoir soit rempli par l'un de ceux qui, pour la première fois, est appelé à occuper un siège dans cette honorable assemblée.

Pour remplir cette tâche, je n'ai que ma bonne volonté à vous offrir, et ce n'est qu'avec ce titre que je viens me recommander à la bienveillance et à l'indulgence des honorables membres de cette Chambre. Aussi je vous prie de croire, M. le président et honorables messieurs, que je suis fort embarrassé et que je compte beaucoup sur votre bon vouloir, pour faire oublier la hardiesse et la témérité avec laquelle j'ai accepté la responsabilité de ma tâche.

Je dirai d'abord, honorables messieurs, que le discours du trône était attendu avec impatience. La province avait hâte d'être saisie, officiellement, des mesures politiques ou administratives que le gouvernement se propose de soumettre aux Chambres, afin de la maintenir dans la voie du progrès.

Le discours du trône est donc d'une grande importance, et il est vrai de dire que la Législature et le public avaient hâte de le connaître.

La politique du ministère, dont l'un des principaux objets a été de rétablir l'équilibre dans les finances du trésor public, nous donne la meilleure garantie que nous puissions désirer de voir régner l'harmonie et la bonne entente parmi les messieurs qui constituent cette honorable assemblée pendant la session qui vient de s'ouvrir.

En effet, on se rappelle, ici, qu'au cours des explications fournies à cette Législature, lors de l'avènement au pouvoir de l'honorable premier

ministre, celui-ci déclarait qu'il entendait conduire les affaires publiques conformément aux principes du parti conservateur, et que rétablir l'équilibre dans nos finances serait l'un des principaux objets de sa politique.

Le gouvernement s'est mis à l'œuvre courageusement et aujourd'hui il vient, dans le discours du trône, nous annoncer que le service public s'est fait avec une économie telle qu'il y a aujourd'hui équilibre entre la recette et la dépense.

Le gouvernement a donc rempli ses promesses, et à ce titre il a droit aux félicitations et aux remerciements de cette Chambre. En agir autrement serait s'éloigner des principes de loyauté et de justice qui doivent diriger les débats de toute assemblée délibérante, et je respecte trop l'honneur et la dignité de cette Chambre pour croire, un instant, qu'elle veuille s'éloigner de ces grands principes.

Oui, M. le président, elle sera satisfaite l'opinion publique, dans notre province, quand elle apprendra, par la bouche autorisée du représentant de Sa Majesté, que les revenus équilibrant la dépense, elle peut compter sur un surplus dans le service prochain, surplus qui sera employé avec discernement à développer son agriculture, à accélérer la colonisation des terres incultes et à aider à la construction des chemins de fer de notre province.

Un mot, honorables messieurs, sur le troisième paragraphe du discours du trône. Toute la province a appris avec satisfaction que la loi passée par le parlement du Canada relativement aux licences a été déclarée *ultra vires* par le plus haut tribunal de l'empire.

C'est le résultat heureux des efforts des gouvernements provinciaux pour maintenir leurs droits relativement à cette question.

Cette décision met fin à un conflit regrettable et assure à notre province un contrôle absolu sur l'une de ses principales sources de revenu.

Que chaque législature, M. le président, reste dans les limites de ses attributions et les deux parlements fédéral et local éviteront tout conflit à l'avenir.

J'espère M. le président et honorables messieurs, que le gouvernement de notre province, qui vient de revendiquer avec succès, sur cette question des licences, les droits de la province, qui a su faire respecter son autonomie, évitera de s'immiscer dans les matières qui sont du

ressort du pouvoir fédéral. Que chaque province reste dans sa sphère d'activité.

J'arrive maintenant au quatrième paragraphe du discours qui traite des grands intérêts de l'agriculture et de la colonisation. C'est là la question vitale, celle qui, par son importance, laisse toutes les autres bien loin et pour ainsi dire les prime toutes.

Je suis d'avis, Monsieur le président que la population de cette province veut énergiquement voir le gouvernement continuer à donner beaucoup d'attention à la colonisation, à l'agriculture et aux chemins de fer, qui sont regardés, à bon droit, comme les plus efficaces agents de la colonisation et les plus solides appuis de l'agriculture.

Cette honorable Chambre, Monsieur le président, donnera son appui chaleureux au gouvernement, et le pays sera avec elle pour l'appuyer s'il adopte, comme le discours du trône nous le fait pressentir et espérer, des mesures propres à hâter la construction des chemins de fer du lac Saint-Jean et des cantons du Nord.

Le gouvernement complètera l'œuvre des grands apôtres de la colonisation, les révérends M.M. Hébert, curé de Kamouraska, et Labelle, curé de Saint-Jérôme.

Et il donnera une nouvelle preuve qu'il comprend que, pour donner à notre province l'influence qui lui est due dans la Confédération, il faut, à tout prix, aider à l'établissement des nouvelles colonies au lac Saint-Jean, dans la vallée de l'Ottawa et ailleurs.

J'espère que la politique d'économie du gouvernement, loin d'arrêter le progrès des entreprises de chemins de fer, lui permettra de venir, sans retard, au secours de ces entreprises.

C'est un beau et vaste programme que le discours du trône met devant le pays et devant la Chambre. Il est remarquable surtout par l'importance des sujets qu'il renferme.

La province continuera de marcher dans le progrès, et je suis persuadé que ce programme rencontrera l'approbation et de la Chambre et de tout le pays.

Avec ces quelques considérations, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par l'honorable M. Hearn, qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours à l'ouverture de la cinquième session du cinquième parlement de la Législature de Québec, et de la vive satisfaction qu'il manifeste de

nous voir réunis au siège du gouvernement pour commencer les travaux de cette session de la Législature ;—pour assurer Son Honneur, qu'il peut, dans l'accomplissement de ses devoirs comme représentant de Notre Auguste Souveraine, compter sur le concours de notre dévouement aux intérêts publics et sur notre désir de voir se développer les ressources de la province, et pour l'assurer de plus :

2. Que nous nous réjouissons d'apprendre que le gouvernement ait pris les moyens qui lui étaient fournis par la loi pour empêcher la propagation du fléau de la variole qui, pendant l'année dernière, a sévi cruellement dans notre province, et particulièrement dans la cité de Montréal où il a jeté le deuil dans un grand nombre de familles, et nuí considérablement au commerce,—fléau qui, grâce à cette action opportune du gouvernement et au zèle intelligent des membres et officiers des bureaux de santé, a pu être circonscrit, puis finalement contrôlé. Toutefois, nous admettons avec Son Honneur, que l'expérience a prouvé qu'il y a lieu d'améliorer notre législation relativement à la santé publique, surtout en ce qui concerne l'hygiène et les mesures préventives, et nous sommes heureux de voir qu'un projet de loi nous sera soumis à cet effet.

3. Que nous avons appris avec satisfaction l'heureux résultat des efforts des provinces pour maintenir leurs droits relativement à la législation sur les licences, et le fait que la loi passée par le Parlement du Canada sur cette matière a été déclarée *ultra vires* par le plus haut tribunal de l'Empire, décision qui met fin à un conflit regrettable et assure à la province un contrôle absolu sur une de ses principales sources de revenu. Avec Son Honneur nous espérons qu'en s'appliquant à demeurer dans les limites de leurs attributions respectives, le Parlement et les Législatures éviteront tout conflit de juridiction à l'avenir.

4. Que nous avons appris avec plaisir que l'emploi qui a été fait de l'octroi relativement considérable que nous avons voté, l'an dernier, pour la construction de chemins et ponts dans les régions nouvellement ouvertes aux défrichements et à l'agriculture, a déjà produit d'excellents résultats, et, qu'il nous sera demandé, cette année, de favoriser spécialement la colonisation, ce champ d'action par excellence de l'activité de nos populations.

5. Que nous avons été heureux d'apprendre que les efforts du gouvernement tendront à s'assurer tout particulièrement que les sommes votées pour venir en aide à la colonisation et à l'agriculture soient employées de manière à promouvoir ces intérêts si importants.

6. Qu'il nous a fait plaisir d'apprendre qu'un projet de loi nous sera présenté pour permettre au gouvernement de faciliter, sans augmenter les responsabilités ou obligations de la province, la construction plus prompte de certaines voies ferrées destinées à donner une grande impulsion à la colonisation, à l'agriculture et au commerce dans les régions qu'elles devront parcourir.

7. Que nous avons été heureux d'apprendre que les travaux de la commission royale chargée d'examiner les faits qui se rapportent à la construction, à l'exploitation et à la vente du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental touchent à leur fin, et qu'un rapport de cette commission sera présenté dans le cours de cette session.

8. Que nous avons appris avec satisfaction, que la vente des chemins de fer du gouvernement et le règlement graduel des réclamations qui se rapportent à la construction et à l'administration de ces voies ferrées ayant notablement diminué les affaires du département des chemins de fer de cette province, le gouvernement a l'intention d'abolir ce département et d'opérer en conséquence un remaniement dans les attributions de certains autres bureaux publics.

9. Que nous avons été heureux d'apprendre que le gouvernement a réussi à rétablir l'équilibre dans les finances de la province, ce qui, après les sacrifices énormes que celle-ci s'est imposés pour développer ses ressources et contribuer à la prospérité générale du Canada en dotant le pays d'utiles et nombreuses voies de communication, doit être considéré comme un événement d'une importance exceptionnelle.

10. Que nous avons été satisfaits d'apprendre que nous aurons à continuer, pendant cette session, l'examen du projet de refonte des statuts généraux de la province de Québec et de ceux de la ci-devant province du Canada qui sont en force en notre province et sont du ressort de cette Législature. Il est tellement important de compléter cet examen le plus tôt possible que nous pouvons assurer Son Honneur que nous en ferons une de nos principales occupations.

11. Qu'il nous a fait plaisir d'apprendre que le gouvernement a fait expédier en Angleterre une certaine quantité d'objets qui devront figurer dans l'exposition coloniale qui doit bientôt s'ouvrir à Londres. Nous ne doutons pas, avec Son Honneur, que les personnes qui visiteront cette exposition, sauront apprécier la valeur de nos produits agricoles, forestiers, miniers et industriels, et pourront en même temps, par notre exposition scolaire, juger du degré de culture intellectuelle de nos populations.

12. Qu'il nous a fait plaisir d'apprendre que le gouvernement favorisera la reprise des études faites par le comité formé, dans le cours de de la dernière session, pour s'enquérir de tout ce qui peut se rapporter aux limites nord et nord-est de la province, et la continuation des travaux commencés par ce comité.

13. Que nous remercions Son Honneur de la prière qu'il adresse à Dieu de bénir nos travaux, durant cette cinquième session du 5ème parlement de la Législature de Québec, ouverte au nom de Sa Majesté la Reine, et de nous conserver dans les sentiments de fidélité, d'ordre et de patriotisme qu'il a bien voulu nous attribuer, et qui sont les traits caractéristiques du peuple de cette loyale province.

L'honorable M. **Hearn**—*conseiller pour Stadacona*.—Honorables messieurs, ayant reçu la gracieuse invitation d'appuyer le proposeur de l'adresse en réponse au discours du trône, j'ai accepté avec plaisir, bien que plusieurs autres membres de cette honorable Chambre eussent été plus habiles que moi à remplir ce devoir important. Après avoir entendu le discours du trône, je ne pouvais ne pas répondre dans l'affirmative, car cet admirable discours renferme les mesures les plus propres à promouvoir les intérêts et la prospérité de notre province.

Pour abréger la besogne et pour résumer toute ma pensée, je suis tenté de faire comme le marchand qui, pour sauver du temps, en ne répétant pas les mêmes articles dans ses transactions, se contente d'écrire au dessous d'une marchandise déjà citée le mot *ditto*. J'approuve de tout cœur le discours que vient de prononcer le proposeur de l'adresse, qui a montré beaucoup d'habileté et d'intelligence dans ses observations. A chacune de ses remarques, je puis ajouter : *ditto*, et je resterai dans le vrai ; car du premier au dernier paragraphe, du premier au dernier mot du discours du trône, il n'y a rien à retrancher. Tout est conforme à une sage administration.

Je remarque un éloge très flatteur à l'adresse des honorables membres de cette Législature dans le premier paragraphe du discours du trône. Son Honneur déclare qu'il compte comme par le passé sur le concours de notre dévouement aux intérêts publics et sur notre désir de voir se développer les ressources de la province. C'est un encouragement pour nous à continuer de remplir notre devoir. Nous avons bien fait dans le passé ; nous nous efforcerons de faire encore mieux si c'est possible, dans l'avenir.

Le deuxième paragraphe fait allusion à la terrible épidémie qui a

ravagé notre province pendant quelque temps, à ce fléau épouvantable, la variole, qui a semé la terreur et la mort dans notre population et surtout dans la grande cité de Montréal. Je constate avec plaisir que le gouvernement a fait tout en son pouvoir pour arrêter les progrès de cette hideuse maladie et la faire disparaître complètement de notre belle province; il a eu recours à tous les moyens que lui donnait la loi existante. Et grâce à l'énergie et à l'activité qu'il a déployées, nous avons été débarrassés en peu de temps de l'épidémie variolique. On a beaucoup parlé en certains quartiers du conflit qui s'était élevé entre le gouvernement et la corporation de la cité de Québec. Ce différend a donné lieu même à de nombreux commentaires dans la presse. Mais on a oublié une chose, c'est que ce conflit est une preuve évidente du zèle qu'ont montré le gouvernement et la corporation pour préserver notre population contre les ravages de l'épidémie. Le gouvernement et la corporation ont prouvé qu'ils n'épargnaient rien pour sauver la vie des citoyens. Malgré ce différend, les mesures prises par les deux autorités ont eu les résultats les plus satisfaisants.

Le discours du trône parle de l'acte des licences et nous annonce que le gouvernement provincial a eu gain de cause. Cette nouvelle a été accueillie avec la plus vive satisfaction par toute la population. Nous devons nous réjouir du résultat immense qui a couronné les courageux efforts du gouvernement; car cette décision du plus haut tribunal de l'Empire exercera une salubre influence dans notre province, en nous laissant l'une des principales sources du revenu. La leçon donnée par le conseil privé de l'Angleterre—c'est une véritable leçon—portera je l'espère d'heureux fruits et engagera les différentes administrations de la Puissance à ne pas sortir de leurs attributions. Chaque gouvernement restera chez lui à l'avenir.

Quant aux mesures mentionnées dans le quatrième et le cinquième paragraphes et concernant la construction des chemins de fer, la colonisation et l'agriculture, je n'ai aucun doute qu'elles seront reçues avec la plus grande joie par les deux partis de cette province. Il n'est pas nécessaire de développer au long ces importantes questions; tout le monde comprend qu'elles sont la source de la prospérité et de la richesse d'un pays et que tout gouvernement qui s'efforce d'exploiter cette mine inépuisable mérite la confiance et la reconnaissance du peuple.

Je ne puis passer sous silence le sixième paragraphe, qui informe les honorables membres de cette Chambre qu'un projet de loi sera soumis

à la Législature pour permettre au gouvernement de rendre, sans augmenter les responsabilités ou obligations de la province, la construction plus prompte de certaines voies ferrées destinées à donner une grande impulsion à la colonisation, à l'agriculture et au commerce. Car j'ai le plus ferme espoir que les réclamations du chemin de fer de Québec et du lac Saint-Jean ne seront pas méprisées ou oubliées. Les sacrifices personnels des hommes engagés dans cette grande entreprise de colonisation méritent une sérieuse considération et ne doivent pas rester sans récompense. Le gouvernement devrait accorder une nouvelle aide libérale à ces hommes patriotiques pour les mettre en état de terminer, complètement et à une époque rapprochée, la construction de cette voie ferrée.

Le peuple apprendra avec plaisir que le gouvernement a réussi à rétablir l'équilibre dans les finances de la province. Ce résultat est très satisfaisant et démontre que le gouvernement a pratiqué la plus stricte économie, tout en continuant d'exécuter les entreprises les plus propres à rendre le pays grand et prospère. Un malaise régnait depuis quelques années dans le public ; ce malaise est disparu et a fait place à la plus vive allégresse lorsque la population a appris la nouvelle que l'ère des déficits était passée.

La refonte des statuts est de la plus haute importance. Que de lois sont aujourd'hui inintelligibles ? C'est donc avec une vive satisfaction que nous voyons le gouvernement déclarer qu'il continuera ce travail et qu'il dotera le pays d'un ensemble de lois claires et lucides.

L'exposition coloniale qui s'ouvrira prochainement à Londres aura d'heureux résultats pour le pays. Je désire que notre province figure avec honneur à cette grande exposition et que ses produits de toutes sortes soient connus des autres colonies anglaises. Nous y gagnerons à être connus de l'étranger, car, je ne crains pas de le dire, nous sommes en position, grâce aux efforts du gouvernement, de lutter avantageusement avec toutes les possessions britanniques qui enverront leurs produits dans la capitale de l'Angleterre.

Le discours du trône termine par une prière. C'est dans la prière que nous trouverons la force d'accomplir les rudes travaux qui nous sont confiés. Avec l'aide de Dieu, nous pourrions nous conserver, comme le dit Son Honneur, dans les sentiments de fidélité et de patriotisme qui sont les traits caractéristiques du peuple de notre loyale province.

C'est avec le plus grand plaisir que j'appuie l'adresse qui est soumise à l'approbation de cette honorable Chambre.

L'honorable M. **Champagne** — *conseiller pour Mille-Isles.* — Honorables messieurs, je crois qu'il est de mon devoir de prendre la parole en cette circonstance pour féliciter le proposeur et le secondeur de l'adresse en réponse au discours du trône. Je les félicite de tout cœur de l'habileté dont ils ont fait preuve dans l'accomplissement de cet important devoir, et je félicite aussi le gouvernement de l'excellente nomination qu'il a faite dans la personne de l'honorable conseiller pour Lanaudière. Je le félicite d'avoir donné à cette Chambre un vieil ami, lui a joué un rôle important dans nos luttes politiques et qui s'est toujours distingué par son zèle et son empressement à servir les intérêts de notre province. Cette nomination a été bien accueillie par toute la Chambre et par tout le pays. Cet honorable monsieur a déjà donné des preuves de son habileté et de son intelligence, et il vient de nous en donner une nouvelle dans l'admirable discours qu'il a prononcé au commencement de cette séance. Je le connaissais, et je savais que le pays pouvait compter sur son dévouement. Il n'a pas trompé l'attente du public. Si j'avais à blâmer le gouvernement, cet acte suffirait pour me désarmer et m'engager à lui accorder entièrement pardon.

Le discours du trône fait allusion au fléau qui a exercé de si terribles ravages dans la province et en particulier dans Montréal, la métropole commerciale du Canada. Je suis heureux de déclarer devant cette Chambre que le gouvernement a pris toutes les mesures nécessaires pour arrêter les progrès de cette épidémie, qui a causé de si grands désastres et des dommages si considérables aux finances des corporations municipales. Les bureaux de santé ont fait courageusement leur devoir. Leurs actes ont été diversement appréciés, mais j'aime à croire que toutes ces corporations ont fait pour le mieux dans les circonstances difficiles dans lesquelles elles se trouvaient. Quoiqu'il en soit, l'expérience nous a appris que la situation peut être améliorée, et je vois avec plaisir que le discours du trône nous annonce une mesure pour arriver à ce but désirable. Je suis convaincu que la Chambre mettra tout le soin possible à l'examen de cette importante question.

C'est avec le plus vif plaisir que j'ai appris le succès que la province avait obtenu en Angleterre relativement à la loi des licences. On avait craint, en certains quartiers, que le gouvernement fédéral n'empiétât sur les droits des provinces. On redoutait une brèche à notre autonomie provinciale. La décision du plus haut tribunal de l'Empire a donc pro-

curé une grande satisfaction à toute la province. Toute crainte est maintenant disparue, grâce à la fermeté déployée par le gouvernement. C'est le devoir du gouvernement de se montrer inflexible toutes les fois qu'on veut enlever à la province ce qui lui est dû par la constitution qui nous régit. Oui, que la province revendique ses droits, mais qu'elle ne dépasse jamais les limites de ses attributions. C'est le moyen de conserver la plus parfaite harmonie dans notre rouage politique.

Les mesures annoncées par le discours du trône, honorables messieurs, sont de la plus haute importance. Mais je regrette d'y rencontrer une lacune. Je regrette de ne pas voir dans ce discours le résultat des démarches du gouvernement pour obtenir le règlement de la dette de notre province et l'augmentation du subside à \$1.00 par tête de la population. Je ne reviendrai pas sur les raisons déjà données pour démontrer toute la justice de nos réclamations auprès du gouvernement fédéral. Nous demandons ce qui nous est dû et pas autre chose. Je n'ai aucun doute que le gouvernement de cette province a fait tous ses efforts pour le triomphe de sa cause, et j'ai l'espoir qu'il nous fera connaître le résultat des négociations pendant le cours de cette session.

Le pays a dû apprendre avec la plus grande satisfaction et le plus vif enthousiasme que le gouvernement a pu enfin rétablir l'équilibre dans nos finances. Cette nouvelle est un rude échec pour les faux prophètes, qui criaient sur tous les toits que la province était accablée d'impôts et qu'elle marchait d'un pas rapide vers la ruine et la banqueroute. Le gouvernement a obtenu cet immense succès, tout en continuant les travaux d'utilité publique, tout en continuant de favoriser la construction des chemins de fer, l'agriculture et la colonisation. Nous avons rétabli l'équilibre entre les recettes et les dépenses, et nous sommes les maîtres du magnifique établissement que nous habitons, de ce monument national qui fait l'orgueil de la province et de tout le Canada et qui excite l'admiration des étrangers. Nous avons exécuté d'immenses travaux, mais nous n'avons pas entrepris au delà de nos forces. Nous avons accompli de grandes œuvres, et notre situation financière est aujourd'hui dans un état florissant.

Un autre paragraphe du discours du trône mérite une mention toute spéciale, et je dois avouer en toute franchise que j'en ai entendu la lecture avec beaucoup de plaisir et une grande satisfaction, plaisir et satisfaction qui seront partagés par toute la Chambre et tout le pays. C'est le paragraphe qui nous annonce que le gouvernement se propose de présenter une mesure pour faciliter la construction des voies ferrées et favoriser davan-

tage, par là même, l'agriculture, la colonisation et le commerce. C'est le moyen d'augmenter constamment les ressources du pays, car les chemins de fer sèment l'aisance et la prospérité dans toutes les régions qu'ils traversent et qu'ils livrent à l'exploitation des colons courageux et intelligents. Si le gouvernement a trouvé le moyen de terminer ces grandes entreprises publiques sans augmenter le fardeau ou les charges de la province—et je n'ai aucun doute qu'il remplira les promesses qu'il fait dans le discours du trône—nous devons nous réjouir de cette bonne trouvaille. Si le gouvernement obtient les résultats annoncés, il méritera nos plus sincères félicitations ; car il aura surmonté de grandes difficultés et doté notre province de travaux publics qui contribuent si puissamment à la richesse d'une nation. Nous aurons à nous prononcer sur cette mesure, dont nous ne connaissons pas encore les détails. Après que nous aurons constaté qu'elle renferme les avantages promis, je suis convaincu que le gouvernement recevra l'approbation unanime de toute la Chambre et de la province.

Le discours du trône nous annonce encore que les travaux de la commission royale chargée de s'enquérir minutieusement de toutes les circonstances qui se rapportent à la vente du chemin de fer du Nord sont sur le point d'être terminés et que le rapport de cette commission sera soumis à la Chambre dans le cours de la présente session. J'espère que ces travaux ne coûteront pas plus qu'ils méritent et que cette enquête aura pour résultat de mettre fin au système de dénigrement qui a été si en vogue depuis quelques années. Nous avons tous l'espoir que cette enquête démontrera, d'après ce que nous pouvons en juger jusqu'à présent, que toutes les accusations portées contre nos hommes publics, qui méritent d'être mieux traités à cause des services qu'ils rendent à leur pays, sont absolument sans fondement et qu'elles sont complètement futiles. Mais je puis bien me demander quel a été le résultat des enquêtes tenues jusqu'à ce jour. Ces commissions ont-elles réussi à changer les convictions produites par des accusations graves ? Les enquêtes des années précédentes n'ont pas, que je sache, réussi à opérer ce changement de convictions. Il reste toujours des doutes dans l'opinion publique, doutes qu'on aurait pu empêcher si l'on n'avait pas lancé des accusations à la légère. Néanmoins j'espère que la commission actuelle contribuera à soulager l'opinion publique.

Après ces quelques considérations, je reprends mon siège en disant que le gouvernement méritera nos plus chaudes félicitations s'il accomplit tout ce qui est annoncé dans le discours du trône. J'aurais désiré

d'autres mesures, comme je l'ai dit plus haut, mais ça viendra plus tard, je n'en ai aucun doute. Je le répète, honorables messieurs, si le gouvernement met à exécution tout ce qu'il promet, cette Chambre et le pays auront lieu d'être satisfaits.

L'honorable M. *Métiot*—*conseiller pour La Vallière*.—Honorables messieurs, je ne me lève pas pour faire un discours ; car, après les paroles éloquentes que nous venons d'entendre et les nombreuses remarques qui ont été faites sur le discours du trône, il ne reste rien à dire, et je n'ai pas la prétention d'ajouter beaucoup de nouveau à ce qui a été développé par mes honorables collègues. Néanmoins, je ne puis résister au désir d'exprimer la joie que j'ai éprouvée en lisant le paragraphe du discours du trône qui nous annonce que le gouvernement favorisera encore plus que par le passé la construction des voies ferrées. La mesure promise aura pour résultat de donner un nouvel essor à la colonisation, à l'agriculture et au commerce. C'est très bien et la population tout entière doit s'en réjouir. Mais il y a un fait qu'il ne faut pas perdre de vue. On entend parler beaucoup de construction de chemins de fer et de voies de communication dans des régions ouvertes depuis peu à la colonisation. On veut rendre les communications plus faciles, et augmenter rapidement la prospérité et le progrès de ces parties de la province. Je serai toujours en faveur du progrès de la colonisation ; mais tout en accordant ces faveurs, il ne faut pas oublier les vieilles paroisses, les vieilles divisions électorales qui manquent de communications. Je pourrais mentionner entre autres, celle que j'ai l'honneur de représenter dans cette honorable Chambre. J'ai donc l'espoir que ma division ne sera pas à l'avenir plus négligée que les autres et que le gouvernement ne l'oubliera pas dans les mesures qu'il se propose de soumettre à notre considération.

L'honorable M. *Ross*—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Monsieur le président et honorables messieurs, je me lève pour remercier le proposeur et le secondeur de l'adresse et pour les féliciter de l'habileté et de l'intelligence qu'ils ont montrées dans l'accomplissement de leur devoir. Je les remercie bien cordialement pour les éloges flatteurs qu'ils ont adressés au gouvernement. Je prie également mes honorables collègues qui ont pris la parole depuis le commencement du débat, de vouloir bien accepter mes remerciements pour les félicitations qu'ils m'ont prodiguées ainsi qu'à l'administration de cette province. Les compliments sont peut être trop flatteurs, mais j'ai l'entière conviction qu'ils découlent

d'une source sincère. De mon côté, je puis dire en toute sincérité, à cette honorable Chambre, que le gouvernement a fait tout en son pouvoir pour promouvoir les intérêts, la prospérité et l'avancement de la province et qu'il n'a rien négligé pour se rendre digne de la confiance que le peuple repose en lui.

Le premier paragraphe du discours du trône nous parle des ravages d'une épidémie qui a sévi dans notre province. Tout le monde connaît les désastres que ce terrible fléau a causés parmi nous, et surtout dans la plus grande ville de la confédération canadienne. En présence d'aussi lugubres dévastations, le pays tout entier a reconnu toute l'importance qu'il y avait de réunir tous les efforts pour empêcher la propagation de cette maladie si cruelle. Les bureaux de santé et le gouvernement ont travaillé énergiquement à arrêter la marche de l'épidémie, et leurs efforts, chacun le sait, ont été couronnés de succès. Il y a cependant une lacune dans la loi existante, et le gouvernement se propose de combler cette lacune en soumettant une mesure à cette Chambre. D'après la loi actuelle, on peut se défendre contre les ravages d'une épidémie jusqu'à un certain point, mais il est difficile d'empêcher complètement l'importation du fléau, si je puis m'exprimer ainsi. Nous tâcherons donc par la nouvelle loi de nous mettre à l'abri des ravages des épidémies en prenant tous les moyens possibles pour nous préserver contre leur importation et leur propagation.

L'honorable conseiller pour Mile-Isles a exprimé le regret de ne voir dans le discours du trône, aucune allusion au règlement de la dette provinciale par le gouvernement fédéral et à l'augmentation du subside. Le gouvernement aurait été heureux de l'annoncer, mais je dois dire franchement que nos demandes n'ont pas encore été exaucées. Néanmoins nous espérons fermement que nos réclamations seront réglées dans un sens favorable pour la province dans un avenir rapproché. Je le dis à la Chambre et au pays, le gouvernement est pleinement convaincu que ses réclamations sont empreintes du sceau de la plus stricte justice. Je déclare que le gouvernement n'a rien négligé et ne négligera rien pour être reconnaître ses droits et obtenir le règlement de ces questions si importantes pour la province.

Je suis persuadé que cette Chambre et le pays ont appris avec la plus vive satisfaction que le plus haut tribunal de l'Empire a rendu un jugement favorable à la province dans la question des licences. Oui, nous avons droit de nous réjouir de cette décision. Après ce qui vient de se passer, nous pouvons espérer que dorénavant chacun restera dans son

rôle, dans sa sphère respective. Toutes les difficultés sont maintenant disparues ; il n'existe plus aucun doute. La constitution sera désormais claire et intelligible pour tous les gouvernements et pour tout le monde. Nous n'aurons plus à redouter les désagréments des années dernières. On avait cru voir des empiètements sur notre autonomie provinciale, sur nos droits et nos privilèges, et l'on avait même jeté les hauts cris. Mais aujourd'hui la question est vidée, et les craintes sont évanouies pour faire place à la réjouissance. Je le répète, chaque membre doit comprendre que nous devons travailler, chacun dans sa sphère, à développer les ressources de la province et à augmenter sa prospérité. C'est le moyen de conserver la bonne entente qui doit régner entre tous les gouvernements chargés des destinées du pays.

Le gouvernement a toujours veillé avec un soin jaloux à l'emploi des deniers de la colonisation, ce puissant facteur de l'avenir d'une nation. Par les rapports qui seront soumis à cette Chambre, vous verrez, honorables messieurs, que nous avons obtenu de bons résultats. Les sommes considérables qui ont été votées l'année dernière ont donné une nouvelle impulsion au progrès colonisateur et agricole. Les crédits ont été plus élevés que d'ordinaire, mais ces dépenses étaient indispensables. Chacun se rappelle les inondations épouvantables qui ont eu lieu dans certaines parties de la province ; chacun se rappelle aussi les dommages considérables qu'elles ont causés ; des ponts ont été emportés, des chemins complètement bouleversés et brisés, etc. Grâce à l'augmentation des crédits consacrés à la colonisation, le gouvernement a pu réparer immédiatement les désastres sans retarder la construction des chemins de fer, des voies de communication et l'exécution des autres travaux publics nécessaires à la bonne administration des affaires. Les sommes destinées à la colonisation ont été employées avec la plus stricte économie. C'est l'intention et la volonté du gouvernement de continuer la distribution de ces crédits avec tout le soin, toute l'intelligence et toute la sollicitude dont il est capable. Ces dépenses auront toujours pour objet le progrès et le bien être de la province.

Tous les honorables membres de cette Chambre savent que l'un des principaux articles du programme du gouvernement c'est de favoriser la colonisation et l'agriculture. Pour arriver à cette fin désirée, il ne s'agit pas de profusion d'argent, mais bien de faire un bon emploi des sommes votées. Nous avons besoin pour réussir et réaliser nos espérances des efforts de tous ceux qui comprennent que l'agriculture est la source de la richesse d'un pays. Nous devons pousser de l'avant une classe qui

désire voir régner le progrès, mais qui hésite à marcher dans cette voie. Il faut s'efforcer de lui faire accepter les idées et les améliorations qui peuvent infailliblement la conduire au succès. Il serait tout à fait inutile de voter de l'argent, si la classe agricole s'oppose au progrès et à la prospérité auxquels on veut la faire parvenir. Je suis persuadé, et j'aime à le déclarer, que la classe des cultivateurs en général comprend mieux aujourd'hui sa situation et qu'elle est plus décidée que jamais à sortir de l'état languissant dans lequel elle est restée depuis un si grand nombre d'années. Avec encore un peu de bonne volonté, et le progrès ne peut tarder à venir.

Le discours du trône annonce que le gouvernement se propose de soumettre un projet de loi pour aider à la construction des chemins de fer. Le temps n'est pas arrivé de faire connaître tous les détails de cette mesure. Mais en attendant je me permettrai de vous en faire connaître l'objet. Il s'agira de faciliter la construction des voies ferrées en accordant des subsides en argent en échange des terres concédées aux compagnies ou d'une garantie proportionnée à la valeur de ces terres. Que la Chambre soit parfaitement convaincue que le gouvernement ne donnera pas plus qu'il recevra. Ces aides se distribueront sans imposer de nouvelles charges ou de nouvelles obligations à la province. Je n'ai pas de doute que ce projet recevra l'approbation unanime de la Chambre, car cette mesure, qui n'entraînera aucune nouvelle dépense pour le gouvernement, sera très efficace pour hâter la construction de nos grandes voies ferrées si nécessaires au progrès de la colonisation et au développement d'un pays, car c'est un fait admis et proclamé par tout le monde, que les chemins de fer sont une grande source de richesse pour un pays.

Les honorables conseillers qui ont parlé précédemment ont exprimé la grande satisfaction qu'ils ont éprouvée en apprenant que l'équilibre était enfin rétabli dans les finances de la province. Ils ont raison de se réjouir de ce résultat après lequel on soupirait depuis quelques années. Le gouvernement a droit lui aussi de se réjouir avec tout le pays ; car, après les sacrifices énormes que la province s'est imposés pour l'exécution de nos travaux publics et principalement pour le progrès de la colonisation et de l'agriculture, le rétablissement de cet équilibre paraît une chose pour ainsi dire fabuleuse et parle éloquentement, je n'ose pas à le déclarer, en faveur de l'administration dont j'ai l'honneur d'être le chef. Cette consolante nouvelle causera une grande surprise et beaucoup de désappointement à ces hommes que l'honorable conseiller pour Mille-Isles vient de désigner sous le nom de faux

prophètes de malheur, qui ont toujours montré nos finances sous les plus sombres couleurs et ne cessent de crier que la province marche à la ruine et à la banqueroute. On restera maintenant convaincu que ces prophéties sont absurdes et mêmes ridicules. Nous avons pu en peu de temps rétablir l'équilibre dans nos finances, grâce à l'augmentation des ressources de la province et grâce à une économie pratiquée avec le plus grand soin, économie qui a été considérée comme trop sévère, mais qui n'a pas été la cause d'injustice ni nuisible au bon fonctionnement du service civil. J'ai droit de me réjouir du résultat immense que nous avons obtenu, et laissant de côté toute fausse modestie, j'accepte avec plaisir les félicitations que les honorables membres de cette Chambre ont bien voulu adresser à mon gouvernement pour avoir mis fin à l'ère des déficits.

Comme vous l'apprend le discours du trône, honorables messieurs, la Chambre aura à s'occuper encore de la refonte des statuts de la province. C'est un travail considérable, mais de la plus haute importance. Je n'ai pas de doute que cette honorable Chambre y portera toute son attention.

Quant à l'exposition coloniale qui doit s'ouvrir prochainement à Londres, il est bien connu que c'est le gouvernement fédéral qui est le principal facteur, qu'il s'est chargé des frais de transport des produits, qu'il dirige les travaux d'installation, etc. Cependant une grande latitude est laissée aux provinces. Dans notre sphère d'action, nous ferons tout notre possible pour retirer les plus grands avantages de cette exposition. D'après ce que nous avons fait jusqu'à présent, nous pouvons espérer que notre province figurera avantageusement et même avec honneur à côté des nombreuses colonies anglaises.

J'ai omis certains paragraphes du discours du trône. Je n'ai pas cru devoir ajouter de nouvelles considérations à celles des orateurs qui ont parlé avec tant de talent et d'intelligence. Je ne puis m'empêcher de déclarer en terminant, honorables messieurs, que, sans avoir la prétention de n'avoir jamais commis d'erreur dans le passé ni d'en commettre dans l'avenir, nous voulons ardemment et sincèrement, dans la mesure de nos forces et des talents que la Providence nous a départis, travailler sans cesse au succès, à la prospérité, au bien-être et à la richesse de notre pays.

Les résolutions sont adoptées dans les formes réglementaires.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, il est ordonné que les hono-

rables messieurs Lavallée, Hearn et Ross soient nommés pour former un comité chargé de préparer une adresse basée sur les dites résolutions.

L'adresse suivante est présentée par le comité et adoptée dans les formes réglementaires.

A Son Honneur l'honorable Louis François Rodrigue Masson, lieutenant gouverneur de la province de Québec.

Qu'il plaise à Votre Honneur,

Nous les loyaux et fidèles sujets de Sa Majesté, le Conseil législatif de la province de Québec, assemblés en législature provinciale, remercions respectueusement Votre Honneur du gracieux discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la cinquième session du cinquième parlement de la Législature de Québec, et de la vive satisfaction qu'il manifeste de nous voir réunis au siège du gouvernement pour commencer les travaux de cette session de la Législature, et nous assurons Votre Honneur qu'il peut, dans l'accomplissement de ses devoirs comme représentant de Notre Auguste Souveraine, compter sur le concours de notre dévouement aux intérêts publics et sur notre désir de voir se développer les ressources de la province.

Nous nous réjouissons d'apprendre que le gouvernement a pris les moyens qui lui étaient fournis par la loi pour empêcher la propagation du fléau de la variole qui, pendant l'année dernière, a sévi cruellement dans notre province, et particulièrement dans la cité de Montréal où il a jeté le deuil dans un grand nombre de familles, et qui considérablement au commerce,—fléau qui, grâce à cette action opportune du gouvernement et au zèle intelligent des membres et officiers des bureaux de santé, a pu être circonscrit, puis finalement contrôlé. Toutefois, nous admettons avec Votre Honneur, que l'expérience a prouvé qu'il y a lieu d'améliorer notre législation relativement à la santé publique, surtout en ce qui concerne l'hygiène et les mesures préventives, et nous sommes heureux de voir qu'un projet de loi nous sera soumis à cet effet.

Nous avons appris avec satisfaction l'heureux résultat des efforts des provinces pour maintenir leurs droits relativement à la législation sur les licences, et le fait que la loi passée par le Parlement du Canada sur cette matière a été déclarée *ultra vires* par le plus haut tribunal de l'Empire, décision qui met fin à un conflit regrettable et assure à la province un contrôle absolu sur une de ses principales sources de revenu.

Avec Votre Honneur nous espérons, qu'en s'appliquant à demeurer dans les limites de leurs attributions respectives, le Parlement et les Législatures éviteront tout conflit de juridiction à l'avenir.

Nous avons appris avec plaisir que l'emploi qui a été fait de l'octroi relativement considérable que nous avons voté, l'an dernier, pour la construction de chemins et ponts dans les régions nouvellement ouvertes au défrichement et à l'agriculture, a déjà produit d'excellents résultats, et, qu'il nous sera demandé, cette année, de favoriser spécialement la colonisation, ce champ d'action par excellence de l'activité de nos populations.

Nous avons été heureux d'apprendre que les efforts du gouvernement tendront à s'assurer tout particulièrement que les sommes votées pour venir en aide à la colonisation et à l'agriculture soient employées de manière à promouvoir ces intérêts si importants.

Il nous a fait plaisir d'apprendre qu'un projet de loi nous sera présenté pour permettre au gouvernement de faciliter, sans augmenter les responsabilités ou obligations de la province, la construction plus prompte de certaines voies ferrées destinées à donner une grande impulsion à la colonisation, à l'agriculture et au commerce dans les régions qu'elles devront parcourir.

Nous avons été heureux d'apprendre que les travaux de la commission royale chargée d'examiner les faits qui se rapportent à la construction, à l'exploitation et à la vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, touchent à leur fin, et qu'un rapport de cette commission sera présenté dans le cours de cette session.

Nous avons appris avec satisfaction, que la vente des chemins de fer du gouvernement et le règlement graduel des réclamations qui se rapportent à la construction et à l'administration de ces voies ferrées ayant notablement diminué les affaires du département des chemins de fer de cette province, le gouvernement a l'intention d'abolir ce département et d'opérer en conséquence un remaniement dans les attributions de certains autres bureaux publics.

Nous avons été heureux d'apprendre que le gouvernement a réussi à rétablir l'équilibre dans les finances de la province, ce qui, après les sacrifices énormes que celles-ci s'est imposés pour développer ses ressources et contribuer à la prospérité générale du Canada, en dotant le pays d'utiles et nombreuses voies de communication, doit être considéré comme un événement d'une importance exceptionnelle.

Nous avons été satisfaits d'apprendre que nous aurons à continuer, pendant cette session, l'examen du projet de refonte des statuts généraux de la province de Québec et de ceux de la ci-devant province du Canada qui sont en force en notre province et sont du ressort de cette Législature. Il est tellement important de compléter cet examen le plus tôt possible que nous pouvons assurer à Votre Honneur que nous en ferons l'une de nos principales occupations.

Il nous a fait plaisir d'apprendre que le gouvernement a fait expédier en Angleterre une certaine quantité d'objets qui devront figurer dans l'exposition coloniale qui doit bientôt s'ouvrir à Londres. Nous ne doutons pas, avec Votre Honneur, que les personnes qui visiteront cette exposition, sauront apprécier la valeur de nos produits agricoles, forestiers, miniers et industriels, et pourront, en même temps, par notre exposition scolaire, juger du degré de culture intellectuelle de nos populations.

Il nous a fait plaisir d'apprendre que le gouvernement favorisera la reprise des études faites par le comité formé, dans le cours de la dernière session, pour s'enquérir de tout ce qui peut se rapporter aux limites nord et nord-est de la province, et la continuation des travaux commencés par ce comité.

Nous remercions Votre Honneur de la prière qu'il adresse à Dieu de bénir nos travaux, durant cette cinquième session du 51^{ème} parlement de la Législature de Québec, ouverte au nom de Sa Majesté la Reine, et de nous conserver dans les sentiments de fidélité, d'ordre et de patriotisme qu'il a bien voulu nous attribuer, et qui sont les traits caractéristiques du peuple de cette loyale province.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, appuyé par l'honorable M. Rémillard, il est ordonné que la dite adresse soit grossyée et qu'elle soit signée par l'honorable président de cette Chambre.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, appuyé par l'honorable M. Lavolette, il est ordonné, que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur par l'honorable président et ceux des membres de cette Chambre qui sont membres du Conseil exécutif.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du lundi, le 12 avril 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt d'une pétition.—Adoption de diverses propositions.—Dépôt du rapport annuel du bibliothécaire.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT D'UNE PÉTITION.

La pétition du conseil municipal du village de St-Gabriel, comté d'Hochelaga, demandant l'annexion de ce village à la cité de Montréal, est déposée sur le bureau du Conseil.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, appuyé par l'honorable M. Laviolette, il est ordonné qu'il soit nommé un comité pour examiner les comptes contingents du Conseil législatif pour la présente session, et faire rapport sur iceux, et que ce comité soit composé des honorables messieurs Archambeault, Beaudry, Champagne, Couture, Dionne, Dorion, Ferrier, Gérin, Hearn, Lavallée, Laviolette, Méthot, Starnes, Webb et Wood.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, appuyé par l'honorable M. Webb, il est ordonné qu'il soit nommé un comité des ordres permanents et projets de lois, avec pouvoirs de s'enquérir de toutes telles matières et choses qui seront renvoyés au dit comité, de faire rapport de temps à autre de ses observations et opinions sur icelles, et d'envoyer quérir personnes, papiers et dossiers, et que ce comité soit composé des honorables messieurs Archambeault, Beaudry, Bryson, Champagne, Dionne, Dorion, Ferrier, Gérin, Hearn, LaRue, Lavallée, Laviolette, Méthot, Prudhomme, Rémillard, Starnes, Webb et Wood.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, appuyé par l'honorable M. Rémillard, il est ordonné qu'il soit nommé un comité pour surveiller les impressions du Conseil législatif durant la présente session, et que ce comité soit composé des honorables messieurs de Boucherville, Beaudry, Champagne, Dorion, Ferrier, Gingras, Laviolette, Méthot, Webb et Wood.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, appuyé par l'honorable M. LaRue, il est ordonné qu'il soit nommé un comité spécial pour s'en-

quérir et faire rapport au Conseil législatif de la nature des actes ayant trait à la constitution des compagnies privées qui, d'après l'acte de l'Amérique britannique du Nord 1867, tombent dans les attributions de la Législature de la province de Québec, et que le dit comité soit composé des honorables messieurs Archambeault, de Boucherville, Bryson, Gingras, Gérin, Rémillard et Savage.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, appuyé par l'honorable M. Beaudry, il est ordonné qu'il soit nommé un comité spécial pour assister le président dans l'administration de la bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés et pour agir au nom du Conseil législatif comme membre du comité général des deux Chambres de la bibliothèque, et que ce comité soit composé des honorables messieurs Archambeault, Champagne, de Boucherville, Gérin, LaRue, Méthot, Rémillard et Webb.

Il est ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, appuyé par l'honorable M. Wood, il est ordonné qu'il soit nommé un comité permanent avec instruction de s'enquérir de tout ce qui concerne la Chambre de lecture et la publication des débats du Conseil législatif, et de faire rapport de temps en temps à cette Chambre, et que ce comité soit composé des honorables MM. Archambeault, de Boucherville, Champagne, Dionne, Gérin, Méthot, Rémillard, Starnes et Webb.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, appuyé par l'honorable M. Méthot, il est ordonné qu'il soit nommé un comité permanent des chemins de fer avec pouvoir de s'enquérir et faire rapport de tout projet de loi ou matière ayant trait à la constitution des compagnies de chemins de fer, et d'envoyer quérir personnes, papiers et dossiers, et que ce comité soit composé des honorables MM. de Boucherville, Champagne, Dorion, Ferrier, Gérin, Hearn, Lavallée, Méthot, Rémillard, Savage, Webb et Wood.

M. le président dépose sur le bureau du Conseil le rapport suivant du bibliothécaire :

A l'honorable Conseil législatif :

Le bibliothécaire de la Législature de Québec a l'honneur de faire le rapport suivant sur l'état de la bibliothèque provinciale :

Depuis l'incendie du Parlement en 1883, le seul achat de livres considérable qui ait été fait, l'a été par M. Dansereau.

Il faut excepter toutefois l'achat des journaux des Chambres et des statuts, documents de première nécessité que je me suis efforcé de trouver en quantité suffisante.

L'année dernière, j'ai cru devoir acheter, avec l'assentiment des présidents, et à un prix fort peu élevé, 24 années du *Morning Chronicle* (1860-1884). Cette année nous avons acquis la collection complète du *Courrier de Saint-Hyacinthe*. Les journaux renferment l'histoire du pays, et il est de la plus haute importance de refaire les magnifiques collections que nous avons perdues.

Nous avons pris possession de la nouvelle bibliothèque, et j'ai le regret de constater de nouveau, et trop tard cette fois, qu'elle est tout à fait insuffisante. Je le savais, du reste, et je n'ai pas manqué d'appeler l'attention des Chambres sur les défauts du plan, dans mes rapports précédents.

Aucun ouvrage dont le format dépasse dix-huit pouces ne peut trouver place sur les rayons, et nos journaux politiques sont entassés ça et là à terre.

Il y a huit pans de mur qui sont nus, parce que leurs tablettes—s'ils en avaient—gâteraient la symétrie, en cachant d'un côté le bord des fenêtres. Il vaudrait mieux, je crois, sacrifier l'harmonie et trouver de l'espace pour les livres. C'est un quart de l'espace de perdu : de la place pour 5000 volumes.

Le nombre des ouvrages de toutes sortes que contient aujourd'hui votre bibliothèque est de 16,377.

De ce nombre, 423 ne peuvent être mis sur les rayons à cause de leur format qui est trop grand.

Il y a place encore pour environ 1200 volumes.

La bibliothèque nouvelle ne peut donc contenir plus de dix-sept à dix-huit mille volumes. L'ancienne en contenait tout près de trente mille.

Les journaux, statuts et documents *parlementaires* de Québec sont au nombre de trois mille sept cents.

Les livres fournis par M. Dansereau se chiffrent par quatre mille sept cents, dont 1400 volumes de rapports et *Livres bleus* anglais. Une assez grande partie de ces livres ne sont pas reliés.

Un grand nombre d'ouvrages sauvés du feu, il y a trois ans, ont

disparu depuis. La surveillance de la salle où ils sont demeurés pendant une année était impossible, vu que tout le monde y avait accès depuis le matin jusqu'au soir.

La surveillance sera des plus difficiles encore dans la bibliothèque actuelle, qui n'est qu'un passage somptueux sur lequel s'ouvre une suite de petites pièces.

Il y a contiguë à cette bibliothèque et unie à elle par une porte de communication, une salle assez large où les volumes d'un grand format pourraient être commodément placés ; où l'on pourrait déposer les revues et les journaux en attendant qu'ils soient envoyés à la reliure ; où les personnes qui veulent étudier seraient à l'aise, seules et loin du bruit.

Le Conseil législatif ferait généreusement, sans doute, le sacrifice de cette pièce.

Le tout respectueusement soumis,

L. PAMPHILE LEMAY,

B. L. Q.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du mardi, le 13 avril 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt et lecture de pétitions.—Messages du lieutenant gouverneur et de l'Assemblée législative.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUIÈRE

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

Du révérend M. Garceau et autres, de la paroisse de St-Pierre-les-Béquets, dans le comté de Nicolet, demandant de l'aide pour la construction de certains ponts ;

De certains manufacturiers et autres, demandant des amendements au code de procédure civile ;

Du maire et des conseillers de la ville de Longueuil, demandant des amendements à la charte de la dite ville ;

De la corporation du séminaire de Nicolet, demandant des amendements à ses actes constitutifs.

Les pétitions déposées à la séance du 9 courant sont lues et reçues.

M. le président donne comme suit communication à la Chambre d'un message du lieutenant gouverneur :

L. R. MASSON.

Le lieutenant gouverneur de la province de Québec transmet au Conseil législatif le rapport de l'imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers ou autres personnes auxquelles ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux et en vertu de quelle autorisation, et aussi le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts.

Hôtel du gouvernement,

Québec, 13 avril 1886.

M. le président dépose sur le bureau les rapports municipaux de 1885 ainsi qu'un état des dépenses du Conseil législatif.

Les deux messages suivants de l'Assemblée législative sont lus et déposés sur le bureau.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Mardi, 13 avril 1886.

L'Assemblée législative informe le Conseil législatif qu'elle a nommé les honorables messieurs Taillon, Marchand et Mercier, et messieurs Asselin, Désaulniers, Faucher de Saint-Maurice, Lemieux et Nantel membres du comité pour aider l'honorable président dans l'administration de la bibliothèque du parlement, en tant que les intérêts de l'Assemblée législative sont concernés comme membres du comité général des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Attesté,

L. DELORME,

G. A. L.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Mardi, 13 avril 1886.

Résolu : qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir bien se joindre à cette Chambre dans la nomination d'un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et pour informer Leurs Honneurs que les membres du comité permanent des impressions, savoir :

Les honorables MM. Taillon, Marchand, Mercier, et MM. Brousseau, Gauthier, Poupore et White, agiront comme membres du dit comité général des impressions.

Ordonné, que le greffier porte le dit message au Conseil législatif.

(Attesté),

L. DELORME,

Greffier A. L.

Sur proposition de l'honorable M. Dionne, il est résolu que le comité nommé pour surveiller les impressions de cette Chambre durant la présente session et composé des honorables MM. de Boucherville, Beaudry, Champagne, Dorlon, Ferrier, Gingras, Laviolette, Méthot, Webb et Wood, soit un comité pour agir au nom de cette Chambre comme membres du comité général des deux Chambres sur les impressions tel que demandé par l'Assemblée législative dans son message, et que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du mercredi le 14 avril 1886

SOMMAIRE : Dépôt et lecture de pétitions.—Discussion sur un avis de proposition d'ajournement.—Les honorables MM. Beaudry, Ross, Champagne et Laviolette.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈNE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

De G. Masse et autres, demandant une loi les autorisant à se former en association sous le nom de " Corporation des huissiers du district de Montréal. "

Des habitants de la paroisse de Ste. Barbe, demandant l'adoption d'une loi pour définir les bornes de la paroisse de Ste. Barbe et pour d'autres fins.

De Louis Allard et autres, demandant à être constitués en association sous le nom de " l'Association des entrepreneurs de Montréal ;

De certains contribuables de Hull, dans le district judiciaire d'Ottawa, demandant le transfert du chef-lieu d'Aylmer à Hull ;

De certains contribuables de Papineauville, dans le district d'Ottawa, demandant le tranfert du chef-lieu judiciaire d'Aylmer à Hull ;

De certains contribuables de Templeton, dans le district d'Ottawa, demandant que le chef-lieu soit transporté d'Aylmer à Hull.

De L. A. Boisvert et autres, demandant à être constitués en société sous le nom de " l'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Québec ;

De " La compagnie manufacturière des Marchands, " demandant l'autorisation d'émettre des débentures.

L'AJOURNEMENT DU CONSEIL.

L'honorable M. **Beaudry**—*conseiller pour Alma*.—J'ai l'honneur de proposer que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée

à mardi, le 27 avril courant, à 4 hrs. p. m., et que l'article 51 du règlement soit suspendu.

L'honorable M. *Ross—conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics.*—Je crois que l'honorable député pour Alma agit avec trop de précipitation, car la proposition qu'il vient de faire, pourrait être mise sur l'ordre du jour et suivre le cours régulier.

L'honorable M. *Champagne—conseiller pour Mille-Isles.*—Si la Chambre décide que la proposition de l'honorable conseiller pour Alma soit mise sur l'ordre du jour, mon honorable collègue a devant lui le temps nécessaire pour agir de la sorte.

M. le **Premier ministre**—Je ne vois aucune raison pour laquelle cette proposition ne suivrait pas le cours ordinaire des délibérations ; car l'honorable conseiller peut la mettre demain sur l'ordre du jour comme avis de motion, et la soumettre vendredi prochain à la considération de cette Chambre.

L'honorable M. *Laviolette—conseiller pour de Lorimier.*—Les honorables membres qui voudraient partir vendredi après-midi par le train de deux heures et demie, ne pourraient pas le faire. Il faudrait que la Chambre fût ajournée jeudi. C'est une simple remarque que je fais.

M. le **Premier ministre**—Cette vacance serait certainement trop longue et pourrait être préjudiciable aux intérêts de cette Chambre et de la province.

L'honorable M. *Beaudry.*—Il ne faut pas oublier les circonstances pour ainsi dire exceptionnelles dans lesquelles nous nous trouvons. Nous allons entrer bientôt dans la Semaine sainte. Tous les honorables membres aiment sans aucun doute à se trouver au milieu de leurs familles, dans ce temps de Carême, et rien ne nous empêche d'y être. Nous n'avons rien à faire ici. Nous venons tous les jours en cette Chambre pour la forme ; l'ouvrage n'est pas encore prêt pour nous. Pourquoi ne pas suivre l'exemple d'Ottawa ? Puisque aucune mesure n'exige notre présence, l'ajournement proposé ne peut porter préjudice aux intérêts de la province. Nous pouvons nous rendre dans nos familles pour la Semaine sainte, et il n'en résultera aucun inconvénient. J'ai l'espoir que l'honorable premier ministre, après avoir examiné sérieusement cette question, se convaincra que l'ajournement ne rencontre aucune objection.

M. le **Premier ministre**.—Je présume que cette honorable Chambre n'a pas l'intention de discuter maintenant la question au mérite. Il s'agit tout simplement de savoir si, en laissant la proposition de l'honorable conseiller suivre le cours régulier, elle pourra être présentée en temps voulu par le règlement. Il n'y a pas de doute à ce sujet. L'avis de motion peut être mis sur l'ordre du jour de demain, et la proposition sera soumise à la séance de vendredi. J'insiste pour que nous suivions les règles de cette Chambre, puisque nous le pouvons si facilement, et je m'opposerai à tout ajournement qui sera préjudiciable aux affaires publiques de notre province.

L'honorable M. **Beaudry**.—Puisque l'honorable premier ministre insiste et qu'il m'assure que j'ai le temps nécessaire pour faire la proposition que je viens de soumettre à cette Chambre, je suis prêt à me soumettre et je laisse ma proposition comme simple avis de motion.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du jeudi, le 15 avril 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt et lecture de pétitions.—Message du lieutenant gouverneur.
—Dépôt d'un rapport de comité.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

Du bureau de direction de l'hôpital des femmes, de Montréal, demandant de l'aide ;

De Victor Théodule D'Aubigny et autres, demandant à être constitués en association sous le nom de l' " Ecole de médecine vétérinaire de Montréal ; "

De la corporation épiscopale catholique du diocèse de Nicolet, demandant l'adoption d'un projet de loi ;

De la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;
De la ville de Farnham, demandant des amendements à sa charte ;
D'Onésime Boulianne et autres, demandant l'établissement d'un bureau d'enregistrement à Tadousac ;

De Pierre Paradis et autres, de Bagotville, demandant des amendements au chap. 45 de la 39 Victoria ;

D'Ovide Bossé, shérif, demandant des amendements à la loi concernant l'annonce des ventes par le shérif ;

D'Ovide Bossé et Calixte Hébert, registrateurs, demandant la réduction du cautionnement dans certain cas ;

Des électeurs de la municipalité No. 1 du comté de Chicoutimi, demandant que les comtés unis de Saguenay et Chicoutimi soient divisés en trois districts électoraux.

De L. J. A. Papineau et autres, de Montebello, demandant que le chef-lieu du district soit transporté d'Aylmer à Hull ;

De Louis-Philippe Demers, demandant l'adoption d'une loi autorisant le barreau à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat, après examen ;

Des Sœurs de l'Hospice de St-Thomas de Montmagny, demandant d'être constituée en société légale ;

Les pétitions déposées à la séance de mardi le 13 avril, sont lues et reçues.

MESSAGE DU LIEUTENANT GOUVERNEUR.

M. le **Président**.—J'ai l'honneur de faire rapport à la Chambre que je me suis rendu auprès de Son Honneur le lieutenant gouverneur avec l'adresse du Conseil législatif, en réponse au discours de Son Honneur, prononcé du trône le 8 du courant, et qu'il a plu à Son Honneur de faire la réponse suivante :

L. R. Masson,

Honorables messieurs du Conseil législatif :

Je reçois avec beaucoup de satisfaction la loyale adresse que vous avez votée en réponse au discours du trône, et je vous remercie de l'assurance que vous me donnez de votre bon vouloir et cordiale assistance.

Hôtel du gouvernement,
Québec, 15 avril 1886.

Il est ordonné que la réponse du lieutenant gouverneur soit imprimé dans les deux langues pour l'usage des membres.

DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

Le premier rapport du comité des comptes contingents est déposé sur le bureau du Conseil.

Voici le texte de ce rapport :

CONSEIL LÉGISLATIF.

Comité des contingents,

Québec, ce 14 avril 1886.

Le comité des contingents, auquel a été renvoyé l'examen des comptes de cette honorable Chambre pendant la présente session, a l'honneur de présenter son premier rapport.

L'honorable M. Laviolette a été nommé président de ce comité.

Le quorum du comité est réduit à cinq de ses membres.

Le comptable de cette Chambre a soumis ses comptes ; un sous-comité a été nommé pour les examiner et faire rapport.

Votre comité recommande qu'il soit fait droit à la requête de Dalle Noémi Légaré, fille de feu Pierre Légaré, en son vivant, employé de cette honorable Chambre, et qu'une somme de deux cents piastres lui soit payée à titre de pension, pour cette année seulement.

Et afin de mettre le comptable en état de payer l'indemnité des membres de cette honorable Chambre pour la présente session, votre comité recommande qu'il soit demandé à qui de droit une somme de quinze mille soixante et cinq piastres (\$15,065.)

Le tout humblement soumis,

J. G. LAVIOLETTE,
Président.

Sur proposition de l'honorable M. Laviolette, il est résolu qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien émettre son warrant en faveur du comptable de cette Chambre pour la somme de quinze mille soixante-cinq piastres (\$15,065), afin de mettre cet officier en état de payer l'indemnité des membres de cette Chambre.

La séance est levée

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du vendredi, le 16 avril 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt et lecture de pétitions.—Dépôt d'un rapport de comité.
Dépôt d'un projet de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

Des habitants de Leeds-Est, demandant des amendements à l'article 1080 du code municipal ;

De la compagnie du chemin de fer du Parc et de l'Île de Montréal, demandant des amendements à sa charte et une extension de temps ;

De John Napier Fulton, demandant l'adoption d'un acte autorisant le barreau à l'admettre à la pratique de la profession, après examen ;

De la ville de Ste-Cunégonde, demandant des amendements à sa charte.

Les pétitions déposées à la séance de mercredi le 14 courant, sont lues et reçues.

Le premier rapport du comité des ordres permanents et des projets de lois d'intérêt local est déposé sur le bureau du conseil.

Ce rapport expose que le comité a choisi l'honorable M. Champagne comme son président et que le quorum a été fixé à sept membres.

Le comité a examiné trois pétitions, dont une demandant de la législation particulière.

Ce rapport est adopté.

Sur proposition de l'honorable M. Gérin, il est ordonné que le délai pour recevoir des pétitions pour projets de lois d'intérêt local soit prolongé jusqu'au jeudi, six mai prochain ; que le délai pour présenter des projets de lois d'intérêt local soit prolongé jusqu'au jeudi treize mai prochain ; et que le délai pour recevoir les rapports d'un comité permanent ou spécial sur un projet de loi d'intérêt local soit prolongé jusqu'au jeudi vingt-sept mai prochain.

Le premier rapport du comité nommé pour s'enquérir de tout ce qui concerne la chambre de lecture, et la publication des débats du Conseil législatif, est déposé sur le bureau du Conseil.

Sur proposition de l'honorable M. Beaudry, il est ordonné que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi, le 27 avril courant à 4 hrs. p. m.

L'honorable M. Rémillard dépose un projet de loi pour modifier la charte de la ville de Longueuil.

Ce projet est adopté en 1^{ère} délibération.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du mardi, le 27 avril 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt et lecture de pétitions.—Message de l'Assemblée législative.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à quatre heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

De la compagnie du chemin de fer "Le Grand Nord," demandant que le pouvoir d'émettre des débentures soit réduit à quinze mille dollars par mille.

De la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs demandant l'adoption d'une loi pour l'autoriser à prélever certains fonds nécessaires à son entreprise.

De la ville d'Iberville, demandant des modifications à sa charte.

De la société de construction permanente de Sherbrooke, demandant la permission de changer son nom en celui de "La société de prêt et placement hypothécaires de Sherbrooke."

De A. Cloutier et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant la compagnie du chemin de fer de l'Assomption à St-Jacques.

De Dame Sophie Lefebvre, demandant l'adoption d'une loi pour corriger une erreur qui se trouve dans le statut 47 Vict., ch. 91.

De Jean-Baptiste Saint Louis et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant la vente d'un certain immeuble.

De Alfred Tanguay et autres, demandant que le cercle Frontenac de Québec soit légalement constitué.

De Charles E. Shiller et autres, demandant l'adoption d'une loi pour les autoriser à emprunter une certaine somme de deniers pour James M. Leslie, mineur, et hypothéquer les immeubles du dit mineur.

De J. C. Coderre, demandant le rappel des lois qui rendent la vaccination plus générale.

Des habitants de Masham, Montebello, Notre-Dame de Bonsecours, Papineauville, La Pointe à Gatineau, township de Low, Ripon, St-André Avellin, Buckingham, Hartwell, Wakefield, l'Ange-Gardien, township de Wright et de la cité de Hull, demandant le transfert du chef-lieu du district d'Ottawa, d'Aylmer à Hull.

Les pétitions déposées à la séance de vendredi le 16 courant, sont lues et reçues.

Le message suivant est reçu de l'Assemblée législative :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Québec, 20 avril 1886.

Résolu qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif priant Leurs Honneurs de vouloir bien se joindre à cette Chambre dans la formation d'un comité général des deux Chambres, pour examiner les divers rapports de la commission de la refonte et de la codification des statuts et pour informer Leurs Honneurs que les honorables messieurs Blanchet, Flynn, Marchand, Taillon, et messieurs Asselin, Gagnon, Laliberté, Nantel, Stephens, Robidoux et Trudel, agiront comme membres du dit comité général de la part de cette Chambre.

Ordonné que le greffier porte le dit message au Conseil législatif.

Attesté,

L. DELORME,

G. A. L.

La délibération sur ce message est renvoyée à demain.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du mercredi, le 28 avril 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions et d'un rapport de comité.—Dépôt d'un projet de loi.—Proposition relative aux cercles agricoles et aux conférences données devant ces associations.— Les honorables MM. LaRue et Ross.—Message de l'Assemblée législative.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LA BRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

De l'association appelée "The Woman Christian Association of Quebec ;"

De L. A. Sénécal et autres, demandant à être constitués sous le nom de "La compagnie d'assurance contre le feu d'Equitable de Montréal ;"

De Cyrille Duquet et autres, demandant à être constitués en compagnie sous le nom de "La compagnie de gaz combustibles ;"

De l'honorable Thomas McGreevey et autres, demandant l'adoption d'un acte pour renouveler la charte de la compagnie du chemin de fer du Cap-Rouge et du St-Laurent ;"

De la supérieure du couvent de la Providence, St-Joseph de Lanoraie, demandant de l'aide ;

De Etienne Léger et autres, demandant la constitution de l'Union St-Joseph de Salaberry de Valleyfield ;

De certains francs-tenanciers de la cité de Québec, demandant de l'aide pour l'amélioration des chemins à barrières de Québec ;

De certains contribuables du township de Templeton, dans le comté d'Ottawa, demandant la division de ce township en deux municipalités.

Le second rapport du comité des ordres permanents et des projets de lois d'intérêt local est déposé sur le bureau du Conseil :

Ce rapport expose qu'il a examiné quatorze pétitions, dont trois demandant de la législation particulière.

M. le président dépose le rapport annuel de l'Union St-Joseph de N. D. de Beauport pour 1884-85.

Le message suivant est reçu de l'Assemblée législative :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Mercredi, 21 avril 1886.

Résolu : Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif priant Leurs Honneurs de vouloir bien permettre à l'honorable P. Boucher de La Bruère, président et membre du Conseil législatif, de comparaitre et de rendre témoignage devant le comité des comptes publics, dans le but d'expliquer les circonstances dans lesquelles il a reçu les deux cents piastres portées à la page 60 des comptes publics de mil huit cent quatre-vingt-deux comme payés à L. A. Laforce.

Attesté,

L. DELORME,

G. A. L.

La prise en considération de ce message est renvoyée à mercredi.

DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI.

L'honorable M. Champagne dépose un projet de loi pour constituer la corporation des huissiers du district de Montréal.

La deuxième délibération est fixée à la séance de demain.

LES CERCLES AGRICOLES.

L'honorable M. ~~Laforce~~ — *conseiller pour La Salle*. — J'ai l'honneur de proposer qu'il soit présenté une humble adresse à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Un état donnant le nombre de cercles agricoles fondés dans cette province.
2. Le nombre des conférences données.
3. Les noms des conférenciers.
4. Le montant des frais encourus par ces conférences.

Honorables messieurs, je désire ajouter quelques remarques à l'appui de cette proposition. Depuis près d'un demi siècle je suis en contact jour

nalier avec la classe agricole. J'ai dû nécessairement étudier et connaître ses mœurs, ses habitudes et ses besoins et en même temps j'ai appris à l'estimer. J'ai contracté à son égard une dette de reconnaissance, puisque je lui dois mon existence comme homme de profession, et comme homme public. Il est donc bien naturel que je me sois toujours intéressé à son sort ; aujourd'hui encore je désire lui prouver qu'ici en haut lieu, on s'occupe de ses intérêts, qu'aujourd'hui comme par le passé, nous nous efforçons quoiqu'on en pense, d'améliorer sa position. Honorables messieurs, nous avons bien des raisons d'en agir ainsi.

D'abord, il est admis que la classe agricole est la classe la plus importante de la société, c'est bien l'opinion de l'honorable premier qui l'a proclamé lors de la discussion de l'adresse, et c'est bien la mienne aussi : c'est bien d'elle que dépend la prospérité publique, de même que la dépression des affaires lorsqu'elle souffre. Il est donc de notre devoir, à chacun de nous, de faire dans la sphère de nos attributions, toutes les suggestions qui auront pour but et pour résultat de perfectionner notre agriculture ; c'est la tâche que j'essaye à remplir en ce moment. Tout en songeant qu'il y a énormément à faire pour arriver au but désiré, je suis heureux de dire et de constater que depuis quelques années, de grands changements se sont opérés, grâce aux efforts énergiques du département de l'agriculture. L'on doit certainement une très large part des succès obtenus à la fondation des cercles agricoles alimentés par d'habiles conférenciers.

Lorsque nous aurons la réponse à l'adresse que j'ai l'honneur de présenter, j'ai toutes les raisons de croire qu'il sera facile de donner une bien plus grande extension à ce mouvement. Je crois qu'il est admis par tous que c'est l'engin le plus puissant que nous ayons pour assurer le progrès de l'agriculture.

Evidemment l'action des journaux agricoles, des sociétés d'agriculture, du conseil d'agriculture a réussi à former ici une classe d'agronomes que je pourrais appeler l'aristocratie agricole, il n'y a certainement pas de mal à cela et au contraire : je crois que toute société bien organisée doit avoir à sa tête une aristocratie qui lui donne l'exemple, mais il y a aussi la classe agricole moins avancée qui est aussi bien digne d'intérêt, c'est la plus nombreuse ; c'est la masse de notre population elle est timide, arriérée, routinière—"mon père, mon grand-père ont cultivé ainsi, et ils ont bien vécu, je ferai comme eux."

Voilà ce que vous entendez répéter partout, c'est à l'état d'axiome.

Ce cultivateur timide et routinier ne voudra point prendre exemple sur les innovations, les changements, les réformes de un tel ou un tel, soit le curé, un homme de profession, ou même un cultivateur avancé ; il vous dira invariablement : “ Ah ! si j'avais les moyens qu'ont ces gens-là, je ferais comme eux et peut-être mieux qu'eux ; inutile de raisonner devant ces obstacles ; il ne recevra point de journaux pour s'instruire, il ne prendra point part aux expositions, ni aux concours des terres les mieux tenues, il n'a point d'argent, il n'a point les moyens de lutter avec les gens riches et de fait ne sont ce pas toujours les mêmes personnages qui concourent et remportent les prix ? La masse des cultivateurs se tient à l'écart et n'a pas même l'ambition et le courage de penser à faire comme les autres.

Qui de nous n'a pas remarqué que les environs des villes, des fermes-modèles, sont le plus souvent plus mal cultivés que bien des centres éloignés ? c'est que sur ces fermes-modèles, et dans les environs des villes, il se commet parfois des extravagances et des erreurs, qui n'échappent pas au bon sens populaire. J'ai bien connu certain bourgeois près de Québec, qui harcelait, lecturnait et reprochait aux cultivateurs de toutes les paroisses voisines leurs idées arriérées, leur défaut d'initiative pour imiter les grands modèles. Partout on répondait :

“ M. un tel, sème des piastres pour amasser des sous ”, le malheur est qu'on avait raison. Le bourgeois avec un gros salaire, et de beaux revenus sur sa ferme est mort insolvable. Eh ! bien cet homme avec tout son zèle, son bon vouloir et son enthousiasme a fait plus de tort, par les résultats obtenus, à l'agriculture dans ces environs, que la mouche à patate. Je présume qu'il doit y avoir de semblables exemples en maints endroits.

Eh ! bien, honorables messieurs, c'est à cette classe arriérée, abandonnée déshéritée à laquelle je me dévoue, c'est à elle que je tends la main, elle a mes sympathies, parce qu'elle en a grand besoin. En parvenant à ja faire sortir de sa routine, à la faire progresser, ce serait un immense succès, ce serait la fortune et la prospérité du pays, en triplant et quintuplant les revenus agricoles ; on comprend de suite les conséquences.

Maintenant la grande question est de trouver le moyen de la faire sortir de sa torpeur et de dissiper son entêtement et ses préjugés. A mon avis, rien de pratique n'a été fait dans ce sens, le moment est donc arrivé de proclamer mon spécifique.

Le moyen d'arriver au cœur de cette classe arriérée, de toucher sa

fibre sensible, c'est de lui donner pour modèle à suivre, à imiter, un des siens, un de ses égaux, et avec un peu de tact, on peut toujours parmi ceux-là rencontrer quelques bonnes natures qu'on peut facilement persuader, engager à entrer dans les voies de changement et de progrès ; et celui-là on l'imitera sans difficulté, du moment qu'il aura prouvé par des expériences concluantes l'excellence et les succès de sa méthode— les procédés agricoles améliorés d'un homme de sa classe, qui possède à peu près les mêmes ressources, les mêmes moyens, trouveront toujours de l'écho chez lui, et il les suivra.

Maintenant, honorables messieurs, pour illustrer ma prétention, pour prouver la valeur de ma théorie, pour bien démontrer que l'exemple sera plutôt suivi, imité, lorsqu'il vient d'en bas, que lorsqu'il vient d'en haut, permettez-moi de vous citer des faits ; rien de décisif et de concluant comme des faits.

Il y a environ 42 ans, je fixai ma résidence dans la belle paroisse de St-Augustin, comté de Portneuf. Cette paroisse jouissait alors d'une grande renommée pour son sol et ses chemins. Le sol était riche, mais les chemins étaient impassables. A l'automne et au printemps, pendant les grandes pluies, nous étions un mois au moins sans aucune communication. Le médecin, qui avait une nombreuse clientèle, était obligé de visiter ses malades à pieds et de parcourir ainsi une et même deux lieues. Je songeai à améliorer cette pénible situation et je proposai au conseil de faire macadamiser les voies publiques. On trouvait de la pierre à bon marché, mais l'affaire échoua. Plus tard, le gouvernement établit le fonds d'emprunt municipal. Je pensai que cette fois le succès était certain et qu'il n'y avait qu'à se mettre à l'œuvre pour arriver au but désiré. Mais ce fut encore un fiasco.

Il me vint alors une idée. Je me suis mis en rapport avec M. le curé de la paroisse, et je lui suggérai d'en faire une question religieuse. Le curé se rendit à mes désirs. Celui-ci fit appel à ses paroissiens, et l'on macadamisa aussitôt le chemin compris entre les deux charmantes chapelles, qui servent aux processions religieuses. Les voisins des deux chapelles furent priés d'en faire autant, et ils s'exécutèrent de bonne grâce. Le résultat fut qu'en peu de temps les autres cultivateurs se mirent à l'œuvre et macadamisèrent tous les chemins de front et même les routes. L'exemple avait donc été puissant, et cet exemple partait d'en bas.

Si je ne craignais pas de vous ennuyer, je pourrais vous citer un autre exemple.

Plusieurs voix.—Continuez ! Continuez !

L'honorable M. ~~Laurier~~.—Depuis dix à quinze ans, je fais charroyer de la cendre à lessiver de Québec à Saint-Augustin pour améliorer les terres. J'ai deux voitures occupées à ce transport. Dans les commencements, j'ai eu beaucoup de difficultés à surmonter. Je ne pouvais vendre cette cendre au prix coûtant. Pas un cultivateur de Saint-Augustin et de Lorette ne voulait faire l'acquisition de cet engrais bien-faisant. Après bien des efforts, je décidai deux agriculteurs de ma paroisse à faire usage de la cendre à lessiver, et les résultats furent que tous les cultivateurs s'empressèrent de suivre cet exemple et que les fabricants de potasse ne purent suffire à toutes les demandes.

Je passe maintenant à un autre fait, et je termine. Il y a une dizaine d'années, le regretté M. Pilote, curé de Saint-Augustin, et dont le dévouement à la classe agricole a été admiré par tout le monde, acheta des tuyaux de drainage pour la terre de la fabrique. Les travaux terminés, tous les habitants de la paroisse furent étonnés du changement qui s'opéra sur cette terre. C'était vraiment merveilleux. Le voisin de la terre de la fabrique se mit à drainer sa ferme, et aujourd'hui, il n'y a rien de plus populaire et de plus satisfaisant que le drainage. Les progrès de ce système furent tellement rapides, qu'on fonda une manufacture de tuyaux de drainage à Saint-Augustin, et l'on peut maintenant drainer une terre en dépensant huit piastres de l'arpent ; car les tuyaux se vendent \$8 le 1000 pieds, et 1000 pieds suffisent pour drainer un arpent.

Voilà, honorables messieurs, ce que l'exemple d'un seul individu a pu produire. Je le répète, l'exemple parti d'en bas a des résultats bien plus satisfaisants et plus marqués que l'exemple parti d'en haut.

Je termine en vous remerciant de la bienveillante attention que vous avez portée à mes paroles et de la patience même que vous avez montrée en m'écoutant du commencement à la fin.

L'honorable M. ~~Ross~~—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics.*—Je désire présenter mes félicitations les plus sincères à mon honorable ami pour les remarques qu'il vient de faire. Les détails et les informations ne manquent pas à l'honorable conseiller pour traiter la grande question agricole et tous les efforts qu'il a faits pour améliorer son sort.

L'honorable conseiller pour La Salle a parfaitement raison de dire que le bon exemple part d'en bas a plus de chance de réussir et d'avoir des imitateurs que lorsqu'il part d'en haut. Nous avons eu maintes occasions de constater la justesse de cette observation. En effet lorsque l'exemple part d'en haut, les gens agissent avec leur propre argent ou avec l'aide du gouvernement. Les cultivateurs vont examiner les travaux exécutés et s'en retournent en disant : " Mais si j'avais de l'argent comme ces gens-là ou si je recevais de l'argent du gouvernement, je pourrais bien en faire autant et peut-être mieux que cela. Mais je suis sans ressources, je ne suis pas capable de faire de si grandes dépenses. Par conséquent je suivrai la vieille routine. Je n'ai rien de mieux à faire. Voilà comment les améliorations, même les plus urgentes et les plus avantageuses ne produisent pas les effets désirés. L'exemple part de trop haut et ne produit que le découragement.

Lorsque l'exemple part d'en bas, il n'est pas encore sans avoir à surmonter de nombreuses difficultés, et la plus grande difficulté, c'est, si je puis m'exprimer ainsi, de faire partir ce bon exemple et lui faire produire les résultats voulus. Les cultivateurs en général ne veulent pas suivre les exemples qu'on leur propose, et l'honorable conseiller pour La Salle vient de nous en donner une preuve, en nous faisant connaître tous les courageux efforts qu'il a faits pour détruire la routine et engager ses concitoyens à améliorer et leurs chemins et leurs terres. Les obstacles sont nombreux. Quoiqu'il en soit, on ne doit pas s'attendre à réaliser de grandes choses sans rencontrer des embarras. Tous nos efforts doivent donc tendre à surmonter les difficultés.

Je dirai à mon honorable ami qui vient de parler que je veux travailler de toutes mes forces à améliorer la situation de la classe agricole. Je veux atteindre ce but si louable en établissant une ferme-modèle dans chaque comté. Je veux au moins essayer de ce moyen, qui me paraît très favorable. Je veux enfin arriver à ce résultat par les cultivateurs eux-mêmes. Les fermes-modèles peuvent contribuer puissamment à amener les cultivateurs à améliorer leurs terres. Il faut que les cultivateurs fassent faire des progrès réels à l'agriculture avec les moyens ordinaires dont ils disposent, et le système des récompenses pour les fermes les mieux tenues me semble très efficace pour développer nos grandes ressources agricoles. On ne peut prétendre dans ce cas, que la récompense détruit le principe, car la récompense viendra après la réalisation des améliorations. L'agriculteur ne comptera donc pas sur l'argent public pour opérer les changements qu'il désire faire à sa terre.

Honorables messieurs, j'avoue en toute sincérité que mon projet peut soulever des objections, j'en vois, et il peut y en avoir d'autres. Mais je puis assurer à cette Chambre que je suis bien disposé à le faire réussir. Dans le cours de la présente session, il sera soumis à votre considération des amendements aux lois concernant l'agriculture qui tendront à obtenir la fin que je me propose. Une ferme-modèle produira sans aucun doute d'excellents résultats dans le comté. Les cultivateurs en retireront de grands avantages et apprendront le moyen le plus sûr d'améliorer le sort de la classe agricole.

Dans la demande de mon honorable ami le conseiller pour LaSalle, il est question de conférences agricoles. Tout le monde admet que ces conférences produisent beaucoup de bien. Mais il ne s'agit pas seulement de faire faire des conférences à droite et à gauche ; l'essentiel c'est qu'on y assiste en grand nombre et que l'assistance mette en pratique ce qui est enseigné. Si l'on se rend dans ces réunions avec la détermination bien arrêtée de ne pas exécuter les améliorations que le conférencier suggèrera ou qu'on y assiste sans objet, sans but, il est inutile d'ordonner des conférences ; c'est de l'argent gaspillé ; c'est de l'argent pour ainsi dire jeté au feu. Nous devons donc travailler à faire comprendre aux cultivateurs tous les avantages qu'ils peuvent retirer de ces leçons données par des hommes compétents.

Comme j'ai eu l'occasion de le dire devant la dernière convention de l'industrie laitière, pour bien cultiver, pour faire rendre à la terre tout ce qu'elle peut produire, il faut de l'étude, il faut de la réflexion et du calcul. Je prétends que le cultivateur a encore plus besoin de penser que l'avocat ou le médecin. En effet, le cultivateur a besoin de réfléchir et de calculer pour faire chaque chose en son temps et à propos et pour que son travail porte tous ses fruits. Il lui faut calculer la portée de ses coups et le résultat de son travail ; autrement, il ne réussira pas. Celui qui cultive d'après une méthode raisonnée obtiendra, avec la moitié moins de travail, un résultat double de celui qui ne calcule pas. C'est ma manière de voir, et je crois, qu'elle est partagée par ceux qui ont étudié les moyens les plus propres à assurer la prospérité du cultivateur.

Les conférences agricoles ne pourront avoir de bons résultats qu'en autant que la classe agricole y assiste et qu'elle y assiste avec la détermination d'en retirer tous les avantages possibles.

Je voudrais obtenir deux choses : 1^o ne pas gaspiller l'argent public et 2^o faire bénéficier la classe agricole le plus qu'elle pourra des moyens

de succès que lui offre le gouvernement. Pour cela, il nous faut le concours de tous les hommes intelligents, de tous les hommes dévoués au progrès et à la prospérité du pays.

Lorsqu'il est question d'octroi d'argent pour favoriser l'agriculture, toute la députation est unanime à voter ces faveurs et s'empresse de venir en aide à la classe agricole. C'est très bien, mais il ne faut pas oublier ceci : quand bien même la Législature jetterait l'argent par les portes et les fenêtres, si le cultivateur ne veut pas faire ce qu'on lui demande ou refuse d'exécuter les améliorations qu'on lui suggère, ce serait de l'argent complètement perdu, de l'argent gaspillé. Je le répète, il est du devoir de tout homme qui aime réellement sa province de faire comprendre à la classe agricole que c'est son bien que l'on veut. Cette classe mérite toute notre considération ; car, quand la classe agricole souffre, tout le monde souffre et elle souffre elle-même. Mais quand la classe agricole est prospère, tout le monde est prospère, et elle est elle-même prospère. Cette classe est donc intéressée à améliorer son sort et à faire progresser l'agriculture dans toute la province.

Je consens avec plaisir à déposer sur le bureau de cette Chambre les documents demandés par mon honorable ami.

L'honorable M. **Hearn**—*conseiller pour Stadacona*.—Je félicite l'honorable premier ministre et l'honorable conseiller pour LaSalle de l'attention particulière qu'il porte à la cause agricole, cette question vitale pour un pays. En faisant de si courageux efforts pour favoriser les progrès et la prospérité de l'agriculture, ils rendent un service signalé à la province.

Les documents demandés sont d'une grande importance et pourront nous aider à constater sûrement le développement agricole depuis quelques années. J'aimerais cependant à connaître le nombre de cultivateurs qui assistent aux conférences agricoles. En connaissant au moins la moyenne de l'assistance, nous pourrions voir sur le champ si l'argent consacré à cette fin est bien employé, et tout le monde sera satisfait. C'est une simple suggestion que je fais, et je pense qu'un état indiquant l'assistance aux conférences serait reçu avec plaisir par cette honorable Chambre.

L'honorable M. **Champagne**—*conseiller pour Mille-Isles*.—Je n'avais pas l'intention de prendre la parole dans cette intéressante discussion. Mais je ne puis laisser passer cette occasion sans féliciter cordialement l'honorable conseiller pour La Salle et l'honorable premier

ministre d'avoir si bien exprimé, encore une fois, toute la sollicitude qu'il porte à l'importante classe agricole.

Il n'y a aucun doute que notre pays est essentiellement agricole, et que, lorsque l'agriculture est prospère, tout prospère, et que lorsque l'agriculture souffre, toutes les classes de la société souffrent. C'est le thermomètre le plus sûr pour juger de la prospérité d'un peuple.

J'aime à croire que l'existence des cercles et les conférences agricoles font du bien et même beaucoup de bien dans notre province. Je l'ai constaté moi-même et je l'ai entendu dire par des personnes qui s'y connaissent.

Cependant je suis d'opinion, je suis parfaitement convaincu que les exemples et les moyens pratiques ont plus d'effet sur la classe agricole que la théorie. Je parle surtout d'après ce qui se passe dans la partie de la province où je réside.

Dans ma division, l'agriculture a fait des rapides progrès ; on constate une noble émulation chez nos cultivateurs ; c'est une lutte continuelle pour avancer dans la voie de la prospérité ; on cherche à améliorer les terres le mieux qu'on peut. Ces luttes et cette émulation, que tout le monde admire, doivent être encouragées, car elles sont la vraie source de la richesse nationale. Voici la raison pour laquelle l'agriculture a progressé si rapidement dans cette partie de la province. Il se produisit un changement radical dans la manière de cultiver il y a une cinquantaine d'années : Un certain nombre d'Anglais et d'Écossais vinrent s'établir chez nous disposant de certains moyens ; ils firent l'acquisition de terrains qui n'étaient pas les meilleurs, tant s'en faut ; mais ils nous arrivèrent avec un mode ou un système de culture nouveau et réussirent très bien ; ils donnèrent par là une grande impulsion à l'agriculture non seulement dans Saint-Eustache, mais encore dans Saint-Augustin et dans les autres paroisses voisines. En 1844, il se forma une société d'agriculture dans le comté des Deux-Montagnes. Les résultats obtenus par les Anglais et les Écossais et par les anciens cultivateurs furent si apparents et si différents que la compagnie établit deux listes de prix, l'une pour les terres et les animaux des nouveaux colons et l'autre, pour ceux qui suivaient la routine. Ce système de récompenses a été maintenu pendant quelques années.

Mais nous avons constaté bientôt, et je l'ai remarqué moi-même dès les premières années où je me livrai à l'agriculture, que nos gens étaient pris d'une noble émulation. Ils se dirent : Nous pouvons bien faire

comme eux, et ils se mirent courageusement à l'œuvre. Après sept ou huit ans de luttes, la différence qui existait entre les Anglais et les Français était disparue, et l'on ne voyait plus de ligne de démarcation entre ces deux classes de cultivateurs. Les cultivateurs français étaient au niveau des anglais. Nous les encourageons et nous disions aux Anglais : " Sauvez-vous, car nous allons vous passer." Et personne n'était offensé de cette émulation. Au contraire, cette lutte eut de magnifiques résultats non-seulement dans mon comté, mais aussi dans ceux de Terrebonne et de Laval.

Je puis citer un autre fait pour démontrer que c'est par l'exemple qu'on peut amener les cultivateurs à améliorer leur situation. Il y a six ou sept ans, il n'y avait pas une seule fromagerie, pas une seule beurrerie dans les paroisses situées au nord du fleuve St-Laurent, et aujourd'hui leur nombre menace de devenir trop considérable. La création de ces fromageries est due à un fait bien simple. En 1878, je me rendis dans le comté de Bagot et à Saint-Hyacinthe. Je constatai l'établissement de nombreuses fromageries et les résultats satisfaisants qu'elles donnaient. De retour dans mon comté, je proposai de suivre cet exemple, mais mes démarches n'eurent aucun succès. En 1879 ou 1880, je retournai dans les mêmes endroits, mais cette fois j'étais accompagné d'un cultivateur intelligent. Celui-ci fut convaincu de l'excellence des beurreries et des fromageries et communiqua ses vues à ses amis. Et bientôt, le comté des Deux-Montagnes compta un grand nombre d'établissements de ce genre. Voilà ce qu'a produit l'exemple ou la pratique.

Quoiqu'il en soit, je vois avec le plus grand plaisir que le gouvernement se montre toujours disposé à venir en aide à la classe agricole et à tâcher de retirer du sol tout ce qu'il peut en obtenir. C'est le meilleur moyen de travailler au progrès et à l'avancement du pays.

La proposition de l'honorable M. LaRue est adoptée.

Sur proposition de l'honorable M. Champagne il est résolu que la 51^e règle de cette Chambre soit amendée dans la version anglaise, en remplaçant les mots " nor may any private Bill be presented to the House after the first *two* weeks of each session " par les mots suivants : " nor may any private Bill be presented to the House after the first *three* weeks of each session " ; afin de faire concorder la version anglaise avec la version française.

Le projet de loi concernant la charte de la ville de Longueuil est adopté en 2^e délibération et renvoyé au comité d'intérêt local.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du message de l'Assemblée législative au sujet du comité des deux Chambres pour examiner les divers rapports de la commission de codification des statuts,

Sur proposition de l'honorable M. Ross, il est ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative l'informant que le Conseil législatif acquiesce à la demande contenue dans son message, concernant la nomination d'un comité conjoint des deux Chambres pour examiner les divers rapports de la commission de la refonte et de la codification, et que le Conseil législatif a nommé les honorables Messieurs Champagne et Dorion, pour agir de la part du Conseil comme membres de ce comité.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du jeudi, le 29 avril 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt et lecture de pétitions.—Dépôt de rapports de comités.—
Délibération sur le 1er rapport du comité des contingents.—Les honorables MM.
Méthot et Ross.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUIÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

De certains habitants du district d'Ottawa, s'opposant à la translation du chef-lieu de ce district d'Aylmer à Hull ;

Du Révérend D. Leduc et autres, s'opposant à la translation du chef-lieu du district d'Ottawa, d'Aylmer à Hull ;

De John Molson Crawford et autres, demandant la constitution du Club "*The Victoria Rifles Armory Association*" ;

Des habitants d'Aylwin, demandant la translation du chef-lieu du district d'Ottawa, d'Aylmer à Hull ;

Du Rév. M. P. Dowd et autres, demandant certains amendements aux lois concernant la vente des liqueurs spiritueuses ;

Du Révd M. John Kerr et autres, s'opposant au projet de loi intitulé :
" The Montreal Diocesan Theological College " ;

Du maire et des conseillers de la municipalité de Shaw, s'opposant à
la translation du chef-lieu du district d'Ottawa, d'Aylmer à Hull ;

De l'Institut Trafalgar, demandant des amendements à sa charte ;

Des habitants de St-André Avellin, dans le district d'Ottawa, deman-
dant la translation du chef-lieu de ce district, d'Aylmer à Hull ;

De certains habitants du district d'Ottawa, s'opposant à la translation
du chef-lieu de ce district, d'Aylmer à Hull ;

De T. A. Brisson et autres, demandant l'adoption d'une loi autori-
sant l'agrandissement des limites du village de Laprairie et pour d'autres
fins.

Les pétitions déposées à la séance du mardi le 27 courant, sont lues
et reçues.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

Le premier rapport du comité nommé pour examiner les divers
rapports de la commission de la refonte et de la codification des statuts,
est déposé sur le bureau du Conseil.

Ce rapport expose que le comité a nommé l'honorable M. Taillon
président, et que le quorum a été fixé à cinq membres.

Ce rapport est adopté.

Le premier rapport du comité de la bibliothèque est déposé sur le
bureau du Conseil.

Voici le texte de ce rapport :

Le 29 avril 1886.

A l'honorable Conseil législatif,

Le comité de la bibliothèque a l'honneur de présenter son premier
rapport.

L'honorable président de l'Assemblée législative prend à son tour la
présidence du comité pour l'année qui commence.

Il est décidé que le quorum sera de cinq membres, y compris les
deux présidents.

Le bibliothécaire est prié de préparer une liste des ouvrages qu'il est

nécessaire de se procurer, et de faire une évaluation approximative du coût de ces ouvrages.

Le tout respectueusement soumis,

J. WURTELE,
Président.

Ce rapport est adopté.

INTERPELLATION ET RÉPONSES.

L'honorable M. **LaRue**—*conseiller pour La Salle*.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire imprimer et mettre en brochure le rapport du directeur de l'agriculture, sur le concours des terres les mieux tenues dans le comté de Portneuf.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Je prierai cette honorable Chambre de vouloir bien remarquer que ce rapport a déjà été publié dans le *Journal de l'Agriculture*. C'est bien le meilleur mode de publicité. Toutefois le gouvernement est à considérer la question.

LE PREMIER RAPPORT DU COMITÉ DES CONTINGENTS.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du premier rapport du comité des contingents.

L'honorable M. **Méthot**—*conseiller pour Lavallière*.—Avant de soumettre à la considération de cette Chambre l'amendement que je me propose de faire contre l'adoption de ce rapport, je dois donner des explications sur les raisons qui m'engagent à agir ainsi. Pendant le cours de la dernière session, un employé du Conseil est mort, et le comité des contingents a décidé d'accorder \$200 à la veuve. On a fait remarquer dans le temps que c'était un mauvais précédent. On a répondu que cela ne reviendrait plus. La demande a donc été accordée unanimement. Mais voilà que cette année on revient avec une recommandation du même genre faite par le même comité. Cette fois, ce n'est pas pour la veuve qu'on demande, c'est pour un enfant, pour la fille d'un fonctionnaire décédé. Je ne doute pas que le défunt a rendu des services et qu'il a fait son devoir. Si je m'oppose à cet octroi, ce n'est pas par mesquinerie ni par esprit d'injustice. Non, mais si nous acquiesçons à ce désir, je suis certain que nous aurons d'autres demandes à rencontrer ; car je suis informé que si cette demoiselle réussit, la

même personne de l'année dernière reviendra à la charge et demandera le même octroi. Nous ouvrons la porte aux abus, et c'est pour cette raison que je m'oppose à l'adoption du rapport. C'est un précédent dangereux.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Je crois que les remarques que vient de faire mon honorable ami sont très appropriées. Il n'y a pas de doute que l'année dernière nous sommes sortis un peu en dehors des limites prescrites en accordant à Mme Light ce que nous lui avons voté. On nous propose cette année de faire la même chose pour Mlle Légaré. Dans le premier cas, il y avait un précédent dangereux, aujourd'hui le précédent est encore plus dangereux ; car ordinairement il y a plus d'enfants que de veuves. Les demandes seront donc plus nombreuses. Je le repète, le précédent est dangereux. M. Légaré a pu rendre et a rendu des services dans l'accomplissement de ses devoirs ; mais la Chambre s'est montrée bienveillante et a travaillé à rendre son sort le plus agréable possible. En accordant ce qu'on lui demande la Chambre sortirait de ses attributions. Je concours entièrement dans les vœux exprimés par l'honorable conseiller pour Lavallière.

Les paragraphes, 1, 2 et 4 du rapport sont adoptés.

L'honorable M. **Méttaot**.—J'ai l'honneur de proposer que le dit rapport soit renvoyé au comité des contingents avec instruction de mettre de nouveau à l'examen la recommandation d'accorder à Mlle Légaré une allocation de deux cents piastres

Cette proposition est adoptée.

Le second rapport du comité d'intérêt local est adopté.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du vendredi, le 30 avril 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt et lecture de pétitions.—Dépôt de rapports de comités.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

De l'université du collège Bishop, de Lennoxville, spécialement réunie, s'opposant au projet de loi proposé par le collège de théologie du diocèse de Montréal ;

De l'université du collège Bishop, de Lennoxville, s'opposant au projet de loi proposé par le collège de théologie du diocèse de Montréal ;

De J. A. Gravel et autres, de Bagotville, s'opposant au projet de loi demandant que la clause 8 du chap. 45 de la 39^{me} Vict. soit amendée ;

De Charles Church et autres, demandant la constitution de la compagnie du chemin de fer du comté de Champlain ;

De J. A. Ashton et autres, demandant un acte de constitution sous le nom de "The Ste. Marguerite Salmon Club" ;

De la Compagnie du gaz de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

De Alfred Roy et autres, demandant l'adoption d'une loi pour pourvoir à la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Montréal.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

Le troisième rapport du comité d'intérêt local est déposé sur le bureau du Conseil :

Ce rapport expose que le comité a examiné vingt-deux pétitions, dont sept demandant de la législation particulière.

Le deuxième rapport du comité nommé pour s'enquérir de tout ce

qui concerne la chambre de lecture et la publication des débats du Conseil législatif, est déposé sur le bureau de la Chambre.

Voici le texte de ce rapport :

CONSEIL LÉGISLATIF.

Québec, le 30 avril 1886.

Le comité de la chambre de lecture et de la publication des débats du Conseil législatif, a l'honneur de vous présenter son second rapport :

Votre comité recommande que la somme de \$500.00 soit payée à M. Desjardins, pour la publication des débats de cette Chambre pendant la présente session ; M. Desjardins s'engage à livrer au Conseil législatif cinquante copies de son livre.

Le tout humblement soumis,

E. DIONNE,
Président

Le second rapport du comité des contingents est déposé sur le bureau du Conseil.

Voici le texte de ce rapport :

Québec, le 30 avril 1886.

Le comité auquel ont été renvoyés les comptes des dépenses et déboursés du Conseil législatif, a l'honneur de présenter son second rapport :

Votre comité a examiné l'état des dépenses et déboursés du comptable de cette Chambre depuis le 1er mars 1885, date du dernier apurement de ses comptes jusqu'au 31 mars 1886 inclusivement.

Le comptable, à la satisfaction de votre comité, a rendu un compte détaillé de ses dépenses, appuyé sur pièces justificatives, numérotées depuis le numéro 196 à 601 inclusivement, s'élevant à la somme de \$34,614.74, pour le temps écoulé entre les deux époques ci-haut mentionnées.

Votre comité, ayant examiné de nouveau le paragraphe de son rapport en date du 14 avril courant, qui a trait à l'indemnité demandée par Mlle Légaré, a l'honneur de faire rapport qu'il n'insiste pas sur l'adoption de ce paragraphe et consent à ce qu'il soit retranché.

Le tout humblement soumis,

J. G. LAVIOLETTE,
Président,

La délibération sur ces trois rapports est fixée à lundi.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du lundi, le 3 mai 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt et lecture de pétitions.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil

De certains habitants de Suffolk, dans le district d'Ottawa, demandant que le chef-lieu de ce district judiciaire soit transporté de Aylmer à Hull ;

De la corporation de la paroisse de Lachine, demandant que certaines propriétés soient annexées à la dite paroisse pour les fins religieuses, civiles, municipales et judiciaires ;

Du maire et des échevins de la cité de Trois-Rivières, demandant des amendements à l'acte 38 Vict., chap. 76 ;

De la supérieure de l'hospice de la ville de Joliette, demandant de l'aide ;

De la supérieure de l'hospice de la paroisse de Sainte-Elizabeth, dans le comté de Joliette, demandant de l'aide ;

De la Compagnie des chars à passagers de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

Des électeurs parlementaires de certaines municipalités des comtés de Chicoutimi et Saguenay, demandant que ce district électoral soit divisé en trois comtés distincts ayant chacun un représentant.

Les pétitions déposées aux séances du jeudi et du vendredi, le 29 et 30 avril dernier, sont lues et reçues.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du mardi, le 4 mai 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt de rapports de comités.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

Le quatrième rapport du comité d'intérêt local, est déposé sur le bureau du Conseil.

Ce rapport expose que le comité a examiné vingt-huit pétitions, dont quatorze demandant de la législation particulière.

Le premier rapport du comité des chemins de fer est déposé sur le bureau du Conseil.

Ce rapport expose que le comité a choisi l'honorable M. Webb, comme président et que le quorum a été fixé à cinq membres.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du mercredi, le 5 mai 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt et lecture de pétitions.—Dépôt de rapports de comités.— Interpellations et réponses.—Observations sur la prolongation des délais concernant les projets de loi d'intérêt local : les honorables MM. Champagne et Ross.— Question de l'honorable M. Champagne sur la politique du gouvernement relative aux voies ferrées.—Réponse de l'honorable M. Ross.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

De E. S. Darche et autres, demandant la constitution d'une compagnie pour construire un chemin de fer dans les comtés d'Arthabaska et Wolfe ;

Des habitants de St-Benoit, dans le comté d'Yamaska, demandant que la proclamation érigeant leur paroisse soit modifiée suivant le décret canonique qui a érigé cette paroisse ;

Des dames directrices de l'asile des orphelins catholiques de Montréal, demandant de l'aide.

Les pétitions déposées à la séance du lundi, 3 courant, sont lues et reçues.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

Le cinquième rapport du comité d'intérêt local est déposé sur le bureau du Conseil.

Ce rapport expose que le comité a examiné seize pétitions, toutes demandant de la législation particulière.

M. le président dépose le rapport annuel de l'Union St-Joseph de la ville de Lévis.

LES DÉLAIS CONCERNANT LES PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT LOCAL.

L'honorable M. **Champagne**—*conseiller pour Mille-Isles*.—J'ai l'honneur de proposer que le délai pour la réception des pétitions soit prolongé au jeudi le 13 du courant ; le délai pour le dépôt des projets de loi d'intérêt local, au jeudi le 20 du courant, et le délai pour la réception des rapports sur les projets de loi d'intérêt local, au jeudi le 3 juin.

Les délais pour la réception des pétitions, expirent demain, et l'expérience nous a démontré que, quand les délais ne sont pas prolongés, il en résulte toujours des inconvénients. C'est en me basant sur l'usage suivi jusqu'ici que je fais cette proposition. Du reste, la session ne finira pas avant le mois de juin si nous en jugeons d'après les apparences. Et pendant que nous nous occupons des affaires des autres, le temps s'écoule, et les travaux de la session n'avancent pas.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Je ne m'oppose pas au délai demandé, mais je voudrais que les délais ne se prolongeassent pas jusqu'aux derniers jours de la session. Nous pourrions peut-être diminuer ces délais. Il nous est impossible de prévoir quand se terminera la session, car, comme l'honorable conseiller, l'a dit, nous nous

occupons plus des affaires des autres que des nôtres. En suivant cette voie, la session peut se prolonger jusque dans le mois de juin. Mais dans tous les cas, diminuons un peu les délais, etsi l'extention demandée ne suffit pas, nous pourrons plus tard accorder de nouveaux délais.

L'honorable M. **Champagne**.—Cette extension des délais ne nous oblige pas à prolonger la session. A la fin de chaque session, il reste toujours un bon nombre de projets de loi sur lesquels la Chambre ne s'est pas prononcée. La chose se renouvellera sans doute cette année.

L'honorable M. **Ross**.—En prolongeant les délais, nous occasionnons peut-être des démarches et des dépenses inutiles, car certaines personnes, voulant profiter de ces délais, arriveront trop tard avec leurs mesures devant la Chambre pour qu'elles soient discutées et adoptées avant la prorogation.

L'honorable M. **Champagne**.—Je n'ai aucune objection à changer ma proposition, avec le consentement unanime de la Chambre, et à la formuler comme suit : que les délais pour la réception des pétitions soient prolongés au jeudi le 13 du courant ; les délais pour le dépôt des projets de loi d'intérêt local, au mardi le 18 du courant, et les délais pour la réception des rapports sur les projets de loi d'intérêt local, au vendredi le 28 du courant.

La proposition telle qu'amendée est adoptée.

L'honorable M. **Champagne** dépose le premier rapport du comité des impressions des deux Chambres. Ce rapport expose que le comité a choisi M. Brousseau pour son président et que le quorum a été réduit à cinq de ses membres.

INTERPELLATIONS ET RÉPONSES.

L'honorable M. **Champagne**.—Est-ce l'intention du gouvernement d'exiger à l'avenir un cautionnement de la part des employés du service civil qui, dans l'exercice de leurs fonctions, ont le contrôle de deniers publics ?

L'honorable M. **Ross**.—Le gouvernement a mis un projet à l'étude et s'efforcera de prendre toutes les mesures possibles pour éviter la répétition d'actes semblables à celui qui est à la connaissance de cette Chambre.

L'honorable M. **Champagne**.—Les dispositions de l'acte relatif

aux asiles d'aliénés dans la province de Québec, 48 Vict., chap. 34, ont-elles été mises à exécution ? Si oui, depuis quelle époque cette loi est-elle en opération ?

L'honorable M. **ROSS**.—Le gouvernement a nommé, le 15 avril 1885, un bureau médical pour l'asile de Beauport composé de M. les docteurs Vallée, Bélanger et Marois ; un bureau médical pour l'asile St-Jean-de-Dieu, composé de MM. les docteurs Howard, Perreault et Duquette.

Ces deux bureaux contrôlent les admissions des patients, ordonnent leurs décharges temporaires ou définitives, surveillent la classification des malades, l'application des règlements, examinent et certifient les comptes des propriétaires et font les rapports exigés par la loi ?

Sur proposition de l'honorable M. Champagne, le troisième et le quatrième rapports du comité des ordres permanents et des projets de loi d'intérêt local sont adoptés.

Sur proposition de l'honorable M. Webb, le premier rapport du comité des chemins de fer est adopté.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du message de l'Assemblée législative priant le Conseil législatif de permettre à l'honorable président de cette Chambre de comparaître et de rendre témoignage devant le comité des comptes publics.

L'honorable M. LaRue propose et il est résolu, que ce message soit renvoyé à un comité spécial composé des honorables MM. Archambeault, Champagne, Méthot, Webb et LaRue.

LA POLITIQUE MINISTÉRIELLE SUR LES VOIES FERRÉES.

L'honorable M. **Champagne**.—Je me permettrai de demander à l'honorable premier ministre si le gouvernement se propose de soumettre prochainement à cette Chambre la mesure annoncée dans le discours du trône concernant les subsides aux chemins de fer ; si ce projet est imprimé et s'il sera bientôt distribué à la Chambre. C'est une mesure importante, qui méritera, par conséquent, la sérieuse considération de tous les honorables membres.

L'honorable M. **ROSS**.—Cette mesure sera soumise dans un avenir rapproché, c'est-à-dire, comme je l'ai dit, il y a un instant, aussitôt que nous aurons fini de nous occuper des affaires des autres. Dès que nous

aurons décidé cette question, nous travaillerons à nos propres affaires, et le gouvernement fera connaître la mesure promise dans le discours du trône.

Le premier rapport du comité des impressions est déposé sur le bureau du Conseil.

Le premier rapport du comité des chemins de fer est adopté.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du jeudi, le 6 mai 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt et lecture de pétitions.—Message de l'Assemblée législative.
—Dépôt d'un rapport de comité.—Délibération sur le projet de loi concernant les huissiers du district de Montréal : Les honorables MM. Champagne et Archambeault.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

De certains membres de l'Eglise d'Angleterre, appartenant au diocèse de Montréal ;

De la compagnie du chemin de fer Québec central.

Un message de l'Assemblée législative informe le Conseil que le quorum du comité des impressions a été fixé à cinq membres. Demande est faite au Conseil d'approuver cette décision.

DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

Le troisième rapport du comité des comptes contingents est déposé sur le bureau du Conseil :

Ce rapport expose que le comité a examiné l'état des dépenses et déboursés du comptable de cette Chambre depuis le 1er mars 1885,

date du dernier apurement de ses comptes jusqu'au 31 mars 1886 inclusivement.

Le comptable, à la satisfaction de votre comité, a rendu un compte détaillé de ses dépenses, appuyé sur pièces justificatives, numérotées depuis le numéro 196 à 601 inclusivement, s'élevant à la somme de \$34,614.74, pour le temps écoulé entre les deux époques ci-haut mentionnées.

Votre comité, ayant examiné de nouveau le paragraphe de son rapport en date du 14 avril courant, qui a trait à l'indemnité demandée par Mlle Légaré, a l'honneur de faire rapport qu'il n'insiste pas sur l'adoption de ce paragraphe et consent à ce qu'il soit retranché.

Ce rapport est adopté.

INTERPELLATIONS ET RÉPONSES.

L'honorable M. **LaRue**—*conseiller pour La Salle*.—Quelles sommes d'argent le gouvernement a-t-il payées, cette année, en subsides pour les chemins de fer de la province ?

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Depuis le 1er mars 1885, le gouvernement a payé :

Au chemin de fer Québec central et au chemin de fer du lac St-Jean.....	\$279,457.10
Au Pontiac et Pacific Junction.....	117,788 -
Total.....	\$397,245.10

Depuis le 1er juillet 1885, jusqu'à ce jour, le montant des subsides payés est comme suit :

Québec central et Lac St-Jean.....	\$198,875
Pontiac et Pacific Junction.....	117,788
Total.....	\$316,663

L'honorable M. **Champagne**—*conseiller pour Mille-Isles*.—Depuis la mise en force de l'acte relatif aux asiles d'aliénés dans la province de Québec, 48 Vict., chap. 34, le nombre des aliénés internés dans l'asile de Beauport et de St-Jean de Dieu a-t-il diminué ou augmenté ?

M. le **Premier ministre**.—Depuis la mise en force de cette

loi, le nombre des aliénés internés dans l'asile de Beauport, a diminué de dix, et celui des aliénés de Saint-Jean de Dieu, a diminué de seize.

LA CORPORATION DES HUISSIERS DU DISTRICT DE MONTRÉAL.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en deuxième délibération, du projet de loi intitulé : " Acte constituant la corporation des huissiers du district de Montréal."

L'honorable M. *Champagne*—*conseiller pour Mille-Isles*.—Je crois de mon devoir de donner quelques explications sur le projet de loi soumis à cette honorable Chambre. Tout le monde connaît l'importance des fonctions remplies par ces officiers publics. Tout le monde sait que ces officiers sont obligés d'exécuter les ordres des différentes cours judiciaires de la province.

Les huissiers demandent à se former en corporation, et voici pour quel objet : C'est un fait connu qu'il y a un très grand nombre d'huissiers, que parmi ceux-ci plusieurs sont tout à fait respectables et que d'autres ne font pas honneur à leurs confrères. Il est vrai que la loi permet de faire rapport à un juge de ceux qui n'ont pas une conduite honorable ; mais le système de délation est toujours coûteux. On aurait bien à se plaindre d'un confrère, mais on n'ose pas le faire.

Les huissiers ont donc décidé de se former en corporation et d'adopter des règlements pour déterminer les qualifications, le mode d'admission, la conduite et les qualités du cautionnement.

Il est stipulé que tous les règlements seront soumis au préalable au conseil du Barreau pour la section du district de Montréal. Il serait peut-être préférable de soumettre ces règlements à l'approbation des juges de la cour supérieure siégeant à Montréal. On pourra, si on le désire, ajouter cette disposition lorsque nous serons en comité. Lorsqu'il y aura des plaintes portées contre un des membres, le secrétaire-trésorier pourra prendre action au nom de la corporation.

Je ne fais qu'exposer ici les raisons qui m'ont été données par les promoteurs du projet. L'objet de cette mesure est bon, et je sais que le barreau en a eu connaissance. Il existe des abus parmi la classe des huissiers. Le mode d'admission à cette charge est trop facile. Et pourtant cette profession est importante et remplit de responsabilités à l'égard des justiciables.

Il faut donc prendre de grandes précautions. Jusqu'à présent l'examen est illusoire et pour ainsi dire ridicule. Il y eut un temps où l'on

admettait tout le monde, mêmes des personnes qui savaient à peine signer leur nom. Pourvu que l'on payât les honoraires demandés, tout était dit. On n'exigeait aucune garantie. Le mode du cautionnement est aussi illusoire. Il y a des huissiers qui n'ont plus de cautions ; ils pratiquent depuis un grand nombre d'années, et les cautions ont disparu, les uns sont morts, d'autres sont devenus insolvables. Et puis le cautionnement n'a pas été renouvelé.

Il est donc bon que cette question vienne devant la Législature. Si le projet rencontre de l'opposition, il aura toujours pour effet d'attirer l'attention sur les abus auxquels sont exposés les justiciables. D'après cette loi, l'examen sera plus sévère, ce qui aura peut-être pour effet de diminuer le nombre des huissiers. Mais d'un autre côté, nous aurons des hommes plus compétents, la société sera mieux protégée, les ordres des cours mieux exécutés, et les huissiers rendront mieux compte de leurs devoirs. S'il y a lieu de faire des changements à cette loi, nous pourrions les faire dans le comité des projets d'intérêt local.

L'honorable M. **Archanbeault**—*conseiller pour Repentigny*.—L'honorable conseiller a très bien expliqué le projet de loi qu'il a soumis à cette Chambre, mais il est entré dans des explications qui me paraissent contraaires aux faits. Il a prétendu que les examens des huissiers sont insuffisants et même illusoires.

Cependant, si ma mémoire ne me fait pas défaut, les huissiers subissent aujourd'hui leurs examens devant un juge ou le protonotaire. Le projet de loi en question ne crée pas un tribunal d'examineurs. Cette profession a son importance comme les autres ; pour y être admis, il faut des aptitudes et des qualités reconnues. Si l'on nous démontre que la mesure est réellement avantageuse et qu'elle peut faire disparaître des abus, je ne vois pas pourquoi on ne la généraliserait pas et qu'on ne l'appliquerait pas à Québec, à Joliette, etc, tout aussi bien qu'à Montréal. Nous devons donc travailler à trouver le meilleur mode pour faire les examens. En confiant ces examens à un tribunal d'avocats ou à une cour, nous mettrions peut-être fin à l'ère des examens illusoires ; car c'est reconnu qu'autrefois, dans certaines paroisses, on recevait huissier le premier arrivé, et bien souvent cet huissier ne possédait pas une grande somme d'instruction.

En ajoutant de nouvelles dispositions au projet soumis à cette Chambre, nous pourrions arriver à des résultats satisfaisants.

L'honorable M. **Champagne**.—Les réflexions de l'honorable conseiller pour Repentigny sont très judicieuses ; mais il se trompe

lorsqu'il dit que le projet de loi ne pourvoit pas à un tribunal d'examineurs ; car dans la quatrième clause, il est dit que la corporation aura plein pouvoir et autorité de faire des règlements pour le mode d'admission, les qualifications, etc., et que ces règlements seront soumis au barreau du district de Montréal.

— *Une voix*—Au lieu de constituer les huissiers en corporation, ne vaudrait-il pas mieux les abolir pour faire plaisir aux débiteurs.

L'honorable M. **Champagne**.—Le gouvernement devrait pendant cette session, où nous avons entrepris de faire toutes les affaires de la Puissance, prendre des mesures pour abolir les créanciers et par là même les huissiers.

Une autre voix—Commençons par abolir les cours de justice.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération et renvoyé au comité des projets de loi d'intérêt local.

Le 5^e rapport du comité d'intérêt local, le 1^{er} rapport du comité des impressions et le 2^e rapport du comité de la chambre de lecture et de la publication des débats, sont adoptés.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du vendredi, le 7 mai 1886.

SOMMAIRE :—Lecture de pétitions.—Délibération sur un projet de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUIÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

Les pétitions déposées à la séance du mercredi le 5 courant, sont lues et reçues.

Le projet de loi pour modifier la charte de la ville de Longueuil a été examiné par le comité d'intérêt local et modifié. La 3^e délibération est renvoyée à la prochaine séance, qui est fixée à mercredi, le 12 courant, à 4 heures p. m.

Le quorum du comité des impressions est fixé à cinq membres.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance de mercredi, le 12 mai 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions, d'un rapport de comité et d'un projet de loi.—
Transmission de projets de loi.—Adoption définitive d'un projet de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à quatre heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

De l'évêque de St-Germain de Rimouski, demandant de l'aide pour acheter des grains de semence pour les habitants de la Gaspésie ;

Des évêques de l'Eglise d'Angleterre, en Canada, s'opposant au projet de loi proposé par le Collège de théologie du district de Montréal ;

De la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

De l'association appelée "The Women's Christian Temperance Union of Montreal," demandant d'être constituée législativement.

DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

L'honorable M. Archambeault dépose le rapport suivant :

CONSEIL LÉGISLATIF.

7 mai 1886.

Le comité spécial auquel a été renvoyé le message de l'Assemblée législative en date du 21 avril dernier, priant le Conseil législatif de vouloir bien permettre à l'honorable P. Boucher de LaBruère, président et membre du Conseil législatif, de comparaître et de rendre témoignage devant le comité des comptes publics, a l'honneur de faire le rapport suivant :

L'honorable M. Archambeault, a été nommé président de ce comité.

Votre comité recommande qu'il soit permis à l'honorable P. Boucher de LaBruère, président et membre du Conseil législatif, de comparaître afin de rendre témoignage devant le comité des comptes publics, dans

Le but d'expliquer les circonstances dans lesquelles il a reçu les deux cents piastres portées à la page 60 des comptes publics de 1882, comme payées à L. A. Laforce.

Le tout humblement soumis,

LS. ARCHAMBEAULT,
Président.

Ce rapport est adopté.

Sur proposition de l'honorable M. Archambeault, il est résolu que cette Chambre donne permission à l'honorable Boucher de LaBruère, président et membre de cette Chambre, de comparaître et de rendre témoignage, s'il le juge à propos, devant le comité permanent des comptes publics dans le but d'expliquer dans quelles circonstances il a reçu les deux cents piastres portées à la page soixante des comptes publics de 1882 comme payées à L. A. Laforce, ainsi que le demande le dit message du 21 avril dernier.

Il est aussi ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative informant cette Chambre que le Conseil législatif, permet à l'honorable président du Conseil législatif de comparaître et de rendre témoignage devant le comité des comptes publics, tel que demandé par l'Assemblée législative dans son message, s'il le juge convenable.

DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI.

L'honorable M. Champagne dépose sur le bureau du Conseil, un projet de loi à l'effet de constituer la compagnie d'assurance contre le feu Equitable de Montréal.

La deuxième délibération est renvoyée à vendredi.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Pour constituer l'Union St-Joseph de Sallaberry de Valleyfield.

Pour modifier la loi définissant les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire de feu Robert Knox, écuyer, quant à certaines propriétés en cette province et pour d'autres fins.

Pour constituer l'hospice de St-Thomas de Montmagny.

Pour définir la saisine, les pouvoirs et les devoirs des exécuteurs

testamentaires de feu William Dow, écuier, et concernant d'autres fins s'y rattachant.

Pour constituer le Cercle Frontenac de Québec.

Pour modifier la loi constituant l'hôpital du Sacré-Cœur de Jésus à Québec.

Pour autoriser la compagnie manufacturière des marchands à émettre des obligations.

Pour modifier l'article 8 de la loi 39 Vict. chap., 45, constituant la municipalité de Bagotville.

Pour autoriser le barreau de la province de Québec, à admettre au nombre de ses membres John Napier Fulton.

Pour modifier la loi 46 Vict. chap. 87 constituant la compagnie du chemin de fer le Grand Nord.

La 2e délibération sur ces projets de loi est renvoyée à la séance de demain.

Le projet de loi pour modifier la charte de la ville de Longueuil est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du jeudi, le 13 mai 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions et de rapports de comité.—Deuxième délibération sur divers projets de loi : Les honorables MM. Beaudry, Rémillard et Champagne.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUIÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

De la corporation de la ville de Richmond, demandant à la Législature de la province de Québec, la ratification d'un règlement passé par la dite corporation.

D'Edouard Hébert et autres, s'opposant à ce que leurs propriétés soient annexées à la municipalité du village de Laprairie.

De la cité de Québec, demandant l'autorisation d'emprunter la somme de cent soixante et quinze milles piastres (175,000).

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉ.

Le sixième rapport du comité d'intérêt local est déposé sur le bureau du Conseil :

Ce rapport expose que le comité a examiné 13 pétitions, dont 7 demandant de la législation particulière.

Le projet de loi suivant a été examiné par le comité d'intérêt local et modifié :

Pour constituer la corporation des huissiers du district de Montréal.

Le projet de loi pour constituer l'Union St-Joseph de Salaberry de Valleyfield est adopté en 2e délibération et renvoyé au comité d'intérêt local.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi tendant à modifier la loi définissant les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire de feu Robert Knox, écuyer, quant à certaines propriétés en cette province et pour d'autres fins.

L'honorable M. *Beaudry—conseiller pour Alma.*—Honorables messieurs, ce projet de loi demande tout simplement une prolongation de temps. Il y a encore certains terrains dans les environs de Montréal qui n'ont pas été vendus, parce que la vente n'était pas avantageuse aux intéressés. Le temps fixé par le statut est expiré, et l'exécuteur testamentaire demande qu'il soit étendu jusqu'à ce que tous les terrains aient été vendus. L'avocat chargé de cette loi pourra donner toutes les explications désirées, mardi prochain, devant le comité des projets de loi d'intérêt local. En attendant je puis assurer cette Chambre que j'ai parcouru attentivement le projet et que je n'y trouve rien qui touche au testament et aux intérêts des appelés à la substitution.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération et renvoyé au comité d'intérêt local.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour constituer l'hospice de St-Thomas de Montmagny.

L'honorable M. *Rémillard—conseiller pour La Durantaye.*—Honorables messieurs, ce projet ne contient rien d'extraordinaire

Comme on peut le voir, cette institution demande à être constituée en corporation légale. La ville de Saint-Thomas de Montmagny a l'avantage de posséder un hospice magnifique ; c'est une institution qui lui fait réellement honneur. Cet hospice a été fondé grâce aux dons généreux de feu le colonel Louis Fournier, de feu le révérend Messire Henri Têtu et d'autres personnes charitables. Cette institution est sous la direction des Sœurs de la Charité. Je ne vois pas de raison pour que la Chambre s'oppose à l'adoption de cette loi.

Le projet est voté en deuxième délibération et renvoyé au comité d'intérêt local.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération, sur le projet de loi définissant la saisine, les pouvoirs et les devoirs des exécuteurs testamentaires de feu William Dow, écuyer, et concernant d'autres fins s'y rattachant.

L'honorable M. **Beaudry**—*conseiller pour Alma*.—Honorables messieurs, ce projet de loi sera expliqué devant le comité par l'avocat qui en a la charge. Je ne vois rien dans cette mesure qui change en quoi que ce soit les volontés du testateur, et je dois dire à cette Chambre que tous les intéressés consentent à la continuation de la succession.

Les projets de loi suivants sont adoptés en deuxième délibération :

Pour constituer le Cercle Frontenac de Québec.

Pour amender l'acte constituant l'hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, à Québec.

Pour autoriser la Compagnie manufacturière des marchands à émettre des obligations.

Pour modifier l'article 8 de l'acte de cette province, 39 Vict. chap. 45, constituant la municipalité de Bagotville.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour autoriser le barreau de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres John Napier Fulton.

L'honorable M. **Champagne**—*conseiller pour Mille-Isles*.—Je prierai l'honorable conseiller chargé de ce projet de vouloir bien nous donner des explications et nous dire les raisons pour lesquelles on demande une semblable législation.

L'honorable M. **Rénouard**—*conseiller pour La Durantaye*.—

Honorables messieurs, c'est avec plaisir que je donnerai les explications demandées.

Ce projet ressemble à ceux qui ont été adoptés par cette Législature depuis trois ou quatre ans. M. Fulton a fait sa cléricature à Londres et a été admis membre du barreau dans cette même ville, où il a pratiqué comme avocat pendant un certain temps. Il a quitté Londres pour venir s'établir à Montréal. Il s'est alors mis à étudier nos lois, et il désire maintenant se faire recevoir membre du barreau, de cette province. Il offre de subir un examen, même le plus sévère. Nous avons déjà adopté des lois pour faire admettre membres du barreau des notaires et mêmes des hommes qui n'avaient été qu'écrivains dans des bureaux d'avocats. Aujourd'hui, il s'agit d'un homme parfaitement qualifié, d'un homme qui a été reçu avocat à Londres et qui a pratiqué comme tel. Il me semble que cette mesure ne souffre aucune objection.

La proposition est adoptée, et le projet est renvoyé au comité d'intérêt local.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer le Grand Nord.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Je crois que la Chambre serait heureuse d'avoir des explications sur cette loi.

L'honorable M. **Champagne**—*conseiller pour Mille-Isles*.—Honorables messieurs, par sa charte de constitution que l'on trouve à la 46 Victoria, chapitre 87, on voit que cette compagnie a droit d'émettre des obligations au montant de \$20,000 par mille ; ces obligations sont privilégiées sur chacune des sections du chemin, sections de 10 milles. Par ce projet de loi, la compagnie veut réduire ces obligations à \$15,000 par mille, et cela dans le but de prélever des deniers pour poursuivre son entreprise. C'est le seul changement que j'aie constaté en comparant les deux lois. S'il y a d'autres explications à donner, elles le seront devant le comité par les personnes intéressées.

Le projet de loi est voté en deuxième délibération et renvoyé au comité des chemins de fer.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du vendredi, le 14 mai 1886.

SOMMAIRE :—Lecture de pétitions.—Dépôt d'un rapport de comité.—Délibération sur le projet de loi concernant les huissiers du district de Montréal : Les honorables MM. Champagne, Rémillard, Ross, Gérin, Beaudry et Méthot.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

Les pétitions déposées à la séance de mercredi le 12 courant, sont lues et reçues.

DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

Le 7^e rapport du comité d'intérêt local, est déposé sur le bureau du Conseil :

Ce rapport expose qu'il a examiné une pétition, demandant de la législation particulière.

Ce rapport est adopté ainsi que le 6^e rapport du même comité.

LA CORPORATION DES HUISSIERS DE MONTRÉAL.

L'ordre du jour appelle la prise en considération des amendements faits par le comité des ordres permanents et des projets de loi d'intérêt local au projet de loi pour constituer la corporation des huissiers du district de Montréal.

L'honorable M. **Rémillard**—*conseiller pour La Durantaye*.—Je désire avoir des explications sur les amendements faits à cette loi.

L'honorable M. **Champagne**—*conseiller pour Mille-Isles*.—Les amendements se rapportent aux huissiers déjà nommés. Dans le projet tel que présenté, il était dit que dans deux mois d'avis, les huissiers devaient faire parvenir au secrétaire-trésorier de l'association un état indiquant la date de leur admission, les noms des cautions, etc. ; autrement, leurs noms seraient rayés du tableau, J'ai fait remarquer au comité qu'il ne fallait pas prendre les huissiers par surprise. Il y a plusieurs huissiers dans Montréal, mais il y en a un très-grand nombre dans les autres parties du district. Il est donc d'absolue nécessité qu'ils

reçoivent tous l'avis mentionné plus haut. J'ai fait alors insérer un amendement portant que l'avis sera envoyé à chaque huissier par lettre enregistrée.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics.*—Honorables messieurs, je me permettrai de demander à l'honorable conseiller si l'amendement qu'il a suggéré lui-même, amendement opportun, utile et même nécessaire, couvre bien tous les cas. Deux mois d'avis suffisent-ils pour que tous les huissiers remplissent les conditions imposées ? Je désire appeler l'attention de l'honorable conseiller sur ce fait.

L'honorable M. **Champagne**.—Le délai est plus que suffisant. Je craignais qu'un grand nombre d'huissiers, résidant en dehors de Montréal et ne lisant pas les journaux, ou pour une autre raison, ne reçussent pas l'avis. C'est pour cela que j'ai demandé que l'avis fût envoyé par lettre enregistrée. J'ai déjà expliqué le but de cette loi. Ce projet ne donne pas plus de pouvoir aux huissiers, ni ne les soustrait au contrôle des tribunaux. Cette législation donnera une plus grande garantie au public et une plus grande protection aux huissiers qui font honneur à leur profession.

L'honorable M. **Méthot**—*conseiller pour Lavallière.*—Je n'ai que quelques mots à ajouter aux remarques qui viennent d'être faites. Cette loi est importante et aura d'excellents résultats. Il n'y a pas de doute que l'année prochaine on demandera une loi générale ; car déjà les huissiers du district de Richelieu sont venus devant le comité des projets d'intérêt local, demander de faire partie de cette association. C'est une preuve que la loi est bonne. J'ai l'espoir que tous les huissiers de la province en comprendront l'importance et demanderont une législation dans le même sens.

L'honorable M. **Gérin**—*conseiller pour Kennébec.*—Il y a une chose qui m'a frappé dans le comité ; c'est ceci : l'avocat chargé de cette loi a dit que pas un seul huissier de la province n'avait de cautions aujourd'hui. S'il en est ainsi, nous sommes en présence d'un grand danger ; il n'y a donc pas une seule signification faite en règle.

L'honorable M. **Beaudry**—*conseiller pour Alma.*—J'ai eu connaissance d'un fait qui mérite d'être connu. Dans une cause, il fut prouvé que le défendeur dissipait ses biens et qu'il se préparait à partir pour les États-Unis pour éviter la présence de ses créanciers. Un huissier

fut chargé d'arrêter l'individu, et on lui ordonna de bien veiller sur son prisonnier. Celui-ci fit boire l'huissier et le gardien, et leva le pied. L'huissier n'ayant rien pour répondre, le créancier perdit environ \$1,600. Cette perte est due à la mauvaise conduite de l'huissier et à son manque de cautionnement.

Les amendements sont adoptés.

L'honorable M. Champagne propose la troisième délibération.

M. le **Premier ministre**.—L'honorable conseiller pour Kérébec a émis des doutes sur la validité des cautionnements actuels des huissiers. Je désirerais savoir si la présente loi fera disparaître cette défectuosité.

L'honorable M. **Gérin**.—La loi existante dit que le cautionnement doit être fait devant le secrétaire provincial, loi qui n'a pas été mise en vigueur jusqu'à ce jour. Je fais cette observation pour démontrer que les deux mois d'avis ne me paraissent pas suffisants.

L'honorable M. **Champagne**.—Jusqu'à ce jour, le cautionnement s'est toujours donné au bureau du protonotaire. Mais il existait une loi qui exigeait que ce cautionnement fût fait devant le secrétaire provincial ; ce changement fut effectué, je crois, en 1872, et c'est l'honorable M. Würtele qui, en travaillant à la codification des lois, a découvert qu'aucun des huissiers de la province ne s'était conformé à cette loi.

M. le **Premier ministre**.—Où s'adressaient donc ces messieurs ?

Plusieurs voix.—Aux protonotaires.

M. le **Premier ministre**.—La loi était donc inconnue ?

L'honorable M. **Champagne**.—Elle n'était pas mise en vigueur ; mais elle le sera à l'avenir en adoptant la législation projetée.

M. le **Premier ministre**.—Les informations données à cette Chambre nous font comprendre l'importance de la mesure. Plus j'entends la discussion, plus je suis convaincu de cette importance. Avant d'adopter cette loi, il faut s'assurer de la nature de la loi existante et voir aux conditions du cautionnement. Je prierai donc l'honorable conseiller chargé de ce projet et tous les autres avocats de cette Chambre de voir si les huissiers existent ou n'existent pas. Il

faudrait dans ce dernier cas, une clause pour valider leurs significations et les conformer à la loi existante. Je demande qu'on remette la troisième lecture pour étudier cette grave question.

L'honorable M. **Rémillard**.—L'honorable premier ministre a raison sans doute de nous demander de faire une étude spéciale de la loi existante. En attendant je dirai que je ne partage pas l'opinion de ceux qui disent que toutes les significations ne valent rien.

L'honorable M. **Célin**.—Je ne prétends pas que toutes les significations ne valent rien, je n'ai fait que rapporter l'opinion émise par l'avocat, M. de Lorimier, chargé de donner des explications au comité sur ce projet de loi. Nous sommes exposés à voir annuler des jugements faute des formalités requises par une loi existante.

L'honorable M. **Archaibeault**.—L'honorable premier ministre a touché du doigt le défaut de la loi actuelle. Il faut que la Chambre s'assure si les huissiers ne peuvent exercer leurs fonctions qu'après qu'ils auront donné caution devant le secrétaire provincial. Je suis cependant d'opinion que les significations faites jusqu'à ce jour sont valides ; autrement tout serait bouleversé dans le monde des plaideurs.

L'honorable M. **Rétiot**.—L'honorable premier ministre nous a dit que nous pourrions insérer une clause dans le projet actuel pour remédier aux inconvénients. Je me permettrai de faire remarquer qu'il s'agit ici d'un projet de loi d'intérêt local et qu'on ne peut pas par conséquent faire une législation générale ; nous ne pouvons pas y ajouter un amendement pour spécifier le mode de cautionnement et pour rendre les cautionnements valides.

L'honorable M. **Champagne**.—Il n'est pas nécessaire de dire dans un projet d'intérêt local qu'une telle loi existe. Mais il serait bon de voir la teneur du statut et de prier ensuite le secrétaire provincial d'envoyer une circulaire aux protonotaires leur disant de faire en sorte que les huissiers se conforment à la loi. C'est peut être un bon moyen de réparer l'oubli.

M. le **Premier ministre**.—Honorables messieurs, je constate que les avocats sont toujours et partout les mêmes : ils ne sont jamais d'accord. Ainsi les uns soutiennent que les significations ne valent rien, les autres disent le contraire. Je ne suis pas avocat, mais je suis d'opinion que les brefs de sommation faits jusqu'à ce jour sont valides.

Je veux cependant qu'à l'avenir on se conforme à la loi, si cette loi existe, on doit en connaître la nature et le but. L'honorable conseiller pour Lavallière a raison ; j'avais perdu de vue qu'il s'agissait ici d'une législation privée. Afin de permettre aux honorables membres de connaître l'existence d'une pareille loi, j'insiste sur le renvoi de la 3e lecture à un autre jour.

La 3e délibération est renvoyée à demain.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du lundi, le 17 mai 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt d'un rapport de comité.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

M. le président dépose sur le bureau du Conseil, le deuxième rapport du comité de la bibliothèque.

L'honorable M. **Gérin**—*conseiller pour Kennébec*.—Je crois être bien informé en disant que l'Assemblée législative a décidé de renvoyer ce rapport au comité de la bibliothèque.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Je dois faire remarquer à l'honorable conseiller que l'autre Chambre est plus avancée que nous. Le rapport de la bibliothèque lui a été soumis samedi. Dans tous les cas, si ce rapport doit être renvoyé au comité, il le sera lorsque le rapport en question sera pris en considération.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du mardi, le 18 mai 1886.

SOMMAIRE —Dépôt et lecture de pétitions.—Dépôt de rapports de comité.—
Transmission de projets de loi.—Délibération sur divers projets de loi : Les
honorables MM. Champagne, Rémillard, Ross et Archambeault.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT D'UNE PÉTITION

La pétition suivante est déposée sur le bureau du Conseil :

De dame Caroline H. Lloyd, demandant une allocation de \$200.

Les pétitions déposées à la séance de vendredi, le 14 courant, sont
lues et reçues.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉ.

Le 2e rapport du comité de la refonte et de la codifications des statuts,
est déposé sur le bureau du Conseil.

Ce rapport expose que le comité a examiné le projet de loi conser-
nant les officiers en loi de la couronne et que ce projet a subi diverses
modifications.

Le 8e rapport du comité d'intérêt local est déposé sur le bureau du
Conseil.

Ce rapport expose que le comité a examiné quatre pétitions dont deux
demandant de la législation particulière.

Ce rapport est adopté.

Le comité d'intérêt local fait rapport sur les projets de loi suivants,
lesquels sont ensuite successivement adoptés dans les formes régle-
mentaires :

Pour constituer le Cercle Frontenac de Québec.

Pour modifier la loi définissant les pouvoirs de l'exécuteur testamen-
taire de feu Robert Knox, écuyer, quant à certaines propriétés en cette
province et pour d'autres fins.

Pour constituer l'Union St-Joseph de Salaberry de Valleyfield.

Pour constituer l'hospice de Saint-Thomas de Montmagny.

Pour autoriser le barreau de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres John Napier Fulton.

Pour définir la saisine, les pouvoirs et les devoirs des exécuteurs testamentaires de feu William Dow, écuyer, et concernant d'autres fins s'y rattachant.

Pour modifier la loi constituant l'hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, à Québec.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil, et adoptés en première délibération :

Pour pourvoir à la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Montréal.

Pour autoriser une certaine cession de biens faite à la corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de Nicolet, par la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet.

Concernant la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs.

La deuxième délibération sur ces projets de loi est renvoyée à demain.

LA CORPORATION DES HUISSIERS DE MONTRÉAL.

L'ordre du jour appelle la troisième délibération sur le projet de loi pour constituer la corporation des huissiers du district de Montréal.

L'honorable M. *Charapagne—conseiller pour Mille-Isles.*—Honorables messieurs, en proposant l'adoption de ce projet de loi en troisième délibération, je communiquerai avec plaisir à la Chambre le résultat des démarches que j'ai faites conformément à la demande du premier ministre au sujet du changement survenu dans les cautionnements des huissiers. D'après l'acte primitif, les huissiers donnaient caution devant le protonotaire du district et le cautionnement, était de \$400. En 1869, on passa un acte ordonnant qu'un certain nombre d'officiers publics, tels que protonotaires, shérifs, régistateurs, etc seraient tenus de donner un cautionnement soit par un dépôt en argent ou par un nantissement entre les mains du trésorier de la province.

En 1872, le cautionnement des huissiers a été mis sur le même pied que celui des officiers précités. Ce cautionnement pouvait se faire de trois manières 1. par nantissement ou dépôt en argent, 2. par une police d'assurance donnée en garantie et d'après la 47 Victoria, avec l'approbation du gouverneur en conseil, par une hypothèque sur propriété foncière.

Après cet aperçu, je suis d'opinion que tous les huissiers nommés depuis 1872 et qui ont fourni des cautions d'après l'ancien mode, n'ont pas réellement de cautions. C'est le seul effet que je constate. Il ne s'ensuit pas que les exploits de ces huissiers soient sans valeur ; au contraire ils sont valides, mais on ne peut avoir recours contre les cautions, puisqu'elles n'existent pas en loi.

Par la 32e Victoria, il est dit que le trésorier doit soumettre à la Chambre tous les ans un état faisant connaître les noms de tous les officiers publics qui sont obligés de donner caution. Il ne faudrait pas perdre cette loi de vue.

Ce qui me fait croire que les exploits des huissiers, qui ne se sont pas conformés à la loi, sont valides, c'est qu'il existe une clause par laquelle le trésorier provincial doit avertir les huissiers de renouveler leur cautionnement, et le fait de ne pas renouveler leur cautionnement ne les expose pas à se voir privés de leur commission.

Mais cette question n'a rien à faire dans ce projet de loi, que j'ai déjà expliqué. Tout de même il serait bon de s'assurer de la validité des cautionnements des huissiers.

L'honorable M. *Rémillard*—*conseiller pour La Durantaye*.—Je n'ai qu'un mot à ajouter aux remarques de l'honorable conseiller, qui a fait une étude spéciale de la question. J'ai constaté comme mon honorable ami que l'article 83 du statut refondu exige que le cautionnement des huissiers se donne devant un protonotaire, et le cautionnement restait entre les mains du protonotaire. En 1869 on a passé une loi portant que le cautionnement des officiers publics qui reçoivent un salaire du gouvernement devait être fait au secrétaire provincial.

En 1872, on a confondu les huissiers avec ces officiers publics, et l'on a obligé les huissiers à donner caution devant le trésorier de la province. Je ne vois pas pourquoi l'on a fait un tel changement, puisque les huissiers ne contribuent en rien au revenu de la province ; ils sont directement sous la juridiction de la cour. J'ai l'espoir que le comité de la codification des lois fera une distinction entre les huissiers et les

officiers publics qui dépendent du gouvernement. Je suis d'opinion que les significations sont toutes valides, malgré le défaut de cautionnement que nous constatons. Le projet de loi actuel me paraît avantageux ; il aura pour effet de rehausser le niveau de la profession des huissiers, de régler leur admission et le mode de cautionnement. Je le répète, la loi devrait être amendée de manière à ne pas exiger que le cautionnement des huissiers se fasse devant le secrétaire provincial.

L'honorable M. **ROSS**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics.*—Je prie l'honorable conseiller pour Mille-Isles d'accepter mes remerciements et mes félicitations pour les remarques qu'il vient de soumettre à cette Chambre. Je suis maintenant satisfait et entièrement rassuré sur la valeur des exploits des huissiers. Je crois qu'il est tout à fait nécessaire de faire à l'avenir plus attention au cautionnement des huissiers. Ce point a été jusqu'ici trop négligé, car il peut arriver bien des circonstances où le manque cautionnement de la part des huissiers peut entraîner des pertes considérables. Je reconnais qu'il n'est pas opportun de s'occuper actuellement de cette question, mais nous aurons occasion ailleurs d'y voir et de surveiller plus attentivement les cautionnements des huissiers. La cour peut encore mieux que le gouvernement voir à la validité de ces cautionnements. Quoiqu'il arrive, il est nécessaire de prendre toutes les précautions pour mettre le peuple à l'abri de ces irrégularités, remplies de conséquences parfois désastreuses.

L'honorable M. **Champagne**.—Je suis heureux de constater que l'honorable premier ministre a changé de dispositions à l'égard des avocats et qu'il approuve aujourd'hui la suggestion que j'ai faite l'autre jour, en disant que la cour ou le secrétaire provincial devait voir à la validité des cautionnements. Comme je l'ai dit tout à l'heure, il existe une clause qui oblige le trésorier à soumettre chaque année un état portant les noms des officiers qui sont obligés de donner des cautions.

La chose n'a pas été faite jusqu'à présent. Je n'accuse pas le gouvernement, car il me faudrait accuser tous les gouvernements précédents.

Maintenant que notre attention est appelée sur ce sujet, le chef du gouvernement verra, j'en suis convaincu, à ce que le trésorier s'assure de la validité des cautionnements. Il faut mettre fin au règne des cautionnements illusoires et même trompeurs qui peuvent causer de grandes pertes.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour constituer la compagnie d'assurance contre le feu l'Equitable de Montréal.

L'honorable M. **Champague**—*conseiller pour Mille-Isles*.—Il s'agit par ce projet de constituer une compagnie pour assurer contre le feu. A part les personnes mentionnées dans le projet comme devant être les premiers actionnaires, j'ai entre les mains une pétition contenant les noms d'un grand nombre d'autres citoyens résidant à Montréal et je pourrais mentionner les noms si on le désire.

Cette compagnie assurera sur propriété mobilière et propriété immobilière. Le capital sera de \$250,000. Je puis assurer à cette Chambre que le projet de loi sera accompagné des meilleures garanties possibles pour le public. Les promoteurs de cette mesure comparaitront devant le comité des projets d'intérêt local, et si le comité ne juge pas les garanties suffisantes, ils s'engagent à en donner de nouvelles. Il y a une clause qui doit rassurer cette honorable Chambre, c'est que les actionnaires ne pourront pas commencer leurs opérations avant d'avoir un arrêté du gouvernement à cet effet. C'est déjà une bonne garantie, et nous pourrions en inscrire d'autres en comité.

L'honorable M. **Archambeault**—*conseiller pour Repentigny*.—Je ne connais pas encore cette loi dans tous ses détails. Mais je vois cependant que l'on se propose de mettre en opération une compagnie d'assurance avec un montant de \$10,000 seulement. Cette somme me paraît peu élevée et n'inspirera pas beaucoup de confiance au public.

L'honorable M. **Rémillard**—*conseiller pour La Durantaye*.—Il est toujours bon de donner des explications sur des projets de ce genre. J'ai toujours été opposé aux sociétés qui n'offrent pas les garanties suffisantes. On n'a pas oublié les désastres causés par la chute de la compagnie Stadacona. Le capital de la compagnie projeté ne me semble pas assez élevé, et d'un autre côté le montant des actions exigé pour être directeur n'est pas suffisant pour rendre ce directeur responsable envers les intéressés.

Le projet est adopté en deuxième délibération, et est renvoyé au comité d'intérêt local.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du mercredi, le 19 mai 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt d'une pétition et de rapports de comités.—Transmission de projets de loi.—Délibération sur un projet de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT D'UNE PÉTITION.

La pétition suivante est déposée sur le bureau du Conseil :

De J. M. Papineau et autres, s'opposant au projet de loi pour modifier la charte de la cité de Montréal, quant à ce qui concerne l'élargissement de la rue St-Laurent, dans cette cité.

M. le président dépose sur le bureau du Conseil le rapport de l'Union St-Joseph de Beauport.

Le neuvième rapport du comité des ordres permanents est déposé sur le bureau du Conseil.

Ce rapport expose que le comité a examiné quatre pétitions, dont trois demandant de la législation particulière.

Ce rapport est adopté.

Le comité d'intérêt local dans un rapport sur le projet de loi pour modifier l'article 8 du chap. 45, 39 Vict., constituant la municipalité de Bagotville, conclut au rejet de ce projet.

Le comité des chemins de fer fait un rapport sur le projet de loi pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Pour modifier de nouveau l'article 1054 du code de procédure civile du Bas-Canada.

Pour définir les bornes de la paroisse de Ste-Barbe, et pour d'autres fins.

Pour permettre au collège théologique diocésain de Montréal, de conférer les degrés en théologie et pour modifier le statut 42-43 Victoria, chap. 72.

Pour constituer "The Sherbrooke Young Men's Christian Association."

Pour constituer le club de pêche au saumon de Sainte-Marguerite.

Pour modifier la loi concernant la composition du personnel de la corporation du séminaire de Nicolet.

Pour autoriser le barreau de la province de Québec, à admettre, après examen, Louis Philippe Demers au nombre de ses membres.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs.

L'honorable M. *Savage—conseiller pour Golfe.*—Honorables messieurs, ce projet de loi a été adopté sans amendement par l'autre Chambre. Je ne crois pas que cette Chambre s'y oppose. Tout ce que cette mesure demande c'est de donner à la compagnie les moyens de continuer son entreprise.

La proposition est adoptée et le projet est renvoyé au comité des chemins de fer.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du jeudi, le 20 mai 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt d'une pétition.—Délibération sur le deuxième rapport du comité de la bibliothèque : Les honorables MM. Ross, Archambeault, Champagne, LaRue, Rémillard.— Délibération sur divers projets de loi : Les honorables MM. Champagne, Rémillard et Beaudry.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUIÈRE.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

DÉPÔT D'UNE PÉTITION.

La pétition suivante est déposée sur le bureau du Conseil :

Des censitaires de la seigneurie de Laprairie de la Madeleine, s'opposant à l'extension des bornes du village de Laprairie.

La pétition déposée à la séance du mardi le 18 mai courant, est lue et reçue.

TRANSMISSION D'UN PROJET DE LOI.

Le projet de loi suivant, précédemment adopté par l'Assemblée législative, est déposé sur le bureau du Conseil :

Pour remettre en force la charte de la compagnie du chemin de fer du Cap-Rouge et du Saint-Laurent et prolonger les délais pour le commencement et le parachèvement de ses travaux.

La deuxième délibération est renvoyée à demain.

Le deuxième rapport du comité de la codification et de la refonte des statuts est adopté.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du second rapport du comité collectif de la bibliothèque.

L'honorable M. LaRue propose que ce rapport soit soumis de nouveau au comité collectif de la bibliothèque.

L'honorable M. Ross—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—J'appuie avec plaisir la proposition de l'honorable conseiller de renvoyer ce rapport au comité de la bibliothèque.

Quant à la question Dansereau, je dois déclarer à cette Chambre que le gouvernement a donné instruction à ses avocats de prendre des procédures judiciaires pour obtenir un règlement de comptes. Le comité de la bibliothèque n'aura plus à s'occuper de cette question ; il ne sera plus opportun pour lui de le faire, puisque les tribunaux sont chargés de l'affaire.

Il me semble que le comité a outrepassé ses pouvoirs en faisant ce rapport. Ses attributions consistent à aider les deux présidents dans le choix et l'achat des livres destinés à la bibliothèque du parlement. Mais le comité de la bibliothèque n'est pas un tribunal d'enquête.

Le rapport dit que le bibliothécaire avait communiqué les faits en question à l'honorable M. Flynn. Tel n'est pas le cas. M. Lemay a écrit à mon honorable collègue, le solliciteur général, une lettre qui a été lue à l'autre Chambre pour contredire cette partie du rapport. J'ajouterai que l'honorable M. Flynn avait auparavant nié formellement avoir reçu ces informations du bibliothécaire ; il ignorait complètement ces détails.

L'honorable M. **Archambeault**—*conseiller pour Repentigny*.— Je trouve les remarques de l'honorable premier ministre sur le comité un peu fortes. Ce sont de véritables censures que je ne puis accepter. Je suis membre du comité de la bibliothèque, et il me semble que je connais mes devoirs. Le rapport n'est pas connu de cette Chambre ; il ne nous a pas été lu. Je voudrais au moins connaître la partie pour laquelle on veut nous censurer. Je crois de mon devoir de ne pas me laisser censurer sans en connaître les raisons.

M. le **Premier ministre**.—L'honorable membre pour Repentigny est doué d'une très grande sensibilité, ou bien il n'a pas saisi la portée ou la valeur de mes paroles. J'ai appelé l'attention de la Chambre sur le fait que le comité, dans mon humble opinion, avait outrepassé ses devoirs, et je crois que le comité n'a pas resté dans ses attributions. Je parle à des honorables membres qui sont censés connaître le rapport déposé sur le bureau de la Chambre, et l'honorable conseiller pour Repentigny a dû en prendre connaissance comme les autres, encore mieux que les autres puisqu'il fait partie du comité, comme il vient de le déclarer. Ce que je dis n'est pas nouveau ; c'est une chose qui arrive presque tous les jours dans l'autre Chambre et dans cette honorable Chambre. Ce n'est pas un blâme que j'ai voulu faire, mais j'ai exprimé seulement l'opinion que le comité avait outrepassé ses pouvoirs. J'ai fait une simple remarque sur les pouvoirs du comité, et voilà tout. Je profiterai de la circonstance pour faire une autre suggestion : c'est que l'on devrait prendre connaissance des questions qui doivent être traitées dans cette Chambre. En agissant ainsi, on se mettra en état de répondre à toutes les objections. Lorsque j'ai exprimé mon opinion en premier lieu je ne crois pas que personne m'accuse d'avoir manqué d'égards au sujet du comité de la bibliothèque.

L'honorable M. **Archambeault**.—Tous les honorables membres de cette Chambre doivent être sur le même pied. Le premier ministre censure une partie du rapport, mais il ne dit pas quelle partie. Nous avons droit de le savoir. Il y a dans le comité des hommes d'expérience, tels que les deux présidents. Je ne veux pas recevoir de leçon.

L'honorable M. **Champagne**—*conseiller pour Mille-Isles*.— Honorables messieurs, je fais partie du comité de la bibliothèque. Je n'ai pas pris, et je ne prends pas, surtout après les explications de l'honorable premier ministre, les remarques qu'il vient de faire sur le comité comme une censure, mais comme une expression d'opinion. Cependant je diffère d'opinion avec le premier ministre quant aux attributions du

comité. D'après l'honorable premier, le comité doit aider seulement les deux présidents dans le choix et l'achat des livres. Je suis d'opinion que les attributions du comité sont plus larges et plus étendues.

Le comité a droit de voir si les livres ordonnés par lui ont été achetés. Quant à une enquête, il faudrait au comité un ordre des deux Chambres, puisqu'il s'agit d'un comité nommé par les deux Chambres. Je n'étais pas présent à la réunion du comité quant la partie incriminée a été adoptée, mais j'en ai pris connaissance depuis. On peut bien différer d'opinion sur cette partie du rapport et l'on peut aussi bien dire : Il eut peut-être mieux valu, avant de livrer au public un rapport mettant en cause une tierce personne, donner l'opportunité à cette personne de s'expliquer. Quant à l'information donnée par le premier ministre que le gouvernement avait commandé de poursuivre ce monsieur pour reddition de comptes, je crois sincèrement que c'est le meilleur moyen de procéder dans cette affaire. Ce n'est pas la coutume de faire le procès d'un homme sans le mettre en cause. De la sorte on s'assurera si les comptes sont en règle, oui ou non. Je le répète, je ne diffère du premier ministre que sur un seul point : Je reconnais au comité des attributions plus étendues.

L'honorable M. **LaRue**—*conseiller pour La Salle*.—J'étais présent au comité lorsque cette question a été traitée. On savait qu'il régnait un malaise dans le public. Le comité était sous l'impression que tout retard pouvait augmenter ce malaise. Le sentiment qui a dominé alors c'est qu'on ne voulait pas que le public fût porté à croire qu'on cherchait des attermolements au sujet de cette affaire. Si le comité avait su que le gouvernement avait décidé de poursuivre la personne incriminée, il aurait sans doute agi autrement. Je suis heureux d'apprendre que le gouvernement a donné ordre de faire juger cette question par les tribunaux.

M. le **Premier ministre**.—La Chambre me permettra sans doute de lui donner lecture de quelques clauses de l'acte concernant l'administration de la bibliothèque.

Ainsi, l'article 2 dit que " la direction et le contrôle de la bibliothèque de la Législature ainsi que des officiers et serviteurs y attachés, seront confiés au président du Conseil législatif et au président de l'Assemblée législative, alors en exercice, lesquels sont assistés pendant chaque session, par un comité collectif nommé par les deux Chambres."

Et l'article 3 ajoute comme définition des devoirs et des pouvoirs de ceux à qui est confié l'administration de la bibliothèque :

“ Les présidents des deux Chambres de la Législature, assistés par le comité collectif, auront le pouvoir, de temps à autre, de décerner et établir, pour la gouverne de la bibliothèque et l'application régulière des sommes d'argent votées par la Législature, pour l'achat de livres, peintures à l'huile, statues, cartes et autres articles devant y être déposés, les ordres et règlements qu'ils jugeront à propos, lesquels sont sujets à l'approbation des deux Chambres de la Législature.”

J'ai exprimé un doute : c'est que le comité avait outrepassé ses pouvoirs, et mon opinion est corroborée par les clauses que je viens de lire.

L'honorable conseiller pour Repentigny s'est plaint que je voulais lui donner une leçon. Je ne cherche pas à en imposer à personne ; et je défie l'honorable conseiller de citer un cas où je me suis permis de faire la leçon à mes honorables amis. Les remarques que je viens de faire ne renferment rien qui puisse blesser la susceptibilité de l'honorable conseiller pour Repentigny.

L'honorable M. McNeillard—conseiller pour La Durantaye.—Je n'ai pas l'intention de m'occuper de la passe d'armes engagée entre le premier ministre et l'honorable conseiller pour Repentigny. Ils ont tous deux plaidé leur cause avec beaucoup d'habileté. Je n'ai qu'à parler de la question soumise à cette Chambre. Je fais partie du comité de la bibliothèque. Je suis parti à midi du comité ; je n'étais pas présent quant l'affaire Dansereau a été discutée. On a parlé d'une somme de \$15,000, et le comité devait s'informer où étaient les livres représentant cette somme. On demande le renvoi du rapport au comité. Je voudrais savoir pourquoi, car jusqu'à présent je n'ai pas compris pour quelle raison on voulait agir de la sorte. Cependant j'ai cru deviner que l'on voulait revenir sur l'incident de l'honorable solliciteur général.

L'honorable M. LaRue.—La raison me paraît être celle-ci : une partie du rapport doit être reconsidérée et même rayée, puisqu'elle n'a plus sa raison d'être, et l'autre partie restera telle qu'elle est.

La proposition de l'honorable M. LaRue est adoptée.

L'ordre du jour appelle la délibération sur le rapport du comité des ordres permanents et des projets de loi d'intérêt local sur le projet pour modifier l'article 8 de l'acte de cette province, 39 Vict., chap. 45 constituant la municipalité de Bagotville.

L'honorable M. Gingras propose que ce rapport soit renvoyé au comité, parce que les intéressés ont de nouvelles informations à donner.

L'honorable M. *Champagne—conseiller pour Mille-Isles.*—J'ai reçu une lettre de M. St-Hilaire, député, me priant de renvoyer ce projet au comité, parce que des faits nouveaux ont été connus depuis que le comité a fait rapport. Il n'est que juste de se rendre à la demande du représentant du comté intéressé dans cette législation. Quand il se présente de nouvelles preuves dans une cause prise en délibéré, le juge accorde souvent la permission de les faire connaître. Nous pouvons bien agir de même, puisque cette Chambre est le plus haut tribunal du pays.

La proposition est adoptée.

Le projet de loi pour modifier l'acte 46, chap. 87, intitulé : Acte pour constituer la compagnie du chemin de fer le Grand-Nord, est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

L'ARTICLE 1054 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

L'ordre du jour appelle la délibération sur le projet de loi pour modifier de nouveau l'article 1054 du code de procédure civile du Bas-Canada.

L'honorable M. *Rémillard—conseiller pour La Durantaye.*—Je me rends avec plaisir à la demande de donner des explications sur cette mesure. Au troisième livre du code de procédure, il est question de la compétence de la cour de circuit. D'après l'article 1053, toute cause de moins de \$100 est du ressort de cette cour, et d'après l'article 1054, toute poursuite de \$100 et plus, mais ne dépassant pas \$200, tombe aussi sous la juridiction de la cour de circuit. Les causes de \$200 et en montant sont jugées en appel par la cour supérieure. Il y a quelques années les causes appelables étaient décidées à la cour de circuit et à la cour supérieure. L'on a décidé ensuite de renvoyer toutes les causes appelables à la cour supérieure. Huit districts tombent actuellement sous cette loi, et le district de Beauce demande aujourd'hui la même chose.

Ce projet de loi est adopté en deuxième délibération, ainsi que les projets suivants :

Pour définir les bornes de la paroisse de Sainte-Barbe et pour d'autres fins.

Pour permettre au collège théologique diocésain de Montréal de conférer les degrés en théologie et pour amender le statut 42-43 Victoria, chapitre 72.

L'honorable M. **Rémillard**.—Je ne m'oppose pas à la seconde lecture de ce projet, mais je tiens à faire connaître que c'est mon désir de satisfaire la majorité des intéressés. Il y a cependant quelque chose d'extraordinaire dans cette mesure. En effet la troisième section de ce projet se lit comme suit :

“ Le présent acte viendra en force seulement par proclamation du lieutenant gouverneur en conseil, laquelle proclamation sera émise lorsqu'il aura été établi que le synode du diocèse de Montréal, régulièrement assemblé, a adopté une résolution constatant que le titre à la propriété, située dans la cité de Montréal, actuellement occupée par le collège de théologie, a été d'une manière absolue transporté soit au dit collège diocésain de théologie de Montréal, dont le Lord Evêque de Montréal est président, soit, selon que le synode en décidera, au Lord Evêque de Montréal et à ses successeurs dans cette charge, et que la question de la représentation de ce synode dans le bureau des gouverneurs du dit collège a été considérée et arrangée à la satisfaction du synode et requérant l'émission de cette proclamation.”

Comme on le voit, on nous demande de légiférer sur des faits qui n'existent pas. Nous ne pouvons pas faire une semblable législation.

L'honorable M. **Beaudry**—*conseiller pour Alma*.—Ce projet de loi a pour objet de mettre l'évêque anglican de Montréal sur le même pied que les autres évêques protestants de la province. Ce n'est qu'une question de justice. Lorsque l'honorable conseiller aura entendu les intéressés dans le comité, il n'y a pas de doute qu'il sera satisfait et que la Chambre approuvera ce projet de loi.

Les projets de loi suivants sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés au comité d'intérêt local :

Pour constituer “ The Sherbrooke Young men's Christian Association ” ;

Pour modifier le statut 22 Vict., chap. 68, pour modifier la composition du personnel de la corporation du séminaire de Nicolet ;

Pour pourvoir à la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Montréal ;

Pour autoriser une certaine cession de biens faite à la corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de Nicolet par la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du vendredi, le 21 mai 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt d'une pétition et d'un rapport de comité.—Dépôt d'un projet de loi.—Transmission de projets de loi.—Délibération sur divers projets de loi.

PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

DÉPÔT D'UNE PÉTITION.

La pétition suivante est déposée sur le bureau du Conseil :

De certains habitants du township de Weedon, demandant à être constitués en municipalité de village.

La pétition déposée à la séance du mercredi le 19 courant est lue et reçue.

Le sixième rapport du comité d'intérêt local est déposé sur le bureau du Conseil.

Ce rapport expose que le comité a examiné une pétition ne se rapportant pas à de la législation particulière.

Ce rapport est adopté,

DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI.

L'honorable M. Dionne dépose un projet de loi concernant certaines erreurs dans le cadastre officiel des paroisses de St-Jude et de l'Immaculée-Conception de St-Ours, et pour d'autres fins.

La seconde délibération est renvoyée à la séance de jeudi.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Pour constituer l'Association de l'arsenal des carabiniers Victoria.

Pour constituer l'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Québec (The licensed victuallers association of Québec).

Pour constituer l'Association des entrepreneurs de Montréal ;

La seconde délibération sur ces projets de loi est renvoyée à mardi.

ADMISSION AU BARREAU DE M. L. P. DEMERS.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour autoriser le barreau de la province de Québec à admettre, après examen Louis Philippe Demers au nombre de ses membres.

L'honorable M. ~~Méthot~~—*conseiller pour Lavallée*.—En l'absence de l'honorable M. Lavallée, je proposerai la deuxième lecture. Par inadvertance, ce monsieur Demers n'a passé son brevet que le 15 octobre 1883, et il a été admis régulièrement à l'étude du droit le 14 juillet 1884. Lorsque les examens de juillet prochain auront lieu, il lui manquera seulement deux jours pour compléter son temps de cléricature. Il sera alors forcé d'attendre six mois pour subir son examen. Ce retard lui sera sans aucun doute préjudiciable. Le projet de loi a pour objet de réparer l'oubli de passer brevet plus tôt. Le barreau de Montréal a donné son assentiment à cette mesure et demande que la Chambre l'approuve.

Ce projet de loi ainsi que le suivant sont adoptés en deuxième délibération et sont renvoyés au comité d'intérêt local.

Pour remettre en force la charte de la compagnie du chemin de fer du Cap Rouge et du Saint-Laurent, et prolonger les délais pour le commencement et le parachèvement des travaux.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du mardi, le 25 mai 1886.

SOMMAIRE :—Transmission d'un projet de loi.—Délibération sur divers projets de loi : L'honorable M. Rémillard.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

TRANSMISSION D'UN PROJET DE LOI.

Le projet de loi suivant, précédemment adopté par l'Assemblée législative, est déposé sur le bureau du Conseil :

Pour autoriser Dame Jane Cox, épouse de John Nelson Hickey et Dame Barbara Cox, épouse d'Alexander Linton Lockerby, à vendre la

partie sud-ouest du No. 123 du cadastre officiel du quartier Saint-Louis, cité de Montréal, à Jean-Baptiste St-Louis et à dame Emma E. Lamontagne, épouse d'Emmanuel St-Louis, à certaines conditions

Ce projet de loi est adopté en première et deuxième délibération et renvoyé au comité d'intérêt local, ainsi que le projet suivant : Pour constituer l'Association de l'arsenal des carabiniers Victoria.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour constituer l'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Québec.

L'honorable M. **Rémillard**—*conseiller pour La Durantaye*.—Les commerçants de vins et de liqueurs licenciés de Québec demandent à se constituer en corporation. Le but de cette mesure est de réunir ces commerçants en société, afin qu'ils aient l'occasion de protéger leurs droits comme porteurs de licences et leur respectabilité et d'aider les autorités dans la suppression des maisons non licenciées et à faire respecter la loi des licences.

Une voix.—Écoutez ! écoutez !

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération et renvoyé au comité d'intérêt local.

Le projet de loi suivant est également adopté en deuxième délibération et renvoyé au comité d'intérêt local :

Pour constituer l'Association des entrepreneurs de Montréal.

L'ARTICLE 1054 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

L'ordre du jour appelle la considération, en comité général, du projet de loi pour amender de nouveau l'article 1054 du code de procédure civile du Bas-Canada.

L'honorable M. **Rémillard**.—Ce projet de loi a rapport au district de Beauce seulement. Je suis informé que le district de Montmagny demande maintenant la même chose. En conséquence je propose que la prise en considération du projet de loi soit remise à quelques jours.

Le renvoi est ordonné.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du mercredi, le 26 mai 1886

SOMMAIRE :—Dépôt d'une pétition.—Dépôt de rapports de comités.—Transmission de projets de loi.—Délibération sur divers projets de loi : Les honorables MM. Ross, Champagne, Rémillard et Archambeault.

PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUIÈRE.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

DÉPÔT D'UNE PÉTITION.

La pétition suivante est déposée sur le bureau du Conseil :

Du curé et des marguilliers de l'œuvre et fabrique de Longueuil demandant que des modifications soient faites à la charte de la ville de Longueuil.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

Le comité des chemins de fer dépose un rapport sur le projet de loi concernant la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs.

Le comité d'intérêt local dépose des rapports sur les projets de loi suivants :

Pour définir les bornes de la paroisse de Sainte-Barbe et pour d'autres fins.

Pour pourvoir à la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Montréal.

Pour constituer " The Sherbrooke Young men's Christian Association."

Pour autoriser la compagnie manufacturière des marchands à émettre des obligations.

Pour autoriser une certaine cession de biens faite à la corporation épiscopale catholique romaine du diocèse de Nicolet par la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet.

Pour modifier la loi relative à la composition du personnel de la corporation du séminaire de Nicolet.

Les deux derniers projets de loi sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Pour changer le nom de la société permanente de construction de Sherbrooke en celui de " Compagnie de prêts et hypothèques de Sherbrooke," et pour étendre ses pouvoirs.

Pour autoriser la vente ou autre aliénation de certaines propriétés appartenant à la succession de feu dame Marie Angélique Cuvillier.

Pour modifier la charte de la ville d'Iberville.

Pour augmenter les pouvoirs de l'Institut Trafalgar.

LA PAROISSE DE STE. BARBE.

L'honorable M. *Ross*—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics.*—Plairait-il à l'honorable conseiller pour Mille-Isles de nous faire connaître la nature des modifications faites au projet de loi concernant la paroisse de Sainte-Barbe.

L'honorable M. *Champagne*—*conseiller pour Mille-Isles.*—Je me rends avec plaisir à la demande de l'honorable premier ministre. Les amendements ont été adoptés par le promoteur du projet dans l'autre Chambre. Le premier amendement a été fait à la demande des intéressés par l'entremise du promoteur. Après avoir lu le projet, j'ai suggéré un second amendement dans le comité portant que cette législation n'affecterait en rien les causes pendantes. Il s'agit de faire cesser des doutes, et nous avons pensé qu'il était opportun de ne pas changer la position des parties si l'on avait déjà pris des procédures devant les tribunaux. Le député, chargé du projet, a déclaré lui-même qu'il était très prudent de faire cet amendement.

L'ARTICLE 1054 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

L'ordre du jour appelle la délibération, en comité général, sur le projet de loi pour modifier de nouveau l'article 1054 du code de procédure civile du Bas-Canada.

L'honorable M. **Rémillard**—*conseiller pour La Durantaye*.—Ce projet de loi a été déposé à la demande du district de Beauce, qui veut que toutes les causes appelables de la cour de circuit soient transmises à la cour supérieure. Le district de Montmagny demande la même chose. Je me propose de faire amender la clause 48 Victoria, chapitre 23, en mettant le nom du chef-lieu et non celui du district. On devra mentionner par conséquent Saint-Joseph de Beauce, dans le district de Beauce, et le village de Montmagny, dans le district de Montmagny.

L'honorable M. **Champagne**—*conseiller pour Mille Isles*.—J'ai un changement important à proposer. Mais je regrette de voir que l'on morcelle chaque année notre code de procédure. Je regrette encore de voir que le gouvernement ne soit pas venu avec une loi applicable à toute la province. Le changement que l'on veut faire à la loi actuelle est d'une très grande importance ; car la cour suprême a décidé dernièrement, dans une cause qui a rapport à une communauté religieuse de Terrebonne, que toutes les causes appelables de la cour de circuit ne pouvaient être portées devant cette cour, tandis que les causes appelables de la cour supérieure, même de \$100, pouvaient l'être dans certains cas. Comme on le voit, il y a une anomalie dans la loi existante.

Je demanderais au comité de vouloir bien ajouter à la loi actuelle le chef-lieu du district de Terrebonne, de mettre le nom de Saint-Scholastique.

L'honorable M. **Rémillard**—Je trouve les remarques de l'honorable conseiller très justes. Je suis d'avis que le gouvernement devrait mettre les autres districts sur le même pied. Par là on enlève beaucoup de troubles aux juges, et les honoraires restent les mêmes. Il faudrait aussi amender la deuxième section de ce projet en disant : *dans toutes les causes appelables*, et la troisième section en disant : les procédés et jugements à intervenir *dans les causes appelables*, etc.

L'honorable M. **Archambeault**—*conseiller pour Répégnigny*.—Les remarques de l'honorable conseiller pour Mille-Isles m'ont frappé et cette décision de la cour suprême ne doit pas passer inaperçue. Je demande que le district de Joliette soit compris dans la loi actuelle.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Je propose que le comité se lève et rapporte progrès, avec permission de siéger de nouveau demain. Dans l'intervalle, je consulterai les officiers en loi pour savoir s'il ne serait pas opportun d'adopter une loi uniforme.

Cette proposition est adoptée.

Le projet de loi pour constituer le club de pêche au saumon de Sainte-Marguerite, est adopté en deuxième délibération et renvoyé au comité d'intérêt local.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du jeudi, le 27 mai 1886

SOMMAIRE : —Lecture de pétitions —Dépôts de rapports de comités.—Transmission de projets de loi.—Délibérations sur divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

Les pétitions déposées aux séances de jeudi et vendredi derniers sont lues et reçues.

DÉPÔTS DE RAPPORTS DE COMITÉS.

Le comité d'intérêt local fait rapport qu'il a examiné le projet de loi pour modifier l'article 8 de la loi de cette province 39 Vict. ch. 45 constituant la municipalité de Bagotville et que le préambule de ce projet n'a pas été prouvé à la satisfaction du comité qui considère qu'il serait inopportun d'adopter ce projet de loi, lequel aurait pour effet de léser des droits acquis.

Ce rapport est adopté.

Le comité des chemins de fer dépose un rapport favorable sur le projet de loi suivant :

Pour remettre en force la charte de la compagnie du chemin de fer du Cap Rouge et du Saint-Laurent et prolonger les délais pour le commencement et le parachèvement de ses travaux.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Concernant la paroisse de Saint-Elphège, dans le comté de Yamaska.

Pour constituer la compagnie du chemin de fer du comté de Drummond.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Concernant la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs.

Pour définir les bornes de la paroisse de Sainte-Barbe et pour d'autres fins.

Pour pourvoir à la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, de Montréal.

Pour constituer " The Sherbrooke Young men's Christian Association.

Pour autoriser la compagnie manufacturière des marchands à émettre des obligations.

Le projet de loi pour changer le nom de la " Société permanente de construction de Sherbrooke " en celui de " Compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke " et pour étendre ses pouvoirs, est adopté en 2e délibération.

LA SUCCESSION DE DAME M. A. CUVILLIER.

L'ordre du jour appelle la 2e délibération sur le projet de loi pour autoriser la vente ou autre aliénation de certaines propriétés appartenant à la succession de feu Dame Marie Angélique Cuvillier.

L'honorable M. **Champagne**—*conseiller pour Mille-Iles*.—Avant d'adopter le principe de ce projet de loi, je me permettrai de demander des explications sur l'objet que l'on a en vue. Je comprends cependant que l'on se propose de changer des dispositions testamentaires, en permettant de vendre des biens substitués. Bien souvent, et trop souvent peut-être, notre Législature a permis l'adoption de semblables mesures. Quand il s'agit d'une telle législation, nous devons agir avec beaucoup de soins et une grande circonspection. Il y a certainement des cas où la Législature peut intervenir dans les dispositions testamentaires. Actuellement nous devons nous poser cette question ; si le testateur eut prévu les circonstances qui devaient l'engager plus tard à modifier ses dernières volontés, aurait-il consenti, dans ce cas, à changer les dispositions de son testament. C'est là la règle de conduite que nous devons tenir dans le cas actuel. Il me semble que je n'exige pas trop en deman-

dant des explications à l'honorable promoteur de cette loi et en le priant de nous faire connaître les raisons qui doivent nous engager à nous départir du principe auquel nous avons tenu jusqu'à ce jour : c'est-à-dire à l'observance des dispositions testamentaires.

L'honorable M. *Beaudry—conseiller pour Alma.*—L'honorable conseiller pour Mille-Isles a émis des opinions que je partage entièrement et que j'ai déjà fait valoir dans cette Chambre. Voici ce que l'on demande dans cette loi. M. Delisle est mort en laissant des dettes considérables, au montant de \$175,000 si je me le rappelle bien ; mais la succession a hérité d'un grand nombre de propriétés foncières pour rencontrer ces obligations. Pour vendre ces propriétés, il faut encourir des frais considérables, car à chaque fois, les intéressés doivent demander l'autorisation de la cour. Lorsqu'il s'est agi de vendre la propriété où est mort M. Delisle, propriété évaluée à \$70,000, il a fallu recourir aux tribunaux, et les dépenses, dans ce cas, se sont élevées à la jolie somme de \$1,400. Pour chaque vente, il faut donc recourir à une cour de justice pour obtenir un titre légal. Je suis informé que la succession a encore des centaines de lots à vendre. On comprend quelles dépenses il va s'en suivre.

Madame Delisle est morte dernièrement et a légué ses biens à ses enfants au premier degré et aux enfants nés et à naître du mariage de ses enfants. Parmi les petits-enfants, il y a un mineur. Par conséquent il faut une législation spéciale à cause de ce mineur.

Voici une autre raison pour laquelle on demande cette législation. Une des filles de madame Delisle est mariée à Joseph Henri Pilet, qui réside maintenant dans la province de Manitoba. Madame Delisle a créé une substitution par laquelle madame Pilet ne peut devenir propriétaire de sa part des biens de la testatrice, du vivant du nommé Pilet.

Avec ces quelques explications j'ai l'espoir que la Chambre ne s'opposera pas à la seconde lecture de ce projet. Je crois que nous rendrons justice aux intéressés en adoptant ce projet. On pourra fournir d'autres explications devant le comité et prouver encore mieux que les raisons apportées sont suffisantes.

L'honorable M. *Archambeault—conseiller pour Repentigny.*—Je partage entièrement l'opinion de l'honorable conseiller pour Mille-Isles, à savoir qu'on ne doit permettre de changer les dispositions testamentaires que dans des cas graves. Je demanderai à l'honorable conseiller

pour Alma si les dettes existant à la mort de monsieur Delisle sont toutes payées. Si ces dettes sont éteintes, il s'agirait alors, par cette loi, de favoriser la vente des propriétés pour partager ensuite les revenus entre les intéressés.

L'honorable M. **Beaudry**.—Il y a encore des dettes à payer, et le montant est considérable.

L'honorable M. **Rémillard**—*conseiller pour La Durantaye*.—Je sais que l'honorable conseiller pour Alma n'aime pas qu'on fasse des amendements au code civil, mais aujourd'hui il veut se soustraire à la ligne de conduite qu'il s'était tracée. Si les frais dans ces sortes de substitutions sont toujours considérables, il serait préférable d'amender le code. Dans le cas actuel, on demande à être dispensé de l'autorisation de la cour. Alors si la Chambre consent à se charger de cette législation, il faudra qu'elle fasse toutes les recherches que fait un juge et qu'elle prenne tout le soin possible pour arriver à une saine conclusion. Je ne m'oppose pas à la seconde lecture du projet, et si les raisons que l'on fera valoir dans le comité sont bonnes, je l'appuierai dans cette Chambre.

L'honorable M. **Champagne**.—Avec la permission de cette Chambre, je me permettrai de dire que je ne partage pas les vues de mon honorable ami qui vient de s'asseoir. Il ne serait pas sage d'abolir les substitutions.

L'honorable M. **Rémillard**.—Je me permettrai d'interrompre l'honorable conseiller pour Mille-Isles. Je ne prétends pas abolir les substitutions, mais je désirerais ajouter une clause au chapitre des substitutions pour diminuer les dépenses des intéressés.

L'honorable M. **Champagne**.—Dans ce cas, il faudrait changer le code de procédure sans toucher au code civil. Je vois que le testateur a laissé des dettes considérables. Il faut que ces dettes soient payées. Je ne m'oppose pas à la seconde lecture du projet de loi, mais c'est le devoir de la Chambre et du comité de connaître le montant exact de ces dettes. J'aime à croire que les promoteurs de cette loi ont dit la vérité, mais puisque la Chambre agit comme tribunal, nous devons voir à ce que le préambule soit parfaitement prouvé. Il serait sage de la part du comité d'exiger un état complet des dettes à payer. Si le montant n'est pas élevé et si les propriétés que l'on veut vendre sont considérables, alors il n'y aura pas de proportion entre le montant

à payer et le produit des ventes, et l'on pourrait dans ce cas n'autoriser la vente que d'une partie de la propriété et non de toute la propriété.

Je vois avec plaisir que nous sommes tous d'accord sur le principe que nous ne devons changer les dispositions testamentaires que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles.

L'honorable M. de Boucherville—*conseiller pour Montarville.*—Avant de lire le projet de loi, je croyais qu'il s'agissait d'une substitution ordinaire ; mais après l'avoir lu, j'ai constaté que nous étions en présence d'une substitution toute particulière. Ainsi l'on voit qu'une des filles de madame Delisle a épousé un monsieur Pilet, et que ce dernier est allé se fixer à Manitoba. Madame Pilet ne peut disposer de sa part d'héritage, du vivant de son mari, d'après une substitution créée par madame Delisle. On demande dans ce cas une clause permettant à madame Pilet de disposer de ses biens. Outre ce cas de substitution, il y a encore un mineur, petit-fils de feu madame Marie Angélique Cuvillier. D'après ce que je puis voir, les intéressés demandent une législation privée au lieu de recourir à une cour de justice pour obtenir l'autorisation de vendre leurs propriétés, dans le but de rencontrer certaines obligations. Le comité, qui sera chargé d'étudier ce projet, devra bien élucider la question.

L'honorable M. Beaudry.—Une partie considérable des propriétés immobilières de cette succession sont possédées en commun par la succession Delisle et M. Workman. Les héritiers possèdent 200 emplacements au moins dans la cité de Montréal et une terre au pied du courant. On comprend quelles dépenses ils devront encourir pour vendre ces emplacements, si à chaque fois ils sont obligés de s'adresser à une cour de justice.

L'honorable M. Ross—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics.*—J'abonde entièrement dans le même sens que tous les honorables membres qui ont soutenu que nous ne devons changer les dispositions testamentaires que dans des cas extrêmement graves. J'engage les membres du comité des projets de loi d'intérêt local à ne pas s'éloigner du principe émis par l'honorable conseiller pour Mille-Isles. Puisque la Chambre se met à la place d'un tribunal de justice, il faut qu'elle prenne toutes les informations voulues et qu'elle agisse en connaissance de cause.

Dans le cas qui nous occupe, il peut se faire que la législation demandée soit dans l'intérêt d'un seul héritier ou de toutes les parties.

C'est à nous d'y voir. Encore une fois, puisque la Chambre remplit le rôle d'une cour, il faut que nous prenions notre rôle au sérieux et que nous n'ayions rien à nous reprocher sous ce rapport comme sous tous les autres. Le comité fera donc une étude sérieuse de ce projet de loi, et si après mûre délibération, le rapport est favorable à la loi, je ne m'y opposerai pas. Cependant, je dois dire qu'en principe je suis contre toutes ces permutations, ces changements de dispositions testamentaires.

Le projet de loi est alors adopté en deuxième délibération, ainsi que les deux projets suivants :

Pour modifier la charte de la ville d'Iberville.

Pour augmenter les pouvoirs de l'Institut Trafalgar.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT SUR LES CHEMINS DE FER.

L'honorable M. *Champagne—conseiller pour Mille-Isles.*—Avant que cette Chambre s'ajourne, je demanderai à l'honorable chef du gouvernement si la politique de chemins de fer du cabinet annoncée dans le discours du trône sera soumise bientôt au parlement. Il s'agit d'une mesure d'une haute importance et attendue avec une grande impatience par le public. Je désirerais savoir si les résolutions sont prêtes et quand elles seront présentées à la Législature.

M. le *Premier ministre.*—Les résolutions demandées sont prêtes et ont dû être présentées hier soir dans l'autre Chambre. Je ne m'en suis pas informé. Dans tous les cas, si elles n'ont pas été soumises hier, elles le seront aujourd'hui.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du vendredi, le 28 mai 1886.

SOMMAIRE :—Lecture d'une pétition.—Dépôt de rapports de comité.—Transmission de projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

La pétition déposée à la séance du mercredi le 26 mai, est lue et reçue.

Sur proposition de l'honorable M. Champagne, il est ordonné que le délai pour recevoir tout rapport d'un comité spécial ou permanent sur un projet de loi d'intérêt local soit étendu jusqu'à la fin de la session.

M. le président dépose sur le bureau du Conseil, un état des baptêmes, mariages et sépultures dans le district de Montréal, pour l'année 1885.

Le comité d'intérêt local dépose un rapport sur le projet de loi pour constituer la compagnie d'assurance contre le feu l'Équitable de Montréal.

Ce projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

Le comité d'intérêt local dépose un rapport sur le projet de loi pour permettre au collège théologique diocésain de Montréal, de conférer des degrés en théologie et pour modifier la loi 42-43 Vict., ch., 72.

Le rapport expose que le comité n'a pas eu la preuve que le préambule a sa raison d'être et que dans l'opinion du comité il est expédient d'accorder la demande de la majorité des évêques de l'Eglise d'Angleterre en Canada, qui ont exprimé le désir que ce projet de loi soit renvoyé à l'année prochaine, afin de permettre au synode provincial de la dite église de se prononcer sur le mérite de ce projet de loi.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Concernant le ministère des officiers en loi de la couronne.

Pour abolir la charge de commissaire des chemins de fer et pour d'autres fins :

Pour modifier de nouveau la loi concernant les écoles d'industrie.

Concernant les ventes d'immeubles dans certaines paroisses dans les districts ruraux.

Pour constituer la compagnie du chemin de fer de Saint-Jacques de l'Achigan.

Pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer Québec-central.

Pour modifier la charte de la ville de St-Henri.

Le projet de loi pour remettre en force la charte de la compagnie du chemin de fer du Cap Rouge et du Saint-Laurent et prolonger les délais pour le commencement et le parachèvement des travaux, est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du lundi, le 31 mai 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt d'une pétition et de rapports de comité.—Transmission de projets de loi.—Délibération sur divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LA BRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

DÉPÔT D'UNE PÉTITION.

La pétition de certains propriétaires de Saint-Jean d'Iberville, demandant le renvoi du projet de loi concernant la ville d'Iberville, est déposée sur le bureau du Conseil.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉ.

Le comité d'intérêt local dépose des rapports sur les projets de loi suivants :

Pour constituer le Club de pêche au saumon de Ste-Marguerite.

Pour autoriser le barreau de la province de Québec à admettre après examen Louis Philippe Demers, au nombre de ses membres.

Pour autoriser Dame Jane Cox, épouse de John Nelson Hickey et Dame Barbara Cox, épouse d'Alexander Linton Lockerby, à vendre la partie sud-ouest du No. 123, du cadastre hypothécaire du quartier St-Louis, cité de Montréal, à Jean-Baptiste St-Louis et à Dame Emma E-Lamontagne, épouse d'Emmanuel St-Louis, à certaines conditions.

Pour constituer l'association de l'arsenal des carabiniers Victoria.

Ces projets de loi, à l'exception du premier, sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires.

DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI.

L'honorable M. Champagne dépose sur le bureau du Conseil un projet de loi pour modifier de nouveau la loi relative à la constitution de la cour supérieure.

La deuxième délibération est renvoyée à la prochaine séance.

LES OFFICIERS EN LOI DE LA COURONNE.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant les officiers en loi de la couronne.

L'honorable M. **ROSS**—*conseiller pour Chaquinigane, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics.*—Le projet de loi est clair par lui-même ; il suffit de le lire pour le comprendre. On veut tout simplement définir les devoirs des officiers en loi de la couronne. Nous pourrions donner d'autres explications dans le comité, si on le désire.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération.

L'ABOLITION DE LA CHARGE DE COMMISSAIRE DES CHEMINS DE FER.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet pour abolir la charge de commissaire des chemins de fer et pour d'autres fins.

L'honorable M. **ROSS**.—Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de donner de longs développements pour faire comprendre l'objet de cette mesure ; elle parle par elle-même. La vente des chemins de fer provinciaux ayant été effectuée, la charge de commissaire devient inutile.

Le projet est adopté en deuxième délibération.

LES ÉCOLES D'INDUSTRIE.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour modifier de nouveau le statut 32 Victoria, chapitre 15, concernant les écoles d'industrie.

L'honorable M. ROSS.—On voit en parcourant cette loi qu'il s'agit de réglementer et de suivre de plus près l'admission des enfants dans les écoles d'industrie. Ainsi, d'après cette nouvelle loi, on devra présenter toutes les pièces requises au secrétaire provincial et celui-ci aura le pouvoir de limiter le temps pendant lequel durera la détention d'un enfant. Je ne crois pas qu'il y ait des objections à cette loi ; car le nombre des enfants admis dans ces écoles devient très considérable et même alarmant. On dirait que les parents considèrent ces écoles comme un moyen facile pour élever leurs enfants, sans se soucier des dépenses que le trésor public aura à défrayer. Il est temps de mettre fin à ce système et de n'admettre dans les écoles d'industrie que les enfants qui doivent être admis.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, le projet de loi concernant les ventes d'immeubles dans certaines paroisses dans les districts ruraux est voté en deuxième délibération.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour constituer la compagnie du chemin de fer de Saint-Jacques de l'Achigan.

LE CHEMIN DE FER ST-JACQUES DE L'ACHIGAN.

L'honorable M. Archambault—*conseiller pour Repentigny*.— Il n'est pas nécessaire d'expliquer cette loi. Après l'avoir lue, on voit qu'un certain nombre de citoyens veulent se former en compagnie pour construire un chemin de fer de Rawdon, dans le comté de Montcalm, pour rejoindre le chemin de fer de la rive nord, et que le capital actions de la compagnie sera de \$50,000 et divisé en actions de \$100 chacune.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération.

Sur proposition de l'honorable M. Laviolette, le projet de loi pour amender la charte de la ville de Saint-Henri est adopté en deuxième délibération et renvoyé au comité d'intérêt local.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du mardi le 1^{er} juin 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt de rapports de comité.—Délibération sur divers projets de loi.—Délibération sur le rapport du comité d'intérêt local touchant le projet de loi pour permettre au collège théologique diocésain de Montréal de conférer les degrés en théologie et pour modifier la loi 42-43 Vict. ch. 72. Amendement de l'honorable M. Beaudry concluant au renvoi de ce projet de loi au comité d'intérêt local. Amendement de l'honorable M. Webb concluant à l'adoption pure et simple du rapport du comité d'intérêt local : Les honorables MM. Ferrier, Ross, Archambeault, Rémillard, LaRue, Wood, Beaudry, Méthot, Hearn, Champagne, Bryson.—Troisième délibération sur le projet de loi pour autoriser la vente ou autre aliénation de certaines propriétés appartenant à la succession de feu Dame Marie Angélique Cuvillier : Les honorables MM. Beaudry, Archambeault, Champagne, de Boucherville.—Deuxième délibération sur le projet de loi pour modifier de nouveau la loi relative à la constitution de la cour supérieure : Les honorables MM. Champagne, Archambeault et Ross.—Transmission de projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUEÈ.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉ.

Le comité d'intérêt local dépose des rapports sur les deux projets de loi suivants :

Pour changer le nom de la " Société permanente de construction de Sherbrooke " en celui de " Compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke."

LA SUCCESSION DE DAME M. A. CUVILLIER.

Pour autoriser la vente ou autre aliénation de certaines propriétés appartenant à la succession de feu dame Marie Angélique Cuvillier.

L'honorable M. Beaudry—*conseiller pour Alma*.—J'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi soit maintenant adopté en troisième délibération.

L'honorable M. Archambeault—*conseiller pour Repentigny*.—J'avais préparé un amendement pour rendre plus régulière la procédure en pareil cas ; mais je ne le soumettrai pas, vu que les intéressés sont

satisfaits de la loi actuelle. On a vu que la succession comprend des héritages et des dettes considérables, et que les exécuteurs testamentaires désirent obtenir une législation pour leur permettre de vendre les propriétés sans recourir à une cour de justice, dans le but de diminuer les frais. Mais j'aurais aimé à voir dans cette loi une clause relative au placement des deniers après que les dettes auront été payées. Quand la cour ordonne une vente, le juge fixe la manière de placer les revenus. Nous nous mettons à la place du tribunal, nous devons par conséquent agir de même. Cette ligne de conduite me paraît logique.

L'honorable M. **Champagne**—*conseiller pour Mille-Isles*.—L'honorable conseiller a parfaitement raison, et je concours entièrement dans les vues qu'il vient d'exprimer. Je verrais avec plaisir une clause pourvoyant au placement des deniers. Mais quand l'amendement de l'honorable conseiller a été connu, le comité avait adopté la présente loi. Cependant je crois qu'il n'est pas nécessaire d'introduire cette disposition pour le cas qui nous occupe. Il y a encore \$140,000 de dettes. Le mineur a près de 20 ans. Il y a un grand nombre de lots à vendre, mais il est bien certain qu'on ne pourra pas en vendre assez pour payer toutes les dettes avant que cet héritier devienne majeur. La chose me semble impossible ; car il reste à peine 18 mois au mineur pour atteindre sa majorité. Je déclare de nouveau qu'il serait très sage, dans les autres cas, de mettre une clause pourvoyant au placement des deniers, puisque la Chambre prend la place du juge.

L'honorable M. **de Boucherville**—*conseiller pour Montarville*. —Je vois que les deux honorables conseillers qui viennent de prendre la parole sont d'accord sur le mérite de l'amendement proposé par l'honorable membre pour Repentigny. Je regrette de constater que l'honorable conseiller n'ait pas insisté sur l'insertion de cette disposition : car la loi actuelle servira de précédent, et il pourra en résulter plus tard de graves dangers. L'honorable promoteur de ce projet devrait accepter l'amendement en question. Je le répète, nous créons un précédent, auquel les honorables conseillers qui nous remplaceront pourront recourir. En conséquence je demanderai que l'on renvoie le projet au comité de toute la Chambre pour insérer l'amendement proposé ou de remettre la troisième lecture à un autre jour.

L'honorable M. **Boauby** — *conseiller pour Alma*. — La loi actuelle est une garantie pour toute la famille. Le mineur a sa mère, ses frères et ses sœurs pour prendre ses intérêts. Si l'amendement

avait été proposé, je ne m'y serais pas opposé. Mais dans le cas actuel, cette clause n'aurait aucune importance ; le mineur sera en âge quand il faudra partager les revenus. D'un autre côté, cette clause n'affecterait en rien les droits du jeune Leslie. Je ne vois aucune raison pour retarder la 3e lecture. Quant au mérite de la question, c'est-à-dire au changement fait au testament, nous n'avons rien à craindre, il s'agit ici de faciliter la vente de biens pour payer les dettes au lieu de recourir aux tribunaux, ce qui entraîne toujours des dépenses considérables.

L'honorable M. **Archambault**.—Je comprends qu'il n'y a aucun danger pour le mineur, mais j'aurais aimé à insérer cet amendement pour la régularité de la procédure en cette Chambre.

Le juge ordonne le placement des deniers de telle ou de telle manière ; la Chambre s'érige en tribunal, elle doit par conséquent agir de même. Je n'ai pas insisté sur l'insertion de mon amendement, et voici pourquoi : j'étais à causer avec M. Delisle sur cette loi lorsque le comité s'est réuni, et lorsque je suis arrivé devant le comité pour proposer mon amendement, on m'a répondu que tout était décidé, et l'on a refusé de reconsidérer la question.

L'honorable M. **Méthot**—*conseiller pour La Vallière*.—Je regrette de voir que l'honorable membre pour Repentigny ait retiré son amendement. Je reconnais que nous entrons dans nos statuts un précédent dangereux. J'aurais voté avec plaisir pour la modification suggérée par mon honorable ami.

Le projet est définitivement adopté dans les formes réglementaires.
M. le président dépose le troisième rapport du comité de la bibliothèque.

Le projet de loi pour constituer le club de la pêche au saumon Sainte-Marguerite, est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

CONSTITUTION DE LA COUR SUPÉRIEURE.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour modifier de nouveau la loi relative à la constitution de la cour supérieure.

L'honorable M. **Champagne**—*conseiller pour Mille-Isles*.—En présentant ce projet de loi à la considération de cette honorable Chambre, j'ai l'intention de demander à la Législature de réparer une

omission, une erreur ou une injustice, comme on voudra l'appeler, que l'on a commise depuis longtemps envers le district de Terrebonne, dont deux comtés forment la division que j'ai l'honneur de représenter.

Lors de la décentralisation judiciaire, on a décidé de nommer un certain nombre de juges, un juge en chef et vingt-cinq juges puisnés, et chaque district devait avoir un juge, ou un juge devait être nommé pour desservir le district qui n'en aurait pas. Le district de Terrebonne n'eut pas alors de juge, et c'est un juge de Montréal qui fut chargé de le desservir ; on donnait pour raison que Terrebonne était assez rapproché de Montréal pour ne pas nommer un juge résident.

Les affaires progressèrent rapidement, mais Terrebonne n'eut pas de juge, et néanmoins l'on nomma un nouveau juge pour Montréal. Et c'est le juge de Beauharnois qui desservit ensuite Terrebonne. Je crois être l'expression de tous les justiciables du district en disant qu'il n'y a pas un seul sujet de plainte contre l'honorable juge Bélanger, dont l'intégrité, la capacité et l'assiduité sont reconnues de tout le monde. Mais ses devoirs se multiplient à un tel point qu'il lui est impossible de se rendre à Terrebonne toutes les fois que sa présence est requise.

Tous les ans et presque à chaque terme, des témoins se rendent au jour fixé pour une cause, et le juge n'arrive que trois ou quatre jours plus tard. Il n'y a pas de mauvaise volonté de sa part, mais il est retenu ailleurs par ses nombreux devoirs.

C'est un fait reconnu que le district de Terrebonne augmente considérablement. Le pays se développe, le progrès s'accroît, et notre district suit cette marche progressive. La population et les affaires s'accroissent dans des proportions pour ainsi merveilleuses.

Un grand nombre de requêtes ont été adressées à la Législature pour demander une semblable législation. Une seule pétition, celle du comté d'Argenteuil, c'est vrai, a été présentée pour s'opposer à l'adoption de ce projet de loi, et la raison que l'on donne, c'est que cette mesure a pour but de changer le chef-lieu de place ; les signataires de cette requête craignent aussi que le district aura à payer les honoraires de ce nouveau juge. Je puis assurer à ces personnes que le chef-lieu ne changera pas de place, qu'il restera à Sainte-Scholastique et que si la loi devait avoir l'effet redouté je m'y opposerais de toutes mes forces. Il s'agit tout simplement d'obtenir la nomination d'un juge pour le district de Terrebonne.

J'ai en mains des statistiques qui démontrent quel rang occupe le

district de Terrebonne dans les affaires judiciaires. Voici le nombre de causes prises à la cour de circuit pendant l'année 1885 dans les différents districts de cette province :

Arthabaska	671
Beauce	869
Beauharnois	600
Bedford	1310
Chicoutimi	345
Gaspé	152
Iberville	652
Joliette	631
Kamouraska	641
Montmagny	575
Ottawa	1233
Richelieu	1056
Rimouski	246
Saguenay	364
Trois-Rivières	863
St-Hyacinthe	813
Terrebonne	1203

Pour la cour supérieure, nous constatons à peu près la même proportion. Il n'y a que Montréal, Québec, Ottawa, St-François et Bedford qui passent avant Terrebonne. Notre district occupe donc le sixième rang sous le rapport du nombre des causes.

Tout le monde connaît l'étendue et la population du district de Terrebonne. Aujourd'hui, il y a des paroisses qui se trouvent à 30 lieues du chef-lieu.

L'honorable M. de Boucherville—*conseiller pour Montarville.*
—Changez le chef-lieu.

L'honorable M. Champagne.—Il n'est pas nécessaire de changer le chef-lieu, mais avant longtemps il faudra établir une cour de circuit à Ste-Agathe, car il y a des habitations à dix lieues en arrière de cette paroisse. J'ai donc raison de dire que la population et les affaires augmentent considérablement dans ce district, et je crois être l'interprète de tous les justiciables en demandant l'adoption de cette loi. Je sais que cette loi dépend du gouvernement fédéral, mais la dernière clause répond à cette objection. Si je puis convaincre cette Chambre, si je puis obtenir cette expression d'opinion de la Législature, je sais que

le gouvernement fédéral tiendra compte de cette législation, qu'il mettra fin aux justes plaintes de ce district et qu'il se rendra à ses vœux. Cette loi n'est pas d'un caractère général, mais vu son importance, j'aurais aimé qu'elle fut soumise par le gouvernement, et je serais heureux de voir que le gouvernement actuel se chargeât de cette loi pour faire rendre justice au district de Terrebonne et à la division que je représente.

En adoptant le projet en question, nous disons simplement que le district de Terrebonne se plaint et a droit de se plaindre et le gouvernement informera ensuite les autorités fédérales que telle loi est passée. Il n'y a pas de doute qu'une expression de sentiments de la Législature amènera une décision plus favorable qu'une simple correspondance. Si nous passons par la filière des correspondances, le district de Terrebonne devra s'attendre à souffrir encore longtemps. Je crois que nous ferons un acte de justice en adoptant ce projet de loi.

L'honorable M. **Archambeault**—*conseiller pour Repentigny*.—J'ai écouté attentivement le discours de l'honorable conseiller pour Mille-Iles et je concours pleinement dans les remarques qu'il vient de soumettre. Il a tout dit ce qu'il y avait à dire, et je dois avouer qu'il m'a complètement paralysé la voix. Mais la deuxième lecture de ce projet ne peut pas être votée aujourd'hui, car le projet n'est pas imprimé dans les deux langues. Nous ne devons pas nous écarter des règles parlementaires. Je demande donc le renvoi de la deuxième lecture à un autre jour.

L'honorable M. **Champagne**.—L'objection est fondée, mais on aurait dû la faire avant mes remarques. Il arrive souvent qu'on fait fi de cette règle. Je demanderai de procéder immédiatement afin de permettre à ce projet d'être pris en considération, dans toutes ses phases, par l'autre Chambre.

L'honorable M. **Archambeault**.—L'honorable conseiller aurait dû demander la permission de proposer la seconde lecture. Je reconnais les droits de Terrebonne, mais en même temps je désire qu'on suive les règles de cette Chambre.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Le fait étant admis que le projet n'est pas imprimé dans les deux langues, je prierai l'honorable promoteur de ce projet non-seulement de remettre la deuxième lecture, mais encore de le retirer.

Il n'y a pas longtemps que le gouvernement est informé de tout ceci et qui intéresse à un degré le district de Terrebbonne. J'ai devant moi la demande de la nomination d'un juge, une requête des avocats de ce district, et une résolution du comté d'Argenteuil s'opposant à cette mesure en disant que la justice est bien administrée, que personne ne se plaint et que ce serait faire encourir des frais inutiles que de faire cette nomination. C'est bien difficile au gouvernement de dire qui a tort ou raison. Le gouvernement ne permettra aucune injustice envers le district de Terrebbonne pas plus qu'envers un autre. Les plaintes auxquelles on a fait allusion, ont été connues du gouvernement dans le cours de cette session, pendant le mois d'avril. Le gouvernement n'a pas encore pu prendre les informations nécessaires pour s'assurer s'il y avait réellement injustice et si l'on devait nommer un juge pour ce district.

Le fait qu'un district fait des progrès ne démontre pas toujours la nécessité de nommer un juge ; le grand nombre de causes n'est pas toujours la preuve de prospérité pour un district. Quant à Terrebbonne, on sait que les communications sont nombreuses et faciles, et l'on peut différer la nomination d'un juge sans que les affaires soient en souffrance.

Pour les raisons que je viens d'exprimer, je demande que le projet de loi soit retiré ou que la deuxième lecture soit remise à un autre jour.

L'honorable M. **Champagne**.—Avec la permission de cette Chambre, j'ajouterai quelques observations à celles que je viens de faire. L'honorable premier ministre dit que les plaintes ne sont connues que depuis le mois d'avril. Je regrette de ne pas m'être servi de termes plus énergiques en premier lieu et de ne pas avoir signalé toutes les plaintes qui se sont fait entendre depuis un certain nombre d'années. Lorsque j'occupais un siège dans l'autre Chambre, j'ai souvent parlé de cette importante question. Si je n'ai pas renouvelé ma demande dans cette Chambre, c'est que l'on avait proposé trois ou quatre projets de loi pour changer le système de judicature et pour compléter par là la décentralisation judiciaire. Le procureur général d'alors me disait que ces projets de loi seraient examinés avec soin et que les erreurs seraient réparées.

Ce n'est pas au mois d'avril seulement que cette question a été portée à la connaissance du gouvernement. L'honorable chef du gouvernement doit se rappeler que l'année dernière j'ai fait connaître la position du district de Terrebbonne et que l'honorable premier ministre, qui a pris

la parole après moi, a montré les meilleures dispositions pour rendre justice au district de Terrebonne.

M. le **Premier ministre**.—Je demande pardon à l'honorable conseiller, si je me permets de l'interrompre. J'ai en mains des correspondances datées du mois d'avril et du mois de mai. J'ai dit qu'il n'y avait pas avant cette date de documents de présentés au gouvernement pour lui demander la nomination d'un juge. J'ai peut être parlé déjà sur cette question, mais je ne me le rappelle pas.

L'honorable M. **Champagne**.—Je n'accuserai pas l'honorable premier de manquer de mémoire ou d'avoir oublié une chose ; mais je relèverai le fait mentionné par lui que le gouvernement a reçu une requête des avocats du district demandant un juge et une requête du comté d'Argenteuil s'opposant à cette nomination pour les raisons que j'ai données. Il y a encore autre chose : il y a des résolutions des conseils des comtés de Terrebonne et des Deux-Montagnes priant le gouvernement de leur aider à obtenir un juge. Deux comtés sont en faveur et un contre ; il faut prendre le plus grand nombre en considération.

Si j'ai bien compris, l'honorable chef du gouvernement a dit que le nombre de causes dans un district n'est pas toujours une preuve de prospérité et d'augmentation de richesse. Nous avons pourtant devant nos yeux un exemple frappant. Montréal augmente en affaires judiciaires, et tout le monde admire l'augmentation de sa richesse.

Si les justiciables de Terrebonne ne souffraient pas de cette position, et si les justiciables de Beauharnois ne portaient pas de plaintes, je n'insisterais pas sur l'adoption de cette loi ; mais je sais qu'en agissant comme je le demande, on rendra justice à cette partie de la province.

Après l'objection soulevée, je demande que la deuxième lecture soit remise à demain.

Cette proposition est adoptée.

LE COLLÈGE THÉOLOGIQUE DU DIOCÈSE DE MONTRÉAL.

L'ordre du jour appelle la délibération sur le rapport du comité des ordres permanents et des projets de loi d'intérêt local sur le projet pour permettre au Collège théologique diocésain de Montréal de conférer les degrés en théologie et pour modifier la loi 42-43 Victoria, chapitre 72.

L'honorable M. **Beaudry**—*conseiller pour Alma*.—J'ai l'honneur de proposer que le projet de loi pour permettre au Collège théologique diocésain de Montréal de conférer les degrés en théologie et pour modifier la loi 42-43 Vict., chap. 72, soit renvoyé au comité pour y être reconsidéré, mardi le huit du courant, pour la raison que l'évêque de Montréal qui n'était pas présent lorsque le projet a été discuté devant ce comité, demande respectueusement à être entendu, et afin qu'on lui donne l'occasion d'exposer des faits qui n'ont pas encore été mis devant ce comité.

L'honorable M. **Webb**—*conseiller pour Wellington*.—Je propose en amendement que le rapport soit adopté maintenant. Le comité, a entendu toutes les parties et tout a été décidé. Maintenant l'évêque de Montréal demande à être entendu. Il va falloir tout recommencer. Il n'y a aucune raison pour adopter cette procédure.

L'honorable M. **Ferrier**—*conseiller pour Victoria*.—J'espère que la Chambre se rendra à la demande de l'évêque de Montréal. C'est un acte de justice que nous devons à un haut dignitaire de l'église d'Angleterre.

L'honorable M. **Boss**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Ce n'est pas le temps de discuter le projet de loi à son mérite. Nous avons devant nous une demande, celle de l'évêque de Montréal; elle me paraît très juste. Dernièrement nous avons accordé la même faveur au maire de la municipalité de Bagotville, et il ne s'agissait pas d'une question aussi importante. Néanmoins la Chambre a été alors unanime sur le renvoi du rapport au comité. Aujourd'hui l'évêque de Montréal désire communiquer au comité les raisons qu'il n'a pu faire connaître auparavant, parce qu'il n'a pu descendre à Québec dans le temps voulu. Je crois qu'en justice la Chambre devrait se rendre à sa demande. Le comité ayant pris connaissance des nouveaux faits apportés par l'évêque sera plus en état de se prononcer, et la Chambre aura agi avec courtoisie à l'égard d'un haut dignitaire de l'église d'Angleterre.

L'honorable M. **Archeambault**—*conseiller pour Repentigny*.—C'est un haut dignitaire qui demande à être entendu sur un projet de loi qui le regarde. La Chambre doit se rendre à sa demande. C'est un acte de justice. Après l'avoir entendu le comité sera mieux renseigné, et nous aurons fait un acte de courtoisie qui ne nous compromettra en rien du tout.

L'honorable M. **Rémillard**—*conseiller pour La Durantaye*.—Les opinions ont été grandement divisées sur ce projet ; mais tous les membres sont unanimes dans le désir de rendre justice aux parties intéressées. Pour nous catholiques, nous tenons à rendre justice à nos compatriotes qui ne partagent pas nos croyances religieuses. Dans la circonstance actuelle, nous devons nous guider sur les vues de la majorité. Nous avons vu que six évêques anglicans sont opposés à cette loi et qu'un seul est en faveur, tandis que l'année dernière il était d'opinion contraire. Au jour fixé pour le comité, tous les intéressés se sont présentés et ont fait valoir leurs raisons. Après que le sujet eût été épuisé, nous avons demandé s'il n'y avait pas autre chose. On a répondu : Non. L'évêque de Montréal n'est pas venu devant le comité, on ne nous a pas dit qu'il était retenu chez lui par la maladie.

L'honorable M. **LaBrie**—*conseiller pour LaSalle*.—Je me permettrai d'interrompre l'honorable conseiller. Je crois que nous ne procédons pas régulièrement. Ce n'est pas le temps de discuter le mérite de la question.

L'honorable M. **Rémillard**.—J'ai dit que le mérite du projet de loi a été discuté dans le comité, et rien de plus. Les évêques ont déclaré dans le comité qu'ils auraient un synode à l'automne et qu'alors la mesure serait discutée longuement. C'est donc une espèce de convention prise par les intéressés.

Pourquoi ce délai ? A-t-on des faits nouveaux à produire ? On devrait les faire connaître et dire ce que l'on prétend prouver. Nous créons ici un précédent dangereux, et nous augmentons les dépenses, et voilà tout. A l'avenir, les avocats et les témoins qui n'auront pas été entendus en premier lieu pourront demander le renvoi d'un projet au comité pour faire leur preuve. Dans le cas qui nous occupe, un grand nombre d'évêques ont comparu devant le comité ; l'évêque de Montréal n'est pas venu et n'a pas demandé à être entendu. Pourquoi lui accorderions nous aujourd'hui cette faveur ? Je le répète, c'est un précédent dangereux, et pour cette raison, je voterai contre la reconsidération du projet de loi.

L'honorable M. **Wood**—*conseiller pour Bedford*.—C'est faire acte de justice que de se rendre à la demande de l'évêque de Montréal, et d'entendre les arguments nouveaux qu'il a à donner sur cette législation. Le comité sera toujours libre de se prononcer pour ou contre le mérite de cette loi. Il me semble que la Chambre ne peut pas refuser cette faveur à un aussi haut dignitaire.

L'honorable M. *Beaudry*—*conseiller pour Alma*.—Ce serait, il me semble, un deni de justice à l'égard de l'évêque de Montréal que de refuser de l'entendre. Montrons-nous libéraux dans toute la force du mot et rendons justice à ceux qui ne pensent pas comme nous en matière religieuse. Donnons pleine liberté à tous les intéressés. L'évêque de Montréal n'a pu assister aux délibérations du comité ; il demande à être entendu ; nous ne pouvons lui refuser cette faveur sans manquer d'égards envers lui ! Nous n'avons pas de frais à encourir ; c'est l'affaire d'une heure au plus pour le comité.

L'honorable M. *Métivet*—*conseiller pour Lavallière*.—Il y a un fait qui semble être ignoré de cette honorable Chambre ; c'est qu'il y a eu une convention de passée entre les intéressés dans le comité. La discussion s'est faite longuement, et les intéressés ont eu toute la liberté et le temps voulu pour exprimer leurs vus. L'évêque de Montréal était représenté par M. Richard White, de la *Gazette*, et de son fils, et le collège théologique était représenté par son principal. M. Richard White a passé une convention avec l'évêque de Québec par laquelle il fut décidé que la discussion serait entièrement close. Après cette convention, le comité refusa d'entendre le principal du collège théologique. Est-il juste maintenant de rejeter cette convention ? Si l'évêque de Montréal n'était pas alors satisfait, il aurait dû demander par ses représentants, un ajournement de huit jours pour lui permettre de se faire entendre. Mais rien n'a été fait dans ce sens. Et aujourd'hui malgré cette convention l'évêque de Montréal veut se faire entendre. Si nous nous rendons à cette demande, la législation n'aura plus de fin. On a cité le précédent de la municipalité de Bagotville. C'est un beau précédent que celui-là.

Le maire de Bagotville devait comparaître, et nous ne l'avons pas même vu au comité.

Le rapport du comité ne demande pas le rejet du principe du projet de loi, mais seulement de renvoyer le projet à l'automne, et nous avons pris cette décision afin de ne pas intervenir dans des affaires qui intéressent des personnes appartenant à une religion autre que la nôtre. Six évêques, 10 ministres et plusieurs laïques ont demandé de renvoyer le projet pour le soumettre au synode. Les adversaires du renvoi qui ne comptent qu'un évêque, quatre ministres et quelques laïques donnent pour raison que le synode rejettera cette loi. En présence de ces faits, nous catholiques, nous ne devons pas intervenir et nous avons cru plus sage de renvoyer le projet de loi, après que des arrangements

eussent été pris par les intéressés et que la discussion eût été déclarée close de part et d'autre à la demande de M. White, qui représentait l'évêque de Montréal. En suivant le mode de procédure qu'on nous demande, nous nous exposons à encourir de nouvelles dépenses ; je m'oppose donc au renvoi du projet au comité.

M. le Premier ministre.—Honorables messieurs, avec la permission de cette honorable Chambre, j'ajouterai quelques mots aux remarques que j'ai faites il y a un instant. Ce n'est pas le temps de discuter la question à son mérite, comme l'ont fait quelques membres de cette Chambre. Pour ma part, je maintiens qu'il n'est que juste et raisonnable d'accéder à la demande de l'évêque de Montréal ; il nous est pour ainsi dire impossible de refuser. Les honorables conseillers ont accordé unanimement la demande du maire de Bagotville, et aujourd'hui ils refuseraient la même faveur à un haut dignitaire ecclésiastique ! On dit : Mais pourquoi n'est-il pas venu se présenter au comité ? C'est parce qu'il en a été empêché par des raisons majeures.

L'honorable conseiller pour LaVallière nous a parlé d'un arrangement ; mais l'évêque de Montréal n'était pas présent, et du reste l'honorable conseiller pense-t-il que la Chambre est liée par le comité.

La demande qui nous est faite n'est pas extraordinaire ; la Chambre a agi de la sorte mainte et mainte fois ; c'est une chose qui ne peut pas se refuser, et la Chambre ne serait pas justifiable si elle refusait de rendre justice à des personnes qui ne partagent pas les mêmes croyances religieuses que nous.

L'évêque de Montréal demande à être entendu par le comité. En nous rendant à ses vœux, nous ferons un acte de justice et de courtoisie. Le comité, après l'avoir entendu, sera mieux renseigné, et le rapport qu'il fera à cette Chambre sera mieux accueilli parce qu'il donnera satisfaction à tout le monde, et personne n'aura alors à redire.

L'honorable M. **Mcnamara**—*conseiller pour Stadacona*,—Honorables messieurs, de prime abord, il peut nous sembler être peu courtois d'appuyer l'amendement à la proposition demandant de renvoyer le rapport au comité, vu que par son adoption, l'évêque de Montréal et les autres personnes qui partagent son opinion au sujet du projet de loi auquel le rapport fait allusion, seraient privés de l'avantage d'adresser la parole au comité d'intérêt local du Conseil législatif.

Je ne voudrais pas, et je suis entièrement convaincu que pas un honorable membre de ce Conseil voudrait donner un vote ou prononc er

une seule parole qui fut considérée comme un manque de respect pour l'évêque anglican de Montréal et pour les savants et estimés membres du clergé de son église qui l'ont aidé dans le travail de la législation demandée par ce projet de loi. Je n'oserais pas non plus discuter l'objet ou le principe de la loi projetée pour donner au collège théologique diocésain de Montréal le pouvoir de conférer les degrés en théologie, question qui a été si habilement traitée par le personnage distingué chargé d'adresser la parole devant le comité pour combattre le projet, et je ne prendrai pas le temps de la Chambre en parlant longuement du mérite de cette proposition de loi.

Le fond de la question sur laquelle les honorables membres doivent se prononcer est, dans mon humble opinion, bien facile à saisir et est confiné dans une sphère restreinte.

Le collège théologique diocésain de Montréal demande une loi en vertu de laquelle il pourra conférer des degrés en théologie. Son action a été approuvée et appuyée par l'évêque de Montréal, par les plus distingués clergymen de son diocèse et par un grand nombre de laïques. Cette mesure a été opposée par six sur huit évêques de l'église d'Angleterre, dont l'autorité, à l'époque de la confédération, s'étendait sur la province ecclésiastique du Canada, par un certain nombre des plus instruits et des plus respectables clergymen et par des laïques appartenant à leurs congrégations. Ceux qui appuient la mesure disent qu'elle ne concerne que le diocèse de l'évêque de Montréal, tandis que ceux qui l'opposent affirment, de la manière la plus positive, que les intérêts de l'église anglicane dans toute la province ecclésiastique, seraient affectés par cette législation.

Si les premiers ont raison—en ardent partisan du *home rule* que je suis—je ne voudrais pas leur faire d'opposition. Au contraire je travaillerai, par tous les moyens qui sont en mon pouvoir, à obtenir pour eux une complète indépendance dans l'administration des affaires qui ne concernent qu'eux et ceux qu'ils représentent. Mais si les derniers ont raison, je me permettrai de demander aux honorables messieurs à qui j'ai l'honneur d'adresser la parole, quelle ligne de conduite devons-nous suivre? Il est clair qu'il serait injuste, en autant que nous pouvons en juger suivant les moyens constitutionnels que nous avons, d'intervenir dans les affaires ecclésiastiques de la grande masse de la population qui appartient à l'église d'Angleterre au Canada.

L'honorable conseiller pour Victoria nous a dit que conférer des

degrés en théologie était une question de peu d'importance et qu'il ne serait pas juste de refuser ce pouvoir au collège théologique diocésain de Montréal.

L'honorable membre pour Victoria est comme moi, il n'est pas membre de l'église d'Angleterre.

L'évêque Williams de Québec, est un dignitaire profondément instruit, exemplaire et éminent de cette église, et il nous a dit, lorsqu'il a adressé la parole devant le comité, que conférer des degrés en théologie aux ministres de l'église d'Angleterre, est maintenant et a toujours été considéré par les autorités de cette église, laïques et cléricales, comme une affaire des plus importantes, et il a ajouté que, prétendre que le pouvoir demandé par les promoteurs de la loi en question ne concernerait pas ou n'intéresserait pas les membres de l'église d'Angleterre en dehors du diocèse de Montréal, c'était dire une chose insoutenable. J'ai beaucoup de respect pour l'honorable conseiller pour Victoria; j'apprécie hautement les nombreux et signalés services qu'il a rendus dans l'accomplissement de ses importants devoirs, et j'espère sincèrement qu'il vivra encore longtemps pour contribuer à l'adoption de lois sages pour le pays; mais je ne puis admettre que l'opinion de l'honorable conseiller sur cette loi soit d'un poids aussi élevé que l'opinion de l'évêque Williams. Ce vénérable évêque occupe un haut rang parmi les courageuses sentinelles de l'église d'Angleterre au Canada et à l'étranger.

Les honorables membres de cette Chambre savent que cet évêque a affirmé que l'adoption de cette loi n'était pas désirable et dans les intérêts de l'éducation et de l'église d'Angleterre en Canada. Il a demandé le renvoi du projet de loi jusqu'à l'époque où les évêques et les laïques de cette église réunis en synode auront eu l'occasion de former leur jugement sur cette loi. Cette demande est assurément raisonnable, et venant d'une aussi haute autorité, je n'hésite pas à dire que j'y acquiesce de tout cœur. Aucune injustice ne peut résulter du renvoi de la législation demandée par cette loi. D'ici à la prochaine session de la Législature, toute la question aura été entièrement discutée. Refuser le délai recommandé par le rapport du comité, serait diminuer les chances du projet de devenir loi.

L'admiration que je porte aux révérends messieurs qui ont plaidé pour l'adoption du projet pendant la présente session et dont je suis fier d'avoir fait la connaissance, est une preuve que je ne manque pas de respect à leur égard dans cette circonstance.

Je crois consciencieusement que l'on devrait acquiescer à la demande du renvoi. L'amendement de l'honorable conseiller pour Wellington nous fera parvenir à cette fin, et voilà pourquoi je voterai de tout cœur pour cette contre-proposition.

L'honorable M. LARUE.—Il me semble qu'il n'est pas logique de voter pour l'amendement de l'honorable conseiller pour Wellington ; car nous voulons tous rendre justice à ceux qui ne partagent pas nos croyances religieuses, et l'on nous demande de voter contre le renvoi de ce projet de loi. Je m'opposerai donc à l'amendement.

A six heures, la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

A la séance du soir, M. le président met aux voix l'amendement de l'honorable M. Webb.

L'honorable M. FERRIER—*conseiller pour Victoria*.—A entendre la discussion qui se fait, on dirait qu'il s'agit d'une chose extraordinaire. Pourtant le cas est bien simple : l'évêque de Montréal n'a pu descendre pour donner ses raisons devant le comité au jour fixé pour discuter la présente loi ; il demande aujourd'hui à être entendu par le comité. Pour cela nous demandons de renvoyer le rapport au comité pour réconsideration, voilà tout. C'est pour nous une question de justice, et nous ne pouvons pas refuser cet acte de courtoisie à un haut dignitaire de l'église d'Angleterre.

L'honorable M. LARUE—*conseiller pour LaSalle*.—Honorables messieurs, comme je l'ai dit cette après-midi, il me semble que la discussion que nous faisons n'est pas régulière. Nous discutons le mérite du projet de loi, tandis que nous avons seulement à nous occuper de la question de renvoyer le rapport, oui ou non, devant le comité. Je ne ferai donc aucune observation sur l'objet de la loi. Dans le comité j'ai voté contre le projet. Je donnerai mes raisons quand le temps sera venu. En attendant je puis dire que je ne me crois pas lié par le vote que j'ai donné alors.

Il est vrai que la discussion a déjà été longue dans le comité et qu'elle a même duré pendant deux jours. Mais qui nous dit qu'on n'apportera pas d'autres raisons, d'autres arguments à l'appui de cette loi ? Je crois que nous ne pouvons pas refuser la demande de l'évêque de Montréal sans être accusé de fanatisme. C'est un acte de courtoisie pour nous. Nous nous sommes montrés courtois à l'égard du maire de Bagotville ; je ne vois pas pourquoi nous n'agirions pas de même à

l'égard d'un haut dignitaire de l'église d'Angleterre. Pour moi, je considère que c'est une question de justice que de renvoyer le rapport au comité.

L'honorable M. ~~Méthot~~—*conseiller pour La Vallière*.—Je me lève pour une question personnelle. L'honorable premier ministre a dit cette après-midi que mon argumentation n'avait pas sa raison d'être ou qu'elle n'était pas raisonnée. Je respecte sa haute intelligence et sa grande respectabilité; mais nous avons des opinions, et je crois que chaque membre est libre de les exprimer, tout aussi bien que le premier ministre a droit de le faire. L'honorable premier est libre de traiter nos opinions avec plus ou moins de courtoisie, mais il n'est pas libre de les interpréter mal ou de les changer. Je n'ai pas dit que le comité était lié par des conventions passées par des gens qui ne sont pas membres de cette Chambre. Lorsque les parties adverses conviennent entre elles que la discussion est close et que l'argumentation est finie de part et d'autre, je suis d'opinion que nous n'avons pas le pouvoir de recommencer la discussion sans que la chose soit demandée par les deux parties.

Une fois que les conventions furent décidées, le comité refusa d'entendre un chanoine de l'église anglicane pour ne pas violer les arrangements pris. Voilà ce qui s'est passé. Comme je l'ai déjà dit, il ne me semble pas juste de renvoyer le rapport devant le comité, et en exprimant cette opinion, on ne peut pas dire que je suis mû par l'intérêt personnel ou par une question de favoritisme.

L'honorable M. **Archambeault**—*conseiller pour Repentigny*.—Je crois que la question n'a pas été parfaitement comprise. Il ne s'agit pas de savoir si le projet a été mal jugé par le comité. La question est d'entendre oui ou non l'évêque de Montréal.

Pour ma part, je pense que nous ferons un acte de gentillesse en permettant à ce haut dignitaire de comparaître devant le comité. On dit: Pourquoi ce monsieur n'est-il pas venu lorsque le comité a examiné ce projet de loi. C'est bien simple; il était retenu à Montréal par de la maladie dans sa famille. Aujourd'hui il peut descendre. Lui refuser cette faveur, ça serait se montrer un peu sévère. Supposons un évêque catholique à la place d'un évêque anglican. Nous serions étonnés et avec raison, si les protestants s'opposaient à la demande d'un de nos évêques. Je veux agir comme je voudrais qu'on agisse à mon égard; je veux me montrer aussi courtois envers les protestants qu'envers les catholiques; et pour cette raison, je voterai contre l'amendement de l'honorable conseiller pour Wellington.

L'honorable M. *Champane—conseiller pour Mille-Isles.*—Je n'ai que quelques mots à ajouter à ce que j'ai dit. Je ne me lève pas pour parler de ce qui s'est passé dans le comité. Je me contenterai de faire observer que le comité a accordé pleine liberté aux parties intéressées. Quant à la position prise par la majorité du comité, nous l'avons mentionnée dans le rapport. Je n'exprimerai aucune opinion sur le mérite du projet de loi—j'en ai une, mais ce n'est pas le temps de la faire connaître. Je me bornerai à quelques remarques sur la demande qui nous est faite. Il est question de savoir si le rapport doit être accepté ou renvoyé au comité des projets de loi d'intérêt local. Tous ceux qui ont pris la parole sur cette question, et en particulier ceux qui ne partagent pas nos croyances religieuses, et qui n'ont aucun intérêt dans cette législation si ce n'est l'intérêt que nous portons tous à une question publique, n'ont qu'une seule chose en vue, c'est de rendre justice aux parties ; c'est le seul et grand mobile qui doit nous guider, et c'est le désir de chaque membre du comité de rendre justice à qui de droit.

Le projet est maintenant sorti du comité. Nous pouvons le comparer à une cause prise en délibéré devant un juge. Il arrive souvent qu'on demande à faire remettre une cause sur le rôle pour y apporter des raisons nouvelles et des faits nouveaux, et quelquefois cette demande est accordée.

Dans le cas qui nous occupe la demande de renvoyer le projet au comité nous est faite par un haut dignitaire, et l'on nous dit que de nouveaux arguments seront exposés par l'évêque de Montréal. Il peut se faire que ces arguments n'aient pas pour effet de changer l'opinion des membres du comité, mais si cette argumentation allait nous convaincre que la justice exige que nous donnions une décision contraire, est-ce que nous n'aurions pas raison d'accorder cette demande, et de nous mettre en état de juger en connaissance de cause ?

L'honorable conseiller pour Stadacona, commentant la position prise par le représentant d'Alma, a dit, si j'ai bien compris, qu'un haut dignitaire de l'église d'Angleterre voulait se faire entendre devant le comité, mais que cette demande n'est pas faite par lettre. Nous avons autre chose, nous avons la proposition écrite de l'honorable conseiller pour Alma qui nous annonce, sur sa responsabilité, que l'évêque de Montréal demande à être entendu. Il est impossible que cette demande soit faite sans autorisation. Pas un membre de cette Chambre ne voudrait assumer une telle responsabilité. Comment ! on réunirait de nouveau le comité, et l'évêque de Montréal viendrait nous dire ensuite : Je

n'ai pas demandé à comparaître devant votre comité. Il est absurde de supposer que l'honorable conseiller pour Alma fasse une semblable demande sans y être autorisé par l'évêque de Montréal.

Je crois que nous devons acquiescer à la demande qui nous est faite, ne serait-ce que par courtoisie et condescendance pour l'évêque de Montréal, qui a sans doute de graves raisons et de nouveaux arguments à apporter. La Chambre s'est déjà prononcée unanimement dans un cas semblable, dans l'affaire de la municipalité de Bagotville, nous avons reconsidéré le projet, et les faits nouveaux soumis à notre considération n'ont pas été jugés suffisants pour changer notre jugement. Nous avons fait alors un acte de courtoisie et de générosité. C'est encore ce que nous devons faire si nous voulons nous renseigner davantage pour rendre justice à ceux qui s'intéressent à cette législation.

L'honorable M. **Bryson**—*conseiller pour Inkerman*.—Je regrette de voir cette opposition à une demande bien ordinaire. Voilà dix-huit ans que j'occupe un siège en cette Chambre, et j'ai constaté que plusieurs fois on avait renvoyé des rapports aux comités.

Nous avons entendu l'évêque de Québec. Pourquoi n'entendrions-nous pas maintenant l'évêque de Montréal ? Pour nous, il ne s'agit pas du mérite du projet de loi, mais d'une question de justice.

L'honorable M. **Hearn**.—*conseiller pour Stadacona*.—J'ai déjà parlé longuement sur la question ; je ne ferai pas perdre le temps de la Chambre en exposant de nouvelles observations, mais il m'est impossible de ne pas relever les remarques de certains membres qui se sont prononcés contre l'amendement de l'honorable conseiller pour Wellington, en disant qu'ils agissaient ainsi dans un but de justice ; ce qui veut dire que ceux qui sont en faveur de cette contre-proposition manquent de courtoisie et d'égards envers l'évêque de Montréal. Je désire qu'il soit bien compris que nous ne voulons qu'une chose ; que justice soit rendue aux parties intéressées. On parle beaucoup de justice. Cette discussion me remet en mémoire les paroles de John Morley, le secrétaire en chef actuel de l'Irlande—que Dieu le bénisse—qui disait que la justice est la suprême vertu, que souvent on comprend mal la justice et qu'on en abuse comme de la liberté, et que ce n'est pas toujours ceux qui la proclament du haut des toits qui la mettent mieux en pratique. Dans le cas actuel, un évêque est en faveur de la loi et six sont contre. Si nous voulons suivre ces derniers, sans nous prononcer sur le mérite de la question, où est l'injustice de notre part ?

Quelqu'instruit que soit l'évêque de Montréal, n'avons-nous pas les vues exprimées par l'évêque Williams de Québec et d'autres? J'ai cru donner ces nouvelles explications pour motiver mon vote et pour protester en même temps contre des insinuations malveillantes à notre égard.

M. le Premier ministre.—L'honorable conseiller qui vient de s'asseoir a protesté contre les intentions qu'on lui prête. Ses intentions peuvent être excellentes, mais les faits sont là pour prouver qu'il prétend que ce n'est pas un acte de justice dont il s'agit. Je crois que nous devons être mus, dans cette circonstance, par un sentiment de convenance et par un esprit de justice. La justice veut que nous entendions toutes les raisons pour ou contre. Nous serons alors en état de rendre une décision en connaissance de cause. Si nous refusons cette demande, la presse et le pays nous accuseront, avec droit, de manquer de courtoisie.

L'amendement de l'honorable M. Webb est mis aux voix.

Ont voté pour:—Les honorables messieurs Dionne, Dorion, Gingras, Hearn, Méthot, Rémillard, Savage, Webb—8.

Ont voté contre:—Les honorables messieurs De LaBruère, Archambeault, Beaudry, Bryson, Champagne, Ferrier, Laviolette, LaRue, Prudhomme, Ross, Wood—11.

La proposition principale est résolue dans l'affirmative d'après le même vote renversé et le projet de loi est en conséquence renvoyé au comité d'intérêt local.

Le projet de loi pour modifier de nouveau l'article 1054 du code de procédure civile du Bas-Canada est examiné en comité général.

La troisième délibération est renvoyée à demain.

Les projets de loi suivants sont adoptés en 2e délibération et renvoyés : le premier au comité d'intérêt local, les derniers au comité des chemins de fer :

Concernant la paroisse de Saint-Elphège dans le comté d'Yamaska.

Pour constituer la compagnie du chemin de fer du comté de Drummond.

Pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer Québec central.

Le projet de loi pour aboir la charge de commissaire des chemins de fer et pour d'autres fins, est examiné en comité général. La 3e délibération est fixée à lundi.

DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI.

L'honorable M. ROSS—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics.*—J'ai l'honneur de déposer un projet de loi relatif aux sociétés d'agriculture de cette province.

La deuxième délibération est renvoyée à demain.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil et adoptés en première délibération; la deuxième délibération est renvoyée à demain.

Pour modifier de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal et les actes qui la modifient et pour changer son nom en celui de : " La compagnie de chemin de fer urbain de Montréal."

Pour constituer l'école de médecine vétérinaire de Montréal.

Pour accorder à la corporation du village de Saint-Gabriel, le droit de s'annexer à la cité de Montréal, et de faire avec cette cité les conventions et arrangements qui seront jugés convenables pour atteindre cette fin.

Pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer du parc et de l'Ile de Montréal.

Pour ériger une certaine partie de la paroisse de Saint-Janvier de Weedon en municipalité de village.

La séance est levée

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du mercredi le 2 juin 1886

SOMMAIRE :—Lecture d'une pétition.—Dépôt de rapports de comités.—Délibération sur divers projets de loi.—Interpellation et réponse.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

La pétition déposée à la séance de lundi 31 mai, est lue et reçue.

L'honorable M. ~~Rémillard~~ *conseiller pour La Durantaye*.—Je propose que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, le 7 juin, à 3 heures et demie de l'après-midi.

Cette proposition est adoptée.

INTERPELLATION ET RÉPONSE.

L'honorable M. ~~Fleury~~ *conseiller pour Stadacona*.—Quand le gouvernement compte-t-il que l'ouverture et le nivellement de "l'avenue Dufferin," entre la Grande Allée et la rue St-Patrice, seront complétés ; que la rue Ste-Julie sera ouverte jusqu'à cette avenue en conformité de la convention faite avec la corporation de Québec ; et que le terrain, en face des édifices de la Législature, sera débarrassé des échafaudages, hangars, tas de pierres, débris et autres objets choquants pour la vue, qui le déparent actuellement ?

L'honorable M. ~~Ross~~ *conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—C'est l'intention du gouvernement de faire faire ces travaux le plus vite possible.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

Le comité d'intérêt local dépose des rapports sur les projets de loi suivants :

Pour constituer l'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Québec (The licensed victuallers association of Québec).

Pour modifier la charte de la ville d'Iberville.

Pour constituer la compagnie du chemin de fer St-Jacques de l'Achigan.

Pour augmenter les pouvoirs de l'Institut Trafalgar.

Ces derniers projets de loi ainsi que les suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour changer le nom de la société permanente de construction en celui de "Compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke" et pour étendre ses pouvoirs.

Pour modifier l'article 1054 du code de procédure civile du Bas-Canada.

L'honorable M. **Rémillard**.—*conseiller pour La Durantaye*.—J'ai déjà expliqué ce dernier projet de loi. On n'avait d'abord compris dans ce projet que le district de Beauce ; mais plusieurs districts ayant ensuite demandé la même chose, on a décidé que tous les chefs-lieux seraient mentionnés dans le statut. J'ai vu le procureur général à ce sujet ; j'ai fait quelques amendements et les officiers en loi les ont approuvés.

L'honorable M. **Champagne**.—*conseiller pour Mille-Isles*.—C'est donc une coalition.

L'honorable M. **Rémillard**.—Oui.

L'honorable M. **Champagne**.—J'espère que cette coalition se continuera.

LES PAROISSES DE ST-JUDE ET DE L'IMMACULÉE CONCEPTION DE ST-OURS

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour corriger certaines erreurs dans le cadastre officiel des paroisses de Saint-Jude et de l'Immaculée-Conception de St-Ours, et pour d'autres fins.

L'honorable M. **Rémillard**.—*conseiller pour La Durantaye*.—Je ferai remarquer à cette honorable Chambre que ce projet de loi est très important. On demande un changement dans les limites de certaines paroisses et dans le cadastre. Ce projet me paraît avoir un caractère semi-public et semi-privé, si je puis m'exprimer ainsi. Tout en protégeant l'intérêt public, il faut faire en sorte que les intérêts privés ne soient pas lésés. J'attire l'attention du gouvernement sur cette législa-

tion. Cependant je ne m'oppose pas à la deuxième lecture. Le comité pourra étudier la question plus à fond.

L'honorable M. Dorion.—*conseiller pour Saurzel*.—Par ce projet de loi, il s'agit tout simplement de remettre dans le comté de Richelieu des terrains qui lui ont toujours appartenu, mais qui ont été mis par le cadastre dans le comté de Saint-Hyacinthe. C'est une erreur qui a été commise par les arpenteurs chargés de faire le cadastre. Par cette législation, nous demandons à reconnaître un état de choses qui a toujours existé.

La proposition est adoptée.

L'honorable M. Dorion propose que le projet de loi soit soumis au comité de toute la Chambre lundi prochain,

L'honorable M. Champagne.—*conseiller pour Mille-Isles*.—Je ne m'oppose pas à cette proposition. Les officiers en loi pourront décider dans l'intervalle si la législation projetée est privée ou publique. Pour moi je suis d'opinion que c'est une législation publique. Il ne s'agit pas de changer les limites d'une paroisse, mais seulement de rétablir un état de choses qui a toujours existé et de réparer une erreur commise par les officiers du gouvernement, par les arpenteurs. Il ne s'agit pas de transporter des terrains dans une autre paroisse, mais bien de rectifier des faits. Comme je viens de le dire, d'ici à lundi, les officiers en loi pourront donner leur décision sur la nature de ce projet de loi.

La proposition est adoptée.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du lundi, le 7 juin 1886.

SOMMAIRE :—Lettre de faire part au sujet de l'élévation de Mgr. l'archevêque de Québec au cardinalat.—Transmission de projets de loi.—Ajournement de la Chambre à l'occasion de l'élévation de Mgr Taschereau à la dignité de Cardinal.—Adresse de félicitations à Son Eminence le cardinal Taschereau : Les honorables MM. Ross, de Boucherville et Rémillard.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

SON ÉMINENCE LE CARDINAL TASCHEREAU.

M. le Président—Honorables messieurs, j'ai l'honneur de donner communication au Conseil de la lettre suivante :

L'honorable PIERRE BOUCHER DE LA BRUYÈRE,

Président du Conseil législatif
de la province de Québec.

Monsieur le président du Conseil.

J'ai l'honneur de vous informer qu'il a plu à Sa Sainteté le Souverain Pontife Léon XIII d'élever Monseigneur l'archevêque de Québec à la haute dignité de Cardinal de la sainte Eglise romaine.

Son Eminence le cardinal archevêque vous prie de donner connaissance à la Chambre que vous présidez d'un événement aussi important dans l'histoire du peuple canadien.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur le président du Conseil,
Votre très humble serviteur.

CYRILLE E. LÉGARÉ, V. G.

Archevêché de Québec, 7 juin 1886.

DÉPÔT D'UNE PÉTITION.

La pétition de William White, maire, et autres de la ville de Sherbrooke, demandant la constitution de la compagnie du pont de Sherbrooke, est déposée sur le bureau du Conseil.

TRANSMISSION D'UN PROJET DE LOI.

Le projet de loi pour constituer l'union de tempérance des femmes chrétiennes de Montréal, précédemment adopté par l'Assemblée législative, est déposé sur le bureau du conseil.

SON EMINENCE LE CARDINAL TASCHEREAU

Le premier article de l'ordre du jour étant lu :

L'honorable M. Ross—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics.*—Honorables messieurs, la nouvelle que le président de cette Chambre vient de nous communiquer est de la plus haute importance. Je crois qu'il est du devoir de cette Chambre de présenter une adresse de félicitations au nouveau prince de l'Eglise, et de la préparer le plutôt possible, cette après midi même. En mémoire de ce grand événement, comme marque du sentiment profond qu'inspire à cette Chambre l'élévation de Sa Grandeur l'Archevêque de Québec, par Sa Sainteté le Pape Léon XIII, à la haute dignité de Cardinal de la sainte Eglise romaine, je propose que cette Chambre s'ajourne à ce soir à sept heures et demie.

Cette proposition est adoptée et la séance est levée.

La séance est ouverte à sept heures et demi.

DÉPÔT D'UNE PÉTITION.

La pétition suivante est déposée sur le bureau du Conseil :

Des propriétaires et résidents de la paroisse de St.-Laurent, s'opposant à l'adoption du projet de loi pour mieux définir les limites de la paroisse de Lachine.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires.

Pour abolir la charge de commissaire des chemins de fer et pour d'autres fins.

Pour modifier la charte de la ville d'Iberville.

PROJET DE LOI RELATIF AUX SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE.

L'ordre du jour appelle la délibération sur le projet de loi relatif aux sociétés d'agriculture.

L'honorable M. Ross—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre*

et commissaire de l'agriculture et des travaux publics.—Honorables messieurs, comme les honorables membres de cette Chambre ont pu le voir en parcourant le projet qui leur est soumis, c'est l'intention du gouvernement d'encourager les fermes-modèles. Il y a différentes espèces de fermes-modèles. Celles que nous nous proposons de favoriser sont d'un caractère tout particulier. Nous voulons créer ces fermes-modèles avec les seuls moyens qui sont actuellement à la disposition des cultivateurs. C'est à l'aide de concours pour les terres les mieux tenues que nous arriverons à ce résultat. Sur la recommandation du conseil d'agriculture, le gouvernement a cru qu'il était de son devoir d'encourager l'établissement de ces fermes-modèles. Ce moyen peut contribuer puissamment à décider les cultivateurs à améliorer leurs ferme. Les agriculteurs aiment bien les concours en général, mais ils ne veulent pas qu'ils aient lieu tous les ans, si nous en jugeons d'après ce qui s'est passé jusqu'à ce jour. Comme première conséquence de ce manque d'émulation de leur part, nous avons remarqué l'absence partielle et quelquefois totale de souscription parmi les sociétés d'agriculture, même dans les comtés les plus portés à favoriser le progrès agricole ; et comme deuxième conséquence, un grand nombre de sociétés ont été privées du subside accordé par le gouvernement, parce qu'elles n'avaient pas rempli les conditions voulues par la loi.

L'objet de la présente loi est bien facile à saisir. D'après la première clause, nous ordonnons des concours annuels pendant trois ans consécutifs. Certaines sociétés seront exemptées, et c'est une sage précaution, car il existe des localités où l'agriculture n'a pas encore fait assez de progrès pour que nous puissions atteindre le but désiré. Le conseil d'agriculture pourra exempter les comtés qui ne seront pas assez avancés sous ce rapport.

Dans la deuxième clause, on verra que le gouvernement croit avoir trouvé un remède efficace au manque de bonne volonté et d'énergie chez un certain nombre de cultivateurs, et le moyen de tenir un concours. Il est pourvu par cette clause que le conseil d'agriculture aura le droit d'accorder un subside aux sociétés dans le cas où les souscriptions ne seraient pas suffisantes ou n'auraient pas été prélevées. On pourra par ce moyen donner \$500 ou \$600 pour tenir un concours et encourager les cultivateurs qui méritent réellement de l'être. Le département de l'agriculture a l'intention de favoriser les concours par tous les efforts possibles.

Une autre question importante, c'est le choix des juges. Ce problème

est très souvent difficile à résoudre. Le conseil d'agriculture sera chargé de faire ces nominations ; il ne choisira que des hommes d'expérience, reconnus pour leurs efforts à développer l'agriculture et connaissant parfaitement l'art agricole. Et puis ces juges iront toujours en se perfectionnant. Il est évident qu'ils seront bien plus forts après deux ou trois ans de pratique, que lorsqu'ils commenceront à exercer leurs fonctions.

Nous avons pensé que ces concours annuels, s'ils sont bien tenus, feront faire de véritables progrès à l'agriculture et engageront les cultivateurs à marcher dans la bonne voie. Dans trois ans, nous devons constater un changement remarquable.

A l'expiration de trois années, les juges pourront nommer le fermier-modèle du comté et lui décerner une récompense, qu'il recevra aussi longtemps qu'il s'en montrera digne. Mais pour empêcher ce fermier de tomber dans la négligence et de dormir sur les lauriers qu'il aura cueillis, nous ferons un nouveau concours, et si un autre cultivateur lui est supérieur, le fermier-modèle perdra son titre. La récompense passera à l'heureux concurrent.

Par ce moyen, nous stimulerons l'énergie et le zèle des cultivateurs ; car chaque fermier pourra concourir avec les moyens qui sont à sa disposition. Les cultivateurs ne pourront plus dire : " Ah ! si nous recevions de l'argent du coffre public, nous en ferions autant."

Je ne saurais garantir d'avance le succès d'un pareil projet ; mais j'ai bonne confiance. Je suis persuadé que si tous ceux qui aiment réellement l'agriculture et en désirent le progrès mettent l'épaule à la roue, nous obtiendrons de bons résultats.

La clause qui obligera les comtés à se servir de l'argent accordé aux sociétés qui n'auront pas rempli les conditions imposées par la loi, privera sans aucun doute ces compagnies du subside nécessaire pour tenir des expositions et importer des animaux de race supérieure. Mais rien n'empêchera les sociétés de souscrire pour les expositions annuelles et l'importation des animaux. Aujourd'hui, l'importation des animaux n'est pas aussi nécessaire que les années passées. Nous avons dans le pays d'excellentes races, surtout pour les bêtes à cornes. La vache canadienne ne le cède en rien aux autres races importées à grands frais. L'amélioration de la race chevaline est déjà passablement avancée, mais cependant le nombre de localités où l'on a importé des chevaux n'est pas encore considérable. Il a été suggéré au gouvernement de favoriser l'importation des chevaux. Il est probable que le gouvernement sou-

mettra un projet à cette fin pendant le cours de la présente session. Nous saisissons sur le champ l'importance d'une pareille question. Tout le monde comprend la différence qu'il y a entre un bon et un mauvais cheval, différence qui dépasse souvent la somme de 50 à 100 piastres. Le choix de bons reproducteurs sera un profit considérable pour la province. Pour arriver à améliorer la race chevaline, je me propose, comme je l'ai déjà déclaré à cette Chambre, d'établir un haras dans cette province. Le plan me semble facile à réaliser, si j'en juge d'après le grand nombre de demandes qui m'ont été adressées depuis que cette nouvelle a circulé dans le public. Plusieurs personnes marquantes ont offert de former des compagnies et de faire des établissements durables et pouvant donner les meilleures garanties de succès.

Le choix des animaux ne me paraît pas aussi difficile qu'on le suppose de prime abord. Pendant mon voyage en Europe, l'été dernier, j'ai visité différents haras de France, en particulier celui du Pin. J'y ai vu des chevaux magnifiques, j'ai pris connaissance de la direction d'un haras et du mode de choisir les chevaux. Dans tous les départements de la France, on fixe un jour pour l'inspection des chevaux. Des hommes compétents sont chargés de faire le triage, de choisir les meilleurs chevaux pour les haras. En agissant d'après les données de ces hommes d'expérience et d'après les certificats qu'ils livrent après l'inspection, il n'y a pas moyen de manquer son coup ou de tomber dans l'erreur. L'établissement d'un haras une fois arrêté et complété, les sociétés d'agriculture n'auront plus à s'adresser à l'étranger pour se procurer des chevaux de race. Les frais que ses sociétés auront à supporter seront dans ce cas bien moins considérables.

Je suis d'opinion qu'il suffit d'importer deux races de chevaux seulement : les chevaux percherons et les chevaux normands. Les premiers conviennent à ceux qui ne sont pas soigneux de leurs animaux ; ils sont très gros, on peut toujours les vendre à bon prix dans notre pays et encore mieux sur les marchés américains. Pour ceux qui veulent un beau cheval et qui prennent un grand soin de leurs animaux, c'est le cheval normand qu'il leur faut. C'est un animal magnifique et qui peut réaliser de bons profits. Ces deux races suffisent à la rigueur et peuvent rencontrer les goûts de tous les habitants de notre pays ; mais il n'y a aucune objection à ce qu'on favorise l'importation des autres races.

Le système de souscriptions prélevées par les sociétés d'agriculture, je regrette d'avoir à le constater, a presque toujours mal fonctionné. Nous avons remarqué l'année dernière que les cultivateurs n'avaient pas

le zèle qu'on aimerait à voir chez eux. Ainsi d'après la loi, il faut qu'une société souscrive le tiers du subside, c'est-à-dire une piastre sur trois, pour qu'elle ait droit à tout le subside. Un grand nombre de sociétés n'ont pas reçu de subside, parce qu'elles ne se sont pas conformées à cette condition. Cette année nous proposons une nouvelle modification, dans l'espérance d'obtenir plus de succès.

Comme je l'ai dit plus haut, les concours se feront pendant trois années consécutives. Il est bien certain qu'il y a des comtés où l'agriculture n'est pas encore assez avancée pour qu'ils entrent en lice la première année ; mais l'exemple qui leur sera donné les engagera à se mettre au même niveau que les régions où l'agriculture est prospère. Je ne serai pas surpris de voir des comtés rester en arrière et ne pas entrer en concurrence ; ça sera comme de coutume : ceux qui en auront le plus besoin ne voudront pas profiter des avantages qu'on leur offre.

J'ai pu constater que l'opinion dans certaines localités n'est pas favorable à l'établissement d'un haras. Nous avons dans nos comtés bon nombre de chevaux, appartenant à des races supérieures. J'admets qu'il y a déjà dans le pays quelques bons chevaux mais le nombre n'est pas très considérable, et puis pour les retardataires, ceux qui n'osent pas marcher dans la voie du progrès, il faut bien tenter un dernier effort pour les engager à mieux faire dans l'avenir.

Le projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre a été recommandé par les membres du conseil d'agriculture, qui se compose d'hommes d'une grande expérience. J'ai l'espoir que cette loi aura d'excellents résultats pour la classe agricole.

L'honorable M. *Laurie*—*conseiller pour La Salle*.—Honorables messieurs, l'honorable premier ministre me permettra de lui rappeler qu'à la dernière convention de l'association de l'industrie laitière, on a fait allusion au projet d'employer la balance de l'octroi non touchée par les sociétés d'agriculture, aux concours des terres les mieux tenues sous le contrôle des cercles agricoles, et que l'honorable premier a paru approuver ce projet. Ces concours des terres les mieux cultivées ont d'excellents résultats et contribuent beaucoup au progrès agricole. Il n'y a rien dans la loi actuelle qui pourvoit au placement de la balance du subside accordé aux sociétés qui ne remplissent pas les conditions imposées. Je désirerais savoir si le premier ministre se propose d'appliquer cette somme aux concours des terres sous le contrôle des cercles agricoles.

M. le **Premier ministre**.—Je répondrai à l'honorable préopinant que la loi de la dernière session pourvoit au placement de ces deniers. L'argent est distribué aux sociétés qui se sont conformées à la loi, c'est-à-dire qui ont souscrit le tiers du subside accordé par le gouvernement.

Quant aux cercles agricoles, c'est l'intention du gouvernement de les encourager et de faciliter leur fonctionnement.

La loi actuelle aura pour effet de faire disparaître le montant non réclamé et de l'appliquer, suivant les vœux de l'honorable conseiller, à établir des concours pour les terres les mieux tenues.

L'honorable M. **Champagne**—*conseiller pour Mille-Isles*.—Honorables messieurs, je constate avec plaisir que le gouvernement continue de faire des efforts pour améliorer le sort de la classe agricole et pour la pousser vers le progrès bien entendu. Cette classe a progressé depuis quelques années, mais il reste encore beaucoup à faire. Il n'y a aucun doute, la chose est évidente qu'il y a des progrès de faits, mais que nous avons encore beaucoup à faire. Au moyen d'un système de culture plus perfectionné, on peut doubler et même tripler les produits agricoles.

Je n'hésite pas à dire que le moyen suggéré par le gouvernement est bon et même excellent. Il est toujours bon de stimuler l'émulation dans n'importe quelle classe de la société. Lorsqu'on aura réussi à créer de l'émulation parmi la classe agricole, on pourra s'attendre à d'heureux résultats. Les concours ont pour effet d'augmenter le zèle chez nos cultivateurs, de leur donner plus d'entrain et plus d'élan. Nous avons déjà eu des concours de terres les mieux tenues dans la division que je représente, et ces concours ont eu de magnifiques résultats. Cet amour propre que l'on fait naître chez nos cultivateurs produit toujours de grands avantages.

J'approuve entièrement la proposition nouvelle, le mode nouveau suggéré par le projet de loi. Mais comme il s'agit d'intérêt public, je me permettrai de suggérer au gouvernement et à cette Chambre un moyen qui me semble plus efficace pour améliorer le sort de la classe agricole.

M. le **Premier ministre**.—Ecoutez ; écoutez ;

L'honorable M. **Champagne**.—Le moyen, que je me propose

de suggérer n'est peut-être pas meilleur, mais il est d'un autre genre. C'est une idée qui m'est venue lorsque j'ai entendu les remarques de l'honorable premier ministre. Ce moyen plus efficace, d'après moi, consisterait à faire faire des concours entre les différents comtés de temps en temps. Nous pourrions étendre ces concours à tout un district et quelquefois même à toute une région. C'est un bon moyen de créer de l'émulation. Lorsqu'on aura stimulé le zèle des habitants d'un comté on pourra en faire autant dans un autre. De la sorte tous les cultivateurs, qui ont réellement à cœur l'avancement de l'agriculture, feront des efforts pour en activer le progrès.

Quant à la nomination des juges, je partage l'opinion de l'honorable premier ministre. Si j'ai bien compris, les examens se feront par les mêmes personnes, et le choix de ces juges sera laissé à la discrétion du conseil d'agriculture. Je crois que c'est le meilleur système à adopter pour éviter la critique. Le choix des juges par le conseil au lieu d'être fait par les sociétés d'agriculture est certainement préférable. Ainsi l'examen sera partout le même, et le genre d'inspection sera plus uniforme et plus efficace.

Il y a une chose qu'il ne faut pas perdre de vue, si l'on veut que tous les cultivateurs puissent concourir sur un même pied. Il y a des cultivateurs qui possèdent 100 ou 120 acres de terre; d'autre 200 et même 300 acres. Il me semble qu'on ne peut pas exiger qu'un grand fermier entretienne toute sa terre aussi bien qu'un petit fermier. Si c'est possible, il faudrait établir une distinction et accorder un certain nombre de points de plus à celui qui a plus de terre. Nous devons tenir compte de ses efforts et des dépenses considérables qu'il aura à rencontrer.

Je traiterai plus tard de la question des chevaux, c'est-à-dire lorsque le projet de loi nous sera soumis.

M. le Premier ministre.—Je remercie sincèrement l'honorable conseiller qui vient de parler des remarques si pratiques qu'il a sou- mises à cette honorable Chambre. Je suis certain que mises en pratique, ces suggestions auraient de bons résultats. Il a déjà été question des expositions régionales; j'en admets l'utilité. Nous pourrions atteindre ce but en faisant concourir entre eux les fermiers-modèles. Comme je l'ai dit plus haut, il ne faut pas que les fermiers-modèles s'endorment sur leurs laurier. Le moyen que je suggère aura pour effet de stimuler leur zèle et leur énergie. Je crois que la loi pourvoit déjà aux concours

régionaux, et c'est l'intention du conseil d'agriculture de la mettre en pratique.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération.

La séance du soir est ouverte à sept heures et demie.

ADRESSE DE FÉLICITATIONS A SON EMINENCE LE CARDINAL
TASCHEREAU.

L'honorable M. **ROSS**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Honorables messieurs, comme je l'ai dit cette après-midi, il est du devoir de cette Chambre de présenter une adresse de félicitations à Son Eminence le cardinal Taschereau, archevêque de Québec. Je me lève donc pour proposer des résolutions ayant pour but de féliciter Son Eminence de la haute dignité que Sa Sainteté Léon XIII vient de lui conférer. Je crois être l'interprète, en cette circonstance, de cette Chambre et du pays en disant que la création d'un cardinal canadien jette beaucoup de prestige sur toute la confédération. Cette nomination fait voir aux nations étrangères que nous grandissons, que le chef de l'Eglise catholique s'occupe de nous d'une manière toute particulière et qu'il nous accorde sa sollicitude toute entière. Je propose donc, appuyé par l'honorable M. de Boucherville, qu'une adresse de félicitations soit présentée à Son Eminence le cardinal Taschereau, archevêque de Québec, et qu'un comité spécial composé de M. le président et des honorables messieurs de Boucherville, Webb et Ross soit chargé de préparer cette adresse.

L'honorable M. **de Boucherville**—*conseiller pour Montarville*.—Honorables messieurs, c'est avec plaisir que j'appuie les résolutions qui viennent d'être présentées par l'honorable premier ministre. Tout en adressant la parole en anglais, je n'ai pas la prétention de représenter cette nation en cette Chambre. Je n'hésite pas cependant à dire que tout le monde se réjouit de cette grande dignité conférée à Sa Grandeur l'archevêque de Québec. Tous les journaux, protestants comme catholiques, anglais comme français, ont exprimé leur vive satisfaction en apprenant cette nouvelle. Cette nomination prouve que nous occupons un rang assez élevé parmi les autres nations. Aux Etats-Unis, il n'y a eu qu'un seul cardinal jusqu'à ce jour. Dans toutes les colonies anglaises, nous n'en voyons aussi qu'un seul, dans l'Australie, et sa création est de date récente. Il n'y en a pas un seul dans toute l'Amérique du Sud.

Cet honneur conféré à l'archevêque de Québec, qui occupe le plus ancien siège épiscopal du continent, doit être pour nous une cause de réjouissance.

L'honorable M. *Rémillard—conseiller pour La Durantaye.*—Je crois de mon devoir de dire quelques mots en cette circonstance, en ma qualité de citoyen de la ville de Québec. L'honneur conféré à notre pays dans la personne de Son Eminence le cardinal Taschereau, est considérable. En effet, les cardinaux sont des princes de l'église romaine ; ils forment le sacré collège ; ils sont les conseillers de sa Sainteté. Son Eminence le cardinal Taschereau fera désormais partie du conclave ; il aura voix à l'élection du Pape. C'est un honneur immense non seulement pour la province mais pour tout le pays. Tous les habitants de la confédération, à quelque religion et à quelque nationalité qu'ils appartiennent doivent se réjouir de cette nomination, car à l'avenir nous aurons un sujet anglais faisant partie de la cour romaine. Comme colonie, nous n'avions aucun représentant auprès des cours d'Europe. Aujourd'hui notre pays comptera un ambassadeur, un représentant auprès d'un roi, du roi le plus distingué et le plus illustre de l'univers.

Cet honneur a été conféré pour la première fois à un Canadien, éminent par la science et la vertu. Mgr. Taschereau était avantageusement connu de Rome, où il a fait ses études théologiques et qu'il a visitée plusieurs fois ensuite. Il est le digne successeur des Laval, des Briand, des Plessis.

Nous devons une éternelle reconnaissance à Sa Sainteté Léon XIII pour la sollicitude toute particulière qu'il porte au Canada, et nous devons féliciter Mgr. Taschereau de la haute dignité qui vient de lui être conférée. Je suis heureux de voir que la Chambre s'empresse de lui présenter une adresse et de prendre part au concert de louanges qui se fait entendre dans tout le pays. Je me réjouis de ce grand événement ; car si Québec n'est pas aussi prospère qu'on le désire, il aura maintenant l'honneur de posséder dans ses murs un prince de l'Eglise, le plus haut dignitaire ecclésiastique après le Pape.

La proposition de l'honorable M. Ross est adoptée unanimement.

Voici le texte de l'adresse adoptée subséquemment par le Conseil :

A SON EMINENCE LE CARDINAL ARCHEVÊQUE

Eminence

Nous les membres du Conseil législatif et _____, de la province de Québec, réunis en session, sommes heureux d'être en ce

moment les interprètes des sentiments de la population de cette province qui a appris, avec une vive satisfaction, l'élévation de Votre Grâce à la dignité de cardinal de l'église catholique romaine.

Cette haute distinction conférée à un prélat de l'église au Canada grandit notre pays aux yeux des autres peuples, et fera époque dans notre histoire.

Les membres de cette Chambre sont heureux de voir le vénérable et digne successeur de l'illustre évêque de Montmorency-Laval appelé à prendre rang parmi les princes de l'Eglise de Rome.

Cette Chambre s'empresse d'offrir ses félicitations à Votre Eminence à l'occasion de cet heureux événement, qui est à la fois un honneur insigne pour notre pays et le digne couronnement d'une vie consacrée au service de Dieu et de la patrie.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, appuyé par l'honorable M. de Boucherville, il est ordonné que cette adresse soit grossoyée, signée par le président, au nom du Conseil législatif et qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative, pour l'informer que le Conseil a adopté cette adresse et pour lui demander son concours.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, appuyé par l'honorable M. de Boucherville, il est ordonné que le président de cette Chambre se rende auprès de Son Eminence et lui présente l'adresse ci-dessus.

L'honorable M. de Boucherville—*conseiller pour Montarville*.
—Nous agirions peut-être plus régulièrement en demandant l'heure à laquelle le président pourra se présenter. Les membres de cette Chambre désireront sans doute l'accompagner.

M. le **Président**.—J'ai vu Son Eminence cette après-midi à quatre heures, et Elle est prête à recevoir l'adresse demain à deux heures.

Les projets de loi suivants sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés : les deux premiers au comité des chemins de fer, les autres, au comité d'intérêt local :

Pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer à voyageurs de la cité de Montréal, et changer son nom en celui de "La compagnie de chemin de fer urbain de Montréal."

Pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer du parc et de l'île de Montréal.

Pour constituer l'Ecole de médecine vétérinaire de Montréal.

Pour accorder à la corporation du village de Saint-Gabriel, le droit de s'annexer à la cité de Montréal et de faire avec cette cité les conventions et arrangements qui seront jugés convenables pour atteindre cette fin.

Pour ériger une certaine partie de la paroisse de Saint-Janvier de Weedon en municipalité de village.

La prochaine séance est fixée à demain matin, à dix heures.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du mardi, le 8 juin 1886.

SOMMAIRE :—Message de l'Assemblée législative.—Réponse de Son Eminence le cardinal Taschereau à l'adresse de félicitations de la Législature.—Dépôt de rapports de comités.—Transmission de projets de loi.—Délibération sur divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à onze heures et demie.

Un message de l'Assemblée législative informe le conseil que l'adresse à Son Eminence le cardinal Taschereau a été approuvée, et que l'espace laissé en blanc a été rempli par les mots "Assemblée législative."

Sur proposition de l'honorable M. Ross, appuyé par l'honorable M. Webb, il est ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative, l'invitant à se joindre au Conseil législatif à deux heures p. m. aujourd'hui pour aller présenter la dite adresse à Son Eminence le cardinal Taschereau.

La prochaine séance est fixée à trois heures et demie cette après-midi.

La séance est levée.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

DÉPÔT D'UNE PÉTITION.

La pétition suivante est déposée sur le bureau du Conseil :

De certains contribuables de Chambly-canton.

RÉPONSE DE SON ÉMINENCE LE CARDINAL TASCHEREAU, A L'ADRESSE
DE LA LÉGISLATURE.

M. le Président.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Conseil, la réponse de Son Éminence le Cardinal Archevêque Taschereau, à l'adresse des deux Chambres de la Législature.

M. le Greffier en donne lecture comme suit :

Honorables messieurs du Conseil législatif et de

l'Assemblée législative de la province de Québec.

J'accepte avec joie et reconnaissance l'adresse que vous avez bien voulu me présenter à l'occasion de mon élévation au cardinalat.

Dans son admirable Encyclique "*Immortale Dei*" le Souverain Pontife Léon XIII, après avoir parfaitement défini les droits et les rapports mutuels de l'Eglise et de l'Etat, a consacré de longues pages à faire ressortir les inestimables avantages qui résultent de leur accord. Ce qui se passe en ce moment est une preuve évidente des bons rapports qui existent entre l'Eglise et l'Etat dans notre province de Québec, et j'ose le dire, dans tout le Canada. Je suis intimement convaincu que Sa Sainteté apprendra avec bonheur qu'en choisissant pour l'associer à sa sollicitude universelle un enfant de cette province, et un successeur de Mgr de Laval, Elle a resserré davantage les liens qui unissent notre patrie au Saint-Siège et donné à nos rapports civils avec les membres des différentes croyances religieuses un caractère tout spécial de cette cordialité si propre à procurer la paix et la prospérité du pays.

Assez souvent pendant mes fréquents voyages à Rome, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec de hauts personnages sur les bons rapports qui existent entre l'Eglise catholique et les autorités civiles, particulièrement de cette province de Québec. Ils m'ont souvent exprimé leur admiration à cause de la saine liberté et de la protection dont nous jouissons tous sous l'égide de la puissante Angleterre ; plusieurs même m'ont exprimé le désir que cet état de choses fut le partage de toutes les nations chrétiennes. Ce qui les a surtout frappés c'est cette admi-

nable concorde qui fait la base de notre système d'éducation, dans lequel l'Eglise et l'Etat se prêtent un mutuel appui pour former à la fois de bons chrétiens et de bons citoyens.

Sans doute il en est de nos lois comme de toutes les œuvres humaines ; elles ont leurs imperfections inévitables ; mais en cela le parfait consiste à être le moins imparfait possible.

Encore une fois, honorables messieurs, agréez l'expression de ma reconnaissance et les vœux que je forme pour la prospérité de notre patrie commune.

E. A. CARD. TASCHEREAU,
Arch. de Québec.

Québec, 8 juin 1886.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, appuyé par l'honorable M. de Boucherville, il est ordonné que la réponse de Son Eminence le Cardinal Taschereau à l'adresse de félicitations des deux Chambres, soit imprimée dans les deux langues pour l'usage des membres.

Le quatrième rapport du comité de la bibliothèque est déposé sur le bureau du Conseil.

Voici le texte de ce rapport :

A l'honorable Conseil législatif.

Le comité collectif de la bibliothèque a l'honneur de faire rapport ;

Qu'ayant considéré de nouveau, suivant les instructions de l'Assemblée législative, en date du dix-neuf courant, et du Conseil législatif, en date du vingt du courant, son deuxième rapport a constaté ce qui suit :

1. Que le douze, du courant, l'Assemblée législative a adopté un ordre pour la production des documents suivants :

Une liste complète des livres achetés par C. A. Dansereau, indiquant les noms et les titres ; s'ils sont reliés ou non ; la date de l'édition et le prix payé par volume ;

Tous rapports faits par MM. Dawson et Valois, concernant les dits livres, et qui n'ont pas déjà été mis devant cette Chambre ;

Copie des factures d'achat de ces livres et des correspondances

échangées, qui n'ont pas encore été mises devant cette Chambre au sujet de ces livres, entre toutes personnes et le gouvernement ou aucun de ses membres ou de ses employés ou des employés de la Chambre :

Que les factures ou documents mentionnés dans le dit rapport, au sujet desquels ce comité a résolu " que le bibliothécaire fasse rapport immédiatement à la Chambre " sont compris dans la liste des papiers ou documents énumérés dans l'ordre de la Chambre sus-mentionné et par conséquent l'Assemblée législative s'est déjà prononcée sur cette question.

2. Que le gouvernement a le 19 courant, à l'Assemblée législative, le 20 du courant au Conseil législatif, fait connaître sa détermination de soumettre immédiatement à la décision des cours de justice, la question des obligations de M. Dansereau à l'égard de la province, que de fait les instructions de poursuivre M. Dansereau ont déjà été données par le gouvernement, que, partant toute investigation sur ce point par votre comité n'a plus sa raison d'être ou son utilité et aurait de plus pour effet de faire subir à M. Dansereau un double procès ;

3. Que par l'acte concernant la bibliothèque de la Législature 47 Vict., chap. 4, 1884, les présidents des deux Chambres assistés d'un comité conjoint ont certain pouvoir d'un caractère particulier, savoir celui de faire, avec l'approbation des deux Chambres, des règlements concernant la gouverne de la bibliothèque, et l'application régulière des sommes votées par la Législature pour l'achat de livres. etc. Que ce comité n'a pas été autorisé par l'une ou l'autre Chambre à exercer d'autres fonctions, comme celles, par exemple, du comité des comptes publics, et, particulièrement, qu'il n'a pas reçu instruction de faire une enquête touchant les faits mentionnés dans son dit deuxième rapport.

4. Que ce comité a pris connaissance d'une lettre en date du 17 mai courant, adressée par M. Lemay, bibliothécaire de cette Législature, à l'honorable E. J. Flynn, solliciteur général, au sujet du dernier paragraphe du dit rapport, lequel se lit comme suit : " En réponse à l'honorable M. Mercier, le bibliothécaire avoue qu'il a révélé ce fait à l'honorable M. Flynn, en mars de l'an dernier.

Que ce comité est d'avis qu'en justice pour l'honorable solliciteur général, les mots rapportés ci-dessus doivent être considérés comme non écrits et non avenus ;

Votre comité est aussi d'avis que le premier, le troisième et le quatrième alinéas de la déclaration du bibliothécaire sont inexacts. Le

premier alinéa n'est pas exact, en ce qu'il dit que c'est parce que l'achat des livres fait par M. Dansereau lui avait été caché, tandis que devant le comité, le bibliothécaire a déclaré qu'il n'avait pas communiqué ces documents, parce qu'il les considérait d'une nature personnelle et privée.

Le troisième alinéa, parce qu'il contient l'affirmation du bibliothécaire, que c'est par hasard qu'il avait été mis au courant de la transaction, tandis qu'il appert par la lettre de M. Allen, que c'est lui le bibliothécaire qui a provoqué la correspondance dans laquelle Allen fait allusion aux agissements d'une autre personne.

Le quatrième alinéa, parce qu'il affirme que M. Lemay n'a pas donné communication des documents en question, parce qu'il n'a pas eu occasion de le faire, tandis que devant le comité, il a affirmé que la raison de cette conduite était qu'il considérait ces documents comme étant d'une nature personnelle et privée, affirmation répétée deux ou trois fois en réponse à M. Nantel, qui a basé là-dessus une proposition adoptée à l'unanimité par ce comité, le 14 mai dernier.

En conséquence, le comité collectif de la bibliothèque, pour les raisons données ci-dessus, et d'autre part, ne croit pas qu'il soit de son devoir de s'occuper davantage des matières contenues en son deuxième rapport, sauf et excepté la première partie de ce rapport où il est question de la liste des livres nécessaires pour la bibliothèque.

Votre comité produit avec ce rapport, comme annexe, les documents suivants :

1. Copie du procès-verbal de la séance du comité du 2 juin courant.
2. Copie de la lettre du bibliothécaire à l'honorable M. Flynn, en date du 17 mai dernier.
3. Copie de la déclaration du bibliothécaire.
4. Memorandum transmis au comité par M. Dansereau, en date du 20 mai dernier.

Le tout humblement soumis,

J WURTELE,
Président

La délibération sur ce rapport est fixée à jeudi.

Sur proposition de l'honorable M. de Boucherville il est ordonné que le troisième rapport du comité de la bibliothèque soit maintenant lu.

Voici le texte de ce rapport.

A l'honorable Conseil législatif :

Le comité collectif de la bibliothèque a l'honneur de présenter son troisième rapport :

“ Les présidents du Conseil législatif et de l'Assemblée législative, assistés du comité collectif, ont décerné et établi pour la gouverne de la bibliothèque les règlements suivants : lesquels, conformément à la section III de l'acte relatif à la bibliothèque de la Législature 47 Vict., chap. 4, sont soumis à l'approbation des deux Chambres.

1. Un catalogue des livres de la bibliothèque est tenu par le bibliothécaire. Il est le gardien et le conservateur de la bibliothèque et doit faire rapport aux deux Chambres, à l'ouverture de chaque session, par l'entremise des présidents, de l'état dans lequel se trouve la bibliothèque.

2. Personne n'a le droit de fréquenter la bibliothèque pendant les sessions, excepté le lieutenant-gouverneur, les membres et les officiers des deux Chambres et les personnes qui obtiennent un permis du président de l'une ou de l'autre Chambre. Les membres de l'une ou de l'autre Chambre peuvent introduire personnellement des étrangers dans la bibliothèque pendant le jour mais pas après sept heures du soir.

3. Pendant les sessions les livres de la bibliothèque ne peuvent être mis en circulation, hors de l'édifice, excepté sur l'autorisation du président de l'une des deux Chambres, ou sur reçu donné par un membre de l'une ou de l'autre Chambre.

4. Pendant les vacances de la Législature, la bibliothèque est ouverte tous les jours, excepté les dimanches et les jours de fête, depuis dix heures du matin jusqu'à quatre heures de l'après-midi, et accès en est donné aux personnes introduites par un membre de l'une ou de l'autre Chambre, ou admises à la discrétion des greffiers ou du bibliothécaire, conformément aux règles concernant la sûreté et la conservation des livres ; mais il n'est permis à personne, sauf les membres de l'une ou de l'autre Chambre et les personnes ayant l'autorisation du président de l'une ou de l'autre Chambre ; d'emporter un livre hors de la bibliothèque.

5. Durant la vacance de la Législature, aucun membre de l'une ou

de l'autre Chambre, résident hors de la capitale, n'a le droit d'emporter, en aucun temps, plus de trois volumes ni de les garder plus d'un mois.

6. Les personnes ayant le privilège d'emprunter des livres à la bibliothèque, en vertu d'un permis du président de l'une ou de l'autre Chambre ne peuvent avoir plus d'un volume à la fois, ou le garder plus de deux semaines ; et ces personnes doivent remettre les livres ainsi empruntés, lorsqu'elles en sont requises par le bibliothécaire.

7. Aucun des livres de référence ou des ouvrages de luxe ou de prix, ne peut être, par aucune considération, emporté hors de la capitale.

8. A la première réunion du comité collectif de la bibliothèque, à chaque session, le bibliothécaire doit soumettre une liste de tous les livres non rentrés, en indiquant les noms des personnes qui détiennent ces livres contrairement aux règles précédentes.

9. Toute personne agissant en contravention des règlements de la bibliothèque sera rapportée aux présidents des deux Chambres, et les privilèges dont telle personne jouissait seront annulés en attendant leur décision.

J. WURTELE,

Québec 7 juin 1886.

Président

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Pour diviser la municipalité du canton de Templeton, dans le comté d'Ottawa, en deux municipalités séparées.

Pour modifier de nouveau la charte de la compagnie du gaz de Montréal.

Pour modifier la loi concernant la ville de Richmond.

Pour constituer la compagnie du chemin de fer des comtés d'Arthabaska et Wolfe.

Le projet de loi relatif aux sociétés d'agriculture en cette province, est définitivement adopté dans les formes réglementaires, ainsi que les projets concernant le département des officiers en loi de la couronne, pour modifier la loi concernant les écoles d'industrie, et aussi celle concernant les ventes d'immeubles dans certaines paroisses dans les districts ruraux.

Le projet de loi pour constituer l'union de tempérance des femmes chrétiennes de Montréal, est adopté en 2e délibération et renvoyé au comité d'intérêt local.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du mercredi, le 9 juin 1886.

SOMMAIRE :—Lecture d'une pétition.—Dépôt d'un rapport de comité.—Délibération sur divers projets de loi et sur le 3e rapport du comité de la bibliothèque.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LA BRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

La pétition déposée à la séance de lundi, le 7 courant, est lue et reçue.

Le comité des chemins de fer dépose un rapport sur le projet de loi pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer Québec central.

Le projet de loi pour modifier de nouveau la loi relative à la constitution de la cour supérieure, est adopté en 2e délibération ; l'examen en comité général, est fixé à demain.

Les projets de loi suivants sont adoptés en 2e délibération et renvoyés au comité d'intérêt local :

Pour diviser la municipalité du canton de Templeton, dans le comté d'Ottawa, en deux municipalités séparées.

Pour modifier de nouveau la charte de la compagnie du gaz de Montréal.

Pour modifier la loi concernant la ville de Richmond.

Pour constituer la compagnie des chemins de fer des comtés d'Arthabaska et Wolf.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du troisième rapport du comité collectif de la bibliothèque.

L'honorable M. de Boucherville—conseiller pour Montarville.

Les honorables membres de cette Chambre ont entendu la lecture de ce rapport. Et du reste il a été publié dans les procès-verbaux du Conseil. C'est un document qui a pour but la meilleure administration de la bibliothèque. Il n'est pas nécessaire de donner d'autres détails.

Le rapport est adopté.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du jeudi, le 10 juin 1886.

SOMMAIRE :—Télégramme et réponse du Cardinal Jacobini au sujet de l'élévation de l'archevêque de Québec à la dignité de cardinal.—Dépôt de rapports de comités.—Transmission de projets de loi.—Délibération sur divers projets de loi.—Délibération sur le rapport du comité d'intérêt local sur le projet de loi pour permettre au collège théologique diocésain de Montréal de conférer les degrés en théologie et pour modifier la loi 42-43 Vict., chap. 72.—Amendement de l'honorable M. Webb : Les honorables messieurs Champagne, Méthot, Beaudry, Webb, Archambault, Rémillard, Gérin, Hearn, Ferrier, LaRue.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

M. le **Président**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Conseil le télégramme envoyé à Son Eminence le Cardinal Jacobini par les présidents des deux Chambres à l'occasion de l'élévation de Sa Grandeur Monseigneur l'archevêque de Québec au cardinalat et la réponse de Son Eminence le Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté Léon XIII.

Voici le texte de ces télégrammes :

Québec, 8 juin 1886.

A Son Eminence le Cardinal Jacobini,

Secrétaire d'Etat, Rome.

En apprenant l'élévation de l'Archevêque Taschereau au cardinalat, le Conseil législatif et l'Assemblée législative de la province de Québec

se sont ajournés en signe de réjouissance et, ce jour, se sont rendus en corps pour lui présenter une adresse de félicitations.

Nous vous prions d'en informer Sa Sainteté.

BOUCHER DE LABRUÈRE,
Président du Conseil.

J. S. C. WURTELE,
Président de l'Assemblée.

SIG. BOUCHER DE LABRUÈRE,

Québec.

Roma.

9 June, 1886.

Il S. P. ha appreso con somma soddisfazione il contenuto del telegramma inviatomi da lei e dal presidente del l'Assemblea, nel quale si annunzia l'atto di deferenza et di ossequio manifestato da codesto Consiglio ed Assemblea Legislativa per la promozione al cardinalato del degnissimo arcivescovo di Quebec. Il santo Padre ringrazia ed imparte di cuore benedizione apostolica.

L. CARD. JACOBINI.

(Traduction)

M. BOUCHER DE LABRUÈRE,

Québec.

Rome.

9 juin 1886.

Le Saint-Père a appris avec la plus grande satisfaction le contenu du télégramme qui m'est envoyé par vous et par le président de l'Assemblée, et dans lequel vous mentionnez l'acte de déférence et de respect accompli par le Conseil et l'Assemblée législative à l'occasion de la promotion au cardinalat du très digne archevêque de Québec. Le Saint-Père offre ses remerciements et donne de tout cœur la bénédiction apostolique.

L. CARDINAL JACOBINI.

Sur proposition de l'honorable M. Méthot, il est ordonné que les dits télégrammes soient imprimés dans les procès-verbaux pour l'usage des membres.

LE COLLÈGE THÉOLOGIQUE DIOCÉSAIN DE MONTRÉAL.

L'honorable M. **Champagne** dépose le rapport du comité des projets de loi d'intérêt local sur le projet pour autoriser le collège théologique diocésain de Montréal à conférer les degrés en théologie.

L'honorable M. **Champagne** propose l'adoption du rapport.

L'honorable M. **Webb** propose en amendement que le rapport ne soit pas reçu maintenant, mais qu'il soit renvoyé à six mois.

L'honorable M. **Champagne**—*conseiller pour Mille-Isles*.—Honorables messieurs, je demanderai la permission de faire quelques observations sur l'opportunité de l'amendement qui nous est soumis. Je n'ai pas l'intention de prier les honorables membres qui ne sont pas en faveur de cette loi de retirer leur opposition. Chacun a droit de penser comme il veut, et je respecte les opinions de tous les honorables membres de cette Chambre. De quoi avons-nous à nous prononcer maintenant ? Il s'agit tout simplement de l'adoption d'un rapport du comité des projets de loi d'intérêt local. Je me permettrai de donner mon opinion là-dessus.

Il me semble que nous agirions plus régulièrement et que nous serions plus en rapport avec les usages parlementaires, en adoptant le rapport du comité, à moins qu'on fasse valoir des raisons particulières. Plus tard nous pourrions nous opposer, si nous le jugeons à propos, à la mesure qui nous est soumise ; nous pourrions la combattre à la troisième lecture. Le rapport du comité ne représente pas la majorité de la Chambre. Pour qu'un rapport ne soit pas adopté, il faut que ce rejet soit motivé. Dans le cas actuel, l'amendement ne mentionne aucune raison pour laquelle le rapport doit être renvoyé à six mois. Nous devrions adopter le rapport du comité : il reste encore une phase pour opposer la loi. Je n'ai pas eu le temps de faire de longues recherches pour appuyer la position que je prends en ce moment. En consultant May, on voit cependant que tout en reconnaissant le droit d'opposer l'adoption d'un rapport de comité, ça ne se fait pas. Je n'insisterai pas davantage. Je crois qu'il serait plus régulier d'adopter le rapport du comité.

L'honorable M. **Méthot**—*conseiller pour La Vallière*.—Honorables messieurs, en me levant pour contester la prétention de l'honorable conseiller pour Mille-Isles, je dirai qu'en opposant l'adoption du rapport, nous suivons si non les règlements, du moins l'usage de cette Chambre pendant la présente session et pendant les sessions précédentes.

Il est arrivé plusieurs fois que la prise en considération a été remise au lendemain ou à deux ou trois jours, et que l'on ne donnait aucune raison écrite, mais seulement des raisons verbales. On prétend que l'amendement est défectueux, parce qu'il ne renferme aucune raison. Je crois agir régulièrement en donnant verbalement les motifs qui m'engagent à m'opposer à l'adoption du rapport. Nous ne prétendons pas combattre le principe du projet de loi, mais seulement en retarder l'adoption. Voilà pourquoi nous nous opposons au projet. Ce n'est pas le projet que nous voulons rejeter, mais la réception du rapport que nous remettons à six mois, c'est-à-dire à la prochaine session de la Législature, afin de permettre aux autorités de l'église anglicaine de faire connaître leurs opinions sur ce sujet. Je suis content de voir qu'on admet le droit que nous avons de nous opposer à l'adoption du rapport. Le rapport a été déposé une fois ; nous l'avons renvoyé au comité pour reconsidération, en nous disant que c'était un acte de déférence et de courtoisie. Nous nous sommes soumis. Il y a eu alors une longue discussion, qui a été en même temps agréable et intéressante. Aujourd'hui on nous dit encore : remettez votre opposition à la prochaine phase. Il me semble que nous nous sommes déjà assez occupés de ce projet de loi. Il n'y a aucune raison de retirer l'amendement. Je voterai donc en faveur de la proposition de l'honorable conseiller pour Wellington.

L'honorable M. **Beaudry**—*conseiller pour Alma*.—Je suis informé qu'à Ottawa on ne fait pas d'opposition à un projet de loi à la réception d'un rapport de comité, mais bien à la troisième lecture. L'honorable conseiller pour Wellington ne devrait pas persister dans sa prétention et je l'engage à retirer son amendement.

L'honorable M. **Webb**—*conseiller pour Wellington*.—L'honorable conseiller pour Mille-Isles a cité May. Je constate que le passage invoqué est en ma faveur, puisqu'il dit que la chose se fait quelquefois. Je ne retiendrai pas la Chambre plus longtemps. Mon but en faisant cet amendement est de connaître l'opinion de tous les Evêques anglicans. On sait qu'ils se réuniront en synode au mois de septembre prochain. On nous demande d'attendre la décision des évêques à ce sujet. Pour quoi ne pas différer l'adoption de cette loi, quand on sait que nous nous rendons aux vœux de la majorité ? Ce n'est que justice.

L'honorable M. **Archambault**—*conseiller pour Repentigny*.—Je ne parlerai pas du mérite de la question, mais du mode de procéder

en cette circonstance. Ce n'est pas l'usage parlementaire de faire de l'opposition à la réception d'un rapport. Dans le cas actuel, on s'oppose à l'adoption du rapport et l'on ne donne aucune raison. On agit donc par caprice, Le comité a siégé pendant deux jours ; des orateurs distingués ont été entendus ; le comité a pris une décision après avoir mûrement réfléchi, et l'on veut maintenant que le rapport ne soit pas reçu sans nous dire pourquoi. Qu'il soit rejeté ou reçu, je n'y tiens pas. Mais si on insiste sur le rejet du rapport, il me faudra discuter le mérite de la question. Par cette loi l'évêque anglican de Montréal veut accorder des titres honorifiques ; cette demande nous est faite par un grand nombre d'anglicans en nous disant que la mesure ne concerne que la ville de Montréal. Est-ce que nous refuserons d'acquiescer à cette demande parce que l'évêque anglican de Québec s'y oppose ? Il s'agit tout simplement de titres honorifiques, de nommer des docteurs en divinité. Nous ne pouvons pas refuser cette législation. Dans le comité, j'ai voté pour la loi ; dans cette Chambre je serai encore en faveur du projet.

L'honorable M. *Rémillard*—*conseiller pour LaDurantaye*.—Je ne discuterai pas maintenant le mérite du projet. L'honorable conseiller pour Mille-Isles, dont j'apprécie hautement les opinions, nous dit que la Chambre ferait mieux d'adopter le rapport et de s'opposer au projet à sa troisième lecture. Je crois qu'il est préférable de combattre maintenant le projet et voici pourquoi. Le rapport expose que le projet de loi a été adopté par le comité. Si nous adoptons le rapport, nous approuverons la loi elle-même, et plus tard en votant contre la troisième lecture, nous nous contredirions ni plus ni moins. Je parlerai une autre fois du mérite du projet de loi.

L'honorable M. *Champagne*.—Si je demande l'adoption du rapport, c'est en ma qualité de président du comité. La Chambre doit protection à ses comités. L'amendement ne dit pas pourquoi la Chambre doit rejeter le rapport ; dans ce cas la Chambre doit protéger le comité et respecter sa décision. L'honorable conseiller pour Lavalrière nous a dit qu'il suffit de donner des raisons verbales. Je lui ferai remarquer que l'amendement fera partie de nos documents parlementaires, mais que les raisons verbales apportées contre l'amendement ne seront pas mentionnées. Vis-à-vis du public le comité restera sans protection.

L'honorable M. *Gérin*—*conseiller pour Kennébec*.—Le cas qui se

présente n'est pas nouveau ; c'est la même procédure que nous suivons tous les jours. En faisant une proposition, il n'est pas nécessaire de donner des raisons écrites. Ce rapport n'est pas fait par la majorité de la Chambre. Nous avons le droit de le discuter. La Chambre connaît suffisamment la décision du comité et les raisons qui l'ont engagé à changer d'opinion et à présenter un rapport différent du premier.

L'honorable M. Archambault.—L'honorable conseiller pour Kennébec fait erreur. La Chambre n'a pas été informée des raisons qui ont été données dans le comité. On demande le renvoi du rapport sans nous dire pourquoi. Le rapport doit être adopté, car on ne donne aucune raison à la Chambre.

L'honorable M. Webb.—Depuis que j'ai l'honneur de siéger en cette Chambre, je ne trouve aucun précédent que l'on ait donné des raisons par écrit pour le renvoi d'une loi à six mois.

L'honorable M. Hearn—*conseiller pour Stadacona*.—Honorables messieurs, c'est un fait admis que l'amendement est régulier. Il se présente ici deux questions : Si l'amendement est adopté, quelles conséquences en résultera-t-il ? Si le projet devient loi, quel en sera le résultat ? A la première question, je répondrai tout simplement qu'il n'en résultera aucun dommage pour les intéressés. On a dit que le pouvoir de conférer des degrés en divinité compléterait l'institution, mais on n'a pas fait voir qu'il en résulterait des dommages. Mais si nous adoptons la loi, nous agissons contre la volonté de la grande majorité des évêques et des membres de l'église d'Angleterre, qui nous affirment que cette loi affectera toute cette église au Canada. Nous n'avons pas à nous prononcer sur le mérite de la question, mais nous devons suivre l'opinion de la majorité des évêques.

On parle de justice. De quel côté se trouve cette vertu suprême ? Est-ce du côté des adversaires de la loi qui marchent avec la majorité et qui veulent attendre que les évêques aient fait connaître leur décision au prochain synode ? Notre opposition ne renferme aucune injustice. Pourquoi ne pas remettre le projet à plus tard, pour permettre aux évêques d'étudier la question et de se prononcer ensuite en connaissance de cause ? Que s'en suivra-t-il si nous adoptons le projet de loi ? Je suis convaincu que tous les évêques et le clergé déclareront dans leur synode que cette Chambre s'est immiscée dans les affaires religieuses de l'église d'Angleterre et qu'ils lanceront un protest contre cette intervention indue. Suivons le conseil des évêques ; attendons

qu'ils aient formé leur jugement à ce sujet. Personne n'a fait connaître au comité les conséquences désastreuses qui résulteraient du renvoi du projet. D'un autre côté, on commet une grande injustice à l'égard d'un grand nombre d'évêques et de ministres anglicans en adoptant maintenant le projet de loi. Je crois qu'il serait plus sage pour nous de voter pour le renvoi de cette loi.

L'honorable M. *Ferrier*—*conseiller pour Victoria*.—Je sais qu'à Ottawa un rapport est invariablement adopté et que ce n'est qu'à la troisième lecture qu'on propose le renvoi, si on ne l'a pas fait à la deuxième. Je partage les opinions du président du comité. C'est la procédure qu'on suit toujours.

L'honorable M. *LaFleur*—*conseiller pour LaSalle*.—Le moment est arrivé où je crois devoir justifier ma position sur cette loi et motiver mon vote. Je profiterai de la circonstance pour protester contre l'assertion, l'accusation erronée que sur cette question comme toujours, Québec est opposé à Montréal et qu'il jalouse cette dernière. Si cette accusation n'a pas été proférée dans cette Chambre, je l'ai entendue bien des fois dans l'autre Chambre, et je l'ai entendue à plusieurs reprises en dehors de cette Chambre. Des gens appartenant à la région de Montréal ont fait des efforts dans ce sens et ont réussi à rallier en faveur du projet quelques honorables membres de cette région et même ceux qui, à ma connaissance personnelle, étaient opposés à cette loi jusqu'à la dernière heure. Je ne prétends pas le moins du monde suspecter les motifs qui ont amené ce changement d'opinion. Je veux simplement constater les moyens dont on s'est servi pour arriver au but désiré et prouver par là que ce n'est pas Québec qui est contre Montréal, mais bien Montréal qui est contre Québec. Qui ne se rappelle les tentatives réitérées dans l'autre Chambre pour ravir à Québec le siège du gouvernement provincial fixé par la constitution, et on prétendait alors comme aujourd'hui que Montréal possédant la richesse devait jouir des honneurs ; c'était dire que lorsqu'on a en vue de monopoliser, on ne sait pas quand s'arrêter. On présentait des considérations insidieuses : on disait par exemple, que Montréal donnerait gratuitement les bâties nécessaires à cet effet, et ceux qui savent lire entre les lignes ont bien compris que plus tard Montréal ferait comme il a déjà fait, qu'il se ferait rembourser à même le trésor.

Eh ! qui ne se rappelle les efforts gigantesques pour établir une université à Montréal, malgré des engagements solennels de ne jamais rien faire pour nuire ou affaiblir Laval après sa fondation.

Non, honorables messieurs, nous ne sommes pas jaloux de la richesse et de la prospérité de Montréal. C'est le contraire qui est vrai. Nous avons trop de patriotisme pour subir une semblable défaillance, et nous sommes fiers, glorieux de posséder dans la province une ville dont le développement est si rapide, une cité qui pourra rivaliser plus tard avec les plus grandes métropoles du continent américain. Nous nous réjouissons de sa prospérité, comme nous déplorons, comme nous pleurons ses malheurs lorsqu'elle est frappée dans ses plus chers intérêts, et lorsque des épidémies terribles, des inondations, des incendies désastreux etc., l'ont assaillie, nous avons sympathisé à ses afflictions. Nous avons fait des vœux, des prières pour faire cesser ces fléaux. Après tout nous n'avons pas de raison d'être en antagonisme avec Montréal. Québec est moins peuplé et moins riche ; mais il a ses compensations. Québec est la ville par excellence des touristes ; il a son site, ses vues incomparables, ses souvenirs historiques, ses maisons d'éducation à peu près sans rivales, etc. ; et bien d'autres considérations qui m'échappent, font que nous sommes contents de notre sort et que nous n'envions pas celui des autres.

Je demande pardon à la Chambre de cette digression, qui n'est pourtant pas absolument étrangère au débat actuel.

Je donnerai maintenant les raisons qui m'engagent à voter contre l'adoption de cette loi. L'évêque de Québec et cinq autres évêques se sont prononcés contre cette loi en donnant pour raison qu'elle était de nature à faire dommage à l'église d'Angleterre au Canada. Et parmi les membres du clergé de Montréal il y a divergence d'opinions. L'intervention du synode provincial dans les affaires ecclésiastiques existait avant aujourd'hui. Pourquoi l'évêque de Montréal refuse-t-il d'attendre à la réunion des évêques en synode pour connaître leurs opinions ? C'est donc qu'il appréhende que le synode ne donnera pas son concours au projet en question. Nous ne pouvons pas légiférer contre la majorité. Dans le cas actuel, les adversaires sont plus nombreux que les promoteurs de la loi. On dit : le diocèse de Montréal est indépendant, oui, mais il n'est pas indépendant du synode.

Une autre raison qui m'engage à voter pour le renvoi de la loi, c'est que le fait de multiplier les pouvoirs de donner des degrés en amoindrit la valeur. On pourrait en citer plusieurs cas. Aux États-Unis, la valeur des degrés est contestable.

Je le répète, on ne peut intervenir dans les affaires de l'église angli-

cane. Et du reste ce n'est pas tout le diocèse de Montréal qui demande cette législation. Pas plus tard qu'hier soir, le ministre anglican de Lachine a envoyé un télégramme à un membre de cette Chambre le conjurant de voter contre cette loi.

Il ne faut pas oublier qu'il a été prouvé que le synode a le pouvoir de décider que nulle congrégation ne prendra un rang supérieur aux autres. Cette législation est donc une insulte à l'église anglicane.

Depuis 1834 l'université de Lennoxville n'a donné que trois degrés en divinité et deux degrés de bacheliers. Après cela, on peut bien se demander pourquoi le collège de Montréal souffrirait d'un retard de quelques mois. Si l'on se hâte tant c'est qu'on a peur du synode. Il me semble que nous devons voter pour le renvoi du projet de loi, afin de ne pas être accusés plus tard d'intervenir dans les affaires religieuses de l'église anglicane.

L'amendement de l'honorable M. Webb est mis aux voix :

Ont voté pour :—Les honorables messieurs Dionne, Dorion, Gérin, Gingras, Hearn, LaRue, Méthot, Rémillard, Savage et Webb—10.

Ont voté contre :—Les honorables messieurs De LaBruère, Archambeault, Beaudry, Bryson, Champagne, Ferrier, Lavallée, Laviolette, Prudhomme, Ross et Wood—11.

Le rapport est adopté.

Le comité d'intérêt local dépose des rapports sur les projets de loi suivants :

Pour accorder à la corporation du village de Saint-Gabriel, le droit de s'annexer à la cité de Montréal et de faire avec cette cité les conventions et arrangements qui seront jugés convenables pour atteindre cette fin.

Concernant la paroisse de Saint-Elphège, dans le comté d'Yamaska.

Ces projets de loi sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires.

Le comité d'intérêt local dépose un rapport sur le projet de loi pour constituer l'union de tempérance des femmes chrétiennes de Montréal.

Le comité spécial nommé pour examiner le projet de loi pour corriger certaines erreurs dans le cadastre officiel des paroisses de Saint-Jude et de l'Immaculée-Conception de Saint-Ours et pour autres fins, dépose son rapport.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Pour modifier la loi autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud.

Pour mieux définir les limites de la paroisse des Saints Anges de Lachine.

Pour modifier la charte de la cité de Trois-Rivières.

Pour affecter au paiement de la dette consolidée de la province l'octroi accordé par le gouvernement du Canada, au gouvernement de la province de Québec, en vertu du statut fédéral, 47 Vict., chap. 8.

Le projet de loi pour modifier de nouveau la loi relative à la constitution de la cour supérieure est examiné en comité général.

La troisième délibération est renvoyée à demain.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du vendredi, le 11 juin 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt d'une pétition et de rapports de comités.—Transmission d'un projet de loi.—Délibération sur divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

DÉPÔT D'UNE PÉTITION.

La pétition de John Fraser est déposée sur le bureau du Conseil.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

Le comité d'intérêt local dépose des rapports sur les projets de loi suivants :

Pour constituer l'école de médecine vétérinaire de Montréal.

Pour modifier de nouveau la charte de la compagnie du gaz de Montréal.

Pour diviser la municipalité du canton de Templeton, dans la circonscription électorale d'Ottawa, en deux municipalités séparées.

Pour modifier la charte de la ville de Richmond.

Ces divers projets de loi, à l'exception du premier, sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires.

Le comité des chemins de fer dépose des rapports sur les projets de loi suivants :

Pour constituer la compagnie du chemin de fer du comté de Drummond.

Pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer du parc et de l'île de Montréal.

Ces deux projets de loi sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires.

TRANSMISSION D'UN PROJET DE LOI.

Le projet de loi suivant, précédemment adopté par l'Assemblée législative, est déposé sur le bureau du Conseil :

Pour modifier la loi des licences.

La deuxième délibération est renvoyée à lundi.

Le projet de loi pour modifier de nouveau la loi relative à la constitution de la cour supérieure, est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

LE COLLÈGE THÉOLOGIQUE DIOCÉSAIN DE MONTRÉAL.

L'ordre du jour appelle la 3^e délibération sur le projet de loi pour permettre au collège théologique diocésain de Montréal de conférer les degrés en théologie et pour modifier la loi 42-43 Vict., chap. 72.

L'honorable M. **Beaudry**—*conseiller pour Alma*.—J'ai l'honneur de proposer que ce projet de loi soit adopté en 3^e délibération.

L'honorable M. **Archambeault**—*conseiller pour Repentigny*.—Honorables messieurs, avant que le vote soit pris, je désire relever certaines assertions qui ont été faites en cette Chambre. On a insinué que Montréal jalousait la ville de Québec, et l'on a ajouté que Montréal était inférieur à Québec. Je proteste contre de telles insinua-

tions. J'ai voté pour la loi dans le comité, et en agissant ainsi, je n'ai pas eu l'intention de mépriser les intérêts de Québec. Je ne prends pas plus les intérêts d'une section que ceux d'une autre. Dans le cas actuel, un évêque demande une faveur pour ses ministres ; je ne peux refuser cette demande et je ferai la même chose pour l'évêque de Québec. C'est bien mal que de mettre les intérêts sectionnels de l'avant. Je crois de mon devoir de défendre les intérêts de Québec comme ceux de Montréal. Québec n'est pas aussi prospère sous le rapport commercial que Montréal ; cela dépend de sa situation géographique. L'honorable conseiller pour LaSalle a mal fait d'amener cette question de clocher sur le tapis. On a fait des efforts inouïs pour rejeter la mesure qui nous est soumise. On fait pour ainsi dire ressusciter les morts, et ceux qui sont dangereusement malades quittent leur chambre pour venir voter. Encore une fois je proteste contre les accusations qu'on a portées contre Montréal.

L'honorable M. Couture—*conseiller pour Lauson*.—L'honorable préopinant veut parler de moi lorsqu'il fait allusion à la résurrection des morts. Il appartient à la Providence de décider de la question de vie ou de mort. J'avoue que j'étais malade hier, mais aujourd'hui je suis assez bien pour occuper mon siège. Quant à la loi soumise à cette Chambre, je ne puis l'approuver. On voit que le collège de Montréal demande une permission spéciale ; les autres collèges pourront en faire autant. Il s'en suivra de grandes difficultés entre ces institutions. Cette permission ressemble à l'octroi de *patentes* du même genre à plusieurs compagnies. Je ne puis voter pour ce projet de loi.

La proposition de l'honorable M. Beaudry est mise aux voix :

Ont voté pour :—Les honorables messieurs Archambeault, Beaudry, Bryson, Champagne, Ferrier, Lavallée, Laviolette, Prudhomme, Ross et Wood—10.

Ont voté contre :—Les honorables messieurs Couture, Dionne, Dorion, Gérin, Gingras, Hearn, LaRue, Méthot, Rémillard, Savage et Webb—11.

Le projet de loi est rejeté.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour constituer l'union de tempérance des femmes chrétiennes de Montréal.

Pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer Québec central.

Pour corriger certaines erreurs dans le cadastre officiel des paroisses de Saint-Jude et de l'Immaculée Conception, de Saint-Ours et pour autres fins.

Les divers projets de loi suivants sont adoptés en 2e délibération et renvoyés au comité d'intérêt local.

Pour modifier la charte de la ville de Sainte-Cunégonde et pour lui conférer de plus amples pouvoirs.

Pour modifier la loi autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud.

Pour mieux définir les limites de la paroisse des Saints-Anges de Lachine.

Pour modifier la charte de la cité de Trois-Rivières.

LA DETTE CONSOLIDÉE.

L'ordre du jour appelle la 2e délibération sur le projet de loi pour affecter au paiement de la dette consolidée de la province l'octroi accordé par le gouvernement du Canada au gouvernement de la province de Québec en vertu du statut fédéral 47 victoria, ch. 8.

L'honorable M. ROSS—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Honorables messieurs, comme on le voit en parcourant le projet de loi, l'objet de la mesure est d'affecter la somme de \$2,394,000 accordée par le gouvernement fédéral au gouvernement de cette province en compensation des frais encourus par notre gouvernement pour la construction du chemin de fer du Nord, d'affecter cette somme au paiement de la dette consolidée de la province. Cette somme fera partie du fonds d'amortissement créé pour racheter l'emprunt effectué en vertu des dispositions du statut 37 Victoria, chapitre 2, et servira à payer cet emprunt. Le gouvernement a cru qu'en agissant ainsi, il offrait aux prêteurs toutes les garanties possibles. Le gouvernement retire un intérêt de 5 pour cent du gouvernement fédéral et emprunte à 4 pour cent : il réalise donc un profit. Par cette mesure, l'intérêt provenant de ce subside sera employé au paiement des intérêts sur l'emprunt précité. Le trésorier ne pourra pas l'appliquer pour d'autres fins, même temporairement. Je crois que ce projet de loi est avantageux à la province.

L'honorable M. **Champagne**—*conseiller pour Mille-Isles*.—Si je ne me trompe pas, le gouvernement fédéral est libre de garder le capital en payant 5 pour cent. Est-ce que le cabinet provincial a l'assurance que le gouvernement fédéral paiera le capital si on le lui demande. C'est à titre de renseignement, que je fais cette demande.

M. le **Premier ministre**.—Le gouvernement fédéral est prêt à payer le capital. C'est à la demande du gouvernement provincial qu'il a consenti à garder cet argent. Le gouvernement fédéral nous paie 5 pour cent d'intérêt, et il peut emprunter à 4 pour cent. Il ne demande pas mieux que de nous rembourser le capital.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération et renvoyé au comité général.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du lundi, le 14 juin 1886.

SOMMAIRE :—Déclaration de l'honorable M. de LaBruère, relativement à son sens d'éligibilité comme conseiller législatif.—Proposition demandant le dépôt des documents touchant cette question.—Transmission de projets de loi. Dépôt d'un rapport de comité.—Délibération sur divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

DÉCLARATION DE L'HONORABLE M. DE LA BRUÈRE.

L'honorable M. **Boucher de LaBruère**—*conseiller pour Rougemont, président du Conseil législatif*.—Honorables messieurs, je lis dans les procès-verbaux de l'Assemblée législative, en date du 9 juin, la proposition suivante :

“ L'honorable M. Mercier propose qu'il soit voté une humble adresse à Son Honneur le lieutenant gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire déposer sur le bureau de cette Chambre, copie de toutes correspondances et de tous documents au sujet de la qualification fon-

cière de l'honorable René Joseph Pierre Hypolite Boucher de LaBruère, conseiller législatif pour la division de Rougemont.

“ M. Nantel propose en amendement, que tous les mots après “que” soient retranchés et remplacés par les suivants : Attendu que par l'article 76 de l'Acte de l'Amérique britannique du nord 1867, il est dit que : “s'il s'élève quelque question au sujet de la qualification d'un conseiller législatif de Québec ou d'une vacance dans le Conseil législatif de Québec, elle sera entendue et décidée par le Conseil législatif,” cette Chambre déclare qu'elle n'a pas à s'occuper de cette affaire.

“ L'amendement étant mis aux voix, il est adopté sur la division suivante :

“ Ont voté pour :—MM. Asselin, Audet, Beauchamp, Bergevin, Brousseau, Caron, Casavant, Charlebois, Deschênes, Desjardins, Dorais, Duhamel, Faucher de Saint-Maurice, Flynn, Frégeau, Lapointe, Leduc, McConville, Marcotte, Marion, Martel, Nantel, Paradis, Picard, Poulin, Richard, Robillard, Taillon et Trudel—29.

“ Ont voté contre :—MM. Bernard, Bernatchez, Demers, Gagnon, Girouard, Laliberté, Lemieux, Marchand, McShane, Mercier, Rinfret dit Malouin et Robidoux—12.

“ La proposition principale ainsi amendée étant proposée, elle est adoptée sur la même division.”

La proposition de l'honorable M. Mercier ayant été rejetée, parce que l'Assemblée législative ne pouvait s'occuper de cette affaire qui est du ressort du Conseil législatif, je désire que les documents auxquels il est fait allusion dans la susdite proposition soient mis devant cette Chambre, et quoique je n'aie pas donné avis de cette proposition, j'espère que cette honorable Chambre voudra bien acquiescer à ma demande.

Je propose donc qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre sur le bureau de cette Chambre, copie de toutes correspondances et de tous documents au sujet de la qualification foncière de l'honorable René Joseph Pierre Hypolite Boucher de LaBruère, conseiller législatif pour la division de Rougemont.

Cette proposition est adoptée.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil et adoptés en première délibération :

Pour modifier de nouveau la loi concernant les écoles de réformes.

Pour modifier l'acte général des mines de Québec de 1880.

Pour modifier la loi de la chasse de Québec.

Pour modifier le chapitre 79 des statuts refondus du Bas Canada.

DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

Le comité collectif pour étudier la refonte et codification des statuts, dépose son troisième rapport.

Ce rapport expose que le comité a examiné le projet de loi concernant le département du secrétariat de la province.

La délibération sur ce rapport est renvoyée à la prochaine séance.

Le projet de loi pour affecter au paiement de la dette consolidée de la province, l'octroi accordé par le gouvernement du Canada au gouvernement de la province de Québec, en vertu de la loi fédérale 47 Victoria chapitre 8, est examiné en comité général.

La troisième délibération est renvoyée à demain.

LES SÉANCES DES COMITÉS.

L'honorable M. *Méthot*—*conseiller pour Lavallière*.—Je me lève pour faire une simple suggestion. Je viens de recevoir quatre avis de réunion de comités. Le comité des projets de loi d'intérêt local doit prendre 10 projets en considération, celui des chemins de fer en aura deux à étudier. Il est impossible aux honorables membres de cette Chambre, qui font partie en même temps de ces différents comités, de prendre part aux délibérations de chacun d'eux. Est-ce que nous ne pourrions pas réunir un comité après la séance de cette après-midi ? Nous pourrions, par exemple, assembler le comité des contingents ; pour cela nous n'avons pas besoin de faire venir les intéressés. C'est une remarque que je soumets humblement à la considération de cette Chambre.

L'honorable M. *Archaambeault*—*conseiller pour Repentigny*.—J'admets qu'il est impossible pour la plupart de nous d'assister à ces quatre

comités qui se réunissent demain à la même heure. Mais la proposition de l'honorable conseiller, tout en facilitant la besogne, n'est pas régulière, et puis, il y a plusieurs membres qui font partie du comité des contingents, qui ne sont pas présents en cette Chambre.

L'honorable M. **Méthot**.—Nous devrions être tous présents.

L'honorable M. **Archambeault**.—Oui, mais la chose arrive pour tous les membres. Je maintiens donc qu'agir comme on nous le suggère, c'est s'écarter des règles de cette Chambre. Quant à moi, je n'ai aucune objection à la réunion du comité des contingents, mais il ne faut pas mettre nos règlements de côté sans de graves raisons.

L'honorable M. **Laviolette**—*conseiller pour Lorimier*.—Je ferai remarquer à cette Chambre qu'il manque plusieurs membres faisant partie du comité des contingents et que ces honorables conseillers aimeraient sans aucun doute à prendre part à nos délibérations.

L'honorable M. **Boss**—*conseiller pour Chazuinigane, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Je ne vois aucun inconvénient à la réunion du comité des contingents après la séance. Mais je crois qu'il serait préférable et plus régulier de suivre la procédure suivante : Demain matin les comités s'assembleront et ceux qui n'auront pu terminer leur besogne, pourront ajourner leur assemblée à l'après-midi. Alors ils se réuniront et pourront s'occuper des questions qu'ils auront à décider.

Je crois que cette procédure pourra satisfaire tout le monde. Si l'honorable conseiller n'insiste pas sur sa proposition, nous pourrions mettre en pratique demain les remarques que je viens de faire.

L'honorable M. **Méthot**.—Je n'ai aucune objection. Si j'ai fait cette suggestion, c'est seulement dans le but de faire tout l'ouvrage qui nous est confié.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du mardi, le 15 juin 1886

SOMMAIRE : Dépôt de rapports de comités.—Délibérations sur divers projets de loi.— Transmission de projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

Le 4^e rapport du comité des contingents est déposé sur le bureau du Conseil :

Voici le texte de ce rapport :

Québec, 15 juin 1886.

Le comité des contingents auquel a été soumis l'examen des comptes de cette honorable Chambre pendant la présente session, a l'honneur de présenter son quatrième rapport :

Votre comité est d'opinion que, vu le grave accident arrivé à l'honorable M. Starnes, qui l'a empêché, malgré son désir, d'assister aux séances de cette Chambre, et les pièces justificatives établissant le fait qu'il y a ici cas de force majeure, c'est une raison suffisante pour justifier son absence ; en conséquence, votre comité recommande que l'indemnité sessionnelle lui soit payée en entier pour la présente session.

Le tout humblement soumis,

J. G. LAVIOLETTE,
Président.

L'honorable M. Laviolette propose l'adoption du rapport.

L'honorable M. de Boucherville—*conseiller pour Montarville*.—Est-ce que le gouvernement n'a rien à dire touchant ce rapport ?

L'honorable M. Ross—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—J'ai éprouvé beau coup de regret, et cette Chambre a dû partager ma peine, en apprenant l'accident dont l'honorable M. Starnes a été la victime.

Quant à la demande qui nous est faite, je sais qu'on peut citer des précédents créés à Ottawa, notamment dans la Chambre des communes,

où l'on a voté toute l'indemnité à des membres qui avaient été absents pendant toute la session pour cause de maladie ou d'accident. Je n'ai pas sous la main les précédents auxquels je fais allusion, mais je suis certain du fait. Dans tous les cas, si l'honorable conseiller a quelque doute et qu'il s'oppose à l'adoption du rapport, nous pouvons remettre à demain la prise en considération de ce rapport.

L'honorable M. **Laviolette**—*conseiller pour Lorimier*.—Il ne faut pas aller si loin pour trouver des précédents. L'autre Chambre a voté, il y a deux ou trois jours, toute l'indemnité sessionnelle à un député dont l'élection avait été annulée pour corruption et qui a pris son siège à une époque assez avancée de la session.

Une voix.—Quel est le nom de ce député

L'honorable M. **Laviolette**.—M. Bernard.

L'honorable M. **Archambeault**—*conseiller pour Repentigny*.—Il me semble que la Chambre ne devrait pas refuser cette faveur à l'honorable conseiller, qui a toujours pris une part très active à nos délibérations. C'est un ancien ministre...—

L'honorable M. **de Boucherville** (en riant).—Un ancien ministre qui a voté pour l'abolition du Conseil législatif.

L'honorable M. **Archambeault**.—C'est vrai; mais on ne doit lui garder rancune pour cela.

L'honorable M. **Méthot**—*conseiller pour Lavallière*.—Je puis citer un précédent qui est arrivé à Ottawa, à ma connaissance personnelle. L'honorable juge Coursol s'était demis un pied et n'assista que peu de temps à la session. Et cependant la Chambre des communes lui accorda toute son indemnité.

La prise en considération du rapport est renvoyée à demain.

LE SENS D'ÉLIGIBILITÉ DES CONSEILLERS LÉGISLATIFS.

M. le **Premier ministre**.—J'ai l'honneur de donner avis que jeudi prochain, je proposerai qu'à l'avenir les membres de cette honorable Chambre déposeront entre les mains du greffier, dans les vingt premiers jours de chaque session, la preuve assermentée qu'ils possèdent la valeur immobilière exigée par la loi pour être conseiller législatif.

Le comité des chemins de fer dépose un rapport sur le projet de loi

pour constituer la compagnie du chemin de fer des comtés d'Arthabaska et Wolfe.

Le comité d'intérêt local dépose des rapports sur les projets de loi suivants :

Pour modifier la charte de la ville de Sainte-Cunégonde et lui conférer de plus amples pouvoirs.

Ce projet est définitivement adopté dans les formes réglementaires :

Pour constituer l'association des entrepreneurs de Montréal.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour constituer l'école de médecine vétérinaire de Montréal.

Pour affecter au paiement de la dette consolidée de la province, l'octroi accordé par le gouvernement du Canada au gouvernement de la province de Québec, en vertu de la loi fédérale 47 Victoria, ch. 8.

LA LOI DES LICENCES.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour modifier la loi des licences de Québec.

L'honorable M. ROSS—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics.*—Honorables messieurs, ce projet de loi a pour but de mettre à effet ou de faire exécuter la loi Scott ou la loi de tempérance. On veut permettre au gouvernement de percevoir les honoraires sur la vente en gros dans les endroits où la loi de tempérance est en force et lui donner le pouvoir d'imposer certains droits sur les boissons que l'on vend pour fins médicales. Ce projet a en vue le bon fonctionnement de la loi existante, et je crois que c'est dans l'intérêt public.

On prescrit aussi la manière de percevoir les droits. Aujourd'hui, dans la plupart des cas, il est impossible de poursuivre ceux qui violent la loi. C'est donc un très grand désavantage pour le gouvernement.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération et renvoyé au comité général.

Les projets de loi suivants sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés au comité général.

Pour modifier de nouveau la loi concernant les écoles de réforme.

Pour modifier de nouveau la loi générale des mines de Québec de 1880.

Pour modifier la loi de la chasse de Québec.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Pour modifier la charte de la ville de Farnham.

Pour constituer la compagnie de gas combustibles.

Pour étendre les limites du village de La Prairie et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu.

Pour ériger la paroisse de St. Jean-Baptiste de Québec.

Le premier et le troisième de ces projets sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés au comité d'intérêt local.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du mercredi, le 16 juin 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt de rapports de comités.—Proposition concluant au renvoi, au comité d'intérêt local, du projet de loi pour mieux définir les limites de la paroisse des Saints-Anges de Lachine : Les honorables MM. Laviolette, Prud'homme, Champagne, de Boucherville, Archambeault, Ross.—Délibération sur divers projets de loi.—Deuxième délibération sur le projet de loi pour constituer la compagnie de gaz combustibles. Rappel au règlement formulé par l'honorable M. de Boucherville : Les honorables MM. Champagne, Archambeault, Rémillard, de Boucherville, Lavallée et le Président.—Délibération sur le quatrième rapport du comité des contingents recommandant que l'indemnité de l'honorable M. Starnes, nonobstant son absence de la session soit payée, vu que cette absence a été causée par la maladie. Proposition de l'honorable M. de Boucherville concluant au rejet de ce rapport.—Transmission de projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

Le comité des chemins de fer dépose un rapport sur le projet de loi pour modifier la compagnie de chemins de fer à passagers de la cité de Montréal et pour changer son nom en celui de " La compagnie de chemin de fer urbain de Montréal. Ce projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

Le comité collectif pour examiner la refonte et codification des statuts dépose son 4^e rapport.

Ce rapport expose que le comité a examiné les projets de loi concernant les statuts de la province et concernant le ministère du trésor.

La délibération sur ce rapport est renvoyée à demain.

Le comité d'intérêt local, dépose des rapports sur les projets de loi suivants, lesquels sont successivement et définitivement adoptés dans les formes réglementaires.

Pour modifier la loi autorisant la vente de certains immeubles dépendant de la succession de feu Jean-Baptiste Renaud.

Pour modifier la charte de la ville de Saint-Henri.

Pour ériger une certaine partie de la paroisse de Saint-Janvier de Weedon en municipalité de village.

Pour étendre les limites du village LaPrairie et pourvoir à la concession de nouveaux établissements dans la commune du même lieu.

Pour modifier la charte de la cité de Trois-Rivières.

Le comité d'intérêt local dépose un rapport sur le projet de loi pour définir les limites de la paroisse des Saints Anges de Lachine.

L'honorable M. **Laviolette**—*conseiller pour Lorimier*.—Je propose que ce projet de loi soit renvoyé au même comité pour y faire une modification importante.

L'honorable M. **Prudhomme**—*conseiller pour Rigaud*.—Honorables messieurs, je m'oppose au renvoi. Le comité s'est occupé hier de ce projet de onze heures à midi. Le révérend M. Piché et M. LeCavalier ont été entendus. A trois heures le comité s'est réuni de nouveau M. Piché a parlé peu, mais M. LeCavalier a été bien plus long dans ses remarques. Il n'a pas été alors question d'amendement. Maintenant que M. Piché est parti pour affaires urgentes, il n'est pas juste de faire des modifications au projet de loi. Je suis chargé de m'opposer à tout amendement, et je ferai tout en mon pouvoir pour empêcher le renvoi du projet au comité.

L'honorable M. **Champagne**—*conseiller pour Mille-Isles*.—Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de renvoyer le projet au comité pour y faire un amendement. Si cet amendement est utile, on pourra le faire à une autre phase de la procédure. Le fait seul qu'on ait oublié un

amendement ou qu'on n'ait pas voulu le faire auparavant, n'est pas une raison suffisante pour renvoyer le projet au comité. Je ne dis pas que l'amendement n'est pas raisonnable ou même nécessaire, mais le rapport du comité doit être adopté. On voit par la règle 70 qu'on peut proposer des amendements à la troisième lecture. Ce n'est donc pas nécessaire de renvoyer le rapport au comité, et d'un autre côté, à l'époque avancée de la session où nous sommes, il est dangereux de renvoyer le projet au comité, car on s'expose à ce que le projet ne passe pas par toutes les phases de la procédure.

L'honorable M. **de Bouherville**—*conseiller pour Montarville*.—Je diffère d'opinion avec mon honorable ami, non pas que je sois en faveur du renvoi. On peut faire un amendement à la troisième lecture, mais il faut en donner avis 24 heures d'avance. Et puis dans ce cas les intéressés ne sont pas entendus.

Il peut arriver que la majorité de la Chambre adopte un amendement, et que les promoteurs soient opposés à cet amendement. D'un autre côté, renvoyer le projet au comité c'est le tuer.

L'honorable M. **Archambeault**—*conseiller pour Repentigny*.—Il y a un fait qu'il ne faut pas oublier. Aucun amendement n'a été proposé dans le comité, et pourtant la séance a été bien longue. Aujourd'hui, le promoteur du projet, celui qui représentait l'évêque de Montréal est parti, et voici qu'on propose de renvoyer le projet au comité. On veut par là tuer ce projet de loi. On ne doit pas arrêter ainsi la législation, contre le gré des promoteurs. Nous connaissons les vues de l'évêque de Montréal dont une lettre a été produite en comité; nous savons que cette législation est demandée pour mettre fin à des troubles qui existent depuis longtemps. Les adversaires de ce projet veulent soulever une petite chicane; je n'en suis pas, et je dis qu'il est injuste de renvoyer ce projet devant le comité.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chatham, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Je n'ai pas l'intention de me prononcer sur le mérite du projet ni sur le mérite de l'amendement. Je ne connais pas la nature de l'amendement; mais je crois que la proposition de renvoyer la loi devant le comité est régulière et que l'honorable conseiller qui fait cette proposition, est convaincu de l'avantage et de l'importance de cet amendement.

Je suis sûr que son but n'est pas d'empêcher l'adoption du projet

ni qu'il veuille y apporter des raisons pour son rejet. Il y a une autre alternative, comme on l'a dit déjà.

L'honorable conseiller peut donner avis aujourd'hui de son amendement et il le proposera demain. Il est vrai qu'une partie ne sera pas entendue, mais l'amendement peut-être assez clair pour permettre à la Chambre de se prononcer en connaissance de cause. Je prie donc l'honorable conseiller de laisser adopter le rapport et de donner avis de son amendement.

L'honorable M. Laviolette.—Je n'ai pas l'intention de tuer ce projet de loi. Je suis convaincu que si M. Piché était ici, il adopterait l'amendement proposé.

Je n'ai pas d'objection à l'adoption du rapport mais je donne avis que lors de la troisième délibération sur ce projet de loi je proposerai, par voie d'amendement, qu'il soit modifié en insérant les mots suivants :

“ Nonobstant les dispositions du présent acte, tous les rôles d'évaluations, procès-verbaux, répartitions pour construction ou réparation d'église, pour fins municipales ou scolaires, ainsi que toutes procédures s'y rattachant, adoptées jusqu'à ce jour et dans lesquelles les dites terres sont considérées comme étant de Saint-Laurent, sont déclarés et reconnus comme valables.”

Et de plus en retranchant l'article 3 et en y substituant le suivant :

“ 3. Le présent acte n'aura aucun effet retroactif.

L'article 31 du règlement est suspendu en ce qui concerne cette proposition.

Le second rapport du comité collectif des impressions est déposé sur le bureau du Conseil.

Ce rapport recommande l'impression d'un grand nombre de documents.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil et adoptés en première délibération. La deuxième délibération est renvoyée à demain :

Pour empêcher les manœuvres frauduleuses et la corruption dans les affaires municipales.

Pour autoriser certaines corporations et institutions à prêter et à placer de l'argent dans cette province.

Pour établir une commission d'hygiène et pour d'autres fins concernant la santé publique.

Pour modifier les actes concernant l'association des dentistes de la province de Québec.

Pour modifier la loi concernant l'instruction publique.

Pour modifier la loi 41 Victoria, chap. 5.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour constituer la compagnie du chemin de fer des comtés d'Arthabaska et de Wolfe.

Pour constituer l'association des entrepreneurs de Montréal.

Pour modifier la loi des licences de Québec de 1878.

Pour modifier la loi concernant les écoles de réforme.

Pour modifier de nouveau l'acte général des mines de Québec de 1880.

Pour modifier la loi de la chasse de Québec.

M. le Premier ministre dépose sur le bureau du Conseil la réponse à une adresse en date du 14 courant à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toutes correspondances et de tous documents au sujet de la preuve que l'honorable René Joseph Pierre Hypolite Boucher de La Bruère, conseiller législatif pour la division de Rougemont, possède la valeur immobilière requise par la loi.

LA COUR DE CIRCUIT A VALLEYFIELD.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour modifier le chapitre 79 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant la cour de circuit.

L'honorable M. ROSS—*conseiller pour Chaudière, premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics.*—Honorables mes-
sieurs, l'objet de cette loi est d'autoriser le gouvernement à établir deux
cours de circuit à Beauharnois, au lieu d'une seule, comme le veut la
loi générale relative à ce sujet.

Les affaires judiciaires ont pris beaucoup de développement dans cette partie du pays et pour rendre justice prompte et efficace aux intéressés il a été jugé nécessaire d'établir une nouvelle cour de circuit à Valleyfield.

Je propose que ce projet de loi soit adopté maintenant en deuxième délibération.

Cette proposition est adoptée et le projet est renvoyé au comité général.

Il est réglé qu'à l'avenir il y aura deux séances par jour, la première de 3 heures et demie à 6 heures et la seconde à 8 huit heures du soir, jusqu'à la fin de la session.

LA COMPAGNIE DE GAZ COMBUSTIBLES.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour constituer la compagnie de gaz combustibles.

L'honorable M. de Boucherville—*conseiller pour Montarville*.—Cette loi a une allure très modeste dans les 25 premières clauses mais lorsqu'elle arrive à la 26e, ça change de ton. Cette clause est vraiment extraordinaire. Je ne discuterai pas maintenant le mérite du projet de loi mais je soulèverai une question d'ordre.

En effet, en consultant Bourinot à la page 585, je vois que " toutes les personnes intéressées ou qu'une mesure affecte doivent être informées de la nature du projet, afin qu'elles aient l'opportunité de se présenter devant la Chambre, etc." En lisant la pétition, on remarque que certaines personnes demandent à former une compagnie pour l'exploitation des gaz combustibles, et dans l'avis publié dans les journaux, nous lisons qu'une demande sera faite à la Législature, etc., sans nous parler du privilège extraordinaire demandé par cette législation. May nous dit aussi que les promoteurs doivent mentionner dans leur pétition tout ce qu'ils demandent.

La 53e règle de cette Chambre nous ordonne la même chose ; il faut un avis spécifiant clairement la nature de la loi. Dans le cas qui nous occupe, la pétition et l'avis ne renferment rien de ce que demande le projet. Je désire connaître l'opinion du président de cette Chambre sur cette question d'ordre.

L'honorable M. Champagne—*conseiller pour Mille-Isles*.—Je désire faire quelques observations sur le point soulevé. J'admets la force

des autorités citées par l'honorable conseiller. Nous connaissons la règle de cette Chambre à ce sujet. La pétition a été présentée par moi. Le comité l'a prise en considération et a fait un rapport favorable. La règle citée ne dit pas que la pétition devra mentionner la nature du privilège qu'on demande. C'est le préambule de la loi qui en fait voir l'objet. La demande d'une législation est toujours générale.

Les autorités qu'on cite généralement s'appuient sur des précédents ; nos règles s'appuient aussi sur les us et coutumes. Je vais citer un précédent au sujet d'une loi adoptée à une époque encore peu éloignée ; je veux parler de la constitution du crédit foncier franco-canadien. J'ai devant moi l'avis donné. Dans cet avis, il n'est pas question d'un privilège considérable demandé par le projet, qui a été voté dans cette Législature. On ne peut pas dire que ce privilège ne devait pas affecter d'autres intéressés ; il y avait alors des compagnies de prêts dans la province. Malgré ce privilège extraordinaire, le projet est devenu loi, et néanmoins la pétition et l'avis étaient encore moins explicites que dans le cas actuel. L'avis aurait pu être plus long dans le cas qui nous occupe, mais il ne faut pas se montrer plus sévère aujourd'hui qu'il y a quelques années. Pourquoi ne pas agir envers les promoteurs de cette législation comme nous avons agi envers d'autres ?

L'honorable M. **Archambeault**—*conseiller pour Repentigny*.—L'objection soulevée me paraît être appuyée sur les règles de la Chambre ; mais je crois qu'il n'était pas nécessaire de donner avis du privilège ; Nous avons un précédent remarquable ; une compagnie étrangère a demandé un privilège de 50 ans et personne n'a objecté alors. Pourquoi se montrer aujourd'hui si sévère ? Si nous devons suivre la procédure suggérée par l'honorable conseiller pour Montarville, nous serions obligés de mentionner toutes les clauses d'un projet dans l'avis ; ça serait une véritable copie. L'autre Chambre a trouvé la pétition et l'avis suffisants ; le comité des ordres permanents a fait rapports que tout était correct, et aujourd'hui on voudrait s'opposer à cette loi, parce que les avis et la pétition ne sont pas suffisants ! Il y a là une contradiction, ou bien c'est dire au comité qu'il a mal examiné les choses.

Pour toutes les raisons que j'ai données plus haut, je voterai pour la deuxième lecture.

L'honorable M. **Rémillard**—*conseiller pour La Durantaye*.—Honorables messieurs, nous ne nous comprenons pas.

L'honorable M. de **Boucherville**.—C'est bien possible.

L'honorable M. **Rémillard**.—L'honorable conseiller pour Montarville a soutenu que toutes les parties intéressées devraient être informées de la nature du privilège. Oui, c'est vrai dans le cas où il existe des intéressées. Mais dans le projet qui nous occupe, où sont les droits acquis dans lesquels on veut intervenir ?

L'honorable M. **de Boucherville**.—Il s'agit simplement de discuter la question d'ordre.

L'honorable M. **Rémillard**.—Lorsque l'honorable conseiller nous dit que l'on devait avertir les intéressés, j'ai bien le droit de me demander où sont les parties intéressées. Ici, il n'y en a pas. On veut faire une nouvelle exploitation, obtenir un privilège pour quinze ans. Puisqu'il n'y a pas d'intéressés ce n'est donc pas nécessaire de les notifier et de leur faire connaître la nature du privilège demandé.

L'honorable M. **de Boucherville**.—Je répondrai maintenant aux honorables conseillers pour Repentigny et pour Mille-Isles. Quand nous discuterons le projet au mérite, je répondrai à l'honorable conseiller pour La Durantaye. L'honorable conseiller pour Repentigny a dit ceci : Le comité a examiné la pétition et l'a trouvée correcte ; et aujourd'hui vous venez déclarer que la pétition n'est pas suffisante. Vous blâmez le comité. L'honorable conseiller est dans l'erreur. C'est le devoir du comité de voir s'il y a eu avis de donné et s'il y a eu présentation de pétition. Voilà tout. Le comité ne peut pas dire si l'avis et la pétition sont conformes au projet, puisqu'il ne le connaît pas encore. Quand le projet est déposé, c'est à nous, à la Chambre de voir si la pétition et l'avis font bien connaître la nature de la législation demandée. Je ne veux pas discuter le mérite du projet, mais je ferai remarquer à la Chambre que la clause 26 est très importante.

L'honorable conseiller pour Mille-Isles a cité le crédit foncier comme précédent. Le cas n'est pas semblable, nous avons accordé ce privilège de 50 ans pour empêcher d'autres Français d'établir des compagnies du même genre, quoique nous aimions bien les Français, tout en souhaitant que leur gouvernement devienne meilleur que celui d'aujourd'hui. Dans le cas actuel, il s'agit de protéger les Canadiens vivant dans la province de Québec, et dans le second cas, il s'agissait de nous protéger contre des étrangers. En France, nous ne pouvons pas exiger la publication des avis dans les journaux ; ici nous pouvons le faire. Le privilège demandé par le crédit foncier est bien différent de celui mentionné dans la présente loi.

L'honorable M. Lavalée—*conseiller pour Lanaudière*.—Je n'ai pas l'intention de jeter plus de lumière sur la question en prenant la parole. Je veux dire tout simplement qu'on n'a pas renversé l'argument apporté par l'honorable conseiller pour La Durantaye savoir : puisqu'il s'agit d'une industrie nouvelle, on n'intervient pas dans des droits acquis.

L'honorable M. de Boucherville.—J'ai déjà dit que je répondrais à l'honorable conseiller pour La Durantaye lorsque nous discuterons la loi au mérite. En attendant je désire connaître l'opinion du président de cette Chambre.

M. le Président annonce qu'il fera connaître sa décision demain.

Le projet de loi pour ériger la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Québec, est adopté en deuxième délibération et renvoyé au comité d'intérêt local.

L'INDEMNITÉ DE L'HONORABLE M. STARNES.

L'ordre du jour appelle la délibération sur le 4e rapport du comité des contingents.

L'honorable M. de Boucherville—*conseiller pour Montarville*.—Je crois de mon devoir de m'opposer à l'adoption de ce rapport. Je regrette l'accident arrivé à l'honorable conseiller, mais nous ne pouvons pas accorder cette faveur. On nous reproche de faire trop de dépenses, et nous voudrions mériter un tel reproche ! Si le comité des contingents a une caisse bien remplie ou s'il lui reste un surplus, il serait préférable d'augmenter le salaire de certains employés. Je propose en conséquence le renvoi de la prise en considération à six mois.

L'amendement est rejeté sur division.

La proposition principale est adoptée sur division.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du jeudi, le 17 juin 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt de rapports de comités.—Transmission de projets de loi.—
Délibération sur divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

Le comité d'intérêt local dépose des rapports sur les projets de loi suivants :

Pour modifier la charte de la ville de Farnham.

Pour ériger la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Québec.

Ces deux projets de loi sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires.

L'ordre du jour appelle la délibération sur la proposition suivante de l'honorable M. Ross : Que dans les vingt premiers jours de la première session de chaque parlement, chacun des membres de cette Chambre fasse et dépose, entre les mains du greffier, une nouvelle déclaration de sa qualification de propriété, suivant la formule énoncée en la cinquième cédula de l'acte de l'Amérique britannique du Nord (1867) ; et le dit greffier immédiatement après l'expiration de chacune de ces périodes de vingt jours, devra mettre sur le bureau de la Chambre une liste des membres qui se seront conformés à cette règle.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, il est ordonné que cette proposition soit renvoyée au comité des privilèges de cette Chambre, que la Chambre se forme maintenant en comité des privilèges.

La Chambre siège en comité.

L'honorable M. Archambeault au nom de ce comité, dépose le rapport suivant :

Le comité des privilèges auquel a été renvoyée la proposition suivante :

Que, dans les vingt premiers jours de la première session de chaque parlement, chacun des membres de cette Chambre fasse et dépose,

entre les mains du greffier, une nouvelle déclaration de sa qualification de propriété, suivant la formule énoncée en la cinquième cédule de l'acte de l'Amérique britannique du Nord (1867); et le dit greffier, immédiatement après l'expiration de chacun de ces périodes de vingt jours, devra mettre sur le bureau de la Chambre une liste des membres qui se seront conformés à cette règle.

A l'honneur de faire rapport qu'il recommande à cette Chambre l'adoption de la dite proposition et recommande de plus que la dite proposition devienne une règle permanente de cette Chambre et que cette règle soit ajoutée aux règles et réglemens du Conseil législatif.

Le tout humblement soumis,

LS. ARCHAMBEAULT,
Président.

Ce rapport est adopté.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, il est ordonné que la proposition telle qu'adoptée dans ce rapport devienne une règle permanente de cette Chambre et que cette règle soit inscrite au règlement du Conseil législatif.

Sur proposition de l'honorable M. LaRue il est ordonné que la réponse de Son Honneur le lieutenant gouverneur à une adresse de cette Chambre en date du 14 courant, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toutes correspondances et de tous documents au sujet de la qualification foncière de l'honorable René Joseph Pierre Hypolite Boucher de LaBruère, conseiller législatif pour la division de Rougemont, et présentée à cette Chambre hier, ainsi que les papiers et documents qui l'accompagnent, soit renvoyée à un comité composé des honorables messieurs Archambeault, Dorion, Webb, et LaRue, avec pouvoir de faire venir papiers, personnes et dossiers.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Pour mieux aider la construction des chemins de fer.

Pour faire de nouvelles dispositions concernant les subsides aux chemins de fer.

Concernant le département du secrétaire de la province.

Relatif au fonds de pensions des fonctionnaires de l'enseignement primaire.

Pour constituer la compagnie du pont de Sherbrooke.

Concernant ceux des aspirants à l'étude et à l'exercice des professions libérales, qui ont pris part à l'expédition du Nord-Ouest, en 1885.

Pour modifier l'article 312 du code municipal.

Le premier de ces projets de loi est, d'urgence, adopté en première et deuxième délibérations et renvoyé au comité général.

Les autres sont adoptés en première délibération ; la deuxième délibération est renvoyée à la prochaine séance.

Le projet de loi pour définir les limites de la paroisse des Saints-Anges de Lachine est renvoyé au comité général, modifié et les modifications sont adoptées en première délibération. La deuxième délibération est renvoyée à la séance du soir.

(Séance du soir).

La séance est ouverte à huit heures.

M. le président donne sa décision sur le rappel au règlement formulé par l'honorable M. de Boucherville sur le projet de loi pour constituer la compagnie de gaz combustibles. La prétention était que la pétition et les avis sur les journaux ne sont pas suffisants pour justifier les clauses du projet, M. le président décide que cette prétention est fondée et que, par conséquent, le projet de loi n'est pas régulier.

L'honorable M. Champagne propose que le projet de loi pour constituer la compagnie de gaz combustibles soit renvoyé au comité des ordres permanents afin qu'il soit décidé si la requête et les avis sont suffisants pour autoriser l'adoption de ce projet de loi.

Cette proposition est déclarée irrégulière parce qu'il n'y a pas eu d'avis suivant les prescriptions du règlement.

Le projet de loi pour mieux définir les limites de la paroisse des Saints-Anges de Lachine est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

Les projets de loi suivants sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés à divers comités :

Pour autoriser certaines corporations et institutions à prêter et placer de l'argent dans cette province.

Pour établir une commission provinciale d'hygiène et pour d'autres fins concernant la santé publique.

Pour modifier les lois concernant l'association des dentistes de la province de Québec.

Pour modifier la loi concernant l'instruction publique.

Pour modifier la loi 41 Victoria, chapitre 5.

Pour empêcher les manœuvres frauduleuses et la corruption dans les affaires municipales.

Pour faire de nouvelles dispositions concernant les subsides aux chemins de fer.

Concernant le département du secrétaire de la province.

Relatif au fonds de pensions des fonctionnaires de l'enseignement primaire.

Concernant ceux des aspirants à l'exercice des professions libérales qui ont pris part à l'expédition du Nord-Ouest en 1885.

Pour constituer la compagnie du pont de Sherbrooke.

Pour modifier l'article 312 du code municipal.

Le projet de loi pour modifier la loi concernant la cour de circuit est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

Le troisième et le quatrième rapports du comité de codification et le deuxième rapport du comité collectif des impressions sont adoptés.

Le projet de loi pour mieux aider la construction des chemins de fer est examiné en comité général ; la troisième délibération est renvoyée à demain.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du vendredi, le 18 juin 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt de rapports de comités.—Délibération sur le projet de loi pour constituer la compagnie de gaz combustibles. Les honorables messieurs Ferrier, Méthot, de Boucherville, Ross, LaRue et Rémillard.—Dépôt d'un rapport du comité nommé pour examiner la correspondance et les documents relatifs à la possession, par l'honorable M. de LaBruère, de la valeur immobilière exigée par la loi pour occuper un siège au Conseil législatif : L'honorable M. LaRue.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUIÈRE.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

Le 5e rapport du comité des contingents, est déposé sur le bureau du Conseil.

Ce rapport expose que le comité a examiné la requête de Z. Duhamel, maître de poste et de F. X. Gagnon, son assistant, recommande qu'une somme de cent piastres leur soit payée à titre d'indemnité : savoir soixante piastres (60.00) à Z. Duhamel et quarante piastres (40.00) à F. X. Gagnon.

Ce rapport est adopté.

Le 3e rapport du comité des débats est déposé sur le bureau du Conseil.

Le comité recommande que M. C. Rouleau, le rapporteur des débats du Conseil, soit payé à raison de quatre piastres par jour pour chaque jour de la présente session.

Ce rapport est adopté.

Le comité d'intérêt local dépose un rapport sur le projet de loi pour constituer la compagnie du pont de Sherbrooke.

Ce projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Concernant le département du trésor.

Concernant les statuts de la province de Québec.

Pour modifier la loi concernant les jurés et jurys.

Pour modifier l'article 874 du code de procédure civile.

Pour abolir la cour de circuit siégeant à Ste. Croix, dans la circonscription électorale de Lotbinière.

Ces divers projets de loi sont, d'urgence, adoptés en première et deuxième délibérations, et renvoyés au comité général à la séance de ce soir.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour mieux aider la construction des chemins de fer.

Pour autoriser certaines corporations et institutions à prêter et placer de l'argent dans cette province.

Pour établir une commission provinciale d'hygiène, et pour d'autres fins concernant la santé publique.

Pour modifier les lois concernant l'association des dentistes de la province de Québec.

Pour modifier la loi concernant l'instruction publique.

Pour modifier la loi 41 Victoria, chapitre 5.

Pour faire de nouvelles dispositions concernant les subsides aux chemins de fer.

Relatif au fonds de pensions des fonctionnaires de l'enseignement primaire.

Concernant ceux des aspirants à l'étude et à l'exercice des professions libérales qui ont pris part à l'expédition du Nord-Ouest, en 1885.

Pour empêcher les manœuvres frauduleuses et la corruption dans les affaires municipales.

Pour modifier l'article 312 du code municipal.

Le projet de loi concernant le département du secrétaire de la province, est examiné en comité général ; la troisième délibération est renvoyée à la séance de ce soir.

DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI.

L'honorable M. Méthot dépose un projet de loi pour encourager l'exploitation de gaz combustibles de cette province.

Ce projet de loi est adopté en première délibération, la seconde délibération est fixée à la séance de ce soir.

Le cinquième rapport du comité de la codification est déposé sur le bureau du Conseil.

La séance est levée.

(Séance du soir.)

La séance est ouverte à huit heures.

DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

L'honorable M. **LaRue**—*conseiller pour La Salle*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Conseil le rapport du comité nommé pour examiner la correspondance et les documents relatifs à la possession, par l'honorable M. Boucher de LaBruère, de la valeur immobilière exigée par la loi pour occuper un siège au Conseil législatif.

Voici le texte de ce rapport.

Votre comité a examiné la correspondance et les documents produits devant cette Chambre, concernant la qualification foncière de l'honorable M. Boucher de LaBruère, conseiller législatif pour la division de Rougemont, et après avoir procédé à la preuve et pris communication des documents produits par le dit honorable Boucher de LaBruère, ce comité est d'opinion que le dit honorable Boucher de LaBruère possède dans le collège électoral dont la représentation lui est assignée, pour son propre usage et bénéfice, comme propriétaire, en possession, des immeubles d'une valeur excédant quatre mille piastres, en sus de toutes rentes, dettes, charges et hypothèques et redevances qui peuvent être attachées, dues et payables sur iceux.

L'honorable M. **de Boucherville**—*conseiller pour Montarville*.—Je désire avoir d'autres explications sur ce rapport.

L'honorable M. **LaRue**—*conseiller pour La Salle*.—Honorables messieurs, je me rends avec plaisir à la demande de l'honorable conseiller. L'enquête a été minutieuse et bien claire. Le comité a constaté d'une manière positive que la valeur des propriétés du président de cette Chambre s'élève à \$12,000. Un certificat d'hypothèque au montant de \$6,000 a été produit. Cette hypothèque a rapport à une compagnie de chaussures à St-Hyacinthe. C'est une simple caution collatérale qui

n'engage pas ses propriétés pour toute cette valeur, car cette compagnie se compose de plusieurs actionnaires. En admettant que l'honorable conseiller pour Rougemont fût obligé de rencontrer cette obligation, il resterait encore une large marge comme on le voit, puisque ses propriétés sont évaluées à \$12,000. Notre digne président est donc des mieux qualifiés, non-seulement au point de vue des capacités et des talents, ce dont personne n'a douté pour un instant, mais également au point de vue de la possession de la valeur immobilière exigée par la loi.

Le rapport est adopté.

Sur proposition de l'honorable M. Laviolette, il est ordonné que l'honoraire de cent piastres déposé entre les mains du greffier des projets de loi d'intérêt local sur le projet pour constituer la corporation des huissiers du district de Montréal, soit remis à qui de droit, moins les frais de traduction et d'impression, l'Assemblée législative ayant rejeté ce projet de loi.

Les deux projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Concernant le département du secrétaire de la province.

Pour empêcher les manœuvres frauduleuses et la corruption dans les affaires municipales.

L'EXPLOITATION DES GAZ COMBUSTIBLES.

L'ordre du jour appelle la 2e délibération sur le projet de loi pour encourager l'exploitation des gaz combustibles en cette province.

L'honorable M. Ferrier—*conseiller pour Victoria*.—Je m'oppose à la deuxième lecture, parce que le projet de loi n'est pas imprimé en anglais. C'est une règle de la Chambre que nous ne devons pas enfreindre.

L'honorable M. Méthot—*conseiller pour Lavallière*.—En réponse à l'honorable conseiller, je lui dirai que ce procédé n'a jamais été suivi en cette Chambre. Depuis huit jours, pour hâter la législation, on suspend toutes les règles. Plusieurs projets de loi ont été votés sans être imprimés dans les deux langues. L'honorable conseiller veut tout simplement tuer cette loi. Je propose que le projet soit renvoyé au dernier article de l'ordre du jour ; dans l'intervalle, le projet de loi sera distribué dans les deux langues.

L'honorable M. de Boucherville—*conseiller pour Montarville*.—Je ne puis pas consentir à la deuxième lecture. On a dit que des lois avaient été adoptées sans être imprimées dans les deux langues, mais, dans ce cas, elles ne rencontraient pas d'opposition, tandis que celle-ci est fortement combattue. Une semblable loi a déjà été présentée, mais elle était moins mauvaise que celle-ci. J'en donnerai la raison plus tard. C'est à la deuxième lecture d'un projet de loi qu'on en discute le principe. Comment voulez-vous étudier cette mesure maintenant? La partie française n'a été distribuée que depuis une heure, et nous n'avons pas encore la version anglaise. Le bon sens nous démontre que nous devons nous conformer à la constitution, qui veut que tout le monde ait en sa possession une loi rédigée en sa langue propre.

L'honorable M. Ross—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—On ne devrait pas se montrer aussi exigeant à une époque aussi avancée de la session.

Au commencement de la session, on peut demander de renvoyer une loi au lendemain, parce qu'elle n'est pas imprimée dans les deux langues. Mais aujourd'hui on suspend toutes les règles pour hâter la législation.

Les honorables conseillers pour Victoria et pour Montarville sont entrés dans le mérite du projet. Le premier a dit que la loi était semblable à l'autre. Cet honorable membre fait erreur. Le projet n'est pas semblable au premier; il ne renferme pas les clauses qui ont soulevé de l'opposition lors du débat.

Le second a déclaré que cette loi est pire que la première. Je ne suis pas surpris de cette déclaration; car je suis porté à croire qu'il ne l'a pas compris, puisqu'après avoir lu la version française, il attend la version anglaise pour donner les raisons qui l'engagent à combattre la législation demandée. Pourquoi demander le renvoi de cette loi à demain, lorsqu'on propose de la discuter après le dernier article de l'ordre du jour? Cette opposition n'est pas raisonnable.

L'honorable M. LaRue—*conseiller pour La Salle*.—Je regrette la position prise par l'honorable conseiller pour Montarville, lorsqu'il sait que toute cette Chambre et l'autre Chambre sont en faveur de cette législation. Il s'oppose au projet pour des défauts de forme, et voilà tout. Cette conduite me paraît être une opposition arbitraire.

Le projet imprimé en anglais est alors distribué.

L'honorable M. *Méthot*.—Honorables messieurs, en proposant la seconde lecture, je dois d'abord vous dire pour quelle raison cette loi est tout à fait urgente. Nous avons dans la province une source de richesse inestimable dont les produits restent à l'état latent. Je crois qu'il est de l'intérêt du pays d'employer et d'exploiter toutes ces immenses ressources.

Cette loi a pour but d'encourager certaines compagnies qui auront prouvé que l'exploitation des gaz combustibles est dans l'intérêt du pays et que cette exploitation devra diminuer notablement les frais des systèmes actuels d'éclairage, de chauffage et de force motrice. Les conditions imposées sont fortes et très sévères, et nous n'avons rien à craindre pour les intérêts des particuliers.

Une autre loi a été rejetée pour manque de formalité. Celle qui nous est soumise obvie à l'objection qui a été fatale à la première.

Je ferai remarquer d'abord que cette compagnie sera constituée en vertu de l'acte des compagnies à fonds social. On donnera pendant un mois des avis pour lettres patentes. Après cela, la compagnie devra se présenter devant le gouverneur en conseil et prouver qu'elle est de bonne foi, qu'elle a un capital souscrit de \$250,000, que des versements ont déjà été faits pour une somme de \$10,000 ; que son mode de procéder à l'exploitation est le plus efficace et le plus avantageux et qu'elle est en état de se procurer tous les appareils nécessaires. Lorsqu'elle aura fait cette preuve, aura-t-elle droit au privilège exclusif ? Non, elle sera obligée de demander des lettres supplémentaires, et pour cela, il faudra encore un mois d'avis, dans lequel sera mentionné le privilège exclusif. Ça fait deux mois d'avis. Ainsi quant à la question des avis et du but de la compagnie, il est difficile de ne pas être satisfait.

On a objecté à un point, qui était extraordinaire ; il s'agissait du pouvoir de construire des ponts, tunnels, lignes télégraphiques, et téléphoniques. Cette clause est disparue dans la loi. Ce n'est donc pas le même projet de loi. Nous avons donné certains pouvoirs à cette compagnie comme nous en donnons aux compagnies à fonds social de pratiquer des tranchées, des chemins, etc., mais pour obtenir le droit de passage, il faudra que la compagnie soit autorisée par les autorités municipales des cités, villes, villages, paroisses et cantons où la compagnie opérera.

Honorables messieurs, je crois avoir prouvé par cet exposé que cette loi est toute différente de l'autre et qu'elle est complètement

dans l'intérêt public. Il y a une clause qui est très sévère, cette clause donne une garantie suffisante à ceux qui prétendent que cette compagnie n'est qu'une pure blague—le mot n'est pas parlementaire, mais c'est une expression de coulisse—qu'elle agit de bonne foi. Nous lisons dans la deuxième clause que les travaux d'exploitation de la compagnie devront être commencés dans les trois ans de l'émission des lettres-patentes, et l'industrie être en pleine opération à la satisfaction du lieutenant gouverneur en conseil qui, dans le cas contraire, pourra annuler le privilège de la compagnie pour l'accorder à une autre. Dans l'autre loi, l'exploitation devait commencer dans 15 ans ; aujourd'hui on oblige la compagnie à commencer dans 3 ans.

On donne bien souvent des privilèges à des gens dont on ignore les moyens d'action. La compagnie actuelle fera connaître d'une manière satisfaisante son mode d'exploitation avant de commencer ses opérations.

On m'a fait remarquer que cette loi tendait à s'emparer de la propriété d'autrui. J'ai en mains un amendement écrit qui fera disparaître cette objection, et je suis prêt à l'inclure.

J'ai l'espoir que cette Chambre adoptera la loi projetée ; car c'est l'intérêt public qui est en jeu.

L'honorable M. de Boucherville.—En commençant, je dois féliciter l'honorable promoteur du projet de loi du courage et du zèle qu'il a déployés dans son exposé.

Je ferai remarquer d'abord que ce projet diffère du premier en ce qu'il est public ; l'autre était privé. J'aurais aimé que le gouvernement se fût chargé lui-même de cette loi car il nous aurait donné plus de garantie.

La présente loi renferme non seulement les mêmes privilèges, mais des privilèges encore plus grands et plus dangereux. J'admire le courage, je le répète, de l'honorable conseiller pour Lavallière, pour avoir pris la défense d'un projet aussi mauvais.

Avant de passer en revue les différentes clauses, je crois que c'est le moment de soulever une question de forme. L'honorable promoteur a déclaré que la Chambre et le pays demandaient cette législation ; il s'est laissé emporter par son ardeur pour faire cette déclaration. Je ne comprends pas un aussi grand enthousiasme : car le pays n'a pas pu prendre connaissance de la loi, puisqu'elle vient de nous être soumise.

L'honorable premier ministre a soutenu que j'avais fait une assertion hardie en disant que ce projet est plus dangereux que le premier. Je

maintiens mon avancé. Le premier projet disait que le propriétaire pourrait faire usage de son gaz, mais aujourd'hui, on lui enlève ce pouvoir. J'ai donc eu raison de dire que cette loi est plus mauvaise que l'ancienne.

Examinons maintenant le projet. Le préambule énonce qu'il est à propos d'encourager les compagnies qui se constitueraient en corporations pour l'exploitation des gaz combustibles, non pas dans un district mais dans toute la province. Mais comment voulez-vous faire une exploitation dans toute la province, lorsqu'on exige seulement \$10,000 pour commencer les opérations ?

L'honorable conseiller pour Lavalrière a dit que cette compagnie avait découvert un moyen d'exploiter les gaz combustibles et de diminuer les frais de chauffage et d'éclairage. S'il s'agit d'une découverte, pourquoi ne s'adresse-t-on pas au gouvernement fédéral pour obtenir un brevet d'invention ? On parle de découvertes, et pourtant il semble qu'on utilise ces gaz pour l'éclairage aux Etats-Unis, par exemple à Spittsburg et Titusville.

Plus loin, le projet mentionne que le capital sera de \$250,000, que les versements devront s'élever à \$10,000 pour commencer les opérations. On dit que les travaux devront être commencés dans les trois ans de l'émission des lettres patentes ; je ne comprends pas pourquoi il faudra attendre trois ans.

M. le Premier ministre — Pour commencer l'exploitation, il faudra trouver des sources de gaz.

L'honorable M. de Boucherville. — Il faut que les occupations ministérielles de l'honorable premier soient bien nombreuses pour qu'il n'ait pu entendre parler des grandes sources de gaz de St-Grégoire et du comté de l'Assomption.

M. le Premier ministre. — Je sais qu'elles existent, mais a-t-on constaté que les propriétaires de ces sources sont disposés à les laisser exploiter ?

L'honorable M. de Boucherville. — Il y a un troisième point que je tiens à relever. On dit que les travaux d'exploitation commenceront dans trois ans ; si non, le privilège mentionné sera annulé. Cette restriction existait déjà dans nos statuts.

L'honorable conseiller pour Lavalrière nous a parlé d'un amendement qui a l'air de dire que la compagnie ne veut pas s'emparer de la pro-

priété d'autrui. Cet amendement permettra aux propriétaires de dépenser quelques milliers de piastres pour l'exploitation du gaz destiné à leur usage personnel, et voilà tout. On empiète sur la propriété. Eh bien, nous sommes ici les représentants de la propriété, et l'on vient nous proposer d'adopter une loi violant la propriété ! En rejetant cette législation, nous resterons fidèles à notre mission protectrice. Mais si nous permettons que ce projet devienne loi, nous renonçons à notre titre de protecteurs et de défenseurs de la propriété.

M. le **Premier ministre**.—J'ai toujours reconnu que le Conseil législatif était le défenseur de la propriété, et je regretterais de le voir sortir de son rôle. Mais dans le cas actuel, la propriété n'est pas attaquée, la propriété n'est pas violée ; on veut au contraire en augmenter la valeur. L'honorable conseiller pour Montarville appelle cela violer la propriété quand une compagnie s'engage à ne pas agir sans une permission et les privilèges voulus !

Le seul privilège que je remarque pour les compagnies qui se chargeront de l'exploitation des gaz combustibles, c'est que l'on dira aux propriétaires de sources : Vous renoncerez à l'exploitation pour le commerce. Vous pourrez entrer dans la compagnie si vous le voulez, et profiter des mêmes avantages. Vous n'avez pas voulu faire cette exploitation, eh bien ! nous la faisons. On ne dit pas autre chose. Il n'y a pas d'atteinte, pas d'attaque contre la propriété.

On a dit que si le gouverneur en conseil avait demandé ces mêmes privilèges, on n'aurait pas objecté ; mais si le gouvernement ne les a pas demandés, ce n'est pas une raison de les refuser, lorsqu'on sait que c'est à l'avantage du public. La Législature a déjà donné de plus amples pouvoirs. Dans la question qui nous occupe, il existe des conditions et la compagnie ne peut pas en sortir, et ces conditions sont une garantie suffisante pour le public.

L'honorable conseiller pour Montarville ne veut pas voir de garanties dans ce projet de loi. Je ne tiens pas à différer d'opinion avec mon honorable ami ; je puis dire même que nous partageons presque toujours les mêmes sentiments. Mais je prétends que le projet actuel renferme toutes les garanties suffisantes. En le lisant on voit une clause dans laquelle il est dit que, si la compagnie ne remplit pas toutes les conditions, il sera loisible au gouverneur en conseil d'annuler le privilège et de le passer à une autre compagnie.

L'honorable conseiller pour Lavallière nous a fait connaître toutes les

formalités à prendre par la compagnie pour obtenir les privilèges demandés. D'abord il faudra un avis d'un mois pour faire connaître le but de la compagnie. Ensuite, pour demander les privilèges voulus, il faudra un second avis d'un mois. Après cela, il n'y aura encore rien de fait. Le gouvernement devra s'assurer si les conditions ont été remplies, et les conditions sont très sévères. En effet, il faut qu'elle prouve qu'elle est de bonne foi, qu'elle a fait les versements voulus, et qu'elle est en état de commencer ses opérations. Il est difficile de demander plus. Il me semble qu'on ne peut pas exiger plus de garanties. Si l'on a à cœur d'introduire des industries nouvelles dans le pays, on ne peut pas agir avec plus de prudence que dans ce cas-ci. Il y a bien plus de garanties dans ce projet que dans le premier, et avec l'amendement qu'on propose, il ne doit pas y avoir d'objection. Je ne désire pas faire perdre le temps de la Chambre. Je pense que les remarques que j'ai soumises à cette Chambre suffisent pour prouver que le projet n'offre aucun danger. Je le répète, la propriété est protégée, l'industrie est protégée, et la compagnie devra faire son devoir coûte que coûte.

L'honorable M. *Rouillard—conseiller pour La Durantaye.*— Je n'ai pas l'intention de retenir cette Chambre bien longtemps ; car le projet nous est connu. Je trouve les remarques de l'honorable premier ministre tout à fait satisfaisantes et répondant aux objections de l'honorable conseiller pour Montarville. Je suis heureux de voir le premier ministre appuyer cette loi. On a dit que le gouvernement aurait dû déposer lui-même ce projet de loi ; mais une fois cette loi adoptée, ça sera la même chose et nous obtiendrons les mêmes résultats. J'aime à croire que l'honorable conseiller pour Montarville agit dans l'intérêt public, mais nous sommes en faveur de cette proposition de loi, nous croyons nous aussi agir dans l'intérêt public.

Les objections soulevées ne sont pas bien fortes. On nous dit : vous allez troubler les gens dans leurs propriétés. Si ces gens ont du gaz sur leurs propriétés, ils seront bien aises de profiter des avantages que la compagnie leur offrira ; ils auront la faculté de vendre leurs sources avec avantage. La compagnie paiera ce que ça vaut. S'il y a beaucoup de gaz, la fortune ne manquera pas de sourire aux propriétaires.

L'honorable conseiller pour Montarville a fait le reproche de présenter ce projet à la fin de la session. Mais pourquoi vient-on aujourd'hui avec cette loi ? On a déjà déposé un projet, il y a plusieurs jours, mais on l'a rejeté par défaut de forme. Il a fallu en déposer un second. Voilà pourquoi on se présente à la dernière heure. Tous ceux qui sont con-

vaincus des avantages de cette législation tiennent beaucoup à l'adoption de ce projet.

L'honorable conseiller pour Montarville s'oppose aux privilèges demandés par la compagnie ; mais si par ces privilèges nous encourageons les industries dans cette province, nous n'aurons pas à regretter de les avoir accordés. Sans ces privilèges, les capitaux resteront inactifs et l'exploitation des gaz combustibles ne se fera pas. C'est une source de richesse pour ainsi dire perdue pour la province.

La proposition de l'honorable M. Méthot est mise aux voix :

Ont voté pour :—Les honorables messieurs de LaBruère, Dionne, Dorion, Gingras, Lavallée, Laviolette, LaRue, Méthot, Prudhomme, Rémillard et Ross.—11.

Ont voté contre :—Les honorables messieurs de Boucherville, Ferrier et Webb.—3.

Le Conseil législatif a adopté.

Le projet est renvoyé au comité général.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Concernant le département du trésor.

Concernant les statuts de la province de Québec.

Pour modifier la loi concernant les jurés et les jurys.

Pour modifier l'article 874 du code de procédure civile.

Pour abolir la cour de circuit siégeant à Sainte-Croix, dans la circonscription électorale de Lotbinière.

TRANSMISSION D'UN PROJET DE LOI.

Le projet de loi suivant, précédemment adopté par l'Assemblée législative, est déposé sur le bureau du Conseil, adopté en 1^{re} et 2^e délibérations, et renvoyé au comité général :

Concernant le barreau de la province de Québec.

La prochaine séance est fixée à 9.30 hrs demain matin et il est décidé qu'il y aura une autre séance à une heure de l'après-midi le même jour.

La séance est levée.

CONSEIL LÉGISLATIF.

Séance du samedi, le 19 juin 1886

SOMMAIRE :—Transmission de divers projets de loi et délibération sur divers projets de loi.—Observations sur les travaux de la session : Les honorables messieurs Ross, Archambeault, LaRue et Rémillard.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à neuf heures et demie du matin.

Le sixième rapport du comité de codification est déposé sur le bureau du Conseil.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil, et d'urgence, définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour modifier les articles 2174 et 2176 du code civil et la loi 47 Victoria, chapitre 36.

Pour modifier la loi 45 Victoria, chapitre 16, concernant les arpenteurs de la province de Québec et les arpentages.

Concernant l'affermage des terres de la Péninsule Manicouagan.

Octroyant à Sa Majesté, les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1886 et le 30 juin 1887, et pour d'autres fins du service public.

Les deux projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour encourager l'exploitation des gaz combustibles en cette province.

Concernant le barreau de la province de Québec.

La séance est levée.

(Séance de l'après-midi).

La séance est ouverte à une heure.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil, et d'urgence, définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour modifier le code municipal de la province de Québec

Pour modifier les lois concernant l'instruction publique en cette province, de manière à établir un bureau d'examineur à Notre-Dame du Lac St-Jean.

Pour modifier l'article 556 du code de procédure civile.

Pour modifier les articles 68, 486 et 624 du code de procédure civile.

Pour modifier l'article 30 de la loi électorale de 1875, 38 Victoria, chapitre 7.

Pour établir un bureau d'enregistrement à Tadoussac, pour le comté de Saguenay et détacher à cette fin ce dernier de la première division d'enregistrement du comté de Charlevoix.

Pour modifier le code de procédure civile.

Pour modifier l'article 220 du code du notariat.

Le projet de loi pour modifier le code du notariat est déposé sur le bureau du Conseil, mais il n'est adopté qu'en première délibération.

Le 7^e rapport du comité de codification est déposé sur le bureau du Conseil.

La séance est levée.

(Séance du soir.)

La séance est ouverte à sept heures et demie.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil, et d'urgence, définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Concernant le pouvoir législatif.

Pour modifier l'article 63 du code de procédure civile.

Pour modifier l'article 768 du code de procédure civile, tel que remplacé par la loi 48 Victoria, chapitre 22, article 4 et les articles 2005, et 1994 du code civil.

Concernant le pouvoir exécutif.

Concernant la division territoriale de la province.

Pour changer le chef-lieu du district judiciaire d'Ottawa

Le projet de loi pour modifier le code civil du Bas-Canada est déposé sur le bureau du Conseil, adopté en première et deuxième délibérations, renvoyé en comité général et rejeté en comité.

La prochaine séance est fixée à lundi à onze heures du matin.

LES TRAVAUX DE LA SESSION.

L'honorable M. Ross—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Honorables messieurs, comme nous sommes à la veille de nous séparer et que nous devons attendre quelques instants pour procéder à nos délibérations, je me permettrai de faire quelques réflexions sur ce qui s'est passé depuis un certain nombre d'années et sur la conduite du gouvernement actuel.

On se rappelle que le programme du gouvernement a été de s'efforcer de rétablir d'abord l'équilibre dans nos finances ; c'est le point essentiel du programme du cabinet. Un autre article important et qui a été constamment l'objet des efforts du gouvernement, ça été de prendre les intérêts de l'agriculture et des industries, de favoriser la colonisation, et de continuer, en certaines circonstances, la politique de chemins de fer inaugurée depuis 1875. En poursuivant notre politique d'économie, nous espérons être bientôt en état de faire plus pour les institutions de charité.

Nous avons fait des promesses en arrivant au pouvoir, et nous croyons avoir rempli nos promesses. L'état de nos finances est non-seulement acceptable, mais même prospère ; l'équilibre est non-seulement rétabli, mais encore dépassé. On a beau torturer les chiffres et les manipuler de toutes les façons, si l'on veut rendre justice à ceux qui sont chargés d'administrer la chose publique—c'est attendre trop peut-être de nos adversaires—on ne peut faire autrement que d'en venir à la conclusion que l'état de nos finances est plus que satisfaisant, puisque nous avons un excédant. Nous avons donc rempli nos engagements sur ce point.

Quant à la grande question de l'agriculture, le pays tiendra compte sans aucun doute des efforts que nous avons faits. Dans les prévisions budgétaires, des crédits considérables sont consacrés aux intérêts agricoles. Nous avons mis une somme de \$6,000 par année pendant cinq ans, en tout \$30,000, pour l'établissement d'un haras dans cette province. Tout le monde comprend et admet l'utilité d'une pareille institution. Cette importation de chevaux de races choisies aura de magnifi-

ques résultats dans toute la province. Le gouvernement ne néglige rien pour favoriser et encourager les beurreries, les fromageries et les autres industries agricoles.

La colonisation n'a pas été oubliée. Cette année nous avons voté \$80,000 de plus que les années précédentes. Avec ces sommes nous avons complété des chemins de colonisation. Nous avons voulu encourager les colons d'une manière toute particulière et engager par là nos compatriotes à ne pas s'expatrier. Le gouvernement est bien déterminé à faire son devoir sur ce point, comme sur tous les autres, et à placer les crédits votés de manière à en retirer les plus grands profits pour la cause de la colonisation.

Quant aux chemins de fer, le gouvernement se propose de donner effet à la politique inaugurée depuis quelques années ; il croit avoir trouvé le moyen de rendre cette politique plus efficace et plus avantageuse, et ce moyen a été soumis à l'approbation des deux Chambres. On a prêté pour la province des embarras financiers, la ruine et la banqueroute. Ce sont de faux prophètes de malheur. Nous n'avons rien à craindre de ce côté, puisque nos ressources suffisent pour rencontrer ces nouvelles obligations. Si nos adversaires ne se sentent pas capables de faire face à ces obligations, eh bien ! qu'il ne cherchent donc pas à remplacer ceux qui sont en état de franchir ces obstacles.

Nous sommes convaincus, et toute la Chambre est convaincue avec nous, que cette politique de chemins de fer sera avantageuse au pays. Nous la soumettrons bientôt, cette politique, à la considération du peuple, et nous avons la certitude qu'elle sera approuvée par toute la province. De cette politique dépendent en grande partie la prospérité et la grandeur de notre pays.

Il a été opéré certains retranchements pour l'éducation, ces années passées. Ces sommes ont été appliquées à d'autres fins. Le gouvernement, en continuant de pratiquer la plus stricte économie, fera disparaître avant longtemps cette diminution dans les crédits et favorisera davantage l'éducation dans cette province.

Avant notre avènement au pouvoir, on avait retranché 10 pour cent sur les crédits destinés aux institutions de charité. Cette année nous avons rétabli les crédits tels qu'ils étaient auparavant, et nous espérons les augmenter dans un avenir assez rapproché. Le gouvernement soupire après l'époque où il lui sera permis de faire plus de libéralités. Le gouvernement désire ardemment contribuer au soutien de ces admirables institutions, qui font tant de bien dans la province.

Il n'est pas nécessaire d'en dire davantage pour démontrer que le gouvernement a rempli toutes ses promesses et pour prouver qu'il est mû par les meilleures intentions du monde. Le passé est là. Ce que nous avons fait, nous le ferons encore, et nous ferons même encore plus.

Je le répète en terminant, l'état financier de la province est consolant et nous permettra de faire face à de nouvelles obligations et de rendre le pays encore plus prospère.

L'honorable M. **Archambeault**—*conseiller pour Repentigny*.—J'aurais désiré féliciter le gouvernement, mais l'honorable premier ministre nous a dit tout ce qu'il a fait. Je m'arrêterai à un point cependant, celui de l'établissement d'un haras. C'est une question de la plus haute importance et qui donnera les plus heureux résultats pour la classe des cultivateurs. Depuis cinquante ans, on consacre des milliers de piastres pour améliorer les terres, mais presque sans résultat. L'établissement d'un haras ne peut être qu'avantageux, et je suis heureux de voir le gouvernement demander un crédit pour une semblable institution. J'ai toujours été favorable à un haras, et lorsque j'étais ministre, j'ai travaillé à mettre ce projet à exécution, mais le trésorier s'opposait à mes vues. Or quand le nerf de la guerre manque, il est difficile de remporter la victoire. Je félicite l'honorable premier ministre d'avoir réussi à convertir le trésorier et à doter la province d'un haras.

M. le **Premier ministre**.—Je demande la permission d'ajouter quelques mots. J'avais oublié de dire que le gouvernement n'est pas l'inventeur d'un pareil projet. Je crois que ce système a été essayé sous un autre gouvernement et que la somme votée alors était aussi considérable que celle que nous avons demandée. Mais le projet n'a pas été mis à exécution. Si nous réussissons aujourd'hui, c'est qu'on comprend mieux les avantages qui doivent découler de cette institution. Aujourd'hui, la chose est bien vue, et avec le concours de la population, nous sommes sûrs du succès. Pour vendre nos produits, nous avons déjà les marchés américain et anglais, et bientôt nous aurons le marché français. Je ne réclame pas la paternité d'un pareil système, mais je ferai tout mon possible pour en obtenir les plus heureuses conséquences pour la province.

L'honorable M. **Lalonde**—*conseiller pour LaSalle*.—Je suis heureux d'avoir à féliciter l'honorable premier ministre du dévouement qu'il porte à la classe agricole, et je concours entièrement dans les remarques qu'il vient de faire. Je ne passerai pas en revue tout ce que le gouver-

nement a fait. Je me contenterai d'attirer l'attention du gouvernement sur un point, sur l'encouragement qu'il faut donner aux cercles agricoles. Il est évident pour tout le monde que ces cercles produisent un grand bien dans toute la province. Plus tard les conférences et les lectures sur les questions agricoles porteront leurs fruits, et la classe des cultivateurs en retirera de véritables profits. Si le gouvernement pouvait organiser des concours sous le contrôle des cercles, je crois que ces concours complèteraient pour ainsi dire les différentes organisations agricoles. J'espère qu'avant longtemps le gouvernement se rendra à mes vœux, car je suis convaincu de la grande utilité de semblables concours.

L'honorable M. **Rémillard**—*conseiller pour La Durantaye*.—Avant de nous séparer, je crois qu'il est de mon devoir de féliciter l'honorable premier ministre de la manière habile avec laquelle il a su entretenir d'aussi bons rapports entre le gouvernement et l'opposition dans cette Chambre. Nous avons su apprécier les bonnes mesures, l'énergie et les efforts de l'honorable premier pour promouvoir l'agriculture et la construction des chemins de fer. Je suis convaincu que cette politique de chemin de fer était réclamée par tout le pays. Je crois que l'honorable premier ministre a agi avec connaissance de cause, et j'espère qu'il continuera cette politique dans l'intérêt de la province.

Je félicite aussi l'honorable premier sur l'état de sa santé, qui s'est beaucoup améliorée depuis quelque temps. Aujourd'hui il est bien portant et on le dirait même rajeuni. Je me réjouis de cette amélioration, car j'ai l'espoir qu'il mettra toute son énergie et toutes ses forces pour faire le bien de son pays.

Je suis heureux de constater les bons rapports qui ont toujours existé entre les membres et le digne président de cette Chambre. Je remercie l'honorable président de la politesse, de la dignité et de la courtoisie qu'il a montrées à l'égard de chacun de nous.

L'honorable M. **Archambeault**.—On ne peut pas désirer un meilleur chef d'opposition que l'honorable conseiller pour La Durantaye. Je le constate une fois de plus, il n'y a pas d'esprit de parti dans cette Chambre, et j'ai toujours prétendu qu'il devait en être ainsi. Le Conseil législatif est indépendant de l'autre Chambre, et toute mesure doit être traitée non avec esprit de parti mais au point de vue du mérite. Je concours pleinement dans les remarques que l'honorable conseiller vient de faire au sujet de notre président.

L'honorable M. **Rémillard**.—Je ferai remarquer à mon honora-

ble ami que je ne suis pas le chef de l'opposition. C'est l'honorable conseiller pour Montarville, si je ne me trompe pas, qui occupe ce poste d'honneur.

M. le **Premier ministre**.—Je remercie bien sincèrement les deux honorables membres qui viennent de parler, et en particulier l'honorable chef de l'opposition, le conseiller pour La Durantaye. Je le remercie des procédés loyaux dont il a fait preuve à mon égard ; je le remercie des bons souhaits qu'il a faits pour le rétablissement de ma santé. C'est la chose qui m'est la plus nécessaire.

Je remercie la Chambre de la confiance et de l'appui qu'elle a témoignés au gouvernement pendant tout le cours de cette session.

Je remercie l'honorable président de cette Chambre : *the last but not the least*. Je le remercie au nom de toute la Chambre pour le zèle qu'il a déployé dans l'accomplissement de ses importants devoirs et pour l'exquise politesse dont il a fait preuve à notre égard.

La séance est levée.

CONSEIL LEGISLATIF.

Séance du lundi, le 21 juin 1886.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à onze heures, mais elle est aussitôt suspendue jusqu'à trois heures de l'après-midi, pour la clôture de la session.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Séance du jeudi, le 8 avril 1886.

SUMMAIRE :— Admission des nouveaux députés élus pendant la vacance.—Communications de M. le président.—Dépôt, par l'honorable M. Taillon, d'un projet de loi autorisant le serment d'office.—Résolutions d'usage.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WURTELE.

La séance est ouverte à cinq heures moins quinze minutes.

M. le président donne communication à l'Assemblée des vacances qui se sont produites dans la députation depuis la dernière session, et de l'élection des nouveaux députés appelés à remplacer ceux qui ne font plus partie de la députation.

M. F. P. Lavallée, député de Joliette a été nommé conseiller législatif.

L'honorable M. H. G. Joly et M. W. J. Watts, ont donné l'un et l'autre leur démission en novembre 1885.

Messieurs J. N. McConville, député de Joliette, E. H. Laliberté, député de Lotbinière et J. E. Girouard, député de Drummond et Arthabaska, sont présentés à la Chambre et prennent séance.

M. le président donne aussi communication de deux jugements : Le premier renvoyant la demande à l'effet d'annuler l'élection de M. John Whyte, député de Mégantic ; le second invalidant l'élection de M. A. Bernard, comme représentant de Verchères.

M. le président donne ensuite lecture du discours prononcé à l'ouverture de la session par Son Honneur le lieutenant gouverneur.

DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général.*—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative, un projet de loi concernant l'administration du serment d'office.

Ce projet de loi est adopté en première délibération.

Sur proposition de l'honorable M. Taillon, il est ordonné que le discours de Son Honneur le lieutenant gouverneur aux deux Chambres de la Législature provinciale, soit pris en considération demain.

De plus, que des comités permanents pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants :

1. Privilège et élections. 2. Ordres permanents. 3. Chemins de fer canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et industrielles. 4. Projets de loi d'intérêt particulier. 5. Législation et lois expirantes. 6. Comptes publics. 7. Agriculture, immigration, et colonisation. 8. Diverses industries en cette province,—lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre ; à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du vendredi, le 9 avril 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt, par M. le président, de divers rapports annuels d'institutions de charité et du rapport annuel du bibliothécaire de la Législature.—Délibération sur des résolutions devant servir de base à une adresse en réponse au discours d'ouverture : MM. McConville, St-Hilaire, Mercier, Taillon, Lynch et Gagnon.
—Adoption de l'adresse,

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WURTELE.

La séance est ouverte à trois heures et quinze minutes.

M. le président dépose les rapports annuels de diverses institutions de charité.

LE RAPPORT DU BIBLIOTHÉCAIRE.

M. le président dépose le rapport annuel du bibliothécaire de la Législature.

Voici le texte de ce rapport :

A l'honorable Assemblée législative,

Le bibliothécaire de la Législature de Québec, a l'honneur de faire le rapport suivant sur l'état de la bibliothèque provinciale :

Depuis l'incendie du parlement, en 1883, le seul achat de livres considérable qui ait été fait, l'a été par M. Dansereau.

Il faut toutefois excepter l'achat des journaux des Chambres et des statuts, documents de première nécessité, que je me suis efforcé de trouver en quantité suffisante.

L'année suivante, j'ai cru devoir acheter, avec l'assentiment des présidents, et à un prix fort peu élevé, 24 années du *Morning Chronicle* (1860-1884). Cette année, nous avons acquis la collection complète du *Courrier de Saint-Hyacinthe*. Les journaux renferment l'histoire du pays, et il est de la plus haute importance de refaire les magnifiques collections que nous avons perdues.

Nous avons pris possession de la nouvelle bibliothèque, et j'ai le regret de constater qu'elle est tout à fait insuffisante; je le savais, du reste, et je n'ai pas manqué d'appeler l'attention des Chambres sur les défauts du plan, dans mes rapports précédents.

Aucun ouvrage, dont le format dépasse dix-huit pouces, ne peut trouver place sur les rayons, et nos journaux politiques sont entassés, çà et là, à terre.

Il y a huit pans de mur qui sont nus, parce que leurs tablettes, s'ils en avaient, gêneraient la symétrie en cachant, d'un côté, le bord des fenêtres. Il vaudrait mieux, je crois, sacrifier l'harmonie et trouver l'espace pour les livres. C'est un quart de l'espace de perdu : de la place pour 5,000 volumes.

Le nombre des ouvrages de toutes sortes que contient aujourd'hui votre bibliothèque, est de 16,377.

De ce nombre 423 ne peuvent être mis sur les rayons, à cause de leur format qui est trop grand.

Il y a place encore pour environ 1200 volumes.

La bibliothèque nouvelle ne peut donc contenir plus de dix-sept à dix-huit mille volumes. L'ancienne en contenait près de trente mille.

Les journaux, statuts et documents *parlementaires* de Québec sont au nombre de trois milles sept cents.

Les livres fournis par M. Dansereau se chiffrent par quatre mille sept cents, dont 1,400 volumes de rapports et livres bleus anglais. Une assez grande partie de ces livres ne sont pas reliés.

Un grand nombre d'ouvrages sauvés du feu il y a trois ans, ont disparu depuis. La surveillance de la salle où ils sont demeurés pendant une année, était impossible vu que tout le monde y avait accès, depuis le matin jusqu'au soir.

La surveillance sera des plus difficiles encore dans la bibliothèque actuelle, qui n'est qu'un passage somptueux sur lequel s'ouvre une suite de petites pièces.

Il y a, contigue à cette bibliothèque et unie à elle par une porte de communication, une salle assez large où les volumes d'un grand format pourraient être commodément placés ; où l'on pourrait déposer les revues et les journaux en attendant qu'ils soient envoyés à la reliure ; où les personnes qui veulent étudier seraient à l'aise, seules et loin du bruit.

Le Conseil législatif ferait généreusement, sans doute, le sacrifice de cette pièce.

Le tout respectueusement soumis,

L. PAMPHILE LEMAY,
B. L. Q.

L'ADRESSE.

L'ordre du jour appelle la délibération sur les résolutions devant servir de base à une adresse en réponse au discours d'ouverture.

M. McConville—*député de Joliette*.—M. le président, il paraît qu'un usage depuis longtemps établi, maintes fois répété et confirmé, veut que l'honneur de proposer l'adresse en réponse au discours du trône revienne à l'un des députés ministériels récemment élus ; et à mon tour je me trouve dans ce cas.

Très flatté de l'honneur qu'on me fait en arrivant ici, je ne puis m'empêcher de regretter un peu pour moi-même, un peu pour l'auditoire, la tâche qui m'incombe maintenant, mais par respect pour la coutume, je vais m'exécuter, si non bien, du moins avec bonne grâce.

Le discours du trône rappelle en premier lieu le fléau de la variole qui nous a pris au dépourvu.

Une longue absence de toute maladie contagieuse ou épidémique, avait fait perdre de vue la législation relativement à la santé publique. Il ne nous restait sur cette importante matière que quelques fragments d'une loi douteuse et défectueuse dont les dispositions étaient insuffisantes sous plusieurs rapports.

Effrayé des progrès alarmants que la maladie faisait de jour en jour, et des nombreuses victimes qu'elle atteignait, le gouvernement a jugé à propos de tirer de la loi existante le meilleur parti possible, et nous avons été heureux de voir ses efforts couronnés de succès.

Il reste maintenant à pourvoir, par de justes et sages dispositions aux moyens de prévenir les inconvénients et les difficultés dont nous avons été témoins, et pour arriver à ce résultat désirable, ces inconvénients et ces difficultés du passé pourront être mis à profit ; entre autres choses je crois qu'il devrait être pourvu à ce que les localités non exposées à la maladie, tout en étant suffisamment protégées contre son introduction, par des personnes du dehors, ne soient pas requises de se pourvoir d'hôpitaux et autres accessoires, à moins de nécessité.

Je crois comprendre que le gouvernement a en même temps l'intention d'établir un bureau de statistiques, qui devra être d'une grande utilité pour prévenir les maladies. En effet par des statistiques judicieusement compilées, suffisamment étudiées et comparées, on pourrait avant longtemps constater que certaines localités, ou certaines classes d'individus sont plus ou moins exposées à certaines maladies, que certaines

saisons, certaines circonstances ou habitudes sont plus ou moins dangereuses ; et alors on découvrirait probablement avec un peu de réflexion, qu'il existe quelque défaut latent, quelque cause prochaine du mal, dont il ne resterait plus qu'à prévenir l'effet.

L'heureuse solution obtenue grâce aux efforts combinés des provinces, sur la question des licences, est un heureux évènement dont nous devons féliciter le gouvernement. La décision rendue conserve à la province, dont les ressources sont déjà assez limitées, une source importante de revenus, sans laquelle le progrès, l'achèvement de diverses entreprises utiles, auraient été ajournés et peut-être abandonnés. Cette décision servira en outre à élucider et faire connaître l'exacte limite des pouvoirs des différentes branches de législation.

J'ai été heureux de voir sur le *Montréal Gazette* ces jours-ci, que nous n'avons eu depuis la confédération, que deux actes désavoués, tandis que le nombre en a été plus grand dans les autres provinces. Continuons à nous tenir dans les strictes limites qui nous sont assignées par la constitution, et comme conséquence s'il arrive qu'un autre pouvoir empiète sur nos droits, nous n'en aurons que plus de force et de raison pour le repousser.

A propos de colonisation, je me demande quelle peut être la cause de l'émigration toujours croissante de notre population vers les Etats-Unis, émigration contre laquelle on n'a pas encore pu trouver de remède efficace, et que j'attribue aux circonstances suivantes :

Nous avons sur les deux rives du St-Laurent une vallée riche, fertile, depuis longtemps établie ; il n'y est plus question de colonisation ; au sud et à l'est encore on a déjà tout établi ; et les 100,000,000 d'acres de terre qu'il nous reste à coloniser se trouvent au nord du St-Laurent.

Je crois que ce côté-ci des Laurentides n'offre pas au colon un encouragement suffisant pour le retenir ici ; car le colon, qu'on le remarque bien, se recrute presque invariablement parmi la classe pauvre ; il lui faut par conséquent, outre le courage d'affronter la forêt, la perspective d'une rémunération sûre et durable pour les privations auxquelles il s'expose.

Au delà du sommet des Laurentides, c'est autre chose. Il y a bien longtemps que l'on vante la vallée du Lac St. Jean, que les vénérables abbés Brassard et Provost ont fait connaître les richesses de la Mat. tawa ; et plus récemment le vénérable Père Labelle, le dernier mais non le moindre, a constaté aussi, qu'à une certaine distance, il existe sur l'Ottawa, un vaste champ tout ouvert à la belle œuvre de la colo-

nisation. Il ne manque plus que les voies de communications que le gouvernement se déclare prêt à entreprendre et à terminer pour y arriver.

Empressons-nous donc de profiter de ces bonnes dispositions, complétons les travaux commencés entreprenons-en de nouveaux, rendons facile l'accès à ces régions fertiles que l'on connaît et la colonisation avancera rapidement ; l'émigration dont on se plaint, diminuera, cessera même je l'espère ; plus que cela notre population, gardant pied au milieu de nous, nous pourrons alors même avec succès, attirer l'étranger pour venir nous aider à accomplir nos destinées.

L'ère des déficits est passée, paraît-il, et les honorables membres de cette Chambre ont dû apprendre avec satisfaction que l'on a réussi à rétablir l'équilibre dans nos finances, ce qui prouve l'habile et sage administration de l'honorable trésorier actuel. Espérons que sa santé continuera à s'améliorer et qu'il pourra longtemps encore nous faire annoncer d'aussi intéressants résultats. On voit, d'ailleurs, que le gouvernement se propose, autant que les circonstances le permettront, de pratiquer l'économie et de diminuer toutes dépenses, puisque l'abolition du département des chemins de fer est résolue maintenant qu'il n'est plus nécessaire.

La refonte des statuts est encore un événement important, et qui sera bien accueilli. Nous avons, à l'heure qu'il est, 30 à 40 volumes contenant nos lois statutaires, dont quelques-unes ont été amendées, corrigées, augmentées presque chaque année. Comme conséquence, il est devenu très difficile de s'y reconnaître même pour les personnes habituées à l'étude de ces lois, et pour toute autre, elles sont devenues un obscure dédale où l'on ne s'aventure plus.

Vu toutes ces circonstances, je suis heureux de proposer l'adresse en réponse au discours du trône.

M. le président, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par M. St-Hilaire :
1. Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours à l'ouverture de la cinquième session du cinquième parlement de la Législature de Québec, et de la vive satisfaction qu'il manifeste de nous voir réunis au siège du gouvernement pour commencer les travaux de cette session de la Législature ;—pour assurer Son Honneur, qu'il peut, dans l'accomplissement de ses devoirs comme représentant de Notre Auguste Souveraine, compter sur le concours de notre dévouement aux intérêts

publics et sur notre désir de voir se développer les ressources de la province, et pour l'assurer de plus :

2. Que nous nous réjouissons d'apprendre que le gouvernement ait pris les moyens qui lui étaient fournis par la loi pour empêcher la propagation du fléau de la variole qui, pendant l'année dernière, a sévi cruellement dans notre province, et particulièrement dans la cité de Montréal, où il a jeté le deuil dans un grand nombre de familles, et nuí considérablement au commerce,—fléau qui, grâce à cette action opportune du gouvernement et au zèle intelligent des membres et officiers des bureaux de santé, a pu être circonscrit, puis finalement contrôlé. Toutefois, nous admettons avec Son Honneur, que l'expérience a prouvé qu'il y a lieu d'améliorer notre législation relativement à la santé publique, surtout en ce qui concerne l'hygiène et les mesures préventives et nous sommes heureux de voir qu'un projet de loi nous sera soumis à cet effet.

3. Que nous avons appris avec satisfaction l'heureux résultat des efforts des provinces pour maintenir leurs droits relativement à la législation sur les licences, et le fait que la loi passée par le parlement du Canada sur cette matière a été déclarée *ultra vires* par le plus haut tribunal de l'Empire, décision qui met fin à un conflit regrettable et assure à la province un contrôle absolu sur une de ses principales sources de revenu. Avec Son Honneur nous espérons, qu'en s'appliquant à demeurer dans les limites de leurs attributions respectives, le Parlement et les Législatures évitent tout conflit de juridiction à l'avenir.

4. Que nous avons appris avec plaisir que l'emploi qui a été fait de l'octroi relativement considérable que nous avons voté, l'an dernier, pour la construction de chemins et ponts dans les régions nouvellement ouvertes aux défrichements et à l'agriculture, a déjà produit d'excellents résultats, et, qu'il nous sera demandé, cette année de favoriser spécialement la colonisation, ce champ d'action par excellence de l'activité de nos populations.

5. Que nous avons été heureux d'apprendre que les efforts du gouvernement tendront à s'assurer tout particulièrement que les sommes votées pour venir en aide à la colonisation et à l'agriculture soient employées de manière à promouvoir ces intérêts si importants.

6. Qu'il nous a fait plaisir d'apprendre qu'un projet de loi nous sera présenté pour permettre au gouvernement de faciliter sans augmenter les responsabilités ou obligations de la province, la construction plus

prompte de certaines voies ferrées destinées à donner une grande impulsion à la colonisation, à l'agriculture et au commerce dans les régions qu'elles devront parcourir.

7. Que nous avons été heureux d'apprendre que les travaux de la commission royale chargée d'examiner les faits qui se rapportent à la construction, à l'exploitation et à la vente du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental touchent à leur fin, et qu'un rapport de cette commission sera présenté dans le cours de cette session.

8. Que nous avons appris avec satisfaction, que la vente des chemins de fer du gouvernement et le règlement graduel des réclamations qui se rapportent à la construction et à l'administration de ces voies ferrées ayant notablement diminué les affaires du département des chemins de fer de cette province, le gouvernement a l'intention d'abolir ce département et d'opérer en conséquence un remaniement dans les attributions de certains autres bureaux publics.

9. Qu'il nous a fait plaisir d'apprendre qu'un rapport détaillé des dépenses du dernier exercice financier et les comptes publics en général nous seront soumis, et que les sommes qu'il nous sera demandé de voter pour le maintien et le fonctionnement des différentes branches du service public, seront dépensées de la manière la plus économique possible et conformément à la loi.

10. Que nous avons été heureux d'apprendre que le gouvernement a réussi à rétablir l'équilibre dans les finances de la province, ce qui, après les sacrifices énormes que celle-ci s'est imposés pour développer ses ressources et contribuer à la prospérité générale du Canada en dotant le pays d'utiles et nombreuses voies de communication, doit être considéré comme un événement d'une importance exceptionnelle.

11. Que nous avons été satisfaits d'apprendre que nous aurons à continuer, pendant cette session, l'examen du projet de refonte des statuts généraux de la province de Québec et ceux de la ci-devant province du Canada qui sont en force en notre province et sont du ressort de cette Législature. Il est tellement important de compléter cet examen le plus tôt possible que nous pouvons assurer Son Honneur que nous en ferons une de nos principales occupations.

12. Qu'il nous a fait plaisir d'apprendre que le gouvernement a fait expédier en Angleterre une certaine quantité d'objets qui doivent figurer dans l'exposition coloniale qui doit bientôt s'ouvrir à Londres. Nous ne doutons pas, avec Son Honneur, que les personnes qui visiteront

cette exposition, sauront, apprécier la valeur de nos produits agricoles, forestiers, miniers et industriels, et pourront, en même temps, par cette exposition solaire, juger du degré de culture intellectuelle de nos populations.

13. Qu'il nous ait fait plaisir d'apprendre que le gouvernement favorisera la reprise de études faites par le comité formé, dans la cours de la dernière session, pour s'enquérir de tout ce qui peut se rapporter aux limites nord et nord-est de la province, et la continuation des travaux commencés par ce comité.

14. Que nous remercions Son Honneur de la prière qu'il adresse à Dieu de bénir nos travaux, durant cette cinquième session du 51ème parlement de la Législature de Québec, ouverte au nom de Sa Majesté la Reine, et de nous conserver dans les sentiments de fidélité d'ordre et de patriotisme qu'il a bien voulu nous attribuer, et qui sont les traits caractéristiques du peuple de cette loyale province.

M. St.-Hilaire—*député de Chicoutimi et Saguenay*.—M. le président, mon devoir m'impose une tâche bien au-dessus de mes forces. . .

M. Gagnon—*député de Kamouraska*.—M. le président, je rappelle l'honorable député à l'ordre. Il a commencé à adresser la parole avant que vous eussiez lu la proposition. Or, je crois que le règlement déclare positivement qu'un député ne peut parler avant que vous ayez mis la proposition, objet du débat, devant la Chambre en en donnant la lecture.

L'honorable **M. Tallon**—*député de Montréal-est, procureur général*.—Je crois que l'honorable député de Kamouraska pousse trop loin le rigorisme de l'observance du règlement. La disposition qu'il a rappelée peut-être appliquée dans des cas où la Chambre ne serait pas suffisamment renseignée sur l'objet du débat, mais on ne peut faire valoir cette raison maintenant.

Au reste pour ne pas faire perdre inutilement le temps de la Chambre, je vous prierai, M. le président, de décider la question immédiatement, si, comme je n'en doute pas, vous êtes en état de le faire.

M. le Président.—Très bien, je puis rendre ma décision dès maintenant, si la Chambre est prête à la recevoir. . . .

Toutes les propositions doivent être appuyées avant d'être posées par le président. Quand elles ont été ainsi appuyées, mais pas avant, elles sont soumises par le président en français et en anglais. (Ordres permanents, règle 33). Que toute proposition doive être appuyée, cela

est exigé pour empêcher le temps de la Chambre d'être occupé par une question qui n'a pas d'autre partisan que celui qui la propose. (Cushing, numéro 1224). Lorsqu'une proposition est appuyée, le président la pose de suite comme la question sur laquelle la Chambre est appelée à délibérer. (May, page 296, Palgrave, page 47). Le point à élucider, c'est de savoir comment une proposition doit être appuyée. Cela peut se faire par signe ou verbalement. Quand le président demande qui appuie une proposition ou quand celui qui la propose dit en terminant ses observations par qui la proposition est appuyée, le député qui l'appuie peut le faire en levant son chapeau ou en faisant un autre signe ; mais, s'il le désire, il a le droit d'adresser la parole à la Chambre. Ses observations, cependant, doivent se limiter à la matière qui fait le sujet de la proposition qu'il s'est levé pour appuyer. (Bourke, page 225). Lorsqu'un député appuie une proposition sans adresser la parole à la Chambre, en levant son chapeau ou en faisant un autre signe quelconque, il a droit de parler sur la question à une phase ultérieure. (Blackmore, page 119). C'est pourquoi j'écarte l'objection et que j'invite l'honorable député de Chicoutimi et Saguenay à continuer son discours.

M. M^r.-ELLIAIR — *Député de Chicoutimi et Saguenay*. — Si j'ai accepté avec plaisir l'invitation de seconder l'adresse en réponse au discours du trône, ce n'est pas qu'en consultant mes forces et mes capacités je pouvais me flatter de remplir dignement cette tâche. Mais cette honneur me paraissait tellement rejaillir sur le peuple de Chicoutimi et Saguenay dont je suis l'humble député depuis bientôt cinq ans, que j'ai cru devoir l'accepter pour lui. — Je comprends en effet qu'en me choisissant, vu que je représente un des principaux centres de colonisation du pays et que j'ai été moi-même pendant longtemps, un défricheur hardi et constant dans la belle vallée du lac St.-Jean, on a voulu reconnaître l'importance de la colonisation et honorer dans ma personne le titre de colon, qu'on apprécie par là à la face du pays entier. Au nom des colons j'offre mes plus sincères remerciements au gouvernement pour une si grande marque de sympathie. D'ailleurs il était convenable, je crois, que dans cette circonstance solennelle où nous inaugurons pour ainsi dire cette magnifique salle d'assemblée qui dans la suite des temps sera témoin de justes patriotiques, et verra grandir dans la prospérité et le bonheur, le peuple de cette province si longtemps éprouvée, il était convenable que le district le plus jeune de cette province, où la nature réserve pour les générations futures de si vastes richesses agricoles et forestières, où l'avenir est tout riant d'espérance, fut un des premiers à

rappeler ses hautes destinées par la voix de son député. Respect donc pour ces murs sacrés qui doivent être les gardiens fidèles de notre avenir national.

Pour moi, à l'encontre des politiciens pessimistes qui par leurs craintes exagérées, jettent le discrédit sur cette province, j'ai pleine confiance dans les institutions et l'avenir de ce pays, car nous possédons tous les éléments qui forment les grandes nations. Nous avons un vaste territoire à coloniser, un sol fertile à cultiver, des ressources forestières et minières à exploiter. Nous avons la meilleure forme de gouvernement possible. Pas un peuple au monde n'est plus attaché à ses lois, ses institutions, plus respectueux de l'autorité, plus ami de l'ordre, plus sévère dans sa morale, plus intelligent et plus constant dans ses travaux, ne rend à Dieu un culte plus ardent, ne prend un soin plus pressé de la jeunesse, ne maintient plus l'harmonie dans les diverses classes qui le composent, n'étudie et ne surveille de plus près les affaires publiques. Et avec un tel peuple est-il possible qu'il y ait de mauvais gouvernements puisque c'est lui qui fait, défait les gouvernements par l'entremise de ses députés qui ont intérêt à se conformer à l'opinion publique, qui est leur règle et leur juge, car s'il est vrai de dire tel père, tel fils, on peut dire avec autant de vérité tel peuple, tel gouvernement. Aussi lorsque je considère le mérite de notre peuple, je suis peiné de voir avec quel acharnement on attaque quelque fois l'honneur et le patriotisme des hommes publics qu'il choisit. J'ai toujours déploré ces polémiques ardentes et malicieuses qui, par le fait même qu'elles sont poussées trop loin, ne sont presque jamais l'expression de la vérité. J'ose donc espérer qu'au moins dans cette enceinte la discussion des affaires publiques se fera toujours avec sagesse et modération, afin que nous attirions sur nos travaux les bénédictions du Ciel.

Nous ne sommes pas appelés à délibérer sur un grand nombre de lois nouvelles, mais d'un autre côté je suis fier de constater dans le discours du trône que notre gouvernement travaille avec la plus grande énergie et la plus grande habileté à promouvoir les intérêts de cette province. La première chose qui frappe mon attention, c'est l'affaire des licences. Tout le monde se rappelle qu'il y a deux ans on a jeté dans le pays une alarme extraordinaire en publiant partout que le gouvernement fédéral empiétait peu à peu sur les droits de cette province, avait formé le dessein de réduire notre parlement provincial au rôle d'un conseil municipal et de finir par nous ramener à l'union législative. On prétendait même que notre ministère local n'était pas de force à opposer une

résistance assez énergique et assez habile à ces empiètements et que bientôt par sa faute notre autonomie provinciale deviendrait en danger Hé ! bien, que s'est-il passé depuis ? Dans le but de faire étudier et juger en dernier ressort ce conflit constitutionnel, notre ministère local maintint et mit encore à exécution son acte des licences sans égard pour la loi fédérale des licences. Le parlement fédéral porta ensuite en appel à la cour suprême et au conseil privé en Angleterre sa fameuse loi des licences, et ces deux tribunaux judiciaires décidèrent que la loi fédérale des licences était *ultra vires*, donnant ainsi raison au ministère local. Nous devons nous réjouir de ce succès et en féliciter notre gouvernement local qui a su mener à bonne fin une contestation aussi importante. Car le succès qu'il vient de remporter au sujet des licences nous assure une grande source de revenus qui nous aidera puissamment, puisque maintenant nos finances sont dans un état prospère, à nous lancer dans d'autres améliorations publiques. Ce succès est encore un sûr garant que les droits de cette province sont sauvegardés et notre autonomie respectée.

Mais si nous voulons qu'il en soit toujours ainsi, nous ne devons pas donner le mauvais exemple en empiétant à notre tour sur les droits du parlement fédéral. D'après la constitution chaque parlement a sa sphère d'action bien déterminée et c'est en la respectant que l'harmonie règnera dans la confédération. Mais si nous allions nous occuper des questions laissées à la juridiction du fédéral, nous ouvririons par là une porte à tous les abus et la confédération deviendrait impossible. Si nous désirons exercer notre zèle et notre patriotisme nous avons mille matières à traiter, mille réformes à opérer, mille améliorations à faire dans l'intérêt de cette province en se tenant même dans les bornes de notre juridiction. N'avons-nous pas, par exemple, les grandes questions d'agriculture, de colonisation qui sont loin d'être parvenues à leur parfait développement et qui sont pourtant les deux principaux atèrès qui doivent alimenter notre vie nationale ? L'agriculture pour nous apprendre à tirer du sein de la terre le plus de profits avec le moins de frais possible, pour nous débarrasser de cette routine qui dans certaines localités épuise encore le sol et y appauvrit la population ; la colonisation pour nous fournir les moyens d'envoyer sur les terres nouvelles le surplus de la population des villes et des vieilles paroisses et empêcher ainsi les enfants du sol de s'expatrier.

Je ne me cache pas que ce qui m'a fait le plus de plaisir dans le discours du trône et ce qui m'a inspiré le plus de confiance pour l'avenir

c'est d'y constater que notre gouvernement est décidé de continuer la politique de colonisation et d'agriculture qu'il a mise en tête de son programme en arrivant au pouvoir. Naturellement ce n'est pas dans un an ou deux qu'il pourra faire ressentir tous les effets de cette politique bienfaisante au sujet de l'agriculture. Il lui faut pour cela le concours des sociétés d'agriculture et il faut du temps avant de les amener toutes à opérer les réformes nécessaires dans la culture des terres et l'élevage du bétail. Mais c'est déjà beaucoup pour le gouvernement d'avoir attiré l'attention des sociétés sur ces réformes, de leur en avoir imposé l'obligation et d'avoir surtout excité l'émulation générale par le moyen des conférences et des concours obligatoires dans chaque paroisse. Car il ne s'agit pas de dépenser des grosses sommes d'argent pour arriver à un résultat pratique, mais de les appliquer avec discernement pour entraîner la masse des cultivateurs dans la voie du progrès par la force de l'exemple et de l'émulation. Tout cela est déjà commencé et je suis convaincu qu'avec le temps notre ministère opérera dans le pays les réformes agricoles qu'il désire. D'ailleurs on ne peut pas dire qu'il n'y a pas déjà progrès agricole dans cette province. Qu'on examine les tableaux d'exportations depuis quelques années et on se convaincra du contraire. Les progrès sont sensibles et sont même extraordinaires dans l'industrie laitière, grâce à la direction que nos gouvernements conservateurs lui ont donnée.

Quant à la colonisation, les octrois qui lui sont affectés produisent un résultat prompt et direct, remplissent un double but. D'abord ces octrois assurent l'ouverture des chemins dont les colons ont absolument besoin et ils ont aussi pour effet de soulager leurs misères. Tout le monde sait que ce sont eux qui gagnent ces argents et s'ils n'avaient pas ce secours, lorsque les récoltes sont mauvaises ou que leurs défrichements ne sont pas suffisants ils seraient obligés de déguerpir, car dans les places nouvelles mille accidents imprévus viennent jeter l'affliction parmi eux. Il faut y avoir passé comme moi pour avoir une idée de ces épreuves et du courage qu'il faut avoir pour les surmonter. Aussi je suis heureux de voir que le gouvernement est disposé à faire voter encore cette année des octrois considérables pour la colonisation. Rien au monde ne porte tant bonheur à un parti politique que cette tendre sollicitude pour la classe des colons. Pour ma part je suis bien convaincu qu'une politique aussi louable suffirait pour attirer au gouvernement la reconnaissance du pays et lui mériter l'appui des électeurs.

Mais il est une autre loi annoncée dans le discours du trône dont

l'importance n'échappe à personne, car elle devra assurer si elle est adoptée par cette Chambre le parachèvement de certains chemins de fer, entre autres ceux du lac St. Jean, de la vallée d'Ottawa et de la Baie des Chaleurs destinés à promouvoir la colonisation d'une manière plus efficace et plus rapide. Pour ma part je voudrais que cette loi comportât une commutation en argent de toutes les terres données comme subside aux diverses compagnies de chemin de fer. Comme l'an dernier j'ai parlé ici en Chambre de ce sujet d'une manière assez étendue, je me contenterai de dire aujourd'hui que cela serait dans l'intérêt du gouvernement et des compagnies à la fois. Car pour livrer ces terres à la compagnie seule du chemin de fer du lac St. Jean, le gouvernement serait obligé de faire pour \$100,000 d'arpentages tout en perdant le bénéfice de ses terres, et il n'y a pas de doute que les terres situées le long du chemin de fer, ne serait-ce que pour la valeur du bois, vaudront beaucoup plus que l'évaluation qui en est faite, d'un autre côté les compagnies ne peuvent utiliser ces terres pour la construction et l'équipement de leurs chemins vu qu'elles n'en ont pas la propriété tant que ces terres ne sont pas colonisées et habitées.

Une loi concernant la santé publique nous est aussi promise. Nous avons déjà une loi qui permet l'établissement des bureaux de santé destinés à pourvoir dans des temps d'épidémie par des règlements appropriés, aux soins des malades et à empêcher la propagation de la maladie. Mais l'affreuse maladie qui l'an dernier a affligé notre métropole commerciale ainsi que d'autres localités de cette province, a jeté la désolation dans un grand nombre de familles par suite des nombreuses victimes qu'elle a enlevées à leur affection, qui a occasionné des crises commerciales et des misères extraordinaires, a fait comprendre que cette loi n'est pas suffisante. Il faut une loi non-seulement pour arrêter et guérir le mal quand il est déclaré ou arrivé dans le pays, mais aussi pour le prévenir et le détruire radicalement.

Ce serait certainement pour le pays d'un immense avantage, car ce que l'on dit des particuliers peut aussi bien s'appliquer à la communauté entière "la santé c'est la richesse."

L'honorable M. *Mercier*—*député de St-Hyacinthe*.—M. le président, mon premier devoir est de féliciter les honorables députés qui ont proposé l'adoption de l'adresse en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant gouverneur. De celui qui a appuyé cette proposition, j'ai peu à dire. C'est presque un vieux lutteur sur notre arène parlementaire. Son expérience et sa science constitutionnelle, dont il nous a déjà

donné des échantillons à tant de reprises, me dispensent de faire son éloge.

Quant à l'honorable député de Joliette, mon devoir est de lui souhaiter la bienvenue parmi nous. C'est un avocat de talents. Je n'aurais que de bonnes choses à dire de lui si je m'en rapportais à ceux qui ont demeuré avec mon honorable ami et qui, par conséquent, le connaissent beaucoup mieux que moi.

Il est vrai qu'il n'en a pas dépendu de moi s'il est aujourd'hui membre de cette Chambre. J'ai cru de mon devoir, dans les intérêts du parti qui me fait l'honneur de me reconnaître comme son chef, de combattre la candidature de mon honorable ami et je dois ajouter que j'ai presque réussi. J'espère qu'il ne m'en voudra pas. Pour moi je ne lui garde aucune rancune d'avoir battu mon candidat.

Je crois que l'honorable député occupera dans cette Chambre la position distinguée qu'il a su acquérir dans l'exercice de sa profession.

Maintenant, M. le président, cette partie de mon sujet—et la plus agréable—étant épuisée, je suis obligé d'entrer dans ce que je considère comme la partie la plus désagréable du programme du jour.

M. le président, le discours du trône que nous avons à considérer n'est que la répétition stéréotypée des harangues officielles conservatrices passées et présentes. Ce morceau d'éloquence ministérielle est très long, mais il ne contient en définitive que très peu de chose. C'est un grand discours dans lequel il n'y a rien. Ceci me rappelle ce que j'entendais dire au commencement de ma carrière professionnelle comme avocat. On disait, à propos des successions des mineurs, que la part de chacun dans la terre est bien longue mais qu'elle n'est pas large. Le discours du trône ressemble à ces parts de mineurs, il est long mais il n'est pas large. Je suis porté à croire que le gouvernement a fait ce qu'il y avait de mieux à faire. Ne voulant dire que très peu, il devait néanmoins s'arranger de manière à ce que le discours du trône vint à être long, tout en contenant le moins possible. Comme on est à l'approche des élections, le gouvernement devait se plonger davantage dans sa parfaite insignifiance. Il devait éviter toutes les questions qui agitent l'opinion publique. Les ministres ont su prendre les moyens pour ne pas dire leur opinion sur les sujets qui passionnent le peuple de la province de Québec. On leur a fait comprendre que leur position exige qu'ils ne se montrent ni chair ni poisson. Quant à cela, on a réussi à merveille.

Le gouvernement a eu le soin de prendre pour proposer l'adresse, le seul député nouveau et ministériel que les élections de la vacance lui aient donné.

Comme la Chambre le sait, cette élection a eu lieu dans le cours du mois de septembre dernier. Elle a été nécessitée par la retraite de l'un de nos collègues, qui est allé siéger dans la Chambre haute.

Ancien libéral et adversaire acharné de la Chambre dans laquelle il est maintenant, il devra y finir sa carrière.

Je lui souhaite de fournir comme membre du Conseil législatif, une carrière plus brillante que celle qu'il a parcourue comme membre de l'Assemblée. Il aura des loisirs, j'espère qu'il en profitera pour apprendre qu'il est grand, beau et noble d'être fidèle à son parti et à ses principes.

La Chambre me permettra, sans doute, d'attirer pendant quelque temps son attention sur cette élection.

Nous étions alors à la veille du grand mouvement national. C'était peu de temps après le rejet de la proposition de mon honorable ami le député de Trois-Rivières.

Il avait demandé à la Chambre de venir au secours des Métis du Nord-Ouest. La Chambre avait refusé de prendre une position qui peut être considérée comme une intervention. Depuis le rejet de cette proposition, les événements avaient marché. Le Nord-Ouest était en feu ; nos volontaires avaient combattu pour une cause qui n'avait pas leurs sympathies. La force avait eu raison de ce vaillant petit peuple de Métis, et de nombreux prisonniers de guerre remplissaient les cachots de l'ouest. Au moment où on se demandait ce qu'on allait faire de notre frère Louis Riel, nous avons sollicité le peuple de Joliette de donner une leçon de clémence à ses gouvernants. Nous lui disions de rendre un verdict qui fit comprendre aux ministres que la clémence seule pourrait satisfaire la province de Québec. Nous exprimions des appréhensions les plus vives en l'absence d'un tel verdict, sur le sort de Riel. De son côté, l'honorable procureur général disait que c'était la clémence qui serait exercée et non la rigueur d'une terrible sentence. Il assurait aux électeurs de Joliette que la sentence de mort ne serait pas exécutée. Ces affirmations sont tellement restées gravées dans mon esprit qu'il me semble encore entendre l'honorable procureur général prononcer ces paroles rassurantes de sa voix forte et puissante.

Chaque fois que j'ai eu l'honneur de le rencontrer dans les assemblées publiques dans le cours de cette campagne, il m'a été donné d'entendre les mêmes affirmations, faisant naître les mêmes assurances, faisant concevoir les mêmes espérances. Et, M. le président, quel a été, au point de vue pratique, le résultat de ces paroles de élémence. Tout cela a eu pour effet de conserver au gouvernement ce comté à une majorité de 14 voix, après que celui qui se retirait avait obtenu, à sa dernière lutte, une majorité de 600 voix.

Depuis cette élection, les événements ont marché et la parole de l'honorable procureur général au peuple de Joliette n'a pas été remplie. A-t-il au moins protesté pour dégager sa responsabilité ? Lorsque le 22 novembre dernier, j'avais l'honneur de parler à cinquante mille citoyens dans la division est de Montréal, lorsque, lui, l'honorable procureur général était présent à Montréal, il me semble qu'il aurait dû être là, à mes côtés, pour faire entendre une solennelle protestation contre ceux qui l'avaient induit à engager sa parole vis-à-vis tout un collège électoral dans cette province. Il aurait dû être là pour rappeler à ceux qu'il l'avait trompé que ce n'est pas ainsi qu'on en agit avec un procureur général d'une grande province comme la nôtre.

Non, M. le président, il n'y était pas. Sa place était vide ; là comme ailleurs ou l'appellent les grands devoirs qui lui incombent comme représentant de toute une race noble et généreuse.

Le procureur général si empressé à dire que l'honneur national ne serait pas entaché, lorsqu'il s'agissait d'un succès de parti, n'a pas osé se montrer lorsqu'il fallait faire entendre des paroles de réprobation à l'adresse de ceux qui n'avaient pas su conserver intact cet honneur national. Tout le monde se demandait s'il y avait un gouvernement à Québec. Le peuple, blessé dans ce qu'il a de plus cher, se posait avec anxiété la question : y a-t-il encore des hommes pour défendre les Canadiens-Français. Ces messieurs, les champions obligés de ce peuple, ses défenseurs par devoir, ces bons ministres étaient absents des grandes manifestations populaires, tapis dans leurs somptueux bureaux, muets et sourds aux appels de toute une race, mortellement blessée dans ses sentiments les plus nobles. Ils sont ainsi restés muets jusqu'à l'élection de Lotbinière, provoquée par une circonstance dont je parlerai dans un instant.

L'honorable procureur général y est allé, accompagné de quelques uns de ses collègues. Alors il comprenait, comme toute la province du reste, qu'on avait été lâchement abandonné par ceux qui nous

représentaient plus particulièrement à Ottawa. Va-t-il en profiter pour les dénoncer et flétrir leur indigne conduite? Oh! pas un mot, pour lui, il n'est pas encore temps de faire des protestations.

M. le président, non-seulement le peuple s'est fait entendre spontanément dans les nombreuses assemblées publiques qui ont été tenues sur divers points de la province, mais plus tard est venue la voix plus calme plus réfléchie si l'on veut, des corps municipaux. A ce nouvel appel, le gouvernement est encore resté muet.

L'élection de Lotbinière offrait donc aux ministres une excellente occasion de sortir de leur mutisme et de se faire les champions de la cause nationale. Au lieu de cette attitude ferme et digne, on nous a amené un homme pour qui j'ai personnellement le plus grand respect, mais qui, politiquement, n'était que l'instrument du gouvernement fédéral. On le savait si bien, qu'on a vu tout ce qu'il y avait de plus vénal à Ottawa s'abattre sur le collège électoral de Lotbinière, et déployer toutes les ressources de leurs talents corrupteurs, pour faire triompher la cause du gouvernement fédéral, identifiée à celle des ministres provinciaux.

Là encore, l'honorable procureur général comme ceux de ses collègues qui ont pris part à cette campagne électorale, n'ont pas dit un mot de protestation contre ceux qui nous ont infligé l'affront sanglant du 16 novembre dernier.

Si ce silence ne suffisait pas pour nous donner la certitude qu'il y a communauté d'idées et de sympathies entre les ministres provinciaux et fédéraux, il n'en pourrait rester un seul doute maintenant que nous avons vu ce qui s'est passé depuis. Cette certitude a existé lorsqu'on a vu, à l'assemblée de Sillery le candidat conservateur dans Lotbinière faire cause commune avec les pendards. Aussi la même réserve n'a plus été de rigueur, lors qu'est venu l'élection de Drummond et Arthabaska, car là on espérait prendre les cinq ou six cents votes anglais que compte cette division électorale. Pour ne pas mécontenter ni l'un ni l'autre des deux grands éléments nationaux qui divisent ce collège électoral le gouvernement a eu le soin de dire à son candidat : Prenez garde, il y a eu un grand mouvement dans la province, n'allez pas dire rien dans un sens ou dans l'autre, car vous serez battu. Mais malheureusement pour ceux qui avaient imaginé cette ruse, il s'est trouvé des conservateurs dangereux, c'est ainsi qu'on désignait ces patriotes, qui sont venus mettre ces précautions à néant. Ils ont exigé des garanties de la part du candidat

conservateur. M. Préfontaine a d'abord refusé sur l'ordre du gouvernement, ou du moins avec l'assentiment de certains ministres. Et lorsque plus tard, on a vu que ce refus s'il était maintenu, pouvait faire du mal à la candidature ministérielle, on a dit à M. Préfontaine ; signez et on vous appuiera quand même. On a vu cet homme signer les résolutions du Champs de Mars et se montrer ensuite dans les assemblées publiques ayant en mains ces mêmes résolutions, que la presse ministérielle dénonçait comme déloyales et dirigées contre la couronne d'Angleterre.

L'honorable procureur général, comme le gouvernement, espérait par ce truc, se venger de sa défaite à Lotbinière et de sa quasi défaite de Joliette.

M. le président, j'ai fait cette revue des récents événements électoraux pour démontrer à la Chambre et au pays ce que nous avons dans la personne des ministres et pour démontrer aussi qu'ils ne savent pas où aller pour échapper au naufrage qui les attend. J'ai voulu aussi prouver qu'ils sympathisent avec les traîtres ou les patriotes suivant qu'ils pensent que cela peut faire leur affaire.

Je ne sais pas si le gouvernement va avoir le courage de nous dire ce qu'il pense des affaires du Nord-ouest, mais ce que je sais c'est que le parti conservateur est resté, en dépit de la plupart de ses chefs, un parti national et de patriotes. Je comprends, pour ces messieurs, que ce n'est pas par ses actes qu'on reste au pouvoir ou qu'on s'en rend digne. Un jour viendra où les ministres auront beau ne pas vouloir entendre, ou essayer de se fermer les oreilles, ils devront les ouvrir. Et ce jour-là sera celui où nous irons tous devant le peuple, pour faire renouveler notre mandat. Mes honorables amis de la droite auront beau se faire humbles et soumis à toutes les exigences, le peuple aura alors son tour et il dira qu'il est trop tard.

On est encore à se demander dans la presse quelle est l'opinion des ministres sur cette question du Nord-Ouest. Le gouvernement se tient coi et n'ose répondre ni affirmer ses convictions au grand jour. Quelques journaux, poussent le dévouement assez loin pour défendre le mutisme des maîtres et on va jusqu'à dire, dans certains cercles choisis avec beaucoup de discrétion, que l'un des ministres a envoyé une dépêche au gouvernement fédéral le suppliant de ne pas laisser exécuter Riel. Comme de raison, je ne sais pas si c'est vrai en tout ou en partie.

D'autres bruits circulent aussi, d'après lesquels, l'un des ministres

aurait dit que le gouvernement fédéral avait bien fait de laisser exécuter Louis Riel. J'ignore si cela est vrai. Dans tous les cas, j'espère que les ministres auront le courage, pendant cette session, de nous dire ce qu'ils pensent de ce mouvement national qui a trouvé un écho puissant d'un bout à l'autre de la province. Quant à ma ligne de conduite, on sait ce qu'elle a été. Je n'ai pas craint, M. le président, de marcher la main dans la main sur cette question, avec certains conservateurs que je croyais en état de faire un peu de bien au pays.

A tout événement, tout le monde a compris que le lendemain de la mort de Louis Riel, le gouvernement se serait peut-être mis du côté des patriotes mais qu'il a craint la colère de ses maîtres à Ottawa. Nous en avons déjà vu bien d'autres. La *Minerve*, ce journal fondé par un grand patriote, Duvernay, n'a pu s'empêcher de suivre un instant le torrent populaire, mais aussitôt cette feuille a reculé devant les conséquences logiques de son premier mouvement, qui était le bon, et s'est mise à défendre le gouvernement qu'elle venait de condamner dans un langage plein d'une sombre énergie.

Quoiqu'il en soit de ces défaillances, il est temps de savoir si le gouvernement de la province de Québec est avec les patriotes oui ou non.

M. le président, en parlant de l'élection qui a eu lieu dans certaines divisions électorales, j'ai dû rappeler à la mémoire de ceux qui me font l'honneur de m'écouter certaines circonstances qui ont précédé ces élections. J'ai fait nécessairement allusion à la démission de deux de nos collègues. Je désire m'expliquer sur ces faits.

Depuis 1867, nous avions au milieu de nous un homme dont le nom était synonyme d'honneur et de loyauté. Je regrette la décision qu'il a prise par laquelle il a privé son pays et son parti des précieuses lumières de sa longue expérience, mais je dis qu'il a bien fait de se retirer s'il croyait que ses convictions n'étaient pas d'accord avec celles de ses commettants. Mais en même temps il a donné une grande leçon à certains députés et ministres qui gardent leur mandat et leur place quand même, tout en n'ignorant pas qu'ils tiennent une ligne de conduite opposée à l'opinion de la grande majorité de leurs commettants. M. le président, si, comme vous n'en pouvez douter, nous regrettons le départ de l'honorable M. Joly, nous ne pouvons non plus nous empêcher de l'admirer dans sa retraite prématurée.

Un autre de nos collègues, M. Watts, a donné lui aussi sa démission à propos de cette question Riel. Si nous avons perdu deux collègues

précieux par leurs talents et leurs expériences, nous pouvons dire que nous les avons remplacés par deux amis et qui plus est, par deux patriotes. Je profite de cette occasion pour leur souhaiter, au nom du parti libéral, la plus cordiale bienvenue dans cette Chambre.

M. le président, on a beaucoup discuté pour savoir si dans les circonstances ceux qui ont pris une position opposée à la nôtre étaient oui ou non justifiables. On a dit qu'en définitive, les ministres fédéraux étaient les vengeurs de la loi outragée ; qu'on ne pouvait pas blâmer des hommes qui se faisaient les vengeurs de l'ordre public exprimé par la loi.

Mais il faut bien se rendre compte de la situation. La loi du Nord-Ouest n'est pas la même que celle des vieilles provinces de la confédération. Ainsi, dans la province de Québec, lorsque la sentence de mort contre un criminel, est prononcée, elle est exécutée sans que le gouvernement soit tenu en quoi que ce soit, d'intervenir, mais dans le Nord-Ouest c'est tout le contraire qui est établi en vertu de la loi même. Ou, en d'autres termes, M. le président, ici le gouvernement fédéral n'a qu'à laisser la loi suivre son cours, sans la moindre intervention de sa part, tandis que dans le Nord-Ouest la loi suit son cours parce que les ministres le veulent ainsi. Là, il faut un arrêté du conseil pour que l'exécution ait lieu. Ces hommes qui font valoir l'argument que je combats en citant les prescriptions de la loi dans les vieilles provinces et dans l'ouest, ces hommes là ne connaissent pas le premier mot de la question. S'ils n'étaient pas aussi ignorants ils sauraient que dans le Nord-Ouest pour qu'un condamné à mort soit exécuté il faut que les ministres l'ordonnent au moyen d'un arrêté du conseil.

On a dit aussi que le grand mouvement qui a éclaté spontanément à la suite du 16 novembre dernier, était déloyal et qu'il fallait dénoncer ceux qui y prenaient part comme des traîtres à la constitution et à l'Angleterre. Pourquoi en appeler ainsi au sentiment de loyauté.

On vient dire que ce mouvement était dirigé contre la couronne anglaise ! C'est faux et j'en appelle à nos accusateurs pour faire la moindre preuve contre ceux qui ont pris part à ce mouvement. Mais n'ai-je pas le droit de demander à nos détracteurs : Pourquoi donc user de plus de sévérité quand il s'agit de l'un de nos compatriotes.

Ce n'est pas la première fois qu'un peuple opprimé a recours aux armes pour revendiquer l'exercice de ses droits. L'histoire a enregistré des révolutions bien autrement formidables que celle qui a ensanglanté

les plaines du Nord-Ouest. Pour ne parler que de faits tout récents, nous avons vu de ces mouvements en Egypte et dans d'autres contrées de l'Afrique. L'Angleterre a dû lutter contre ces rebelles. Après que des millions eurent été dépensés, après des combats sanglants où des centaines de milliers d'hommes des meilleures troupes anglaises eurent succombé sur les champs de batailles pourquoi, je le demande à ces ultra-loyaux, la Reine elle-même a-t-elle pardonné à ces rebelles ?

Et quand la France a été obligée, pour la protection de ses colonies africaines, de soutenir une guerre longue et formidable contre le fameux Abel-Kader, et lorsqu'elle eut fait prisonnier ce rebel, pourquoi la France a-t-elle donné un magnifique château et une pension princière à ce révolté qui avait fait verser tant de sang français et dépensé tant de millions ?

Rapprochons-nous davantage du Canada, et demandons à ces ultra-loyaux pourquoi, après la guerre de sécession aux Etats-Unis, guerre dont nous connaissons tous quelque chose, car un grand nombre des nôtres y étaient, les vainqueurs n'ont-ils pas mis à mort les principaux instigateurs de cette guerre meurtrière ? Au contraire, Lincoln, avant de mourir a voulu que tous ceux qui avaient pris part à cette rébellion fussent pardonnés. On n'a pas noyé le triomphe dans le sang de concitoyens.

En 1866 lorsque des compatriotes des Irlandais, pour se venger des persécutions des Anglais, eurent passé la frontière et eurent fait brûler les maisons de paisibles citoyens, une cinquantaine d'entre eux furent pris et envoyés dans les prisons, est-ce qu'ils furent exécutés ?

Non, M. le président. Et parmi ceux qui demandaient que ces prisonniers ne fussent pas exécutés, il y en avait parmi ceux-là même qui avaient eu à souffrir des déprédations qui avaient été commises par ces infortunés.

M. le président, rapprochons-nous encore davantage du cercle où nous vivons et consultons l'histoire, non pas d'y il y a cinquante ans mais l'histoire d'hier et voyons ce qui s'est passé.

En 1874, il y avait un gouvernement dans la province de Québec. Il y avait dans ce gouvernement un homme dont la carrière sera peut être brisée parcequ'il n'a pas compris qu'il fallait être du côté de ses compatriotes, au lieu d'être du côté de leurs tyrans. Il y avait à Ottawa un homme que l'on disait bien fanatique, et cet homme était à la tête du gouvernement. Le 18 décembre 1874, M. Chapleau proposait ici,

comme son collègue dans le temps, l'honorable M. Ross, proposait au Conseil législatif, des résolutions toutes spéciales. Et M. le président, que demandait-on dans ces résolutions ? On y émettait l'idée que la recommandation du jury à la clémence de la cour, devait suffire à la couronne pour l'engager à exercer sa prérogative royale de pardon, ou de commutation de sentence. On y tenait un langage beaucoup plus énergique que celui que l'on nous reproche aujourd'hui. Cependant il y avait alors dans cette Chambre un grand nombre de nos compatriotes anglais. Dans la liste des députés de l'époque, je vois les noms de messieurs Alexander, Bellingham, Irvine, Joly, Lynch, Watts, Brigham, Cameron, Church, Robertson, Sawyer. Se sont-ils levés pour protester contre le langage des résolutions qu'on soumettait à leur approbation ? Ont-ils dénoncé comme des déloyaux ceux qui demandaient grâce pour les pauvres Métis ? Voici ce que l'on trouve dans ces résolutions, acceptées aussi bien par la majorité canadienne-française que par la minorité anglaise de la Chambre :

“ Que tout en s'inclinant devant le verdict rendu contre un des acteurs dans ce soulèvement, l'opinion publique dans cette province éloignée de Manitoba, comme dans les autres provinces de la Puissance, et jusqu'en Angleterre, s'est vivement émue à l'idée que cet acte de violence déplorable était tellement confondu avec les événements politiques de cette malheureuse époque qu'il est impossible de l'assimiler aux cas ordinaires d'homicide.

“ Qu'un sentiment général de sympathie et de miséricorde s'est répandu dans la Puissance et dans tout l'Empire en faveur du malheureux prisonnier ;

“ Que, dans le but de satisfaire ce sentiment de miséricorde et aussi dans le but de réaliser cette idée de conciliation, de paix et de tranquillité qui a présidé à l'établissement de la Confédération, et de faire disparaître toutes les causes de division et les sentiments hostiles qui pourraient se manifester entre les différentes populations de ce pays et, en particulier, pour donner effet à la recommandation de clémence exprimée par le jury dans son verdict, Son Excellence soit humblement priée de vouloir bien exercer, en faveur du condamné, Ambroise Lépine, la royale prérogative de miséricorde en lui octroyant grâce et pardon.”

Dans le cas auquel se rapportent ces résolutions, l'action du gouvernement ne s'exerçait pas de la même manière que dans le cas actuel. En

1874, il n'y avait pas besoin d'arrêté du conseil pour que la sentence fut exécutée ; le gouvernement n'avait qu'à laisser faire. En 1874, on demandait à un gouvernement libéral d'exercer la clémence, tandis que dans ce cas-ci le gouvernement n'avait qu'à fermer les yeux. En 1874, le premier ministre d'aujourd'hui avec quelques-uns des ministres actuels, ont demandé miséricorde. Je demanderai aux ministres qui siègent en face de moi s'ils ont suivi ce grand exemple. Ou bien, avez-vous préféré vous ranger du côté de la corde plutôt que du côté de la miséricorde ? J'attends une réponse . . .

Alors je comprends que les honorables ministres ne se sont pas fait les échos du grand mouvement qui s'est manifesté dans toute la province. Ils en porteront la responsabilité aux yeux de leur parti, car je ne puis croire qu'un parti qui a eu Lafontaine et Cartier pour chefs, puisse accepter la position que lui font les ministres sur cette question. J'espère que le parti conservateur se fera un devoir de les dénoncer et de répudier leur conduite indigne, comme cela a déjà été fait à Ottawa.

Je n'en dirai pas davantage pour le moment. J'espère que la Chambre me pardonnera si j'ai été un peu long sur cette partie de mon sujet. Je désirais faire connaître ma pensée, puisqu'une occasion aussi favorable se présentait à moi. J'espère que nos compatriotes anglais dans cette Chambre comprendront qu'il est beau d'avoir du cœur. Ils ne peuvent être surpris si je prends cette position. Nous ne demandons pas vengeance contre qui que ce soit. De plus, les Anglais ne m'ont jamais habitué à penser qu'ils s'enorgueillissaient de faire monter des compatriotes sur l'échafaud. A part du cas de l'Irlande, exemple regrettable sans doute, ils n'ont pas montré qu'ils étaient inexorables dans ces circonstances où la clémence est si bien de mise. Aussi, ai-je lieu de croire qu'ils comprendront l'esprit qui m'anime en ce moment.

Maintenant je vais dire un mot de la picotte. Le gouvernement appelle cela la variole, dans son discours du trône ; le peuple, lui, nomme cette maladie la picotte.

Le gouvernement est entré dans la voie des compensations ; ne pouvant se féliciter d'avoir empêché la mort de Louis Riel, au moins il se félicite d'avoir empêché la picotte de se répandre davantage dans la province.

L'honorable procureur général a su émettre une proclamation dont les effets salutaires se sont fait sentir dans certaines parties de la province.

La loi dont on s'est servi est ancienne et il n'y avait aucun règlement de fait pour faciliter son fonctionnement. Cela a donné lieu à des difficultés considérables, qui doivent solliciter notre attention comme législateurs.

Dans le discours du trône, il est aussi question du bureau de santé :

Parmi les membres de ce bureau de santé, on trouve le nom du maire Beaugrand de Montréal, qu'un certain journal conservateur de cette ville, a appelé le bourreau de la famille Gagnon.

Le maire agissait en vertu de certains règlements. Or ces fameux règlements que je pourrais critiquer si j'en avais le temps, ont été approuvés par le gouvernement. Néanmoins, les journaux conservateurs qui déversaient à pleines colonnes l'injure et le blâme sur le maire Beaugrand n'ont pas trouvé un mot de désapprobation à l'adresse du gouvernement.

Dans la partie-est de Montréal, on a soulevé le peuple contre le maire Beaugrand, mais en même temps, on se gardait bien de dire un seul mot contre le gouvernement, qui avait approuvé les règlements qui forçaient le maire d'en agir ainsi. Pourquoi cette sévérité pour l'un et cette condescendance pour l'autre. Pourquoi.... c'est bien simple, c'est parce que M. Beaugrand est un libéral et que les ministres sont conservateurs.

Le gouvernement nous annonce qu'il va faire modifier la loi en vigueur. J'espère qu'il va donner suite à cette partie de son programme. J'espère aussi qu'il va s'arranger de manière à ne pas nous donner de ces misérables qui sont allés, le pistolet à la main, effrayer les femmes et les enfants, sous prétexte de faire exécuter les règlements du bureau de santé nommé par le gouvernement. Ils ont poussé la sévérité ou plutôt la déplorable sottise jusqu'au point de se rendre maîtres des maisons.

J'espère que ces scènes ne se renouveleront plus et que la loi sera changée de manière à rendre leur répétition impossible. On verra aussi à ce que le choix des officiers soit mieux fait à l'avenir que par le passé, et que l'on ne confiera plus des fonctions aussi délicates à des ivrognes de profession qui ont fait des scènes aussi regrettables. Si le gouvernement veut savoir si ce que je dis sur le compte de ses officiers est vrai, qu'il le demande à certains de ses partisans et il en apprendra de belles.

J'espère aussi, M. le président, que par la nouvelle loi, on n'obligera pas ces gens à créer des bureaux de santé là où il n'y a aucun besoin. Que l'on divise la province en deux ou plusieurs grands districts où la loi

pourra par proclamation, être mise en vigueur quand la nécessité s'en fera sentir. Je ne vois pas pourquoi on mettrait cette loi en force partout à la fois, comme cela a eu lieu l'été dernier.

On me dira peut-être que c'était pour prévenir le mal. C'est le contraire qui est arrivé. On a envoyé de Montréal des gens qui sortaient des maisons de variolés et qui ont répandu la variole partout où ils sont allés ; ils étaient les agents de la maladie, comme ils étaient les agents de la loi.

Il est bon d'appliquer des mesures préventives avec vigueur, mais aussi il ne faut pas pousser la sévérité jusqu'au ridicule. Je vais en donner un exemple à la Chambre.

Un jour l'automne dernier, je pars de Montréal et je vais à la jolie petite ville de St. Jean, chez mon ami l'hospitalier député du comté du même nom. J'y passe la soirée en la compagnie agréable de mon honorable ami. Le lendemain, je reprends le train pour revenir à Montréal. A mon grand étonnement un officier de santé m'aborde et me demande si je suis vacciné. La question me parut fort cocasse, je l'avoue.

Je viers de St. Jean, lui dis-je, et je comprends que la loi ne concerne que ceux qui sortent de Montréal et non pas ceux qui y viennent, vu que le foyer d'infection n'est pas en dehors mais bien en dedans de cette ville. Ce ne pouvait être par conséquent ceux qui venaient à Montréal qui pouvaient répandre la contagion mais bien ceux qui en sortaient. Malgré ce raisonnement plein de bon sens, mon officier de santé ne voulut pas entendre raison et me menaça de faire un rapport contre moi. Je l'envoyai se promener. Je ne sais s'il a exécuté sa menace contre moi où si le bureau central de santé a jugé à propos de laisser dormir l'affaire, dans tous les cas je n'en ai plus entendu parler.

Ainsi M. le président, vous voyez par là avec quelle sévérité ridicule même, on appliquait cette loi-là. On employait des hommes qui ne savaient rien de ce qui constituait leur devoir. Il faudrait étudier soigneusement la question de manière à éviter tous ces inconvénients dans la nouvelle loi.

M. le président, j'ai été surpris d'entendre les deux honorables députés qui ont proposé l'adoption de l'adresse, féliciter le gouvernement pour avoir défendu l'autonomie des provinces et de l'avantage qu'il a remporté dans cette voie, dans l'affaire relative à la loi des licences.

Mon honorable ami le député de Joliette ne doit pas être trop fortement blâmé pour avoir dit une chose si contraire à la vérité. Il est, il me permettra bien de le lui dire, quelque peu novice dans les choses parlementaires et je suis porté à croire qu'il y a été de confiance. Il a cru tout bonnement que le discours du trône ne disait que la vérité la plus évidente, comme les ravages de la picotte à Montréal. Sa naïve et juvénile confiance parlementaire dans la parole des ministres lui a joué un mauvais tour, voilà tout.

Mais ce que je ne puis concevoir c'est que l'honorable député de Chicoutimi et Saguenay ait pu, se laisser prendre ; lui qui sait comme nous, quelle énergie il a fallu déployer pour entraîner les ministres à exprimer une opinion favorable à l'autonomie des provinces.

A-t-il donc oublié que dans le mois de janvier 1884 le gouvernement a donné—et cela sans le savoir, ce qui est le beau du tour—a donné dis-je, instruction à ses officiers de mettre la loi provinciale de côté sur les licences et de ne suivre que la loi fédérale ; a-t-il déjà oublié cet intéressant incident de la carrière ministérielle des membres du gouvernement ? Quand il a adressé ses chaleureuses félicitations aux ministres, est-ce qu'il ne savait pas ce qui s'est passé à cette époque ? On se rappelle encore que quand j'ai rappelé l'existence de cette fameuse circulaire, l'honorable procureur général est entré dans une de ses grandes colères.

Les ministres acceptent sans sourciller les félicitations de leurs amis, mais s'imaginent-ils que nous sommes complètement ignorants de ce qui s'est passé. Qu'avez-vous fait pour repousser la loi contre laquelle nous venons de remporter un succès dont on s'enorgueillit sur les bancs de la droite ? Rien, absolument rien, et c'est la loi de M. Mowat qui vous a donné l'idée de faire ce que vous avez fait. Dès les premiers jours, M. Mowat combattait la loi centralisatrice de Sir John Macdonald.

Lorsqu'on vous a demandé de ne pas accepter cette loi néfaste, vous avez envoyé une circulaire à vos officiers leur ordonnant de mettre cette même loi à exécution. Il est si vrai que vous n'avez rien fait par vous-mêmes, c'est que vous n'avez agi que lorsque le parlement fédéral vous eut donné la permission d'en appeler à la cour suprême de la validité de cette loi. Vous avez attendu que M. Mowat eut commencé à faire la lutte sur le terrain judiciaire pour agir de votre côté. Voilà en deux mots l'histoire de cette affaire. On sait très bien dans le public que vous n'avez pas eu le courage de faire votre devoir.

Lorsque l'honorable trésorier se plaignait devant ses commettants de Sherbrooke que la loi fédérale lui enlevait une partie de son revenu, vous ne faisiez rien. Lorsque je proposais des résolutions dans cette Chambre affirmant les droits de la province à son autonomie, qu'avez-vous fait ? Rien. Vous aviez besoin d'argent, de subside, et vous n'avez pas osé rien faire qui fut de nature à mécontenter ceux vers lesquels vous tendiez la main pour avoir des secours.

Le gouvernement a montré une ineptie complète.

Dans cette question le gouvernement n'a pas eu plus de courage pour défendre les droits de la province, qu'il n'en a eu pour empêcher Riel de monter sur l'échafaud. Sur toutes les graves questions qui intéressent tout spécialement notre province, le gouvernement a toujours fait preuve de l'incapacité qui le distingue.

Demandez à la presse du pays ce qu'elle pense de vous, demandez-le à la presse de vos propres amis. Cette presse vous déclare les ministres les plus ineptes qu'il y ait eus dans la province et ceux qui ont connu les jours glorieux de Sir George Cartier se demandent où ce règne d'incapables va les conduire, et comment un parti a pu tant dégénérer dans ses chefs.

Parmi les conservateurs, je le reconnais avec sincérité, il s'en est trouvé qui ont fait preuve d'un remarquable esprit d'indépendance, en mettant au-dessus des intérêts de parti, les seuls vrais intérêts, ceux de la province. Il y en a qui ont réclamé avec ardeur la reconnaissance complète de l'autonomie des provinces en matière de licence. Lorsque l'honorable M. Blake se faisait le champion des droits des provinces et réclamait justice pour elles, vous vous êtes tus, de peur de déplaire à vos maîtres. Vous avez gardé un silence coupable.

Finalement le conseil privé a décidé en notre faveur, mais vous ne pouvez en réclamer aucun mérite, si ce n'est celui d'avoir payé quelques avocats pour faire votre besogne en préparant la cause à être soumise aux tribunaux qui l'ont jugée. L'honorable M. Mowat avait pris les devants. J'ai vu le factum préparé par l'honorable procureur général Mowat et à l'heure qu'il est on est encore à voir le factum de votre gouvernement. Au lieu de travailler, vous vous êtes croisé les bras, espérant pouvoir dire plus tard que vous aviez le mérite du travail des autres.

M. GAGNON—*député de Kamouraska*.—Le gouvernement faisait des juges de paix pendant ce temps-là.

L'honorable M. **Marchand**—*député de St. Jean*.—Vous rappelez-vous la caricature représentant le gouvernement occupé à fabriquer des juges de paix.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est, procureur-général*.—Votre gouvernement de 1878 a été une caricature permanente.

L'honorable M. **Mercier**.—Vous avez fait des destitutions générales....

L'honorable M. **Taillon**.—Non. le gouvernement n'a révoqué aucune commission.

L'honorable M. **Mercier**.—Vous oubliez donc ce qui s'est passé en 1883 ; les révocations en bloc qui ont été faites cette année là.

On va me dire, je suppose, que ce n'est pas le même gouvernement, mais demandez donc à vos collègues l'honorable secrétaire de la province et l'honorable commissaire des terres de la couronne s'ils n'ont pas participé à ces actes dont le gouvernement a honte. Que ces messieurs aient donc le courage de défendre leur conduite. Ils ne veulent pas blâmer le gouvernement Mousseau, de même qu'ils ne veulent pas se mettre en contradiction avec le procureur général. Que ces messieurs s'entendent donc une bonne fois pour toutes.

M. le président, il paraît que nous allons avoir un projet de loi concernant l'encouragement à être donné à certaines voies ferrées. Voici ce qu'on nous dit dans le discours d'ouverture :

“ Un projet de loi vous sera présenté pour permettre au gouvernement de faciliter la construction plus prompte de certaines voies ferrées destinées à donner une grande impulsion à la colonisation, à l'agriculture et au commerce dans les régions qu'elles devront parcourir, et cela sans augmenter les responsabilités ou obligations de la province.”

Ceci me rappelle ce qu'on disait en 1874 ; ce que disait en particulier l'honorable trésorier.

N'annonçait-il pas, lorsqu'il exposait la partie financière de la politique des chemins de fer de son parti, que si jamais les finances de la province venaient à être embarrassées, par suite de cette politique il se retirerait du gouvernement. Il ne voulait pas, disait-il, emprunter plus de six millions. Si ce montant était par hasard dépassé, la province était avertie, elle perdrait les services de l'honorable député de Sherbrooke. Et maintenant nous sommes loin des six millions et l'honorable député de Sherbrooke est toujours trésorier. Nous sommes

arrivés à une dette de 20 millions de piastres, et le trésorier se cramponne sans cesse à son portefeuille. Mais le comble de l'audace, c'est de l'entendre nous répéter le même langage, rééditer la même farce.

Sans augmenter la dette de la province... mais vous n'avez plus d'argent... il n'y a pas un sou dans le coffre public, comment allez-vous aider ces compagnies. Je ne sache pas que le gouvernement ait le don de tourner en or où en bons billets de banque tout ce qu'il touche ?

Est-ce avec des terres... vous en avez donné en 1882 et qu'en ont-elles fait, ces compagnies de voies ferrées ?

Et tout en approuvant en principe une politique intelligente et patriotique, qui pourra être proposée, il ne faut pas non plus renouveler ce qui a eu lieu en 1874.

En rapport avec cette question, on a parlé de l'entreprise de la voie ferrée de Québec au lac St-Jean. On a fait l'éloge de cette belle population qui attend l'accomplissement de ces travaux avec une grande hâte. On a dit qu'elle méritait des égards spéciaux de la part du gouvernement. Non-seulement elle mérite les égards du gouvernement mais de plus elle a droit d'être traitée avec justice par la province de Québec. Je suis certain qu'il n'y aura qu'une seule voix dans toute la province pour approuver l'aide raisonnable que l'on proposera d'accorder à cette entreprise.

Mais en même temps, disons franchement ce que nous pensons. N'allons pas accorder une confiance aveugle dans l'efficacité des moyens prodigieux qui sont en quelque sorte toute l'histoire financière du parti conservateur.

De la prudence que nous mettrons à juger la politique du gouvernement dépendra en grande mesure le succès du jeu et du maintien de nos institutions provinciales. Voilà une considération qui doit nous engager à bien peser les décisions que nous devons prendre.

En passant, je constate que le gouvernement a fait plus de confiance à l'honorable député de Chicoutimi et Saguenay qu'il ne s'en est permises à l'égard de la Chambre. L'honorable député connaît, au moins l'un des secrets ministériels. Pourquoi cette préférence ? Est-ce parce qu'il était ici depuis trois semaines avant la rentrée des Chambres ? Il me semble que le gouvernement aurait bien pu nous manifester autant de

confiance qu'à l'honorable député de Chicoutimi et Saguenay. Dans tous les cas j'espère que bientôt nous connaissons en totalité les secrets de cette politique qui promet de l'aide à certaines voies ferrées "de manière à assurer l'exécution plus prompte de ces travaux sans pour cela augmenter les responsabilités ou obligations de la province."

M. le président, j'arrive à un sujet assez délicat. Son Honneur nous a dit entre autres choses, que les travaux de la commission royale chargée d'examiner les faits qui se rapportent à la construction, à l'exploitation et à la vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental touchent à leur fin, et qu'un rapport de cette commission devra être présenté dans le cours de cette session.

Un mot sur ce sujet-là.

Avant de nous séparer le 17 avril dernier, le gouvernement nous a demandé de l'autoriser à payer le salaire du commissaire.

Nous n'avons pas voulu consentir à lui donner cette autorisation et nous avons, on se le rappelle, suffisamment motivé notre refus. Suivant ce que nous avons exposé devant la Chambre, il était, dans notre opinion, nécessaire de signaler au commissaire enquêteur certains faits venus à la connaissance du public. Le gouvernement, pour des raisons qui ont paru bonnes à la majorité, n'a pas voulu accepter notre manière de voir. Depuis la clôture de la session de 1885, l'enquête en question a été commencée.

Parmi les faits et accusations sur lesquels nous avons demandé que l'enquête vint à diriger son activité, il y avait une accusation qui concernait plus particulièrement un journaliste de Québec, conservateur en politique et défenseur du gouvernement. Ce journaliste avait en 1882, proclamé hautement que vingt députés avaient été élus grâce à l'or fourni par M. Sénécal. J'avoue que je n'ai jamais cru à la vérité de cette accusation, et le motif de mon incrédulité, c'est que l'homme qui l'a formulée a changé assez souvent d'opinion pour nous justifier de ne plus le croire. Dans tous les cas pour y ajouter foi, j'exigerais une autre preuve que celle que pourrait me fournir le journaliste en question.

Nous avons demandé, vu la gravité de l'accusation en elle-même, que le commissaire vint à recevoir des instructions pour exposer toute la vérité sur ce cas. A cette demande le gouvernement nous répondait que le commissaire ferait cette enquête, qu'il en aurait pleinement le droit, attendu qu'on lui laissait le champs libre, qu'on lui donnait, en un mot, carte blanche. J'insiste sur cette assurance avec laquelle le gouvernement a réussi à leurrer ses amis et à leur faire accepter sa manière de voir.

Mais chose extraordinaire, le premier jour où le commissaire a commencé à siéger, il a dit les paroles que je vais citer à Chambre. Pour ne pas prolonger mes remarques, je ne vais lire que ce qui concerne la question que je traite :

“ Deux autres accusations qui en réalité n'en forment qu'une seule, ne peuvent non plus entrer dans les limites assignées par ma commission telles qu'elles sont formulées. Elles se rapportent aux élections générales provinciales de 1881, et allèguent que monsieur L. A. Sénécals aurait alors souscrit certaines sommes pour l'élection des candidats ministériels qui auraient subséquentment, en 1882, voté pour la vente du chemin de fer.

“ Supposez que M. Sénécals ait souscrit aux élections générales de 1881, ainsi qu'on le prétend, je ne vois aucune connexité nécessaire entre cette souscription et le vote des députés élus, donné en 1882 en faveur de la vente.

“ Pour établir cette connexité il faudrait que dès l'époque des élections de 1881, M. Sénécals se fut proposé de former plus tard un syndicat, pour acheter le chemin de fer et se fut assuré dès lors l'appui des candidats, qui lui aurait été promis en considération de sa souscription.

“ Sans une corrélation de ce genre entre les deux actes, la souscription électorale de 1881 ne pourrait pas être considérée comme une corruption du vote donné en 1882 par le candidat devenu député.”

Ainsi, M. le président, voici le commissaire nommé par le gouvernement qui le condamne en termes formels, et qui censure le refus qu'on a opposé à notre demande. Il est bien vrai que plus loin le commissaire dit que le gouvernement a eu raison de nous refuser mais cela n'entame pas mon raisonnement.

Maintenant voyons ce qu'il va décider :

“ Si la commission, ajoute le savant juge, se laisse entraîner à faire une enquête sur les deux chefs d'accusation ci-dessus mentionnés, il faudrait faire le procès de tous les députés élus en 1881, mettre en doute la pureté et la légalité d'élections qui n'ont pas été contestées et les droits acquis des députés élus, s'enquérir des souscriptions qui ont pu être faites au fonds électoral de chaque parti, et de l'emploi qui a été fait de ces fonds électoraux, tout cela pour apprécier les actes administratifs du gouvernement d'alors.”

“ Pour ces raisons je crois devoir écarter du champ de cette enquête les deux accusations formulées comme je l'ai dit plus haut.”

Je ne veux pas critiquer le jugement du commissaire, c'est au gouvernement à nous dire s'il a eu raison de décider comme il l'a fait et si en décidant ainsi, il a bien rendu la pensée ministérielle. Il importe de savoir si dans les citations que j'ai faites, le commissaire a bien interprété la pensée du gouvernement. Si oui, alors on comprend pourquoi on a refusé, en 1885, d'accepter nos vues, c'est-à-dire, un programme bien défini, bien clair, qui ne donnât lieu à aucun équivoque.

A tout événement, si le commissaire a décliné sa compétence la faute en est au gouvernement et non pas à nous, l'opposition. Si nous avons demandé cette enquête, ce n'est pas tant pour démontrer que vingt députés ne s'étaient pas vendus, mais bien pour la sauvegarde de leur honneur comme hommes publics. Ces messieurs qui ont été si brutalement attaqués par l'un de leurs amis, ne l'ont pas voulu, tant pis pour eux. C'est leur affaire comme c'est l'affaire de la majorité de la Chambre. J'espère qu'au moins ils ne nous en voudront pas si nous avons voulu leur donner la chance de se disculper du moindre soupçon dans une affaire où leur honneur était en jeu.

A six heures, la séance est suspendue jusqu'à huit heures et quinze minutes.

M. Gagnon—*député de Kamouraska*.—M. le président, avant la reprise du discours de l'honorable chef de l'opposition, je désire poser une question au gouvernement. C'est à propos de l'élection de Verchères. Est-ce que l'arrêté du conseil autorisant et fixant les dates des opérations électorales a été pris par le gouvernement ?

Il convient de hâter cela, car on sait que c'est la dernière session de cette législature.

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général*.—Nous y verrons demain.

L'honorable **M. Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—M. le président, je ne sais si je suis l'interprète des sentiments de la Chambre en disant que j'ai déjà occupé trop longtemps son attention, néanmoins il me faut réclamer de nouveau l'indulgence de mes collègues afin de passer en revue quelques paragraphes du discours du trône. Je puis sans témérité assurer que je serai court dans ce qui me reste à dire.

J'en suis rendu au paragraphe qui se lit comme suit :

“ Je suis heureux de vous annoncer que mon gouvernement a réussi à rétablir l'équilibre dans les finances de la province, ce qui, après les

sacrifices énormes que celle-ci s'est imposés pour développer ses ressources et contribuer à la prospérité générale du Canada en dotant le pays d'utiles et nombreuses voies de communication, doit être considéré comme un événement d'une importance exceptionnelle."

Je vais parler avec toute la franchise que je puis y mettre. Je ne serai pas le dernier à féliciter le gouvernement, non seulement au nom des électeurs de la province, mais aussi au nom de mes amis, si cette nouvelle est exacte. Si en effet nous sommes rendus à pouvoir entendre et prononcer ce mot si longtemps attendu "équilibre dans le budget", si réellement nous avons cet équilibre, s'il existe en fait et non pas seulement sur le papier ou dans l'imagination de l'honorable trésorier, tous mes collègues en cette Chambre seront les premiers à féliciter le gouvernement. Seulement avant de formuler ces louanges, les ministres me permettront de leur demander quelques explications sur ces mots "équilibre dans les finances."

Le mot "équilibre" veut dire deux choses qui se balancent. S'il y a équilibre entre les recettes et les dépenses, nous n'avons donc pas de surplus. Cependant si j'ai bonne mémoire, l'honorable procureur général a déclaré dans le comté de Drummond qu'il y avait un excédant de recettes. Là chose a été dite par leur candidat dans une grande assemblée, l'honorable procureur général et l'honorable solliciteur général étaient présents et tous deux ont autorisé cette déclaration. Pourquoi ne pas l'avoir répétée dans le discours du trône? Est-il vrai qu'il y a un surplus? Si oui, de combien est-il? De plus, pourquoi ne pas le dire franchement. Ce surplus est-il d'un écu, de dix piastres, de cent piastres? On ne nous le dit pas.

Je constate aussi que le gouvernement a été plus timide que la presse qui le sert. La déclaration officielle mise dans la harangue du lieutenant gouverneur est bien moins favorable que les dires des journaux. En effet, ceux-ci nous ont dit que le gouvernement avait administré les finances tellement bien qu'il était en position de montrer un surplus. L'honorable trésorier manque-t-il de cette franchise que vous aviez, M. le président, quand vous nous annonciez que vous auriez un surplus et que c'était un déficit que vous veniez nous montrer à la fin de l'année?

Le mot équilibre ne signifie pas grand'chose. Mais dans la bouche des honorables ministres cela veut dire qu'ils ne sont pas en état de dire qu'il y a un surplus. La Chambre peut se tenir pour certaine que s'ils avaient pu affirmer qu'il y a un surplus, ils ne se seraient pas gênés de le dire. A l'approche des élections générales comme nous le sommes, cela

aurait eu un effet considérable sur l'opinion publique. Ça sonne bien, un surplus !.. Ces messieurs l'aurait bien dit si l'excédant avait été réel. S'ils ne le disent pas, c'est parce qu'ils ne peuvent pas décemment mettre une déclaration absolument fausse dans la bouche de Son Honneur le lieutenant gouverneur.

M. le président, je ne suis pas en état de posséder les secrets des ministres, ni de connaître la situation des finances en l'absence des documents fournis à la députation, mais je puis dire que si le gouvernement avait pu prouver la réalité de son surplus, il ne se serait pas privé d'une aussi bonne arme contre nous, et il aurait fait distribuer à la Chambre les comptes publics qui sont imprimés depuis quinze jours. Quelle force une preuve comme celle-là n'aurait-elle pas donnée à leur dire.

Je ne suis pas assez naïf pour croire que les ministres n'auraient pas usé de cette arme contre nous. Pourquoi alors ne pas avoir mis cette preuve irrécusable devant la Chambre ? On ne me dira pas que c'est parce que les ministres ne sont pas obligés de le faire. Ces messieurs n'attendent pas toujours qu'ils soient obligés pour produire les documents qui peuvent les aider à conserver la confiance de leurs amis. Je suis convaincu qu'ils l'auraient fait quand ce n'aurait été que pour calmer les âmes effrayées des conservateurs.

M. le président, a-t-on besoin de la preuve dont je parle pour savoir dans quelle situation sont nos finances ? On n'a qu'à consulter les livres bleus qui sont en notre possession, pour savoir que cette déclaration faite peut-être de bonne foi, n'est pas fondée en fait. On sait que l'honorable trésorier a été longtemps malade, et qu'il l'était surtout à la veille de l'ouverture de la session, et que c'est en son absence que le discours du trône a été préparé. S'il y avait été, peut-être aurions-nous eu une meilleure déclaration, meilleure en ce sens qu'elle aurait été plus conforme à la véritable situation des finances.

D'ailleurs sur quoi s'appuie-t-on pour nous annoncer cet équilibre. M. le président, vous avez été témoin des demandes qui ont été faites pour améliorer notre position ; vous savez que les dépenses publiques ont été plus considérables que les recettes, et d'ailleurs l'honorable trésorier ne nous a-t-il pas déclaré ici, en 1884, qu'il ne pourrait avant longtemps avoir autant de recettes que de dépenses. Quelles grandes réformes, quelles mesures financières ont donc été mises à exécution pour changer tout-à-coup un déficit annuel de plus d'un demi-million

de piastres en un surplus ? Avons-nous eu une plus-value dans les recettes pour combler ce déficit. Assurément ce ne sont pas les \$248,000 que nous avons reçues du trésor fédéral qui puissent suffire à elles seules à rétablir l'équilibre quand, de l'aveu même de l'honorable trésorier, l'écart s'élevait à une somme double de ce montant ? Et encore quand l'honorable trésorier se lamentait sur le triste état de nos finances, cette recette était connue et prévue. Les autres sources de revenus n'ont pu compenser pour le déficit énorme qui existait. Ainsi les recettes provenant des terres de la couronne donnent audelà de cent mille piastres de moins que l'année précédente, et les dépenses sont de \$150,000 de plus qu'auparavant.

Et l'honorable trésorier nous a assuré qu'avec un tel état de choses il ne pouvait arriver à rétablir l'équilibre.

C'est toujours le même système que nous devons à certains hommes qui n'ont jamais voulu dire ce qui en était. C'est ce même système qui a prévalu depuis quelques années. On a bien vu des hommes nier sérieusement qu'il y avait une dette qui pesait lourdement sur la province. On a vu des hommes qui n'avaient pas assez de respect d'eux-mêmes pour dire qu'il n'y avait pas de dette ; qui ont eu assez d'audace pour soutenir un pareil mensonge en face des déclarations formelles de l'honorable trésorier, et cela, quand il était prouvé qu'il y avait près de vingt et un millions de piastres de dettes à la charge de la province. Quand des hommes qui se prétendent sérieux ont cette audace, il ne faut pas s'étonner si les chefs de ces individualités disent qu'il y a équilibre dans le budget.

Je prie le public honnête et les députés de ne pas se laisser prendre, mais d'attendre pour voir les comptes publics.

Et alors nous aurons la preuve qu'on a fait dire au lieutenant gouverneur une chose qui n'existe pas. L'opinion publique ne se fera pas l'écho de cette déclaration, et quand le gouvernement aura donné les renseignements que nous avons droit d'avoir, on verra qu'il y a encore un déficit comme par le passé. Depuis quatre ans nous avons eu déficit sur déficit, et à l'heure qu'il est dans les rangs ministériels on sent le besoin de rassurer l'opinion publique, en annonçant que les déficits sont finis et que l'ère des surplus a commencé. Mais en même temps on a bien le soin de ne pas donner la preuve de la vérité de cette déclaration. On nous annonce un équilibre, mais ne s'est-on donc pas rendu compte que la balance doit être d'un côté ou de l'autre. La grande

affaire c'est qu'on a compté que cette déclaration serait acceptée sans discussion.

M. le président, je fais des vœux pour que mes inquiétudes ne soient pas confirmées par les faits. Je fais des vœux pour qu'il y ait un surplus, mais je dis en même temps, attendons la preuve de ces assertions. N'allons pas faire comme par le passé. C'est le même homme qui nous disait en 1883, que les comptes publics étaient manipulés par vous, M. le président, et qui ajoutait qu'il n'avait pas comme vous, le titre de docteur comme manipulateur de chiffres.

Ces messieurs ont-ils oublié quelle a été la situation financière pendant les années 1882 et 1883, sous le régime Mousseau ? Les dépenses étaient des plus extravagantes. Cependant que trouvons-nous ? Les dépenses étaient de \$2,187,000 pour l'administration proprement dite, ou en total, de \$3,167,628, ce qui faisait une augmentation sur le cabinet Mousseau de \$98,160. Et pendant l'année 1883-84 les dépenses étaient de \$3,269,391, ce qui faisait une augmentation sur le gouvernement Chapleau de \$173,086. Ainsi la première année d'administration de ces messieurs a donné un surplus de dépenses aussi élevé sur l'année précédente.

L'année suivante ces messieurs ont contrôlé les dépenses d'un bout à l'autre de l'année. Ils nous ont demandé \$3,178,000, ce qui faisait une augmentation de quelques milliers de piastres seulement sur le gouvernement Chapleau, mais une augmentation de \$178,000 comparé au gouvernement Joly. Et encore, ces messieurs ont dépensé plus que ce qu'ils nous ont demandé. En face de ces faits, comment peut-on dire qu'il y a équilibre, quand les chiffres disent le contraire ?

Je lisais ce matin dans un journal de Québec que nous étions sous le régime de la terreur, que si nous allions attaquer ces messieurs, on nous écraserait. Cela ne nous empêchera pas de faire notre devoir. Nous demandons à l'honorable trésorier quels sont les chiffres qui constituent son surplus, ou son équilibre budgétaire. Qu'on nous les donne et nous pourrons ou nous réjouir s'ils sont vrais, ou en démontrer la fausseté. Qu'on nous donne le montant de la recette et de la dépense. Nous savons bien qu'ils manipulent les chiffres et les comptes publics de manière à leur faire dire le contraire de ce qu'ils devraient démontrer. Mais on peut très aisément nous donner en bloc les chiffres de la recette et de la dépense.

L'honorable trésorier saura, s'il le veut, en deux minutes, quels sont

ces chiffres, s'il ne les a pas dans son pupitre. Mais je sais qu'il ne fera pas ce que je lui demande. Les honorables ministres n'oseront pas nous fournir les preuves de leur fausse déclaration. Ils savent bien que les comptes publics démentiront leur dire.

On me dira sans doute que les comptes publics seront mis devant la Chambre en temps et lieu. Pourquoi ne pas les déposer dès aujourd'hui puisqu'ils sont imprimés ? Dans tous les cas, les ministres savent ce qu'ils contiennent puisque ce sont eux qui les ont préparés. Qu'ils disent donc ce qui en est sur cette question du surplus. Mais non, nous n'aurons pas le plaisir d'entendre une déclaration formelle et absolument sans équivoque.

Ils n'auront pas le courage de dire toute la vérité. Nous ne connaissons pas le montant des recettes et celui des dépenses, de sorte que les ministres vont laisser le pays dans la même ignorance où il est maintenant sur l'état de ses finances.

L'autre sujet sur lequel je veux attirer l'attention de mes collègues, c'est la refonte des statuts. Je regrette que le gouvernement n'ait pas jugé à propos de faire allusion à la mort de l'honorable M. Loranger. Cette mort a été une perte pour le banc ainsi que pour la grande cause de l'autonomie de la province.

Lorsque le gouvernement fédéral faisait passer ses lois des chemins de fer et des licences, ce savant magistrat a protesté et a déclaré que ces lois étaient un empiétement sur les droits de la province. Ses protestations et ses travaux sur cette question sont restés comme un monument de son patriotisme et réhausseront encore la mémoire de cet homme distingué.

Les journaux ont annoncé, M. le président, que vous aviez été chargé par le gouvernement de remplacer M. Loranger. Je ne sais comment on pourra faire disparaître certaines difficultés résultant de l'incompatibilité du cumul des deux charges que vous vous trouverez ainsi à occuper. Je veux parler des défenses faites par la loi.

Nous avons assez confiance en votre honnêteté pour croire que vous ne ferez rien qui ne soit strictement légal. Nous pouvons-vous assurer que nous vous aiderons dans votre tâche si notre concours peut vous être utile. Nous ne doutons pas que votre travail sera consciencieux et que vous vous appliquerez à faire une œuvre de mérite. Quant à ce qui regarde la première partie de ces remarques, j'attendrai pour les com-

pléter, s'il y a lieu, d'avoir reçu les explications que les ministres devront nous donner.

M. le président, je suis rendu à la fin de ma tâche. Il me reste à faire allusion à deux autres points et j'aurai fini.

Je ne sais si on se rappelle de l'incident suivant, mais il y a deux ans, lorsque nous siégeons dans cette bâtisse, parlant de la grande question de l'autonomie des provinces, j'ai cru devoir faire la révélation de ce que je connaissais personnellement et de ce que personne autre que moi du moins je le croyais dans le temps, ne savait.

Lorsque j'ai commencé ma carrière politique, j'ai dit que dans ce temps-là nous étions menacés dans nos institutions provinciales pour diverses raisons, et entre autres qu'il y avait au-delà de vingt années que Sir George Cartier se trouvait par la force des circonstances allié à un homme qui en voulait à l'existence des provinces et à tout ce qui est canadien français. J'ai dit que j'avais vu la dépêche qui disait au premier ministre du temps Sir Etienne Pascal Taché, de se tenir prêt à résigner quand il recevrait l'avis convenu, parce que Sir John se préparait à trahir les Canadiens-Français. J'ai dit aussi qu'alors j'avais cru devoir abandonner les conservateurs parce que Sir John Macdonald favorisait l'union législative.

Je me rappelle, lorsque j'eus fait cette révélation, que plusieurs de mes collègues sont venus me trouver et m'ont demandé : " Êtes-vous certain de l'exactitude de votre assertion. " Beaucoup ont cru que j'exagérais. Mais il y avait un homme qui m'avait entendu et qui m'a dit que c'était vrai. C'était feu le juge Loranger. Il avait été comme moi en position de connaître ce qui s'était passé.

Maintenant on sait que si des modifications ont été faites au pacte de la confédération, c'est l'œuvre de Sir John Macdonald. Je crois que le parti conservateur veut la confédération, mais si les conservateurs veulent avoir un ami sincère de la constitution non-seulement dans son texte mais aussi dans son esprit, ils doivent s'adresser à un homme qui n'a fait que défendre le principe de l'autonomie des provinces. Ils ne doivent pas chercher un appui dans Sir John A. Macdonald, lui qui par la convention de 1864 s'était engagé à faire ratifier la même constitution par le parlement impérial, et qui n'a pas craint de mettre ces articles de côté pour faire triompher son idée favorite : l'union législative.

Tout le monde se rappelle ce que Sir A. A. Dorion réclamait lorsque

ce pacte a été discuté. Il voulait le changer pour protéger davantage les intérêts canadiens-français. A cela Sir John répondait qu'il fallait ne rien changer, qu'il s'agissait d'une mesure de compromis, que toucher à une partie, c'était tout remettre en question. On s'est soumis à cette règle de fer. Mais à peine avait-il fait cette déclaration, ses paroles vibraient encore chaudes dans les oreilles de ses auditeurs, qu'il allait à Londres et qu'il travaillait lui-même à modifier ce pacte dont pas un mot ne devait être changé, qu'il vendait lui-même ce traité, au mépris de ses déclarations solennelles devant les représentants du Haut et du Bas-Canada.

Maintenant il ne reste plus l'ombre d'un doute. Nous savons que nous avons affaire à un ennemi de notre race. Ceux qui voudront encore s'appuyer sur cet homme pour défendre notre cause, qui compteront sur lui pour défendre l'autonomie des provinces, feront un faux pas en connaissance de cause et se montreront traîtres aux intérêts qu'ils ont mission de défendre.

Cet homme a toujours trahi cette grande cause. A peine son collègue de vingt années de luttes politiques était-il descendu dans la tombe, qu'il a travaillé à détruire les provinces. Si on veut que l'autonomie de celles-ci soit réellement protégée, adressons-nous à l'homme qui ne l'a jamais trahie, et cet homme est l'honorable Edward Blake. Tout ce qui a eu lieu doit nous convaincre qu'on ne peut compter sur l'alliance de Sir John A. Macdonald.

En 1841, treize ans avant l'alliance fatale de 1864, pendant l'administration résultant de l'alliance de Lafontaine et Baldwin, ces deux hommes qui ont fondé parmi nous le gouvernement responsable, le père de M. Blake, député alors, ne craignait pas de demander que ceux qui avaient souffert en 1837 fassent indemnisés. Qui a répondu à cette demande si favorable aux Canadiens-Français ? Qui a repoussé cet appel en faveur de nos pères ? Qui s'est levé dans la Chambre pour combattre la proposition du père de l'illustre homme d'état qui est à la tête de l'opposition dans le parlement fédéral ? Sir John A. Macdonald a pris sur lui cette tâche et il est venu dire que ce serait un acte de trahison que de vouloir reconnaître la justice des réclamations de ceux qui avaient souffert en 1837.

Et n'a-t-on pas vu dans cette même Chambre, pendant qu'on faisait insulter, à cause de nous, un homme distingué, lord Elgin, n'a-t-on pas vu, dis-je, le même M. Blake déclarer hautement que les Canadiens-

Français méritaient d'être respectés comme tous les hommes de cœur et aimant la liberté. L'histoire se répète. Le parti conservateur sait ce qu'il a à faire. S'il veut rester avec les ennemis de notre race, il le peut.

Avant longtemps le pays se levera comme un seul homme pour rejeter Sir John A. Macdonald, qui a trahi toutes les causes, qui n'a pas craint de souiller son ministère du plus grand acte d'ignominie qu'on puisse commettre.

Malgré le vif ressentiment que nous inspire l'injure qui nous a été faite, nous restons calmes. Dans les circonstances, il s'agit de sauver l'honneur de la province, non pas le parti libéral. Si je ne voulais que le triomphe de mon parti, je n'aurais qu'à proposer un amendement à l'adresse. Non, M. le président, je ne désire pas un triomphe éphémère. Ce que je veux, c'est un triomphe provincial.

Je veux que tous ceux qui pensent comme moi, dont les opinions se confondent dans une même conviction, je veux, dis-je, que nous soyons unis dans une seule manifestation, afin qu'elle soit plus imposante et plus énergique dans son expression. Nous ne serons pas plus forts, nous les libéraux, mais au moins nous saurons que nous sommes restés fidèles comme par le passé, aux grandes traditions d'honneur national qui sont si chères au peuple de cette province.

Voulez-vous donc que la province se suicide, ne craignez-vous pas que le gouvernement fédéral en fasse autant contre nous, si nous osons dire notre pensée sur la mort de Riel. Voilà le langage des peureux, prêts à tout sacrifier à ce sentiment détestable. D'abord constatons que nous avons été bien patients. Quand la province de Québec parle, elle le fait toujours avec patriotisme ; n'ayons donc pas de crainte de n'être pas compris des autres nationalités, qui vivent avec nous sur ce sol chéri du Canada, car ce sentiment est universel.

Ce n'est pas dans notre juridiction, et les autres provinces n'ont pas voulu parler, nous dit-on aussi. Mais si on passait à Ottawa, une loi pour abolir la langue française ici, faudrait-il attendre que les autres provinces protestassent pour réclamer ? Quand il s'est agi de la fameuse loi des licences, vous n'avez pas attendu que d'autres parlassent avant vous, vous avez protesté. Vous êtes intervenus contre une loi fédérale et maintenant vous ne diriez pas un mot contre l'acte qui a fait élever un échafaud dans les plaines du Nord-Ouest, vous ne trouveriez pas un mot de protestation contre l'iniquité qui a mis une tache de sang sur l'écusson canadien ? Vous ne parleriez donc que quand il s'agit de la perte de cent mille piastres pour

vosre trésorier ? Un homme courageux, un patriote est parti de Québec et a voyagé des centaines de mille pour sauver Louis Riel de la mort que ses ennemis voulaient lui infliger, et on ne trouverait pas d'hommes ici qui seraient disposés à l'aider, au moins dans la voie des revendications nationales, au moins dans la voie de la réprobation.

Mais, M. le président, est-ce que ce sont des libéraux qui ont parti ce mouvement national. Lorsque cinquante mille citoyens nous applaudissaient sur le champs de Mars à Montréal, il y avait parmi cette foule immense des députés et des journalistes conservateurs. Nous n'avons pas été les seuls à protester, et aujourd'hui je suis heureux de dire à un grand nombre de conservateurs : Vous êtes aussi patriotes que nous. Mais ce qui a été fait ne suffit pas. Il faut que les ministres se prononcent. Il faut tous ensemble dénoncer les trois traites qui ont trempé leurs mains dans le sang de Louis Riel. C'est ce que demande la province. Que chacun de nous fasse son devoir. Que tout le monde protège de sa poitrine le drapeau national et que ce soient des conservateurs, que ce soient mêmes les ministres qui le portent haut et ferme, n'importe, nous les suivrons avec sincérité et bonheur.

L'honorable M. Taillon—*député de Montréal-est, procureur général.*—M. le président, il y a déjà longtemps que nous avons entendu les discours des honorables députés de Joliette et de Chicoutimi et Saguenay. Malgré cela il est de mon devoir de les féliciter cordialement. Tous deux se sont bien acquittés de leur tâche. Mon honorable ami le représentant de Joliette a fait ce que les Anglais appellent son *maiden speech*, et certes, jugeant de la valeur de notre nouveau collègue par ce début qui promet, nous pouvons dire que celui qui est parti ne pouvait être mieux remplacé. Comme je viens de le dire, il a fait un début très heureux. Je n'en suis pas surpris, car il a su acquérir une réputation fort enviable au barreau où il pratique depuis plus de vingt ans. Ses remarques sur les diverses parties du discours du trône sont sages et bien placées.

Quant à l'honorable député de Chicoutimi et Saguenay, c'est ce que je puis appeler un ancien. Il est de la maison depuis longtemps. Quand nous avons demandé à cet honorable député de bien vouloir se charger de la tâche dont il s'est si bien acquitté, j'étais certain que l'on comprendrait la pensée du gouvernement. Cette pensée en était une toute favorable à la cause de l'agriculture et de la colonisation. Il n'y avait pas d'homme mieux qualifié que l'honorable député pour parler au nom de cette grande cause.

M. le président, je regrette les remarques un peu blessantes que l'honorable chef de l'opposition a adressées à l'honorable député de Chicoutimi et Saguenay. Je puis assurer à l'honorable député que ces regrets sont partagés par tous mes amis dans cette Chambre. La remarque du chef de l'opposition est non-seulement blessante mais aussi elle est injuste. S'il y a un homme qui a commis des erreurs constitutionnelles, c'est bien l'honorable chef de l'opposition. Je puis affirmer que s'il y a eu un homme qui a eu dans ces matières des idées extravagantes, c'est lui qui les a exposées ici. Ces idées étaient tellement extravagantes que l'honorable député de Kamouraski—pourant pas très scrupuleux—n'a pas voulu le suivre sur ce terrain.

Maintenant, dans ma réponse au discours que nous venons d'entendre, je vais m'efforcer de suivre l'honorable chef de l'opposition dans sa marche plus ou moins régulière. Je dois cependant prévenir la Chambre que tout en suivant, je ne m'engage pas à ne pas le perdre de vue dans les sentiers tortueux qu'il a suivis. Mais j'ai pris de bonnes notes à l'aide desquelles j'espère réussir. Pour rendre ma tâche plus courte, je n'entreprendrai pas de relever toutes ses divagations. Je ne parlerai des sujets tout à fait étrangers aux matières traitées dans le discours du trône que parce qu'il en a parlé.

L'honorable député a commencé par critiquer d'une manière générale l'ensemble du discours d'ouverture. Cela m'a surpris, car je m'attendais qu'il m'en ferait des compliments. Les libéraux sont connus pour avoir peu d'appétit. On se rappelle encore les menus qu'ils nous servaient pendant qu'ils étaient au pouvoir. Ces menus n'étaient pas extraordinaires. Ils étaient si maigres qu'ils n'ont pu y vivre. Je sais que le chef de l'opposition doute de la vérité de ce que je dis, mais le public lui, n'en doute pas du tout. Il a aussi parlé de l'insignifiance du gouvernement. Je ne suis pas surpris de cette délicate appréciation. Il ne se rappelle pas d'avoir été ministre. Il ne se rappelle plus que son gouvernement était le gouvernement des mesures rentrées. Bien que l'on promit peu dans le discours du trône, on n'a jamais vu gouvernement mourir d'une mort plus triste, plus pitoyable. Mais l'honorable chef de l'opposition a oublié tout cela. Je comprends qu'il ne veuille plus y penser, car ça n'a été glorieux ni pour lui ni pour son parti.

M. Gagnon—*député de Kamouraski*.—... ni pour vous autres non plus.

M. le Procureur général.—Je ne vois pas en quoi cela peu nous affecter.

M. Gagnon.—Vous êtes cruel pour votre collègue le solliciteur général.

M. le Procureur général.—L'honorable chef de l'opposition se scandalise de ce que nous sommes, suivant lui, sur une certaine question, ni chair ni poisson. Il serait bien difficile de dire ce qu'il est, lui. Dans tous les cas, s'il est poisson, assurément il appartient à la famille qu'on appelle les *loose fish*. Il nous a représentés comme sur la clôture, attendant le courant le plus fort pour nous laisser entraîner. Dans ce cas le chef de l'opposition a passé la moitié de sa vie sur la clôture. Il n'est pas encore certain qu'il en soit complètement descendu, car il n'a jamais su où aller. L'honorable chef de l'opposition doit savoir que l'on ne va sur la clôture que quand on n'a pas de programme et que l'on cherche ce qui pourrait faire du bien à son parti ou à sa popularité personnelle, sans avoir de principes au triomphe desquels on travaille.

Il a eu aussi des paroles de reproche à l'adresse de l'ancien député de Joliette, aujourd'hui membre du Conseil législatif. Il lui a fait un crime d'avoir été libéral et d'être conservateur aujourd'hui. Il me semble que leur situation présente assez d'analogie.

L'honorable chef de l'opposition, lui, a commencé par être conservateur pour devenir libéral tandis que l'honorable M. Lavallée a été libéral avant d'être conservateur. L'un et l'autre ont changé de parti et il n'appartient pas au député de St-Hyacinthe de faire un tel reproche à un autre.

L'honorable M. Mercier—*député de St-Hyacinthe*.—J'ai travaillé pour m'améliorer et lui pour se perdre.

M. le Procureur général.—Je suis chagrin de vous dire que vous avez perdu votre peine.

L'honorable chef de l'opposition nous a dit aussi que M. Lavallée avait été contre le maintien du Conseil législatif et que pourtant il avait consenti à en faire partie. Cela n'est pas plus condamnable que ce qu'il a fait lui-même lorsqu'il était au pouvoir. S'il eut réfléchi un peu il se fut rappelé que le gouvernement dont il a fait partie tout en voulant l'abolition du Conseil s'est empressé tout de même de faire remplir par l'un de ses amis le seul siège alors vacant. Il aurait donc mieux fait de ne pas parler de cette question. Il a bien mal choisi ses sujets pour trouver quelque chose à blâmer chez ses adversaires. Assurément le mutisme de l'honorable M. Lavallée valait mieux que ce que nous venons d'entendre.

Si, pendant qu'il était membre de cette Chambre, M. Lavallée n'a pas pris part aux discussions, cela ne veut pas dire qu'il en était incapable. Au contraire, chacun sait que les talents ne lui manquaient pas. C'est un des plus forts tribuns populaires que nous ayons dans la province de Québec. Il a beaucoup de sens politique et il sait quand il faut exprimer son opinion.

En consultant mes notes, je vois que nous arrivons à la question Riel.

M. le président, je suis chagrin de donner un démenti formel à une assertion faite par l'honorable chef de l'opposition. Il a dit que j'avais déclaré dans le comté de Joliette que Riel ne serait pas exécuté. Je n'ai jamais discuté la question Riel. Et quand j'en ai parlé, c'était pour dire qu'on ne devait pas traiter ce sujet au cours d'une élection pour le parlement provincial. Je défie qui que ce soit d'affirmer que j'ai fait aucune déclaration ou promesse quelconque aux électeurs de Joliette touchant le sort de Riel. Tout ce que j'ai dit c'est qu'il n'était pas à propos de discuter la question Riel dans les affaires provinciales.

L'honorable M. **Mercier**.—Protégez-vous alors contre le peuple..

M. le **Procureur général**.—Protégez-vous vous-même contre vos propres amis.... et laissez-nous régler nos affaires comme nous l'entendons.

L'honorable chef de l'opposition a commis une autre inexactitude. Il a dit que j'étais à Montréal lors de l'assemblée du Champ-de-Mars. Non, M. le président, je n'étais pas à Montréal. J'étais ici à Québec.

L'honorable M. **Mercier**.—J'affirme avoir rencontré l'honorable procureur général à Montréal ce jour-là.

M. le **Procureur général**.—Eh bien, j'affirme que c'est faux, radicalement faux, et que je n'étais pas à Montréal le jour de l'assemblée du Champ-de-Mars.

L'honorable M. **Mercier**.—Soyons calmes.

M. le **Procureur général**.—Du calme.... lui qui a fait de la gymnastique pendant quatre heures durant, parle du calme.... La farce est bonne.

J'espère qu'en voilà assez pour vider cet incident.

Le gouvernement a cherché à faire élire l'un des siens à Lotbinière. Chez nos adversaires l'on trouve cela très extraordinaire. Mais puisque

je suis à parler de cette élection, voyons si on ne trouve pas dans cette lutte électorale, une preuve du manque de sincérité de la part du chef de l'opposition sur cette question Riel. On sait dans quelles circonstances cette élection a eu lieu et par quelle action elle a été provoquée.

L'honorable M. Joly avait donné sa démission comme député parce qu'il ne pouvait pas partager les vues des libéraux sur cette question. Pendant toute la lutte qui a suivi cette démission jusqu'à la nomination de son successeur, il n'a pas été question de cette affaire Riel. J'en connais quelque chose car j'ai pris la part que je devais prendre à cette lutte.

Je vois l'honorable député de Montmagny à son siège. Il est venu lui aussi dans le comté de Lotbinière travailler au succès de la candidature libérale. Il a parlé dans la paroisse de Saint-Fabien. A-t-il abordé cette question ? Non, autant que je puis savoir. . . .

M. **Bernatchez**—*député de Montmagny*.—Au contraire, j'en ai parlé devant l'honorable secrétaire de la province.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—Voici ce qui est arrivé. M. Quinn en a parlé, mais le lendemain il m'a fait des excuses, me disant qu'il avait été entendu de part et d'autre, qu'il ne serait pas question de Riel ni des affaires du Nord-Ouest, chose qu'il ignorait quand il en avait parlé.

M. le **Procureur général**.—En voilà suffisamment pour établir que j'ai raison de dire que les libéraux n'ont pas alors parlé de cette question.

Pourquoi ce silence dans une circonstance comme celle-là. Ah ! c'est qu'on redoutait l'influence de l'honorable M. Joly. On ne voulait pas le provoquer. On le craignait.

Quant à nous, nous n'en parlions pas non plus, parceque nous prétendions qu'on n'en devait pas parler lorsqu'il ne s'agissait que de jager les affaires de la politique provinciale.

Maintenant, si cette question est d'une importance telle qu'il faille, maintenant dès la première séance de la session, occuper deux ou trois heures le temps de la Chambre pour la discuter, comme l'a fait l'honorable chef de l'opposition, comment se fait-il qu'il ait pu se contenir pendant quatre semaines qu'a duré la lutte à Lotbinière, et qu'il ait pu résister aux appels de son ardent patriotisme et ne pas venir parler de Riel aux anciens électeurs de l'honorable M. Joly ?

C'est que là comme ailleurs on a joué la comédie. Si l'honorable M. Joly eut voulu se porter de nouveau candidat, on l'aurait fort bien accepté, même avec ses convictions anti-Riellistes si clairement exprimées dans sa lettre de démission.

Si je fais cette supposition, c'est qu'elle m'est inspirée par ce qui s'est passé dans le comté de Drummond et Arthabaska. Là aussi M. Watts avait donné sa démission parce qu'il ne voulait pas adhérer aux idées de son chef sur la question Riel. Malgré cela, on a offert plus tard la candidature à M. Watts sans que celui-ci eut adjuré ses prétendues erreurs. On aurait été enchanté de le voir revenir sur la scène tout en ayant en mains la condamnation absolue qu'il a prononcée sur la conduite de son chef. C'est après des actes comme ceux-là que l'on voudrait nous faire croire à la sincérité des libéraux ! L'honorable chef de l'opposition aura beau dire que c'est une question tellement importante qu'il faut laisser toutes les autres de côté pour ne s'occuper que de celle-là, personne n'ajoutera foi à ses paroles. Dans les occasions que j'ai rappelées au souvenir de mes collègues, vous avez réussi à prouver que vous prostituez les mots de patriotisme et de grandeur nationale, et que vous ne vous en serviez que comme moyen de faire réussir vos projets et pour faire progresser votre avancement politique.

Dans toutes les résolutions qui ont été préparées par ceux qui se donnaient une mission nationale, jamais on n'a inséré un mot à l'adresse du gouvernement local. A-t-on jamais dit qu'il aurait dû intervenir ? Non, et pourquoi donc ce changement de tactique ?

L'honorable chef de l'opposition s'est plaint de l'intervention de certains ministres fédéraux dans l'élection de Lotbinière. On a dit aussi que M. Chapleau était intervenu. C'est faux. On a aussi répété qu'une légion d'agents fédéraux s'était jetée sur le comté pour faire triompher la candidature conservatrice. J'ai travaillé moi-même dans cette élection et je puis dire que je n'en ai pas vu. Aussi chaque fois qu'on est sorti des généralités, et qu'on a tenté de nommer quelqu'un en particulier, on a commis invariablement une fausseté.

On a aussi prétendu que j'avais joué un certain rôle dans Drummond et Arthabaska. Je n'ai jamais fait rien de tel. Si ces rumeurs ont eu cours, c'est grâce à un mauvais plaisant. Je n'ai pas cherché à influencer M. Préfontaine dans sa décision à propos des résolutions du Champ-de-Mars. Bien loin de l'influencer, je ne lui ai pas même dit mes vues sur cette question.

Quand M. Préfontaine était entouré de gens qui voulaient lui faire signer ces résolutions, j'ai dit que je ne lui avait pas demandé s'il était oui ou non en faveur du tarif protecteur d'Ottawa parceque son opinion sur des questions fédérales nous était indifférente. C'est là le seul langage que j'ai tenu à M. Préfontaine.

Je ne lui ai pas dit qu'il n'avait pas à attendre de secours d'Ottawa s'il consentait à signer les résolutions du Champ-de-Mars, ni qu'il n'y avait plus le sou dans le coffre public de la province. Nous n'avons pas fait de contrat de nutt-locks pour avoir des fonds électoraux.

Nous n'avons pas eu recours à ces moyens scandaleux pour faire triompher notre cause devant le corps électoral. Nous avons appuyé la candidature de M. Préfontaine avant comme après qu'il eut signé les résolutions du Champ-de-Mars. A l'assemblée où ces faits ont eu lieu, j'ai pris la parole après M. Préfontaine et M. Girouard et je n'ai pas fait allusion à ce qui venait de se passer, ni à cette question de Riel. Je me suis attaché à démontrer qu'on voulait induire les électeurs en erreur sur le compte du gouvernement provincial. Là se sont borné mes remarques.

L'honorable chef de l'opposition a jugé à propos de parler de ce qu'a fait mon honorable ami le commissaire des terres de la couronne. On a aussi prétendu faussement que dans une conversation privée, l'honorable premier ministre aurait dit que Riel devait être exécuté. J'avertis les députés de l'opposition qui trouvent convenable de violer le secret des conversations privées, de cesser ce système, si non, que nous en verrons de belles. Je le dis à certains libéraux ; ceux là n'ont qu'à se bien tenir. On se sert de ces racontars, on les répand à gauche et à droite, avec toute la malice politique possible, puis pour s'excuser de colporter des mensonges, on ajoute que ce sont des rumeurs, qu'on ne les a pas entendues soi-même. Je pourrais bien en dire autant. Si je disais que l'opposition s'est réjouie de la mort de Riel ; si je disais que je crois que les libéraux auraient été bien désappointés si cette exécution n'avait pas eu lieu, je pourrais me rapl rocher davantage de la vérité que ne le font nos adversaires en tenant le langage que l'on sait. Cela remplace le programme et on compte sur ces petits moyens à défaut de bonnes raisons pour obtenir la confiance populaire.

L'opposition a été bien maladroite. On en dit autant de moi, c'est peut-être vrai, mais deux noirs ne font pas un blanc. L'honorable chef de l'opposition a traité de misérables et de fanatiques ceux qui ne

partagent pas ses vues sur la question Riel. Il a oublié que l'honorable M. Joly a donné sa démission à propos de cette même question. Tout ce qu'il y a de plus véna! , a dit l'honorable chef de l'opposition, s'est rangé du côté des bourreaux. Je sais bien que l'honorable chef de l'opposition choisira ses candidats, si cela fait son affaire, parmi les bourreaux. Cela ne tire pas à conséquence quand il n'y a qu'une question de logique en jeu. Il n'est pas si scrupuleux qu'on pourrait le croire. Néanmoins, voilà que, de par l'autorité du chef du parti libéral, M. Joly est rangé parmi les bourreaux. Est-ce une perfidie ? Est-ce qu'il voulait par là faire croire qu'il avait raison de le combattre tout le temps qu'il a été son chef ? Va-t-il donc le traiter de bourreau même jusque dans la vie privée ?

L'honorable chef de l'opposition a voulu ensuite jeter un peu de baume sur cette blessure. Il a fait des éloges à l'ancien député de Lotbinière. Or c'est le plus mauvais moment qu'il pouvait choisir pour lui faire des compliments. La cause de la démission de l'honorable M. Joly n'est pas une raison politique. Je ferai ici une comparaison dont je me servais dans le comté de Drummond et Arthabaska. Je disais aux électeurs qui me faisaient l'honneur de m'écouter ; que diriez-vous si un marguillier donnait sa démission parce qu'il blâme le conseil municipal d'avoir homologué le procès-verbal d'une route ? La chose serait absolument absurde. Il y a évidemment analogie entre les deux situations et je suis porté à croire que la perfidie a dicté les éloges que l'honorable chef de l'opposition vient d'adresser à ses deux anciens collègues.

L'honorable chef de l'opposition a exprimé l'espoir que le gouvernement lui dira, dans le cours de ce débat, ce qu'il pense de l'affaire Riel. Je suis bien chagrin pour lui, mais il devra se coucher sans le savoir. Nous n'avons pas plus d'affaire, comme gouvernement, de nous prononcer sur la question Riel que sur le cas de Abel-Kader, dont l'honorable chef de l'opposition nous a rappelé les haut faits d'armes.

Quant aux résolutions de 1874, ce n'est pas un précédent dont il puisse invoquer l'autorité dans la présente circonstance. Je ne veux pas entrer pour le moment dans une argumentation sur ce point. Quand nous aurons à discuter une proposition directe sur la question Riel, je me charge de le démontrer clairement. Maintenant j'arrive à l'adresse en réponse au discours du trône.

Ces messieurs de l'opposition veulent arriver au pouvoir en se juchant sur l'échafaud de Riel, mais en même temps ils ne dédaignent pas de se servir de la picotte, et ce ne sera pas le moindre des trois fléaux.

L'honorable chef de l'opposition a cherché à protéger son ami de cœur, M. Beaugrand. On l'a accusé, a-t-il dit, de faire toutes sortes de choses condamnables, mais il n'était, a-t-il ajouté, que l'esclave de la loi. Que le gouvernement l'a perfidement et sournoisement mis au nombre des membres du bureau central de santé dans le but de le dépopuliser. Je dirai que c'est le maire lui-même de Montréal qui s'est mis dans le bureau de santé.

M. le président, je profite de l'occasion pour donner des explications publiques à mes électeurs.

Dès le début des ravages de la variole, nous en avons entendu parler, on nous avait isolément il est vrai, demandé d'intervenir en vertu de la loi, en la mettant en vigueur. Mais nous croyions que les meilleurs juges étaient les gens mêmes de Montréal. Nous avons donc cru prudent d'attendre.

Vers la fin du mois d'août, l'échevin Gray, nous a envoyé une lettre sur les ravages de l'épidémie et sur les dommages que cet état de choses faisait subir au commerce. Peu après le même échevin, président du comité civique de santé adressait une dépêche au gouvernement, dans laquelle il nous disait qu'une réunion des hommes représentant les intérêts de l'exploitation des voies ferrées venait d'avoir lieu, à laquelle réunion il avait été question de mettre toute la province de Québec en quarantaine, si rien n'était fait pour circonscrire les ravages de la variole. En face de cette attitude, le gouvernement a cru devoir agir dans l'intérêt public, et la seule loi qui pouvait être invoquée pour venir au secours de Montréal, c'était le chapitre 38 des statuts refondus du Bas-Canada. Mais avant de mettre cette loi en force, nous voulions que le conseil de ville de Montréal vint à prendre la responsabilité de la mise en vigueur de cette loi.

M. Beaugrand était en ce moment à Québec, on lui communiqua la demande que nous avions reçue. Il n'hésita pas à nous dire qu'il approuvait immédiatement la demande faite. Sa lettre sera mise devant la Chambre en temps et lieu. Il a composé la liste des membres du bureau de santé que nous devons nommer et entre autres il a mis son nom sur cette liste. Mais sur cette liste il m'a semblé que les Canadiens-Français n'avaient pas leur part de représentation et par tant d'influence. J'ai demandé qu'on vint à ajouter le nom du Dr. Monk, le plus ancien médecin de ma division. On disait aussi que la variole commençait à faire des ravages ailleurs. Il vaut bien mieux prévenir une épidémie que

d'attendre qu'elle fasse des ravages pour la combattre. La mesure prise en vue de Montréal a été étendue provisoirement à toute la province.

Voilà en deux mots toute l'histoire de cette affaire. Si M. Beaugrand a été membre du bureau de santé, c'est qu'il l'a voulu, et si la loi a été mise en vigueur c'est à la demande du conseil de ville de Montréal.

Cette loi, la seule dont nous pouvions nous servir dans les circonstances, est très ancienne. De fait elle l'est tellement que depuis son adoption il s'est déclaré d'autres maladies épidémiques dont l'existence au Canada n'était pas soupçonnée alors. Ainsi la diphtérie n'était pas connue à cette époque. Or, on s'est dit qu'il fallait beaucoup compter sur la discrétion, la prudence et le bon sens de ceux qui seraient partie de ces bureaux de santé créés par la loi. Mais il va sans dire que nous, le gouvernement, nous ne savions pas ce qu'il y avait de mieux à faire dans chaque localité pour combattre l'épidémie. S'il y a eu des gens qui se sont mal conduits ce n'est pas la faute du gouvernement. D'un autre côté il ne faut pas oublier que ceux dont on a eu le plus à se plaindre, sont des officiers relevant directement du conseil municipal de Montréal. Au moins voilà une question avec laquelle on ne pourra pas faire du capital politique. Qu'on remarque bien que je ne blâme personne, mais enfin si faute il y a eut c'est le maire de Montréal, et les autres membres du bureau de santé qui doivent en porter la responsabilité et non pas le gouvernement qui n'a absolument eu rien à faire avec l'application de la loi. Son devoir se bornait à déclarer par proclamation, qu'elle était en vigueur, et il l'a accompli ce devoir avec le courage qu'il convenait de manifester même en face des démagogues qui sont prêts à se servir de tout pour arriver à leur fins mesquines.

On a parlé de ce qui a été écrit dans des journaux conservateurs de Montréal. Mais ignore-t-on que les mêmes plaintes ont retenti dans le conseil de ville de Montréal avant de paraître dans ces journaux conservateurs.

De la manière avec lequel il en a parlé, je parrais que l'honorable chef de l'opposition a une cause provenant de l'application de la loi sur la santé publique.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe*.—J'ai fait allusion aux faits et gestes des officiers du bureau central de santé qui sont allés dans la paroisse de St-François de Salle.

On a vu de ces officiers exiger de la part des corps municipaux des

dépenses exorbitantes. Il y a des cas où ça coûté sept à huit cents piastres à la municipalité.

M. le Procureur général.—Quant au cas de St-François de Salle, on me dit que le maire a été poursuivi. Quant à la dépense de sept ou huit cents piastres pour un bureau de santé, je ne comprends pas comment on a pu s'y prendre pour arriver à ce résultat. Cela me paraît impossible avec une application tant soit peu intelligente de la loi et des instructions émanant du bureau central de santé. Je me rappelle parfaitement avoir vu les membres au bureau de santé de Montréal et leur avoir dit d'exercer la plus grande discrétion au sujet de la dépense. On m'a assuré que c'était ce que l'on faisait. On prenait même la précaution d'envoyer des personnes auprès des corps municipaux pour leur expliquer ce qu'ils devaient faire et comme ils devaient le faire. Je crois que sous ce rapport on a montré beaucoup d'égards.

M. le président, on nous a beaucoup parlé de l'affaire des licences, et de l'incident arrivé en 1884. On sait déjà comment cela est arrivé. On sait aussi qu'aussitôt que la chose fut parvenue à notre connaissance, les premières instructions furent contre mandées. Nous n'avons pas attendu, comme l'a charitablement prétendu le chef de l'opposition, le bon vouloir du gouvernement fédéral. Lorsque la cause est venue devant les tribunaux, c'était immédiatement après la mise en force de la loi fédérale. Mais pouvons-nous accuser le gouvernement central d'y avoir mis de la mauvaise volonté pour garder une juridiction douteuse? Non assurément. C'est lui qui a renvoyé la question à la décision de la cour suprême et ensuite au conseil privé. De son côté le gouvernement provincial n'avait pas d'autres moyens d'action que ceux dont il s'est prévalu avec succès.

Toute cette question est sortie du malentendu qui s'est produit après le jugement du conseil privé dans l'affaire Russell. Et d'après l'opinion de la cour suprême elle-même, ce jugement était sujet à être mal interprété. Rien d'étonnant donc si ce malentendu a eu lieu.

L'honorable chef de l'opposition nous a parlé de notre ineptie. Il paraît que c'est matière de goût, et que le peuple comme la Chambre ne sont pas de la même opinion que le député de St. Hyacinthe. Naturellement il trouve qu'il n'arrive pas assez vite au pouvoir. Nous ne pouvons guérir son mal, le voudrions-nous qu'il ferait une rechute plus effroyable que le mal dont il souffre.

Malgré notre ineptie, en moins de deux années, nous avons réussi à mettre les finances de la province dans un état qui ne laisse rien à désirer.

Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons déclaré que nous nous ferions un devoir d'étudier la situation financière en vue de rétablir l'équilibre dans le budget. Je pense modestement que nous avons réussi et nous en donnerons la preuve en temps et lieu. Nos adversaires s'occupent beaucoup de ce que nos amis pensent de nous. Ce serait bien aimable si cette préoccupation partait d'un bon sentiment. Malheureusement ce n'est guère le cas et nous pouvons voir percer le dépit qui inspire cette sollicitude de mauvais aloi.

Ce que mes amis pensent de moi, je n'ai qu'un moyen de le savoir, c'est l'appui qu'ils veulent bien me donner en Chambre. Mais je crois être en état de dire ce que les amis de l'honorable chef de l'opposition pensent de lui.

Retournons vers le passé, arrivons au jour où le député de St. Hyacinthe remplaçait comme chef du parti libéral l'honorable M. Joly. Ce jour-là une association politique libérale tint une réunion plénière pour saluer l'arrivée au commandement suprême du chef actuel de l'opposition. Des discours fort violents furent prononcés contre le député de St. Hyacinthe et une résolution fut même proposée couchée dans des termes très vifs, quand on songe que ce sont des amis qui parlent de leur chef.

M. Stephens—*député de Montréal-centre*.—Cette motion a été rejetée par une grande majorité. De fait il n'y a eu que le proposeur et le secondeur qui ont voté pour.

M. le Procureur général.—Donc cela prouve que cette proposition exprimait l'opinion de deux de vos amis. Cela me suffit, car je ne me suis pas engagé à donner la majorité. Que disait M. Trenholm du chef de l'opposition et qu'écrivait le *Witness* à la date du 28 septembre 1883? Je vais lire d'abord un extrait du *Witness*, car je vois que les membres de l'opposition éprouvent le besoin qu'on leur rafraichisse la mémoire sur ce sujet :

“ M. Mercier, le nouveau chef du parti libéral, n'a pas seulement fait connaître sa politique, mais il s'est fait connaître lui-même. Nous avons eu occasion de parler de sa politique, et tout en l'aimant peu,

nous sommes forcés d'avouer que nous aimons encore moins le nouveau chef, tel qu'il s'est révélé. M. Mercier a fait cette révélation dans une lettre qu'il termine en disant : J'ai été choisi chef des libéraux, et j'ai l'intention de me faire respecter comme tel." Cette fière déclaration a lieu de nous étonner, car, pour qu'un homme qui avoue avoir suivi une ligne de conduite comme celle que M. Mercier reconnaît avoir prise, demande d'être respecté, il faut qu'il s' imagine que le parti libéral est aussi moralement aveugle que lui."

Voici un extrait du compte-rendu du discours de M. Trenholm : on voit qu'il ne ménage pas son chef : " Il a accusé M. Mercier d'avoir fait du chantage au sujet de l'élection de Terrebonne. M. Mercier ayant déclaré lui-même qu'il avait entrepris cette contestation dans le but d'obtenir l'accomplissement de certaines promesses faites par l'honorable M. Chapleau, et a caractérisé l'action de M. Mercier en cette affaire comme indigne d'un chef libéral ; secondement, il a blâmé la conduite de M. Mercier au sujet de la vente de la partie-est du chemin de fer du gouvernement à M. Sénécal, ne s'étant pas, comme il aurait dû le faire, opposé de toutes ses forces à une transaction par laquelle MM. Sénécal et Cie., ont réalisé un profit de plus d'un million de piastres ; et troisièmement, il s'est prononcé contre M. Mercier à cause de ses penchants *coalitionnistes* et a fait ressortir le fait que lorsque M. Mercier se prononçait avec force contre toute idée de coalition pendant le dîner-Blake, il travaillait en même temps avec quelques conservateurs pour obtenir la coalition."

Il y a encore la lettre de M. Aurélien Cauchon sur le compte de l'honorable député de St. Hyacinthe, et la lettre de ce dernier au même M. Cauchon lui demandant son aide et celui de ses amis pour écraser la clique de la *Patrie*. Je ne ferai même pas allusion aux écrits de la *Patrie*, mais je rappellerai les opinions de certains autres organes libéraux. Ainsi le *Gleaner* de Huntingdon ne me paraît pas avoir une bien haute opinion de son chef. En voilà assez, bien que je sois loin d'avoir épuisé les matériaux à ma disposition.

Parlant de l'affaire des licences, l'honorable chef de l'opposition a dit que nous n'avions rien fait et il a déprécié le rôle que nos avocats ont joué. D'après ce que j'en sais, je crois que le *factum* préparé par eux pouvait être comparé avantageusement avec celui des autres parties intéressées au même titre que nous dans cette question. Il me semble que le député de St. Hyacinthe aurait pu être plus délicat envers un

confrère comme l'honorable M. Church, qui est pour le moins aussi honnête homme que lui. Oh mais il est entendu qu'il n'y a que lui, le chef de l'opposition qui soit bon avocat et politique modèle. Son amour du moi lui a encore fait commettre une indélicatesse accentuée envers un de ses collègues au barreau, collègue qui occupe une position supérieure dans la profession.

J'en suis rendu maintenant au paragraphe qui a trait aux chemins de fer. Il va sans dire que le gouvernement ne peut faire connaître maintenant les noms des compagnies de chemins de fer qui auront de nouvelles subventions. Cette pensée d'aider au développement de notre réseau de voies ferrées ne pouvait être oubliée dans le discours du trône, et le gouvernement a cru qu'il lui fallait une expression d'opinion sur ce sujet.

M. Gagnon.—*député de Kamouraska.*—Comment allez-vous pouvoir mettre votre promesse à effet ?

M. le Procureur général.—On peut changer, par exemple, les subventions sans augmenter les responsabilités de la province.

Quant à ce qui regarde l'enquête sur les affaires du chemin de fer du Nord, la commission chargée de ce travail a procédé avec diligence. Elle a assigné en grand nombre de témoins et elle en a entendu un grand nombre. D'autres encore n'ont pas voulu se présenter pour dire ce qu'ils savaient se rapportant aux fins de cette enquête.

L'honorable chef de l'opposition a parlé assez longuement de l'accusation relative aux vingt députés qui devaient leur mandat à des manœuvres illégitimes.

Si un homme peut prouver que cette accusation est fondée, je l'invite à se rendre devant le commissaire et je lui promets qu'il sera entendu. Si toutefois, comme l'a insinué l'honorable chef de l'opposition, le commissaire refusait d'entendre ce témoin, nous donnerions instruction à la commission de prendre ce témoignage.

Si par impossible, elle refusait encore de se conformer aux instructions positives du gouvernement, qu'on nous en fasse rapport, et nous aurons une commission spéciale pour prendre cette preuve.

On ne peut être plus formel et je défie aucun de nos adversaires de relever ma proposition. Le gouvernement n'a pas voulu avoir rien à

faire avec cette enquête. J'ai l'intention de donner mon témoignage comme tous les membres du parti conservateur qui ont eu quelque chose à faire avec cette accusation d'une nature si générale, que chacun peut se croire dans la nécessité de fournir la preuve qu'il en est innocent.

J'ai dit en 1881 que je n'étais pas riche et que je ne pouvais pas m'exposer à être échaudé comme je l'avais été en 1878. Cependant, mes amis ont insisté et m'ont élu sans autre participation de ma part que celle de me prêter à leur désir.

Quant à ce qui concerne les finances, l'honorable chef de l'opposition a posé une doctrine nouvelle et bien étrange. Il nous a dit qu'il était impossible d'avoir l'équilibre dans le budget. Tout ceux qui ont parlé de la question de l'équilibre budgétaire à partir des plus grands économistes jusqu'au modeste financier que nous possédons dans la personne de l'honorable député de Montréal-centre, tous sans distinction se sont trompés, c'est le chef de l'opposition qui le décrète. Il n'y a pas à y revenir.

Mais il paraît que je suis coupable d'un grand crime. J'ai déclaré qu'il y avait un surplus tandis que le discours du trône ne parle que de cette chose impossible, *l'équilibre*. Voici ce qui en est : Je me suis renseigné auprès des officiers du département du trésor et l'on m'a dit qu'il y avait un surplus d'une dizaine de mille piastres. Mais cela ne peut être guère appelé un surplus, de même qu'un déficit d'une quinzaine de milliers de piastres ne pourrait être cité comme un découvert dont il vaille la peine de parler, quand le budget s'élève à plus de deux millions.

Dieu merci, M. le président, on n'a jamais mérité d'être accusé de tromper la province sur ses finances. Je pourrais avec raison accuser nos adversaires d'avoir fait tort à la province en nuisant à son crédit. Le fait est qu'ils n'ont jamais dit la vérité sur nos finances, pas plus quand ils ont été au pouvoir que pendant leur existence oppositionniste. Avant 1878, ils disaient qu'on n'avait pas besoin de nouvelles sources de revenus pour ramener les finances dans un état prospère. Ils sont arrivés au pouvoir et ils n'ont pas réussi à combler le déficit. S'ils n'ont pas rempli leurs promesses, en revanche on peut dire qu'ils ont cherché à tromper sciemment le peuple. Dans cette circonstance les conservateurs avaient agi avec franchise. Ils avaient déclaré qu'il fallait d'autres revenus en attendant que les dépenses que la province faisait pour ses

chemins de fer vinssent à rapporter quelque chose. Les libéraux disaient non, ce n'est pas nécessaire, et la province a pu s'apercevoir lequel des deux partis avait raison et lui disait la vérité.

Quant au projet de la refonte des statuts de la province, j'espère qu'on fera un pas de plus cette année. Je crois que nous pouvons faire de la législation qui sera plus utile que les discussions dans lesquelles nous sommes entraînés.

Cette œuvre coûte cher et je crois qu'il faut en finir le plutôt possible.

J'ai l'intention de donner avis dès demain pour le dépôt de divers projets de loi éparés mais tous formant partie du projet de refonte. Il y en aura plusieurs de présentés de cette manière.

Nous pourrons avoir dès lundi la première délibération et ensuite nous pourrons les examiner en comité général, ou autrement, selon que la Chambre le jugera convenable. De cette manière nous aurons de l'ouvrage pendant les jours où généralement nous ne faisons rien. A l'automne, car je crois qu'il y a lieu de revenir aux sessions d'automne, nous pourrons compléter de la sorte cet important travail.

Avant de passer à un autre sujet, il me reste, M. le président, un devoir à remplir à l'égard de la mémoire d'un homme qui a été votre prédécesseur dans le travail de la codification des statuts.

L'honorable juge Thomas Loranger était chargé de ce travail. Je connaissais le juge Loranger depuis un bon nombre d'années, de plus, j'étais son ami personnel. Mais il n'y a pas que ceux qui étaient ses amis qui puissent glorifier ses talents extraordinaires. Il s'est montré homme de talents dès le collège, dans sa cléricature, et plus tard dans l'exercice de sa profession. Il a été élu en 1854 député du peuple. Et alors il arrivait dans la vie publique toute une phalange brillante. Au premier rang on voyait les Loranger, les Papin, les Laberge, et les Dorion. Il va sans dire que je n'approuve pas les opinions que chacun d'eux ont cherché à faire prévaloir, mais ils ont brillé sur la scène de l'époque.

Sur le banc M. Loranger, a été l'une de nos gloires nationales. Il exerçait dans un district rural, mais c'était au moment où on commençait à pratiquer la désentralisation judiciaire. Comme juge il a rendu des décisions sur des points de droit qui font autorité au palais. C'est nous, en dernier lieu, qui avons eu l'avantage de jouir du bénéfice de sa

brillante intelligence. Mais il y a un service par dessus tout qu'il a rendu à la province et pour lequel sa mémoire nous sera toujours chère, c'est la position savante qu'il a prise sur la question de l'autonomie des provinces.

Par ses écrits, nul n'a mieux que lui fait connaître l'esprit qui a présidé à la rédaction de l'acte de la confédération. Je crois que c'est dû à ses efforts si on a interprété la constitution d'une manière plus favorable aux provinces. Vis-à-vis du conseil privé en Angleterre, nous avons raison d'être rassurés sur ses dispositions à notre égard. Grâce au travail qui a été fait il n'y a pas de préjugé contre les provinces, et il n'y a plus d'esprit systématiquement centralisateur dans les tribunaux appelés à juger nos différents constitutionnels avec les autorités fédérales. Mais cette question des empiètements a deux côtés. Si nous ne voulons pas qu'on empiète sur nos droits, il ne faut pas que nous empiétons sur les droits des autres. Je dis donc : restons chez nous si nous voulons avoir le droit d'y rester maîtres.

On me permettra aussi de dire un mot de l'honorable M. Mousseau, dont la mort subite a jeté le deuil parmi ses nombreux amis. C'était un homme qui s'était élevé par ses propres forces à la haute position qu'il occupait dans notre monde social. C'était ce que les Anglais appellent si justement un "self-made man." Il n'a jamais eu l'avantage de faire un cour classique, cependant son savoir n'en était pas moins considérable et varié. Aussi on peut dire qu'il a brillé dans les lettres, dans la politique et au barreau. Il avait incontestablement des talents. Après avoir abandonné la vie publique où il a pu avoir des désagrémens, il n'y a pas laissé d'ennemis. Il avait trop bon cœur.

M. le président, quant à ce qui vous regarde, il n'y a rien dans votre nomination comme codificateur qui soit contraire aux prescriptions de la loi. On le constatera en temps et lieu.

Je n'ai pas à défendre Sir John contre les accusations de l'honorable chef de l'opposition. Je ne crois pas que Sir John Macdonald s'en porte plus mal après ces foudroyantes accusations. Il reviendra à la santé et j'ai lieu de croire qu'il recevra avec calme le discours du député de St. Hyacinthe.

L'honorable chef de l'opposition a rappelé avec la grande solennité qu'il sait toujours y mettre, ce qu'il a déjà dit sur le rôle de Sir John Macdonald dans la préparation de l'acte fédéral. Je ne suis pas prêt pour tout cela, à le juger sur cette dénonciation.

Ce que je sais c'est qu'il a déclaré à maintes reprises qu'il serait, vu les circonstances, en faveur d'une union fédérale. Or nous avons maintenant le régime fédéral et Sir John Macdonald est assez homme politique pour le respecter.

Mais puisque nous en sommes sur cette question, ne sont-ce pas les chefs libéraux qui ont le plus attaqué et miné l'autonomie des provinces sous le rapport du désaveu des lois provinciales. L'honorable M. Fournier a dit lui-même que la Reine n'avait rien à faire avec les Législatures. Mais depuis cette théorie subversive du prestige des Législatures, a été mise de côté et dans la question des licences, la décision finale a été en notre faveur.

Est-ce que les libéraux pendant les cinq années qu'ils ont été au pouvoir à Ottawa, n'ont pas désavoué plus de lois qu'il n'en a été mises de côté pendant les treize années du régime des conservateurs? M. Blake lui-même, ce grand protecteur des provinces a été beaucoup plus sévère que n'importe lequel des ministres de la justice. Voilà un fait que nous pouvons relever, quand on accuse nos amis.

Après ce qui s'est passé depuis que nous avons discuté la question de l'autonomie des provinces, je croyais que l'honorable député de St. Hyacinthe était rassuré sur ce sujet. Il paraît que non. D'un autre côté, quand je l'ai vu se préparer à porter la guerre au fédéral, et vouloir réviser les décisions de ce parlement, je me suis demandé où il voulait en venir. Chose singulière, il trouve moyen d'avoir peur et d'être brave en même temps. Ce n'est pas étonnant, M. le président, c'est une contradiction de plus dans sa vie.

L'honorable chef de l'opposition nous a encore parlé ce soir de l'affaire Riel. Il nous a dit : N'êtes-vous pas intervenu dans l'affaire des licences. En voilà une comparaison ! Dans cette question, nous allions devant le gouvernement fédéral plaider notre cause tout comme l'aurait fait n'importe quel individu. Ici on nous invite à discuter l'acte du gouvernement fédéral sur une matière clairement et exclusivement dans sa compétence constitutionnelle.

Il me semble que la différence est très caractérisée et qu'il ne faut pas être doué d'une grande intelligence pour voir que ce n'est pas la même chose du tout.

Si l'honorable chef de l'opposition croit qu'il peut laisser les affaires

que nous avons pour mission et pour devoir de traiter, s'il croit, dis-je, qu'il peut les laisser de côté pour s'occuper des affaires fédérales, cela le regarde. Pour nous, nous comprenons notre devoir autrement et pour ma part je dis ceci : Je n'ai pas le droit de défendre les ministres fédéraux pas plus que le chef de l'opposition n'a le droit de les attaquer.

Si au lieu de nous occuper de nos affaires, nous nous occupons de celles des autres, et si ceux-là en font autant vis-à-vis de nous, je le demande aux hommes raisonnables, où irons-nous avec ce système-là ?

Je vais terminer par une citation qui va être bien accueillie par l'opposition toute entière. Voici M. le président ce que disait l'honorable M. Fraser, l'un des ministres dans le gouvernement Mowat, ce gouvernement modèle de sagesse, de patriotisme et d'intelligence, au dire de l'honorable député de St. Hyacinthe. Dans ce que je vais lire, ce ministre, parlant au nom de M. Mowat comme au nom de tous ses collègues libéraux de ce cabinet cher au cœur de nos adversaires, déclarait que si la majorité de la Chambre d'Ontario avait décrété qu'il fallait s'occuper de l'affaire Riel, il aurait eu honte de la Chambre qui aurait émis une telle opinion.

Voici la citation que j'emprunte au compte-rendu du discours de l'honorable M. Fraser, tel que publié dans le *Globe* :

" I trust my hon. friend will not introduce this amendment at this time, but will wait until it can be more fully considered and dealt with. There are some parts of this resolution that I would have no objection to at all. But I think upon reflection that he will feel that we ought not to intrude too prematurely into matters that more properly should be dealt with by the authorities elsewhere. If any recommendation in favour of clemency that this House can make shall have the effect of bringing about a better condition of affairs, I for one will only be too glad to assist in bringing it about. But he will see, and I think the House will see that there may be a possibility of bringing into a recommendation of that kind suggestions of matters which, after all, this House should not pronounce upon. It is no part of our duty to say whether justice has been done or not, and I do not think we are called upon to say anything about that. Supposing now that we were called upon to pronounce upon a proposition that the law had *not* been justly carried out. The fair answer to that proposition would be : we have nothing to do with that here. We have nothing to do with

the question whether or not the Executive at Ottawa has or has not done right in a matter affecting the administration of justice, in a matter outside of this Province, in a matter having nothing to do with the administration of justice in our Province, I think it would be a fair answer, to say that this House would be taking upon itself to deal with matters with which it ought not to deal. The less that we undertake of matters purely and wholly of a Dominion character, the better it will be for all of us. ”

C'est-à-dire que “ le moins nous entreprendrons de traiter des sujets purement et entièrement du domaine fédéral, le mieux ce sera pour chacun d'entre nous. ”

Immédiatement après le vote sur l'amendement de M. White, où il était question bien indirectement d'une approbation de l'ensemble de la conduite du gouvernement sur les affaires du Nord-Ouest, et l'on vient de voir comment l'un des ministres libéraux de la province d'Ontario repousse cette expression d'opinion indirecte, le même M. Fraser prend de nouveau la parole sur la question Riel et s'exprime en ces termes, quant à ce qui regarde le rôle de la Législature dans ces matières :

“ I said that the probabilities were that I should have to ask the House to put itself on record in the direction of clemency.

“ I should despair of the future and continued usefulness of this Chamber, and of the esteem in which the people hold their local Legislature if I could expect many experiences similar to those which we have had to day and yesterday. ”

Je crois avoir suffisamment prouvé que nos adversaires manquent de sincérité sur cette question.

Quant à ce qui regarde les sujets qui sont de notre domaine tant administratifs que législatifs nous sommes à l'abri des reproches.

Quant à notre politique, j'ai donné des explications aussi longues, aussi détaillées qu'on en donne en pareille circonstance. Si nos adversaires viennent nous soumettre la question Riel, je proteste d'avance contre un acte d'empiètement sur un terrain qui n'est pas dans notre juridiction. Dans une telle lutte, nous serions écrasés par le pouvoir fédéral. Mes amis comprennent la question comme moi. Si aujourd'hui on veut faire intervenir cette question dans notre domaine politique, je compte sur l'intelligence de la Chambre comme nous avons droit de compter sur l'intelligence du corps électoral, pour repousser une tentative offrant les plus grands dangers pour l'avenir de notre province.

M. Gagnon—*député de Kamouraska*.—M. le président, je ne me lève pas pour faire un discours, mais comme l'honorable procureur général a cru devoir s'attaquer à la réputation personnelle de mon chef, il est nécessaire que je proteste contre ce système. L'honorable chef de l'opposition s'est tenu constamment sur le terrain politique. Pour y répondre l'honorable procureur général a cité des articles de journaux qui l'attaquaient dans sa vie privée. J'aurais bien pu le rappeler à l'ordre, car en faisant cela il s'écarterait du règlement, mais j'ai pensé qu'il valait mieux ne pas le priver du maigre plaisir qu'il éprouvait à lire ces écrits surannés. Mais si nos discussions deviennent acrimonieuses et acerbes, il n'aura qu'à s'en prendre à lui-même, et s'il en éprouve du regret, il devra se rappeler que c'est lui qui a commencé l'agression sur le terrain des personnalités. De notre côté rien de reprochable n'a été dit, pas une personnalité n'est venu blesser qui que ce soit. Tandis que le discours de l'honorable procureur général a été tout le contraire.

On a voulu faire croire que l'honorable chef de l'opposition n'avait pas la confiance de ses amis politiques. Cette tactique comme les moyens qui ont été employés étaient indignes du procureur général, lui qui doit donner l'exemple de la courtoisie dans les débats.

Je ne veux pas répondre en ce moment aux attaques qui sont venues de la droite, mais j'y reviendrai en temps et lieu.

Il a parlé d'hérésie de droit parlementaire et il a fait comprendre que l'honorable chef de l'opposition avait commis des hérésies constitutionnelles. Il n'appartenait guère au procureur général de parler de cette question et d'accuser les autres, lui qui ne veut pas accepter la responsabilité des actes des autres gouvernements. Pourtant s'il y a une chose certaine, c'est bien celle-là. Aussi, le 10 juin 1884 voici ce que nous disions :

“ Que le ministère actuel, exclusivement composé de personnes ayant appartenues à ces mêmes gouvernements conservateurs, succédant à un cabinet formé dans le sein du même parti, avec un chef désigné par un premier ministre démissionnaire, ayant les mêmes idées politiques et jouissant à l'époque de sa démission de la confiance de la majorité parlementaire, s'est écarté des saines doctrines constitutionnelles en répudiant la responsabilité de la politique qui a produit les résultats signalés par Son Honneur le lieutenant-gouverneur. ”

Voilà la vraie doctrine que l'on doit suivre. Les auteurs les plus accrédités, Todd et May posent le même principe. Je comprends la

différence quand c'est un chef de parti qui renverse un gouvernement. Mais la situation est toute contraire dans le cas actuel. Voici un procureur général qui dit ne pas être responsable de vos actes comme ministre et c'est le gouvernement dont il fait partie qui vous fait arriver au fauteuil présidentiel ! ! Sous aucun prétexte on ne peut admettre la théorie de la non-responsabilité dans de telles circonstances. Et c'est un honorable procureur général qui a exposé une doctrine constitutionnelle aussi fausse, aussi entachée d'erreur !

Il nous a dit que l'honorable M. Joly a commis une sottise en se démettant. Je n'ai pas pu bien comprendre la pensée du procureur général quand il a fait un rapprochement entre cette démission et le discours de l'honorable chef de l'opposition. Celui-ci a dit que M. Joly n'a pas voulu rester en Chambre quand il savait ne pas représenter l'opinion de ses électeurs. On comprend que M. Joly étant protestant, il peut s'écarter de nous sur une question comme celle-là. A propos de M. Watts, il n'était pas en faveur de la mort de Riel. La seule raison qui lui a fait donner sa démission, c'est qu'il ne voulait pas marcher avec les conservateurs. Voilà pourquoi il a donné sa démission et non pas pour d'autres motifs.

L'honorable M. **Taillon**.—Ce n'est pas sérieux ce que vous dites-là. Lisez donc sa lettre ! . .

M. **Gagnon**.—Oui et qu'est-ce qu'on y voit ?

L'honorable M. **Taillon**.—Et M. Watts ne parle pas je suppose de la mort de Riel ?

M. **Gagnon**.—On ne peut toujours pas y voir autre chose que ce qu'il a écrit.

L'honorable M. **Taillon**.—Vous êtes bon si vous y voyez une approbation de la conduite du chef de l'opposition.

M. **Gagnon**.—M. Watts voulait simplement ne pas s'allier à des hommes en qui il n'avait aucune confiance.

L'honorable procureur général voudrait-il me faire lire la lettre de M. Watts afin de faire de la peine à quelqu'un de ses amis !

La version que l'honorable procureur général a donnée de l'affaire si fameuse de la signature des résolutions du Champ-de-Mars, me paraît guère s'accorder avec celle donnée par la *Presse* de Montréal. D'après ce journal le procureur général aurait combattu la prétention de M. Duhamel, secrétaire du comité national.

L'honorable M. Taffon.—Je ne m'en suis pas mêlé. C'est pour quoi j'ai continué à appuyer la candidature de M. Préfontaine avant comme après qu'il eut signé ces résolutions. Mon abstention dans ces circonstances, aurait été une preuve de notre intervention, or c'était le contraire de ce que nous avions résolu de faire dès le commencement.

M. Gagnon.—Je prends le même raisonnement et je dis que puisque le procureur général a appuyé jusqu'au bout la candidature de M. Préfontaine c'est qu'il l'a approuvé d'avoir condamné l'exécution de Riel.

Mais de tout ceci, il ressort qu'il est établi que M. Watts n'a pas donné sa démission parce qu'il approuvait la mort de Riel et que le procureur général a appuyé un homme qui a signé les résolutions du champs de Mars. Sur la question Riel, l'honorable procureur général prétend que nous ne sommes pas de bonne foi. Je vais démontrer que la mort de Riel est dûe à votre apathie et qu'elle a décontenancé le parti conservateur qui ne s'y entendait nullement. Pas un seul parmi nos adversaires n'a cru que Riel serait pendu. De plus, y a-t-il eu un discours plus chaleureux que celui prononcé par l'honorable chef de l'opposition sur la question métisse, lorsque l'affaire est venue devant cette Chambre l'année dernière. Déjà avant la tragédie de Régina nous étions sympathiques à cette cause et notre manière de voir sur ce sujet a été connue bien avant la mort de l'infortuné Riel.

Pas un seul même dans les rangs de nos adversaires n'a cru que la chose arriverait et cette pensée a persisté jusqu'au dernier moment. Quand on rencontrait nos adversaires et que nous leur demandions ce qui allait être fait, ils nous répondaient que Riel ne serait pas pendu.

M. Duhamel—député d'Ottawa.—Je nie que cela soit vrai et j'en donne la preuve en disant que des pétitions ont été signées demandant l'exercice de la clémence royale envers Riel. Si on eut cru comme le dit l'honorable député de Kamouraska, que Riel ne serait pas exécuté, on n'aurait pas eu recours à ce moyen.

M. Gagnon.—Cela ne peut pas être, puisque vos amis à Ottawa ont précisément fait valoir l'absence de pétition pour prouver que la province de Québec était indifférente au sort de Riel. Dans tous les cas, je puis affirmer que nous n'avons jamais agi en vue de nous servir de cette question-là pour des fins de parti. Je n'en puis donner une meilleure preuve que l'offre faite par notre chef. L'honorable député de St. Hyacinthe n'a-t-il pas déclaré que si M. Chapleau voulait remettre son

portefeuille pour prendre la direction du mouvement national, il le suivrait avec plaisir. Peut-on dire que nous ne sommes pas sincères quand notre chef était prêt à se sacrifier ainsi. On savait que Riel était conservateur. N'est-ce pas lui qui a remis un jour son mandat de député de Provencher en faveur de feu Sir George E. Cartier ! Cependant la grandeur de la cause en jeu a dominé toutes les autres considérations.

Et quand nos adversaires, qui avaient l'oreille des ministres, nous affirmaient, que Riel, ne serait pas exécuté on avait raison de croire qu'ils étaient bien renseignés.

Je suis certain que si Cartier avait été encore de ce monde et ministre à Ottawa, Riel n'aurait pas été pendu. On sait cela chez les conservateurs, aussi comme on regarde avec dédain les petits hommes qui ont eu la prétention de le remplacer.

L'honorable procureur général prétend que le précédent cité par le chef de l'opposition ne s'applique pas à la situation actuelle. Mais quelle différence y a-t-il donc entre ces deux cas ? En 1874 on demandait l'exercice de la clémence royale, et ici il s'agit de savoir si les ministres en ne recommandant pas l'exercice de cette clémence ne se sont pas rendus grandement coupables. En 1874 on blâmait d'avance le gouvernement fédéral s'il ne pardonnait pas et ici on le condamne pour ne pas avoir pardonné.

Dans la Législature d'Ontario, on a voté une proposition demandant l'exercice de la clémence de la couronne en faveur des pauvres prisonniers métis qui sont maintenant dans les cachots du Nord-Ouest. On n'a pas voulu se prononcer sur la mort de Riel, mais cela ne prouve qu'une chose c'est qu'ils ont eu tort.

L'honorable M. **Taillon**. — Depuis quand l'honorable député rejette-t-il les opinions de M. Mowat ?

M. **Gagnon**. — Je les rejette assez souvent. Puisque le procureur général m'a posé une question à laquelle je me suis empressé de répondre, il me permettra bien de lui en poser une autre à mon tour. Si les libéraux étaient au pouvoir à Ottawa et s'ils avaient fait pendre Riel, l'honorable procureur général dirait-il ce qu'il dit maintenant ?

M. le Procureur général. — Qu'est-ce que vous diriez vous même ?

M. **Gagnon**. — L'honorable procureur général ne veut pas répondre, cela prouve que dans son opinion, ce n'est qu'une question

politique. Lorsque l'honorable député de Trois-Rivières a présenté ses résolutions l'année dernière, il l'avait fait sans nous consulter, cependant le plaider en faveur de la cause métisse le plus éloquent qui ait été prononcé l'a été par l'honorable député de St. Hyacinthe. Plus tard il a offert d'abandonner la haute position de chef de son parti en faveur de M. Chapleau, si celui-ci voulait se démettre comme ministre et accepter le commandement des patriotes.

D'après tout ce que nous en connaissons, nous pouvons dire hardiment que Riel a été pendu par la faute du parti conservateur et que si Cartier avait été là, cet infortuné n'aurait pas été exécuté.

M. le président, je crois avoir entendu l'honorable procureur général dire ou donner à entendre que l'honorable chef de l'opposition avait laissé son parti pour améliorer sa position. Je dis qu'il y a une grande différence entre ceux qui laissent leur parti pour aller dans l'opposition et ceux qui l'abandonnent pour aller au pouvoir ou jouir de ses faveurs. Il y a une grande différence entre les journalistes qui combattent le gouvernement et qui pour cela perdent tout patronage et ceux qui ont protesté vigoureusement contre l'exécution le lendemain du jour où elle a eu lieu, et ceux qui aujourd'hui marchent avec le gouvernement après l'avoir condamné.

Je termine, M. le président, car je n'ai pris la parole que pour rectifier certaines erreurs commises par l'honorable procureur général. Et celle entre autres, que M. Watts n'a pas voulu faire d'alliance avec les conservateurs. Il ne croyait pas que ce mouvement serait un feu de paille comme vous le croyez vous-même. Il avait encore plus de confiance en votre sincérité que beaucoup d'entre nous.

Qu'on dise ce qu'on voudra de la question Riel, c'est une tache pour le parti conservateur.

Sir John Macdonald s'est dit : En pendant Riel, je contente les orangistes ; et quand bien même les Canadiens-Français seraient irrités quelque peu, je n'ai rien à craindre. Je perdrai peut-être quatre ou cinq votes, quant aux autres, à quatre pattes... les Canadiens.

Quant aux autres sujets contenus dans le discours du trône, j'en parlerai plus tard.

Je remercie la Chambre de sa bienveillance à mon égard.

L'honorable M. Fyfe.—*député de Brome, commissaires des terres de la couronne.*—M. le président, je désire profiter de la présente occa-

sion pour donner une explication personnelle et me priver de ce qui serait considéré par l'honorable chef de l'opposition, comme un avantage pour moi. Je ne désire aucunement, poser pour autre chose que ce que je suis réellement, aussi je déclare maintenant que je n'ai pas soit par lettre ou par dépêche télégraphique, envoyé un protêt à aucun des membres du gouvernement fédéral ou à ce gouvernement contre l'exécution de Riel. J'ai compris alors comme je le comprends maintenant, comme je l'ai toujours fait du reste que sur une question comme celle-ci, qu'il n'appartenait pas à cette Législature d'intervenir dans ce qui est du domaine du parlement fédéral. Comme membre du gouvernement provincial, j'ai compris que je n'avais aucunement le droit d'intervenir soit pour condamner ou pour approuver. Plus tard, si l'occasion m'est offerte, je donnerai les vues que j'avais avant le 16 novembre dernier et celles que j'ai maintenant. Assurément je répudie tout rapport avec le parti national, dont les principes sont ainsi exposés dans le discours fait par l'honorable chef de l'opposition lui-même sur le Champ-de-Mars à Montréal, le 22 novembre dernier :—

“ Riel, notre frère, est mort, martyr de son dévouement pour les Métis, dont il était le chef, victime du fanatisme et de la trahison. En donnant sa tête au bourreau, comme Lorimier, il donna aussi son cœur à son pays, et comme le Christ, il a pardonné à ses assassins.”

Si c'est là le langage qu'un membre du parti national doit adopter je n'hésite pas à dire à l'honorable chef de l'opposition que je n'étais pas un nationard avant le 16 novembre, que je n'en suis pas un maintenant, et que j'espère n'être jamais de ce parti.

J'ai assez de courage pour exprimer mes sentiments sur cette question Riel comme sur n'importe quelle autre question, et j'en parlerai quand il sera temps de le faire.

L'honorable M. Meeker.—Est-ce que l'honorable commissaire des terres de la couronne contredit la nouvelle publiée dans la *Gazette* de Montréal disant qu'il avait demandé grâce pour Riel auprès du gouvernement fédéral ?

L'honorable M. Lynch.—Je répète ce que j'ai dit auparavant. Je sais que cette nouvelle a été publiée, mais comme membre du gouvernement j'avais résolu de ne pas ouvrir mes lèvres pour parler sur ce sujet excepté sur le parquet de la Chambre. C'est la première occasion que j'ai de donner suite à la résolution que j'avais prise et mes hono-

rables amis de l'opposition ont entendu tout à l'heure l'expression de mes sentiments sur ce sujet.

M. Gagnon—*député de Kamouraska*.—Ce n'est pas un protêt que vous avez envoyé mais une prière pour l'exercice de la clémence en faveur du condamné.

L'honorable M. Lymbach.—Je sais qu'un journal a annoncé que j'avais envoyé un protêt à Ottawa, je déclare que je n'en ai pas envoyé, ni ai-je autorisé ce journal à le dire.

La discussion générale est close.

Les résolutions sont séparément adoptées dans les formes réglementaires, puis l'adresse suivante est adoptée également dans les formes réglementaires :

A Son Honneur l'honorable LOUIS-FRANÇOIS-RODRIGUE MASSON,

Lieutenant gouverneur de la province de Québec.

Qu'il plaise à Votre Honneur,

Nous les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, réunie en législature provinciale, remercions humblement Votre Honneur de son gracieux discours à l'ouverture de la cinquième session du cinquième parlement de la Législature de la province de Québec, et de la vive satisfaction que vous manifestez de nous voir réunis au siège du gouvernement pour commencer les travaux de cette Législature ; assurant Votre Honneur, qu'il peut, dans l'accomplissement de ses devoirs comme représentant de Notre Auguste Souveraine, compter sur le concours de notre dévouement aux intérêts publics et sur notre désir de voir se développer les ressources de la province.

Nous nous réjouissons d'apprendre que le gouvernement a pris les moyens qui lui étaient fournis par la loi pour empêcher la propagation du fléau de la variole qui, pendant l'année dernière, a sévi cruellement dans notre province, et particulièrement dans la cité de Montréal où il a jeté le deuil dans un grand nombre de familles, et nui considérablement au commerce,—fléau qui, grâce à cette action opportune du gouvernement et au zèle intelligent des membres et officiers des bureaux de santé, a pu être circonscrit, puis finalement contrôlé. Toutefois, nous admettons avec Votre Honneur, que l'expérience a prouvé qu'il y a lieu d'améliorer notre législation relativement à la santé publique,

surtout en ce qui concerne l'hygiène et les mesures préventives, et nous sommes heureux de voir qu'un projet de loi nous sera soumis à cet effet.

Nous avons appris avec satisfaction l'heureux résultat des efforts des provinces pour maintenir leurs droits relativement à la législation sur les licences, et le fait que la loi passée par le parlement du Canada sur cette matière a été déclarée *ultra vires* par le plus haut tribunal de l'Empire, décision qui met fin à un conflit regrettable et assure à la province un contrôle absolu sur une de ses principales sources de revenu. Avec Votre Honneur nous espérons qu'en s'appliquant à demeurer dans les limites de leurs attributions respectives, le parlement et les législatures éviteront à l'avenir tout conflit de juridiction.

Nous avons appris avec plaisir que l'emploi qui a été fait de l'octroi relativement considérable que nous avons voté, l'an dernier, pour la construction de chemins et ponts dans les régions nouvellement ouvertes aux défrichements et à l'agriculture, a déjà produit d'excellents résultats, et qu'il nous sera demandé, cette année, de favoriser spécialement la colonisation, ce champ d'action par excellence de l'activité de nos populations.

Nous avons été heureux d'apprendre que les efforts du gouvernement tendront à s'assurer tout particulièrement que les sommes votées pour venir en aide à la colonisation et à l'agriculture soient employées de manière à promouvoir ces intérêts si importants.

Nous sommes heureux d'apprendre qu'un projet de loi nous sera présenté pour permettre au gouvernement de faciliter sans augmenter les responsabilités ou obligations de la province, la construction plus prompte de certaines voies ferrées destinées à donner une grande impulsion à la colonisation, à l'agriculture et au commerce dans les régions qu'elles devront parcourir.

Nous avons été heureux d'apprendre que les travaux de la commission royale chargée d'examiner les faits qui se rapportent à la construction, à l'exploitation et à la vente du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental touchent à leur fin, et qu'un rapport de cette commission sera présenté dans le cours de cette session.

Nous avons appris avec satisfaction que la vente des chemins de fer du gouvernement et le règlement graduel des réclamations qui se rapportent à la construction et à l'administration de ces voies ferrées ayant notablement diminué les affaires du département des chemins de

fer de cette province, le gouvernement a l'intention d'abolir ce département et d'opérer en conséquence un remaniement dans les attributions de certains autres bureaux publics.

Il nous a fait plaisir d'apprendre qu'un rapport détaillé des dépenses du dernier exercice financier et les comptes publics en général nous seront soumis, et que les sommes qu'il nous sera demandé de voter pour le maintien et le fonctionnement des différentes branches du service public, seront dépensées de la manière la plus économique possible et conformément à la loi.

Nous avons été heureux d'apprendre que le gouvernement a réussi à rétablir l'équilibre dans les finances de la province, ce qui, après les sacrifices énormes que celle-ci s'est imposés pour développer ses ressources et contribuer à la prospérité générale du Canada en dotant le pays d'utiles et nombreuses voies de communication, doit être considéré comme un événement d'une importance exceptionnelle.

Nous avons été satisfaits d'apprendre que nous aurons à continuer, pendant cette session, l'examen du projet de refonte des statuts généraux de la province de Québec et de ceux de la ci-devant province du Canada qui sont en force en notre province et sont du ressort de notre Législature. Il est tellement important de compléter cet examen le plus tôt possible que nous pouvons assurer Votre Honneur que nous en ferons une de nos principales occupations.

Il nous a fait plaisir d'apprendre que le gouvernement a fait expédier en Angleterre une certaine quantité d'objets qui devront figurer à l'exposition coloniale qui doit bientôt s'ouvrir à Londres. Nous ne doutons pas, avec Votre Honneur, que les personnes qui visiteront cette exposition, sauront apprécier la valeur de nos produits agricoles, forestiers, miniers et industriels, et pourront, en même temps, par notre exposition scolaire, juger du degré de culture intellectuelle de nos populations.

Il nous a fait plaisir d'apprendre que le gouvernement favorisera la reprise des études faites par le comité formé, dans le cours de la dernière session, pour s'enquérir de tout ce qui peut se rapporter aux limites nord et nord-est de la province, et la continuation des travaux commencés par ce comité.

Nous remercions Votre Honneur de la prière qu'il adresse à Dieu de bénir nos travaux, durant cette cinquième session du 5^{ème} parlement

de la Législature de Québec, ouverte au nom de Sa Majesté, la Reine, et de nous conserver dans les sentiments de fidélité, d'ordre et de patriotisme qu'il a bien voulu nous attribuer, et qui sont les traits caractéristiques du peuple de cette loyale province.

Sur proposition de l'honorable M. Robertson, il est résolu que mardi prochain, la Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides à accorder à sa Majesté.

Sur proposition de l'honorable M. Taillon, il est résolu qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre.

Il est ordonné que les honorables Messieurs Taillon, Mercier, Lynch, Flynn, Marchand, et Messieurs Nantel, Gagnon, Sawyer, Martel, Stephens et Duhamel, composent ce comité.

La séance est levée.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Séance du lundi, le 12 avril 1886.

SOMMAIRE :—Nomination du comité des ordres permanents, des Impressions et de la bibliothèque.—Etats des mandats spéciaux émis pendant la vacance.—Dépôt d'un projet de loi pour étendre le cens électoral. L'honorable M. Mercier.—Dépôt d'un projet de loi pour modifier l'article 1054 du code de procédure civile. L'honorable M. Blanchet.—Dépôt d'un projet de loi concernant la vente des immeubles dans certaines paroisses dans les districts ruraux. L'honorable M. Blanchet.—Dépôt d'un projet de loi concernant les écoles de réforme. Les honorables MM. Blanchet et Marchand.—Interpellations et réponses.—Discussion et adoption d'une proposition concernant la nomination d'un bureau de santé à Montréal : Messieurs Mercier, Taillon, McShane, Rinfret dit Malouin, Deschênes, Bernatchez, Martel, Marion et Marchand.—Discussion et adoption d'une proposition relative à la correspondance concernant les biens des Jésuites : Messieurs Boyer, Gagnon, Mercier, Taillon et Marchand.—Proposition relative à l'exploration d'une route pour relier le réseau des voies ferrées du Nouveau-Brunswick aux chemins de fer Intercolonial, Grand Tronc et Pacifique canadien à Québec : M. Faucher de Saint Maurice.—Proposition concluant à la nomination d'un comité pour étudier ce qui se rapporte aux limites nord de la province de Québec : Messieurs Duhamel, Mercier, Lynch, Marchand, et McShane.—Proposition concernant la disposition du terrain des casernes des Jésuites à Québec : Messieurs Garneau et Mercier.—Dépôt par l'honorable M. Lynch, du rapport annuel du commissaire des terres de la couronne.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WURTELE.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

Le comité des ordres permanents est constitué comme suit : MM. Bernatchez, Boyer, Casavant, Duckett, Girouard, Martel, Richard, Sawyer et Spencer.

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre un état relatif aux rapports du conseil et mandats spéciaux, émanés en vertu de la loi 31 Victoria, chap. 9, article 47, préparé par l'auditeur suivant les exigences de la loi.

ETAT du rapport de conseil et mandats spéciaux, sous l'autorité de l'acte 31 Vict. chap. 9, clause 47, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis :

SERVICE	No.	RAPPORT DE CONSEIL		Montant du Mandat spécial	Montant dépensé		Balance non dépensée
		Dates	Montant		\$	cts	
Aide aux pêcheurs en détresse de la côte du Labrador.....	397	1884 Oct. 14	\$ 3200 00		\$ 3040 56	159 44	
Garde spéciale des édifices de l'Assemblée législative et des départements	437	Nov. 24	4150 00		3255 00	894 99	
Pont de Scott.....	220	1885 Juin 22	350 00		350 00		
			\$7700 00		7700 00	6845 56	1054 43

GASPARD DROLET,
Auditeur de la province.

Québec, 29 juin 1885.

Le comité des impressions est composé comme suit :

Messieurs Taillon, Marchand, Mercier, Brousseau, Gauthier, Poupore et Whyte.

Le comité de la bibliothèque est composé comme suit :

Messieurs Marchand, Mercier, Asselin, Desaulniers, Faucher de St-Maurice, Lemieux et Martel.

LE CENS ÉLECTORAL.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—J'ai l'honneur de déposer un projet de loi pour modifier la loi électorale de Québec de manière à étendre le cens électoral.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est, procureur-général*.—L'honorable député voudrait-il nous faire connaître les principales dispositions de son projet de loi ?

L'honorable M. **Mercier**.—M. le président, comme le titre l'indique, c'est pour étendre le droit de vote à trois classes de personnes qui méritent d'exercer ce droit, et qui offrent de bonnes et sérieuses garanties, qu'elles sauront l'exercer à l'avantage général de la société.

Il y a d'abord les instituteurs, ensuite ceux qui ont un revenu d'au moins \$300 par année et en troisième lieu les fils de cultivateurs et d'ouvriers, quand la propriété du père est d'une valeur assez élevée pour donner le droit de vote à plusieurs personnes, ou bien encore, dans le cas de fils d'ouvriers, quand ce sont ces fils qui travaillent dans l'usine de leur père.

Je suppose que ces quelques mots suffisent et que la Chambre saisi le but de mon projet de loi.

Ce projet de loi est adopté en première délibération.

LES NOTAIRES COMMISSAIRES DE LA COUR SUPÉRIEURE.

M. **Gagnon**.—*député de Kamouraska*.—J'ai l'honneur de déposer un projet de loi pour modifier l'article 30 du code de procédure civile.

L'honorable M. **Blanchet**.—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—Veuillez expliquer.

M. **Gagnon**.—Il s'agit simplement de décréter que tout notaire pratiquant sera commissaire de la cour supérieure au même titre que

les juges, protonotaires et greffiers des cours de justice. Le projet est adopté en première délibération.

L'honorable M. **Blanchet**.—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer un projet de loi pour modifier l'article 1054 du code de procédure civile.

C'est pour mettre les justiciables du district de Beauce sur le même pied que ceux du district de St. Hyacinthe.

VENTE D'IMMEUBLES DANS LES DISTRICTS RURAUX.

L'honorable M. **Blanchet**.—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer un projet de loi concernant la vente des immeubles dans certaines paroisses dans les districts ruraux.

Voici pourquoi je présente ce projet de loi.

Il est arrivé des erreurs dans certaines de ces ventes. Pour les cas où il n'y a pas de cause pendante, je crois qu'il serait préférable de régler ces questions au moyen d'une loi. Je sou mets ce projet afin que la chose puisse être discutée et s'il y a lieu, de l'adopter afin de garantir les parties intéressées contre tout trouble.

Ce projet est adopté en rère délibération.

LES ÉCOLES DE RÉFORME.

L'honorable M. **Blanchet**.—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer un projet de loi pour modifier la loi concernant les écoles de réforme.

L'honorable M. **Marchand**.—*député de St-Jean*.—Est-ce que l'honorable ministre voudrait bien nous donner une idée des modifications qu'il se propose de faire à la loi.

L'honorable M. **Blanchet**.—Il s'agit d'un simple amendement. Si ce projet de loi est adopté, à l'avenir tous les documents relatifs à l'entrée des enfants dans ces écoles, seront transmis au lieutenant gouverneur en conseil. Je me propose de demander la même disposition pour les écoles d'industrie. Si nous proposons ces changements, c'est afin d'avoir d'une manière plus directe le contrôle des entrées dans ces écoles. Je crois qu'il faudra aussi modifier la loi concernant les prisons de réforme.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*. — Ecoutez ! écoutez !

Ce projet de loi est adopté en première délibération.

Les projets de loi suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre et adoptés en première délibération :

Pour modifier les lois concernant l'association des dentistes de la province de Québec.

Pour modifier la loi concernant les écoles industrielles.

Pour modifier l'article 2137, du code civil.

Pour modifier le code de procédure civile.

Pour modifier le code municipal.

Concernant la division territoriale de la province.

Concernant les statuts de la province de Québec.

Concernant le département du trésor.

Le projet de loi suivant est déposé sur le bureau de la Chambre, adopté en première et deuxième délibérations, et renvoyé au comité général :

Concernant le département des officiers en loi de la couronne.

INTERPELLATIONS ET RÉPONSES.

M. **Faucher de Saint-Maurice**.—*député de Bellechasse*. — Est-ce l'intention du gouvernement, dans le but de promouvoir les intérêts de la colonisation et de permettre à certains colons de mieux exploiter certaines terres situées dans le premier rang Nord-est du canton d'Armagh, comté de Bellechasse, de construire un pont sur la rivière du Sud ?

L'honorable M. **Taillon**.—*député de Montréal-est, procureur général*. — Une requête a été présentée au gouvernement à ce sujet. Elle recevra sans délai la plus sérieuse considération du gouvernement.

L'honorable M. **Mercier**.—*député de Saint-Hyacinthe*. — 1. Sur le rapport de quel ministre a été pris l'arrêté du conseil mettant en force le chapitre 38 des statuts refondus du Canada, intitulé : " Acte concernant la conservation de la santé publique ? "

2. Sur le rapport de quel ministre ont été approuvés les règlements du bureau de santé ?

3. Sur le rapport de quel ministre H. Beaugrand, écr., maire de Montréal, a-t-il été nommé membre de ce bureau ?

L'honorable M. **Blanchet**.—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—1. Sur le rapport de l'honorable secrétaire de la province (M. Blanchet), et conformément à la demande faite par M. Beaugrand, en sa qualité de maire et M. Gray, échevin.

2. Sur rapports soumis à diverses dates par l'honorable secrétaire de la province, excepté un rapport du 14 septembre 1885 qui a été soumis par l'honorable trésorier (M. Robertson).

3. M. Beaugrand a été nommé membre du bureau central de santé sur un rapport soumis par l'honorable secrétaire de la province. M. Beaugrand, en recommandant la mise en force du chapitre 38 des statuts refondus du Canada, par sa lettre du 2 septembre 1885 avait lui-même suggéré son propre nom pour être membre de ce bureau de santé.

L'honorable M. **Mercier**.—1. Le mandat du président pour une nouvelle élection dans le district électoral de Verchères, est-il émané ?

2. Si oui, le gouvernement se propose-t-il de fixer sans retard les jours de la nomination et de la votation ?

3. Si telle n'est pas l'intention du gouvernement, quel motifs l'engagent à ne pas agir de suite ?

L'honorable M. **Blanchet**.—Le gouvernement a fixé le 28 avril courant pour la nomination. Quant à la votation, c'est la loi qui en règle la date.

L'honorable M. **Mercier**.—1. Les \$100,000 additionnelles votées à la dernière session pour la colonisation ont-elles été distribuées et payées en entier avant le 30 juin 1885 ?

2. Si non, quels montants étaient payés à cette date, et quels montants l'ont été depuis ?

3. Ces montants ont-ils été obtenus par des emprunts ; et si oui, à quelles conditions et de quelles institutions ces emprunts ont-ils été obtenus ?

L'honorable M. **Tailon**.—1. La loi ne permettant pas de dépenser avant le trente juin 1885, les sommes votées pour l'exercice financier

1885-86, aucune partie des \$100,000 votées à la dernière session pour la colonisation n'a été distribuée ni payée avant le 30 juin 1885.

2. Les diverses sommes payées jusqu'à ce jour à même l'appropriation des chemins de colonisation depuis le 30 juin dernier forment un montant de \$144,411.72.

3. Le montant de \$100,000.00 doit être porté au compte du capital (*capital account*) de la province, ainsi qu'il a été expliqué lors du vote de ce crédit : aucun emprunt n'a encore été fait pour couvrir cette dépense.

L'honorable M. **Mercier**.—La dette de la province a-t-elle été augmentée ou diminuée depuis le 1^{er} janvier 1885, et de combien ?

L'honorable M. **Robertson**—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—Elle a été augmentée de \$51.67.

L'honorable M. **Mercier**.—1. Pourquoi les travaux de construction du palais de justice à Québec sont-ils restés suspendus si longtemps ?

2. Quelles sommes d'argent ont été perçues à même la taxe imposée sur le district de Québec pour la reconstruction de ce palais ; et de quelles municipalités ces diverses sommes ont-elles été ainsi perçues ?

L'honorable M. **Tailon**.—1. Les travaux du palais de justice de Québec ont été suspendus par suite de divers changements faits dans cette construction à la demande générale du barreau de Québec.

2. Etat des montants payés à compte de taxes pour l'année commençant au 1^{er} juillet 1885, et finissant au 30 juin 1886, perçues sur le district de Québec pour paiement d'intérêt et du fonds d'amortissement ou obligations émises sous l'autorité des actes 45 Vict., chap. 26 et 48 Vict., chap. 16 pour le coût de la reconstruction du palais de justice de Québec :

Comté de Lévis.....	\$709 80
“ Portneuf.....	745 87
“ Montmorency No. 1.....	150 00
“ “ No. 2.....	161 17

L'honorable M. **Mercier**.—Quelles sont les raisons qui ont forcé le gouvernement à tant retarder la convocation des Chambres en face de la résolution adoptée le 5 juin 1884, sur proposition de l'honorable procureur général actuel, décrétant “ qu'il était désirable qu'à

l'avenir la Législature de cette province fût convoquée aussitôt que possible après la fête des Rois."

L'honorable M. Taillon.—Le gouvernement a cru devoir attendre que les travaux de construction fussent assez avancés pour permettre aux Chambres de s'installer définitivement.

L'honorable M. Mercier.—1. Quels sont les contrats d'impressions qui ont été renouvelés depuis le premier janvier 1885 ; quelle est la nature des contrats ainsi renouvelés, pour quelle espace de temps et en faveur de qui le renouvellement a-t-il été fait ?

2. Quand les contrats ainsi renouvelés ont-ils expiré ?

3. Le gouvernement se propose-t-il de remplacer maintenant ceux de ces contrats qui ne sont que temporaires et de soumettre à la Chambre, durant la session, les contrats définitifs ?

L'honorable M. Blanchet.—Les contrats d'impressions n'ont pas encore été renouvelés ; les impressions se font depuis l'expiration des contrats par les mêmes personnes et aux mêmes conditions, jusqu'à nouvel ordre.

La troisième question est sous considération.

L'honorable M. Mercier.—1. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas fait faire, au palais de justice, à Montréal, les améliorations et agrandissements projetés et pour lesquels une somme de \$50,000 avait été votée pendant la dernière session ?

2. Le gouvernement a-t-il arrêté quelque plan définitif à cet égard ; et si oui, quel est ce plan.

3. Cette somme de \$50,000 a-t-elle été empruntée ; et si oui, de qui ; à quelles conditions ; pour quel espace de temps et quel placement temporaire en a été fait ?

L'honorable M. Taillon.—Cette affaire est à l'étude. Aucune somme n'a été dépensée pour cet objet.

L'honorable M. Mercier.—1. Quels sont les noms des employés du gouvernement de cette province qui sont actuellement membres de la Chambre des communes du Canada ?

2. Quelles charges ces messieurs occupent-ils ?

3. Quelle est la date de la nomination de chacun d'eux.

4. Quels sont leurs émoluments.

5. Le gouvernement se propose-t-il de se passer à l'avenir des services de ceux de ses employés qui ont refusé, à la Chambre des communes de *regretter* que l'exécution de Louis Riel ait eu lieu ?

L'honorable M. **Blanchet**.—1 et 2. L. L. L. Désaulniers, écr. M. D., a été nommé inspecteur des asiles par arrêté du conseil du 5 juillet 1881, avec un salaire de \$1600.00 par année. M. Hurteau, M. P. agit comme inspecteur des travaux de colonisation quand il en est requis avec un salaire de \$3.00 par jour.

3. Le gouvernement n'a pas l'habitude de destituer ses employés à cause de leurs opinions politiques, encore moins lorsqu'il s'agit de députés fédéraux qui sont responsables au peuple de leurs actes dans une autre Chambre.

L'honorable M. **Mercier**.—1. Le gouvernement a-t-il fait quelques démarches auprès de l'exécutif fédéral, pour empêcher l'exécution de Louis Riel et pour appuyer les nombreuses résolutions des conseils municipaux et les nombreuses pétitions des citoyens de cette province, demandant la commutation de la sentence de mort portée contre le chef des Métis ?

2. Les ministres individuellement ont-ils fait telles démarches ?

3. Si oui, quelle est la nature et l'époque de ces démarches, tant de la part du gouvernement que de la part des ministres individuellement ?

L'honorable M. **Blanchet**.—Non.

M. **Gagnon**.—*député de Kamouraska*.—Le gouvernement a-t-il l'intention de contribuer à la construction d'un édifice pour y tenir la cour de circuit dans le comté de Kamouraska ? Et, si oui, pour quel montant ?

L'honorable M. **Taillon**.—La question est à l'étude.

M. **Gagnon**.—Le lieu où se tiendra la prochaine exposition provinciale a-t-il été choisi. Si, oui, quel est-il.

L'honorable M. **Taillon**.—La ville de Sherbrooke a été choisie comme l'endroit où devra se tenir la prochaine exposition provinciale.

L'honorable M. **Garnier**.—*député de Québec*.—Le gouvernement est-il en position d'informer cette Chambre, quand le palais de justice sera terminé et prêt pour occupation.

L'honorable M. **Taillon**.—Le palais de justice sera terminé et prêt pour occupation dans un an.

M. Faucher de Saint-Maurice—*député de Bellechasse*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de la lettre adressée par M. Faucher de Saint-Maurice M. P. P., pour Bellechasse, à l'honorable commissaire des terres de la couronne, demandant la prolongation du délai du paiement des arrérages d'intérêt dus sur les terres des colons, jusqu'au 1er janvier 1887 ; aussi copie de la réponse de l'honorable commissaire des terres.

Cette proposition est adoptée.

M. Faucher de Saint-Maurice.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie des noms, avec indication de résidence dans le comté de Bellechasse, de ceux à qui les remises d'arrérages d'intérêt dus sur leurs terres ont été faites en tout ou en partie, depuis le 1er janvier 1882, par l'honorable ministre des terres de la couronne. Sur la demande de qui cette remise d'arrérage d'intérêt a-t-elle été faite.

Cette proposition est adoptée.

L'honorable **M. Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de l'Assemblée législative, un état détaillé et par chapitres, de toutes les recettes et les dépenses de la province de Québec, depuis le 1er juillet 1885 à la date où l'état sera soumis.

Cette proposition est adoptée.

LE BUREAU DE SANTÉ.

L'honorable **M. Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une humble adresse soit présentée au lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de :

1. Tout arrêté du conseil pris et de toute proclamation émanée, en 1885, mettant en force le chapitre 38 des statuts refondus du Canada, intitulé : " Acte concernant la conservation de la santé publique, " et nommant un bureau central de santé ; tel arrêté du conseil devant mentionner les noms des ministres présents.

2. Toute commission nommant les membres de ce bureau central.

3. Toute correspondance échangée à ce sujet, soit avec des particuliers, soit avec des corporations municipales ou autres institutions.

M. le président, j'ai bien peu de chose à dire à l'appui de cette pro-

position, attendu que je crois qu'elle parle par elle-même. Seulement je voudrais que la Chambre sache pourquoi je fais cette demande de renseignements. Pour préparer ces copies il faudra bien peu de temps, aussi j'espère que l'honorable secrétaire de la province verra à en hâter le dépôt. Ces renseignements démontreront que la responsabilité de ce qui est arrivé à Montréal ne doit pas, en justice, être mise à la charge d'un seul individu mais qu'elle se répartit sur un grand nombre de personnes, toutes y participant à titres divers.

Pendant deux ou trois mois, on sait qu'il a régné une grande excitation à Montréal à propos du terrible fléau de la variole qui y a exercé de si pénibles ravages en 1885. On a dû avoir recours à des mesures de vigueur et dans le temps les hommes intelligents ont compris que ce qui était fait l'était dans l'intérêt commun de tous les citoyens, c'est-à-dire dans le but de circonscrire les ravages de la maladie. Cependant, on se rappelle que pendant quelques jours la ville de Montréal a été sous l'empire d'un régime de terreur. Certains individus poussés par des personnes prêchant le mépris des lois, se sont promenés dans les rues, brisant les vitres de la maison où siégeait le bureau de santé, menaçant la propriété des citoyens paisibles, s'attaquant au bureau du maire et à l'hôtel de ville.

Les choses ont été poussées si loin que les autorités de la ville ont cru devoir requérir les services de la milice, et cela a coûté au-delà de \$7,000 au trésor municipal. Le coût total en argent de la visite de l'épidémie variolique dépasse \$70,000, peut-être s'élèvera-t-il à cent mille piastres, tous comptes tirés.

Pour revenir aux malheureux troubles qui ont eu lieu, nous avons été quelque temps à nous demander ce qu'il y avait là-dessous. La population de Montréal si amie de l'ordre, respectant l'autorité, surtout la population de la division-est se portant à de tels excès ; cette population d'ordinaire si paisible, ne se mêlant que de ses affaires, comment pouvait-elle faire des démonstrations si en dehors de ses habitudes. Tous les bons citoyens étaient à se demander ce qu'il y avait au fond d'un mouvement aussi insolite. Mais on en a vite découvert la cause. Chose étonnante, M. le président, on a constaté que se sont des organes conservateurs qui se sont faits, dans cette occasion, les instigateurs de ces troubles.

Nous avons vu le *Monde*, organe de Sir Hector Langevin, ministre fédéral, publier des articles d'une violence telle qu'il est étonnant que la

population n'ait pas commis plus de déprédations. Ce que je dis là est bien connu à Montréal. Si les gens ne s'étaient pas montré plus calmes moins violents que ces écrivains du *Monde* on aurait vu la vie et la propriété des citoyens en grand danger.

Je fais ces remarques afin qu'on sache sur qui doit peser la responsabilité des troubles qui ont eu lieu. Je suis bien certain que si le maire de Montréal avait été conservateur, on n'aurait pas vu ce journal exciter la populace à la violence. Cependant j'aurais fait vis-à-vis d'un maire conservateur ce que j'ai fait pour celui qui occupe la charge de premier magistrat de Montréal.

Je me suis mis à la disposition de qui de droit pour empêcher l'effusion du sang. Pendant que tous les bons citoyens s'efforçaient de calmer les esprits, le journal *Le Monde* a cherché à faire de cette question une question personnelle contre M. Beaugrand.

La *Gazette* de Montréal, voulant user du même procédé injuste à mon égard, laisse croire et donne à entendre que je blâme ce qui a été fait par les autorités. Je proteste contre cette interprétation de ma conduite.

Voici ce que la *Gazette* publie sous la date du 10 avril courant :
" M. Mercier, dans son discours hier soir a placé le maire Beaugrand dans une position très peu enviable devant les citoyens de Montréal. Depuis que la session est ouverte il était évident que M. Mercier cherchait à parler de M. Beaugrand, mais à propos de quoi, on ne le savait pas, jusqu'à ce qu'il eut laissé sortir le chat du sac hier soir. Jeudi l'interpellation suivante était inscrite à l'ordre du jour, quant à sa signification, elle était entourée de beaucoup de mystère. "

Ici on reproduit mon interpellation, puis on continue en ces termes :

" Dans la chaleur de son discours hier soir, M. Mercier oublia sa ruse ordinaire, et, sans attendre une réponse à sa question, il attaqua l'honorable M. Taillon pour avoir intentionnellement nommé le maire Beaugrand membre du bureau de santé, et l'avoir chargé d'appliquer les règlements concernant la vaccination et l'isolement des malades pendant l'épidémie de manière à tuer sa popularité auprès des électeurs de Montréal.

" M. Mercier laissa entendre que M. Beaugrand aurait pu opposer M. Taillon dans sa division et que le procureur général prévoyant les conséquences qui s'en suivraient pour le maire d'appliquer la loi, se serait

servi de cette ruse pour le détruire politiquement. C'était évidemment une tentative de blanchir le maire aux yeux de la populace qui a fait les émeutes à propos de la variole."

Voilà comment un journal qui se prétend respectable, apprécie l'attitude que j'ai prise et les paroles que j'ai prononcées au cours du débat sur l'adresse.

Tous mes collègues se rappellent le sens de mes remarques sur ce sujet. Ce que j'ai dit c'est qu'on faisait injustement la guerre à M. Beaugrand quand il n'était que l'esclave de la loi et que, dans tous les cas, s'il était coupable, le gouvernement avait comme lui, comme les autres, sa part de responsabilité dans l'application de la loi. Cependant dans l'écrit que j'ai cité à la Chambre, on veut laisser croire qu'en principe je blâme ce qui a été fait. Non, j'ai blâmé les excès, j'ai blâmé les abus et certains individus qui ont poussé à la violence et au tapage, mais je n'ai pas eu un mot de blâme contre les autorités de la ville de Montréal. J'ai dit et je répète qu'il n'est pas juste de laisser M. Beaugrand seul à porter la responsabilité des mesures qui ont été prises, et qu'il n'est pas juste non plus de s'en laver les mains en rejetant toute l'affaire sur le dos de ce magistrat parce qu'il a dû intervenir de sa personne dans certaines occasions critiques. Pendant qu'on l'attaquait comme je l'ai dit, pas un journal conservateur n'a contrecarré le *Monde* dans sa campagne, indigne d'une feuille qui se respecte, et pas une voix n'est partie d'ici pour soutenir M. Beaugrand dans la lutte qu'il faisait en faveur de l'ordre et de la loi.

Voilà, M. le président, tout ce que j'avais à dire. Je ne veux pas blâmer personne, mais aussi je ne veux pas qu'on censure le maire de Montréal. Il était l'esclave de la loi et l'immense majorité des citoyens de cette ville l'ont reconnu en le réélisant par une majorité d'au-delà de dix-neuf cent voix. C'est une preuve qu'il a en sa faveur la grande-majorité de ses concitoyens qui ont vu en lui l'homme ne se faisant que l'instrument de la loi.

J'espère que la presse qui a changé mes paroles l'autre jour s'empres-
sera de rectifier l'erreur commise et qu'elle me rendra justice.

L'honorable M. TAILLON—*député de Montréal-est, procureur-général.*
—M. le président, s'il y a une chose que je désirais en particulier, c'était d'avoir l'occasion de donner des explications sur cette affaire que l'on veut transformer en question politique. Je me sens nullement disposé à répudier ce que j'ai fait dans cette occasion et je vais en donner la preuve.

Je crois en effet que tous ceux qui ont été appelés à faire acte d'autorité dans ces circonstances difficiles, devraient être toujours prêts à prendre la part de responsabilité qui leur appartient. Le gouvernement lui, est prêt à prendre la sienne, que les autres en fassent autant.

Je crois pouvoir dire que le gouvernement a fait ce qu'il devait faire.

L'honorable chef de l'opposition a attiré l'attention de la Chambre sur les écrits de certains journaux. En même temps il en a parlé de manière à nous faire comprendre qu'il voulait laisser peser du blâme sur certains hommes du parti conservateur. A mon avis il ferait mieux, avant de punir quelqu'un, de chercher quels sont les coupables.

J'ai déjà dit que lorsque le gouvernement a commencé à agir, l'épidémie sévissait à Montréal et aux alentours.

M. l'échevin Gray adressa une lettre au gouvernement dans laquelle il donnait des détails sur ce qui se passait à Montréal. Je crois que c'était dans le mois d'août. Deux ou trois jours s'écoulèrent avant que le gouvernement prit aucune action relativement au contenu de cette lettre. Alors nous arriva une dépêche de M. Gray dans laquelle il se plaignait de l'inaction du gouvernement et appelant son attention sur le fait qu'une réunion des administrateurs des chemins de fer aboutissant à Montréal et mettant notre province en communication avec les autres provinces, venait d'avoir lieu, et qu'il avait été décidé de mettre la province en une véritable quarantaine si aucune mesure n'était prise pour appliquer les lois sur la santé publique. Ça aurait été un vrai désastre si cette menace avait été mise à exécution. Rien ne nous engageait à croire qu'elle n'était pas sérieuse. Nous avons alors cru qu'il était temps d'agir.

Cependant, nous considérons que la population de Montréal était la plus directement intéressée dans cette question, et que pour cette raison nous devons consulter les autorités municipales de Montréal, les seules compétentes à parler au nom de cette population, dont nous avons aussi à ménager les intérêts dans la décision que nous allions prendre. Une dépêche fut adressée au maire Beaugrand l'informant du contenu de la dépêche de l'échevin Gray, et lui demandant en même temps s'il consentait, comme maire, à donner son concours aux autorités municipales et s'il voulait prendre la responsabilité de la mise en force du chapitre 38 des statuts refondus du Canada, pourvoyant à la nomination d'un bureau de santé.

Nous lui demandions aussi si le conseil de ville prenait la responsabilité de recommander la chose. Quelque temps après nous apprimes

que M. Beaugrand était à Québec, et l'honorable trésorier le rencontrant à l'hôtel St-Louis, il lui fit part de ce que je viens de dire. Il écrivit une lettre au gouvernement disant oui sur tous les points, approuvant les recommandations de l'échevin Gray et espérant que le statut serait mis en force, de plus donnant les noms de ceux qui devraient faire partie du bureau central de santé et parmi ces noms était le sien. Cette lettre est signée par M. Beaugrand en sa qualité de maire de Montréal. Dans la liste préparée par M. Beaugrand il y avait les noms de quatre professeurs de médecine des institutions enseignantes de Montréal, son propre nom et celui de M. l'échevin Gray. J'ai suggéré d'ajouter le nom du Dr. Monk, le plus vieux médecin pratiquant de ma division. Plus tard, nous avons cru qu'il fallait mettre toute la province sous l'empire du chapitre 38 des statuts refondus et le personnel de ce bureau de santé dû être modifié en conséquence. Les noms des messieurs Marsden et Lemieux, médecins très distingués de Québec furent ajoutés à la liste des membres du bureau primitif. Voilà comment l'affaire a été réglée. On voit la part que chacun a prise et je crois que le gouvernement n'a pas raison d'hésiter à prendre la responsabilité qui lui revient.

Si nous avons consulté la ville de Montréal, c'est qu'il nous paraissait juste de croire que les municipalités intéressées devaient mieux savoir que nous ce qu'il fallait. Montréal a demandé l'application de la loi et nous lui avons donné ce qu'elle demandait. Voilà tout. La loi étant en force, le bureau de santé devenait maître de tout ce qui devait être fait. Je dis cela parce qu'on a cherché à faire croire que c'était le gouvernement qui avait ordonné les mesures qui ont été prises. Je sais aussi qu'on a commencé dans ma division la cabale contre moi sur ce terrain là. J'en ai été averti, j'ai dit à mes amis que ce n'était pas le gouvernement qui était responsable, que cette loi n'avait pas été faite par cette Chambre puisqu'elle remontait à 1859.

Le bureau central a fait des règlements qu'on a trouvé trop sévères. On ne doit pas oublier que ces règlements étaient faits dans le but de combattre une maladie terrible. Il faut aussi se rendre compte que des règlements de ce genre comportaient un danger, comme toutes les mesures rigoureuses qui doivent être prises en pareilles circonstances. Comprenant ce danger, j'ai dit aux membres du bureau de santé d'être bien prudents. Mais nous n'avions pas droit de donner des conseils aux autorités municipales. Le seul être moral avec lequel nous avions des rapports à propos de cette question c'était le bureau de santé de la province.

Lorsque les règlements qu'il a faits sont venus à notre connaissance

nous nous sommes dit qu'ils étaient sévères, mais d'un autre côté, nous avons compté qu'on serait assez sage pour ne pas susciter des troubles inutiles par une application trop rigoureuse ou intempestive. Les autorités municipales devant être les premières à recevoir les coups si elles appliquaient ces règlements mal à propos, elles verraient avec soin à ne rien exagérer, ou à n'agir qu'avec la plus extrême prudence. C'était là pour nous une garantie précieuse. Je ne dis pas qu'on a abusé de la loi ou qu'on a eu tort dans telle ou telle circonstance. Comme procureur général, je ne suis pas obligé de juger ces autorités municipales, vu qu'elles ne sont pas sous mon contrôle. Je laisse donc à chacun à porter le jugement le plus convenable.

Quant à ce qui concerne les règlements, nous sommes prêts à prendre notre part de responsabilité. A certains égards nous ne pouvions pas modifier partiellement ces règlements. Il nous fallait ou les approuver ou les rejeter en bloc. Il y avait quelques dispositions trop rigoureuses dans le projet qu'on nous a soumis. Ainsi, on demandait que l'inhumation eût lieu six heures après la constatation du décès. Nous avons refusé d'approuver cette disposition, et nous nous sommes dit: Attendons un peu que le danger soit plus pressant pour prendre une telle mesure. D'un autre côté, il faut aussi considérer qu'un homme n'a pas le droit de garder chez lui ce qui peut être un foyer de contagion et qui devient un danger imminent pour la santé de ceux qui se trouvent à proximité de la demeure de cet homme, pas plus que n'importe qui aurait le droit de mettre en danger la santé publique par tout autre moyen.

Maintenant on me demandera peut-être que faire si un homme refuse obstinément de se soumettre à ces règlements ?

Voici ma pensée sans le moindre équivoque. Si les autorités municipales sont convaincues qu'il y a mauvaise volonté, elles doivent agir. A-t-on abusé de ce pouvoir énorme donné en vue de circonstances toutes exceptionnelles, je l'ignore. Ce que je sais, c'est qu'on ne s'est pas plaint au gouvernement.

M. le président, quand le bureau central s'est mis à l'œuvre, il n'était pas très familier avec la loi. Ainsi il a pris sur lui de nommer des officiers tandis que la loi conférait ce droit au gouvernement. Nous en avons averti qui de droit avant que ces officiers fussent constitués en autorité. J'ai fait des recommandations très pressantes aux membres du bureau de santé de choisir de bons officiers pour l'exécution de leurs règlements et pour faire appliquer la loi par les municipalités, parceque

autrement leur disais-je, ils vont rendre la loi odieuse. Aussi, M. le président, ai-je toujours recommandé la douceur dans les procédés vis-à-vis du public, comme étant le moyen le plus efficace.

J'ai vu à différentes reprises quelques uns des messieurs formant le bureau de santé pour faire cette recommandation que je considérais de première nécessité afin de faire produire aux mesures prises les meilleurs résultats possibles. Je leur ai dit qu'on devait avoir des égards pour ceux qui ne comprennent pas la loi parcequ'on n'avait jamais une idée bien claire sur la nécessité d'observer les prescriptions de l'hygiène. J'ai voulu en 1885 faire voter un petit montant pour aider la publication d'un journal d'hygiène populaire, mais je n'ai pas réussi. Malgré cela ce journal si utile a pu trouver les ressources nécessaires pour se maintenir. Il faut, M. le président, montrer les règles de l'hygiène à la population, car c'est le premier pas à faire pour donner aux lois qui existent ou qui pourront être décrétées à l'avenir toute l'efficacité qu'elles doivent avoir. Sans cela il sera bien difficile de faire comprendre la nécessité de ces lois qui paraîtront toujours d'une sévérité révoltante à ceux qui ignorent les exigences de la science hygiénique et les résultats bienfaisants qui découlent de l'observance de ses prescriptions.

Pour revenir à la part du gouvernement dans les mesures prises à l'occasion des ravages de la variole l'été dernier, j'ai exposé clairement le rôle qu'il a rempli avec courage et en même temps avec prudence.

Je sais aussi qu'on a attaqué le maire Beaugrand avec violence. Je sais aussi que si un journal conservateur l'attaquait, un autre journal conservateur le défendait. D'un autre côté, il faut se rappeler que ce n'était pas le bureau central qui était directement en cause, mais que c'était le bureau local de la ville de Montréal qui agissait. Du moment que je n'avais pas de responsabilité, on ne peut pas prétendre que je devais faire peser la responsabilité de ces actes sur d'autres dans le seul but de nuire à ces derniers. Ce n'est pas, du reste, mon habitude.

M. le président, l'épreuve pour Montréal a été très rude et j'espère qu'on en profitera pour l'avenir. L'honorable chef de l'opposition s'est plaint de ce qu'un journal a dit de son discours. Je n'ai pas lu les remarques incriminées, mais ce que je sais c'est que l'honorable député a parlé avec beaucoup de force contre les officiers de santé. Or, quelque raison que l'on ait de se plaindre de la conduite de ces fonctionnaires, on ne peut y remédier par des modifications à la loi. Cela relève d'un autre ordre de choses et il suffit pour avoir des officiers irréprochables que l'on fasse choix de bons hommes.

Il ne m'appartient pas de défendre le journal *Le Monde*. Je ne connais pas les détails de l'affaire, et au reste je le crois en état de se bien défendre lui-même. Seulement en thèse générale, si un des journaux conservateurs attaque le maire Beaugrand, on ne doit pas être surpris, car la presse de nos adversaires ne nous a guère gâtés sous ce rapport, en s'abstenant de nous injurier quand elle croyait avoir l'ombre d'un prétexte pour le faire.

Je ne sais pas si avant l'affaire Gagnon, des journaux avaient attaqué le maire Beaugrand, mais ce que je sais, c'est qu'on avait attaqué déjà le gouvernement en plein conseil de ville de Montréal. On avait voulu faire peser sur moi toute la responsabilité de l'exécution de la loi et l'on me reprochait de l'avoir mise en force ; de plus pour jeter de l'odieux sur moi, on disait que les officiers étaient les esclaves de la loi, qu'ils ne pouvaient faire autrement. On m'a renseigné sur ces faits et j'ai répondu dans le temps que j'avais bien d'autres choses à faire que de repousser ces vilénies mesquines et dégradantes pour ceux qui en sont les auteurs ; que quand les élections viendraient, je me défendrais devant mes commettants, car il en sera encore temps je l'espère. J'ai continué à faire mon devoir. Un jour on m'a demandé de se servir de la prison des femmes pour les varioles, j'ai fait observer que cela pourrait être mal vu par la population qui demeure dans le voisinage. C'est vrai, m'a-t-on dit, mais il faut bien avoir un hôpital. Les religieuses avaient le contrat pour cette prison et j'ai donné ce renseignement à ceux qui me faisaient cette demande et je leur dit en même temps que je ne voulais pas intervenir. On a discuté l'opportunité de faire d'autres démarches et pendant ce temps-là un mouvement comme on le prévoyait, s'est fait contre ce projet qui dut être abandonné, parceque l'opposition qui se manifestait fut trop forte pour passer outre.

On a aussi demandé la bâtie des expositions et on sait ce qui est arrivé, la lutte qui a été faite.

M. le président, dans des matières aussi délicates, si on veut que les choses se fassent bien, il ne faut pas exciter l'opinion publique.

Qu'on n'exagère pas ; qu'on ne dise pas que ça coûte sept ou huit cents piastres pour avoir un bureau de santé ou une maison pour les malades. Cela ne peut coûter ce montant à moins qu'on y mette une extrême bonne volonté pour dépenser plus qu'il ne faut. Ceux-là qui repandent de ces faussetés ont grandement tort et sont responsables plus que tout autre des troubles qui se produisent.

Je sais qu'on a éprouvé des difficultés dans les campagnes. Ce qu'il y a de vraiment invraisemblable, c'est qu'on ait vu des hommes appartenant aux classes dirigeantes, se mettre à la tête du mouvement pour résister aux mesures qu'on voulait faire prendre aux corps municipaux. Il y a eu des localités où on a négligé de prendre aucune précaution ; aussi on a payé cher cette coupable négligence. La maladie a fait des victimes au nombre de quatre-vingts m'a-t-on assuré. Il y a eu des paroisses où la maladie a pu s'introduire, mais il n'y a eu qu'un ou deux décès et si l'épidémie n'a pas fait plus de ravages, c'est probablement parce qu'on a été prudent et qu'on n'a pas négligé les précautions recommandées par le bureau de santé.

M. le président, quand on a parlé d'avoir un hôpital pour les variolés dans chaque paroisse, on ne voulait pas avoir de grandes bâtisses affectées à ce service. Non, on voulait seulement une maison ou un local quelconque où les malades seraient isolés, ou encore, que ceux qui garderaient leurs malades chez eux vinssent à pratiquer le système de l'isolement.

M. le président je vous demande pardon ainsi qu'à la Chambre de l'avoir entretenu si longtemps. J'ai donné des explications un peu longues, mais je crois que le gouvernement les devait à la Chambre et au pays, afin que la position que nous occupons soit mieux connue et partant mieux appréciée. Je n'ai pas voulu comme je ne veux pas blâmer qui que ce soit : je crois que ceux qui ont dû agir dans ces pénibles circonstances ont fait de leur mieux. Lorsque la vie des citoyens et les grands intérêts du commerce sont en danger, je n'en profiterai jamais pour faire naître des malentendus afin d'en tirer le bénéfice d'une popularité de mauvaise aloi. Nous n'avons pas encore fini avec la variole. J'espère néanmoins que pas plus à l'avenir que dans le présent on n'effraiera plus la population comme on l'a fait l'été dernier.

Je sais qu'on me dira peut-être que si on n'avait pas eu recours à ce moyen, la maladie aurait fait de plus grands ravages. C'est une excuse. Mais on n'aurait pas dû dire ce qui se passait dans les hôpitaux, souvent quand ce n'était pas vrai. Au lieu d'ébruiter cela dans les journaux, on aurait dû avertir les autorités d'abord, c'est-à-dire ceux qui auraient pu porter remède. J'espère que dans quelques années on sera mieux renseigné qu'on ne l'était l'an dernier sur les moyens à prendre pour contrôler cette maladie. Pour cela il faut faire des études continues et se mettre en position de bénéficier dans la plus large mesure possible de l'expérience acquise.

Aussi un des grands avantages de la loi que le gouvernement se propose de soumettre aux Chambres, c'est l'autorisation qui sera donnée de créer un bureau permanent de santé, dont le devoir sera d'étudier tout ce qui a rapport aux maladies épidémiques, recueillir les statistiques les plus complètes et en général toutes les autres informations qui pourront être utiles aux études que l'on poursuivra sans relâche et sur tous les points de la province. De plus, si le danger se renouvelle encore, nous aurons dans les membres de ce bureau de santé, des hommes qui seront très compétents à prendre la direction de la campagne que nous devons soutenir contre la maladie. Je dis que ce sera là un immense avantage pour la province et pour les localités affectées en particulier.

M. McShane—député de Montréal-ouest.—M. le président je désire faire quelques observations sur ce qui s'est passé à Montréal l'automne dernier. Comme la Chambre le sait, la ville a été visitée par la plus terrible des maladies qui a fait des milliers de victimes, et a nui considérablement à son commerce pendant plusieurs mois et à sa prospérité. Heureusement, qu'à la fin on a réussi à triompher du mal en circonscrivant tous les jours de plus en plus l'étendue des ravages qu'il exerçait. Si on se place au point de vu matériel, on trouve que cette maladie hideuse sévissait dans sa plus grande vigueur au moment où les visiteurs nous arrivaient habituellement en plus grand nombre. On comprend combien le commerce a dû souffrir dans des circonstances aussi désastreuses. Les gens effrayés n'osaient mettre les pieds dans notre ville, de crainte de contracter la maladie.

Le maire de Montréal, homme énergique et dévoué s'il en fut jamais un, se mit à l'œuvre avec vigueur ayant pour le soutenir dans la tâche qu'il entreprenait l'aide de toute la population de Montréal.

L'héroïque ville de Montréal a fait généreusement son devoir. Elle n'a pas regardé aux dépenses qui se sont élevées au moins à \$112,000, d'après les dernières nouvelles que j'ai eues à ce sujet. Ce travail de géant de contrôler et d'arrêter les progrès d'une telle maladie ne s'est pas accompli sans beaucoup de difficultés et surtout sans froissement entre les autorités de la ville et les gens atteints du fléau. Des démagogues et des journaux infectes ont profité de ces incidents, toujours à déplorer, mais souvent inévitables, pour prêcher une croisade contre le maire Beaugrand, et à amener le peuple contre lui. Tout méprisables qu'aient été ces efforts pour pousser à la résistance aux autorités, ils ont eu cela de bon de prouver que dans la partie saine de la population la

conduite du maire Beaugrand était unanimement approuvée. Ceux qui ont fait le plus de bruit dans les démonstrations qui ont eu lieu à propos de la variole, ne sont pas, j'aime à le croire, et à dire ce que je crois, des gens appartenant à la bonne population de notre grande ville. Le maire en homme énergique a fait son devoir sans crainte. Il a subi avec calme les injures de la presse conservatrice pendant qu'il combattait bravement pour rétablir l'ordre et faire observer la loi. Cependant chose remarquable et qui n'a pas échappé à l'observation des bons citoyens, c'est que pendant ce temps de crise on n'a pas vu un seul membre du gouvernement donner même un bon conseil. Montréal seul a supporté tous les frais de cette campagne soudoyée par un journal conservateur et la province n'a pas été appelée à payer un sou pour la solde des troupes appelées à prêter main forte aux autorités municipales.

Dans le discours du trône, le lieutenant gouverneur a prononcé les paroles suivantes :

“ Pendant l'année qui vient de s'écouler, le fléau de la variole a sévi cruellement dans notre province, et particulièrement dans la ville de Montréal, où il a jeté le deuil dans un grand nombre de famille et nu considérablement au commerce. Mon gouvernement a pris les moyens que lui fournissait la loi pour en empêcher la propagation, et, grâce à cette action opportune et au zèle intelligent des membres et officiers des bureaux de santé, l'épidémie a pu être circonscrite, puis finalement contrôlée. Toutefois l'expérience a prouvé qu'il y a lieu d'améliorer notre législation relativement à la santé publique, surtout en ce qui concerne l'hygiène et les mesures préventives, et un projet de loi vous sera soumis à cet effet. ”

Je ne vois pas comment on peut justifier ces paroles. Le gouvernement n'a rien fait que je sache ; dans tous les cas nous n'en avons pas entendu parler. Si vous prenez les journaux de Montréal, ou plutôt certains d'entre eux, vous aurez une idée de ce qui était écrit contre ceux qui travaillaient à faire disparaître cette maladie. Aussi, j'étais loindem'attendre à voir les honorables ministres se décerner ces louanges quand leurs organes dans la ville de Montréal, avaient tant fait pour discréditer et les mesures prises et les personnes qui étaient chargées de les mettre à exécution. L'honorable procureur général, qui parle avec tant d'assurance de cette question et des éloges qu'il mérite, ne s'est pas même montré une seule fois dans les réunions où on se concertait sur ce qu'il y avait à faire, tandis qu'on y rencontrait

tous les hommes dévoués appartenant à toutes les croyances religieuses et à toutes les nationalités qui habitent la grande métropole du Canada. Tous ces citoyens étaient présents au poste d'honneur, aidant de leurs avis et de leurs conseils ceux qui travaillaient avec ardeur à combattre le fléau qui décimait notre population et ruinait notre commerce. Pendant cet temps-là, je le répète, l'honorable procureur général ne se montrait pas dans ces réunions, ne faisait rien pour aider ceux qui payaient de leur personne et il n'avait pas même le courage de faire cesser ses organes qui injuriaient le maire, luttant avec tant de dévouement contre les ravages de la maladie.

En voilà assez pour prouver que le gouvernement n'a rien fait pour Montréal. Bien loin d'aider il a laissé faire ses amis qui ont injurié le maire Beaugrand qui faisait son devoir en homme de cœur.

M. le président, je suis surpris de ce qu'on dit contre mon honorable ami le chef de l'opposition dans l'écrit qu'il a cité et qui a été publié par un journal de Montréal. Je me rappelle fort bien qu'il n'a parlé que de certains officiers de santé nommés par le gouvernement et qui n'étaient pas des hommes compétents pour remplir ces devoirs délicats et importants. L'honorable chef de l'opposition n'a fait que condamner l'action du gouvernement en nommant de ces hommes incompetents, voilà tout.

M. le président, on a vu par une réponse donnée aujourd'hui même à une interpellation, que des hommes qui sont députés à la Chambre des communes, sont employés par le gouvernement de la province de Québec. C'est un état de choses très déplorable et j'espère qu'à l'avenir on verra à ce que ce système-là cesse. Il est temps qu'une réforme du service civil soit opérée et qu'elle soit sérieuse.

Pour revenir à la question, je dirai que j'ai bien hâte de voir l'honorable procureur général à Montréal et de voir la figure qu'il va faire avec son discours du trône, où il dit que le gouvernement a fait tout ce qu'il a pu pour empêcher la maladie de faire des ravages.

Sans des hommes dévoués comme M. l'échevin Gray qui a fait noblement son devoir partout où il y avait besoin, nous aurions souffert longtemps si nous n'avions eu que les soins des honorables ministres.

M. Gray a payé de sa personne, en visitant les pauvres malades dans les hôpitaux ou ailleurs. Jamais même au risque des plus grands périls, il a craint de faire son devoir. Cet homme de bien n'a pas même un mot d'éloge tandis que le discours du trône fait entendre des louanges

pour le gouvernement qui n'a rien fait, si on prend pour point de comparaison la noble conduite de M. l'échevin Gray. Vraiment je ne comprends pas comment on a osé dire ce que j'ai cité tout à l'heure dans le discours d'ouverture. Comme toujours, le mérite a été méconnu au profit d'hommes qui n'ont rien fait mais qui ont soin de se couvrir de louanges.

M. Hinfret dit Malouin—*député de Québec-centre*.—M. le président, je veux dire un mot sur ce qui s'est passé à Québec l'automne dernier dans l'intervalle où la variole exerçait ses ravages à Montréal.

Je veux d'abord parler des difficultés qui ont surgi au sujet du bureau local de santé.

La cité de Québec avait, dès le commencement de l'épidémie, publié son règlement de santé, plus même, elle l'avait publié dès le début de la belle saison, car alors on craignait la visite du choléra. La police avait ordre de surveiller tout spécialement les arrivages à Québec afin d'éloigner par ce moyen, tout danger qui pouvait menacer la santé publique.

Plus tard, quand le gouvernement a nommé un bureau de santé, nous avons alors en pleine activité un bureau permanent de santé, en vertu des pouvoirs accordés par notre charte. Nous avons nommé des médecins pour aller à l'arrivée des convois des voies ferrées et des bateaux de Montréal. Ces médecins avaient mission de surveiller bien attentivement afin de nous préserver des atteintes de cette maladie. Nous avons été assez heureux pour empêcher la maladie de s'introduire au sein de notre population.

Nous avons eu il est vrai, à déplorer quelques cas isolés, mais aussitôt qu'ils furent connus des autorités, nous nous sommes empressés de faire transporter ces malades à l'hôpital de marine, en vertu d'arrangements spéciaux pris avec cette institution.

Un commerçant de Québec, ayant occasion de faire de fréquentes visites à Montréal, a transporté la maladie dans notre ville. Un enfant est mort de cette maladie. La maison a été surveillée tout le temps de la maladie et la surveillance n'a cessé que le jour où on l'a désinfectée.

Après que toutes ces précautions eussent été prises en vue de prévenir l'introduction de la maladie et de la combattre si elle parvenait, malgré tout, à tromper la surveillance organisée, qu'est-il arrivé, M. le président ? Le bureau central siégeant à Montréal a demandé de nommer un bureau

local en vertu du chapitre 38 des statuts refondus du Canada. Ce n'était pas nécessaire à la rigueur puisque nous en avons déjà un. Le même jour où nous recevions cet avis, nous avions séance du Conseil. Ce soir là, nous n'avions pas le temps de nommer le nouveau bureau que l'on demandait. Dans l'intervalle de l'autre séance le gouvernement a nommé un bureau de santé conformément au chapitre 38. Cette précipitation n'était guère de mise, car si quelque part on a pris des précautions, c'est bien à Québec.

Maintenant il me sera bien permis de demander à l'honorable procureur général pourquoi il a nommé un bureau de santé quand la cité de Québec en avait déjà un et de plus, quand elle n'avait pas refusé de se conformer à la demande qui lui était faite par le bureau central ?

Je me permettrai aussi de faire une suggestion à l'honorable procureur général. Je crois qu'il serait temps pour le gouvernement de rappeler la proclamation au moins quant à ce qui concerne le district de Québec, car ici il n'y a plus aucun danger résultant de la présence de maladies épidémiques.

M. Deschênes—*député de Témiscouata*.—M. le président, j'ai entendu avec plaisir les remarques de l'honorable procureur général. Néanmoins, je regrette de dire que malgré toute la bonne volonté que je puis y mettre, je ne puis m'accorder avec lui sur la question des règlements faits par le bureau central de santé.

Je dirai en peu de mots ce qui est arrivé chez moi à propos de cette affaire.

L'automne dernier, il est arrivé un homme chez nous pour établir un bureau de santé et des règlements pour la gouverne du bureau et de la population. Cependant avant son arrivée nous avons pris des précautions, jugées suffisantes par ceux qui s'y entendent, pour empêcher la maladie de se propager parmi la population. Chose singulière, quand le cas de variole que nous avions fut fini, on nous a envoyé cet homme de Montréal, qui se donnait pour mission d'établir un bureau de santé, et ce, quand il n'y avait plus de maladie dans la ville. Je crois que dans cette occasion on a agi avec peu de discernement.

D'abord on peut être certain que les gens se protègent toujours dans les cas de maladie variolique. Voilà une première et sérieuse garantie. Ensuite, je dis que les règlements qu'on nous a imposés font encourir des frais trop considérables. Assurément ces règlements sont mal vus par la population. J'espère que si on établit un bureau permanent de santé, on y verra.

Un excellent moyen de donner pleine satisfaction aux intéressés serait de soumettre ces règlements à l'approbation des municipalités avant qu'ils soient mis en force. Je sais qu'il est quelques fois difficile de les faire adopter par les municipalités, mais je crois que cette épreuve leur donnerait beaucoup plus de chance d'être acceptés par les gens.

M. Bernatchez—*député de Montmagny*.—M. le président, je concours pleinement dans les remarques que vient de faire l'honorable député de Témiscouata. La loi existante a besoin de modifications importantes. Les dangers qu'elle offre sont considérables. Si on nomme des officiers compétents, parfait, mais si au contraire, ce sont des hommes qui se servent à tort et à travers de l'autorité immense qui leur est donnée, alors on voit à quels effrayants abus cette loi peut donner lieu.

Je vais citer des exemples si la Chambre veut bien me le permettre. Chez nous, pour trois familles atteintes de la variole, ça coûté à la municipalité \$847, le bureau de santé ayant nourri les familles pendant tout le temps de la maladie, et même après, jusqu'à ce que tout danger eut entièrement disparu. Le bureau de santé a aussi loué une maison, mis un gardien, et tous ces frais ont dû être payés par le conseil municipal.

L'honorable **M. Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général*.—Le conseil municipal aurait dû suivre de plus près les agissements du bureau de santé, et se renseigner sur ses dépenses. C'est le système représentatif dans toute sa force. Mais il faut que l'autorité soit centralisée, de là la nécessité d'une direction unique.

M. Bernatchez.—Sans doute que le conseil municipal peut y voir ; il y a vu aussi, mais c'était trop tard, les dépenses étaient faites. Il me semble que les conseils municipaux devraient être consultés avant d'engager les deniers des contribuables.

Chez nous, un jeune homme est descendu de Montréal étant malade de la variole. Immédiatement, les précautions les plus sévères ont été prises et la maladie ne s'est pas répandue. Deux autres cas se sont produits dans des circonstances à peu près analogues.

Je crois qu'on ne devrait pas forcer les gens à se faire vacciner, c'est une pratique ridicule et oppressive. Je comprends que l'on doive arrêter de circuler ceux qui ont la picotte, c'est une précaution que le bon sens recommande et que l'on doit pratiquer rigoureusement. Mais pratiquer la vaccination comme on l'a fait, c'est simplement absurde. Faut-il dire que des dames mêmes ont été traitées avec une brusquerie réelle par

ces officiers du vaccin. Je pense qu'il faudrait voir à changer ce système-là.

Je reviens, en terminant, sur l'idée que j'ai exprimée en commençant, et je dis que l'on devrait changer la loi de manière à donner droit au conseil municipal d'être consulté sur la formation du bureau de santé, et quand il s'agit de faire des dépenses. Ce serait là une bonne réforme.

M. Martel—*député de Chambly*—M. le président, la formation d'un bureau local de santé n'offre pas autant de difficultés qu'on le dit. Déjà dans chaque conseil il y a un comité de santé. C'est la loi qui le veut ainsi. Qu'on ouvre le code municipal et on verra que l'article 607 donne le droit au conseil local de nommer un tel bureau. Dans toute municipalité bien organisée il y a un bureau de santé. Pour constituer un bureau de santé en vertu du chapitre 38 des statuts refondus, il ne s'agit que d'ajouter trois citoyens au bureau municipal existant et vous avez ce qu'il vous faut. Ce n'est pas plus difficile que cela.

Maintenant un mot des moyens préventifs. Tous les médecins vous diront—au reste il ne faut pas être médecins pour savoir cela—que c'est très difficile d'extirper les germes d'une maladie une fois qu'elle a pris pied dans une localité, mais qu'il est beaucoup moins difficile de l'empêcher de s'y introduire. Tout ce qui est demandé aux autorités locales dans bien des cas c'est de comprendre cette vérité qui saute aux yeux.

FRÉDÉRIC

L'honorable député de Montmagny nous a développé une théorie tout-à-fait fausse sur la vaccination. Il est généralement reconnu aujourd'hui que le vaccin est un préservatif puissant contre la variole. Or, ne pas s'en servir ou attendre que la maladie menace de tout envahir, c'est précisément faire l'acte de négligence dont je viens de parler. Car, comme je le disais il y a un instant, il est beaucoup plus difficile de guérir une telle maladie que de l'empêcher d'entrer dans un centre de population. La ville de Montréal vient de faire une triste expérience sous ce rapport. La variole n'est pas la seule maladie contagieuse que nous devons craindre. Ainsi nous avons la diphtérie. C'est une maladie terrible, qui fait de nombreuses victimes avec une effroyable rapidité. Nous avons aussi à craindre le choléra. Toutes ces maladies peuvent être prévenues, mais c'est aux bureaux locaux auxquels appartient la tâche d'y voir et d'en préserver leurs administrés. Qu'on ne vienne donc pas nous dire qu'un bureau de santé, ça coûte cher. La nomination d'un tel bureau ne coûte rien du tout, car celui nommé en vertu du chapitre 38, est presque le même que celui nommé par le conseil municipal.

A Chambly nous avons eu aussi un cas de variole. Un jeune homme est arrivé de Montréal avec la maladie. Peu de temps après il est mort, mais grâce aux précautions prises l'épidémie ne s'est pas étendue. Cela n'a absolument rien coûté au trésor municipal. Nous avons eu un autre cas dans une famille pauvre où il a fallu pratiquer l'isolement aux dépens du conseil municipal. Savez-vous combien cela nous a coûté ? Non pas \$800, ni \$600, pas même quatre cents, mais seulement \$40.00 en tout et partout.

M. le président, comme homme de l'art, comme député et comme citoyen, je ne puis que féliciter le gouvernement sur ce qu'il a fait dans cette circonstance. Tous nous devons user de notre influence pour répandre parmi le peuple de saines notions d'hygiène et pour faire comprendre le rôle bienfaisant et indispensable des bureaux de santé. S'il y a des abus, travaillons discrètement à les faire disparaître et cela non pas en criant sur les toits. Nous ferons rien de bon et nous aurons au contraire enraciné des préjugés qui sont très déplorables et très nuisibles.

M. TAILLON.—*député de l'Assomption.*—M. le président, il s'est produit un incident chez moi qui a causé certaines difficultés.

Un cas de picotte s'est déclaré dans la paroisse voisine. La famille malade est venue chez nous, bien que cette arrivée ne fit guère plaisir à personne, la municipalité n'avait pas le droit de renvoyer cette famille dans la paroisse à laquelle elle appartenait. Voyant cela et l'imminence du danger que courait le reste de la population, le conseil s'est déterminé à nommer un bureau de santé. Au début on ne voulait pas en entendre parler.

Subséquent nous avons eu dix cas de variole et ils n'ont pas coûté un seul sou à la municipalité, bien que l'on ait pris toutes les précautions requises en pareil cas.

Aujourd'hui je suis convaincu comme un grand nombre de mes concitoyens, si non tous, que si nous n'avions pas eu de bureau de santé, c'est-à-dire quelqu'un chargé de voir à faire une bonne surveillance, la maladie aurait fait beaucoup plus de ravages.

C'est alors que j'ai compris la nécessité de ces bureaux armés de pouvoirs spéciaux pour combattre les maladies contagieuses.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

L'honorable M. TAILLON.—*député de Montréal-est, procureur général.*
—M. le président, à six heures, si je n'ai pas laissé clore le débat c'est

que j'avais alors l'intention de dire un mot sur l'affaire du bureau de santé de Québec. C'est la première occasion que le gouvernement a de s'expliquer publiquement sur le sujet. Ensuite mon honorable collègue le secrétaire provincial comme ministre représentant ce district s'était chargé de donner ces explications. Mais je vois qu'il est absent, et plutôt que de retarder la besogne, je crois que nous devons passer outre. Aujourd'hui on est suffisamment renseigné sur la conduite du gouvernement pour que je me dispense de retenir la Chambre plus longtemps sur cette question. Si on le désire, je parlerai mais je n'y tiens pas. (Marques générales d'assentiment.) C'est bien, le gouvernement n'objecte pas à l'adoption de la proposition de l'honorable député de St-Hyacinthe.

La proposition est adoptée.

LA CAUSE CONTRE LA BANQUE D'ÉCHANGE SUR UNE RÉCLAMATION DE \$75,000.

L'honorable M. ~~Berger~~—*député de St-Hyacinthe*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copies des jugements rendus par les cours supérieure et d'appel et le conseil privé en Angleterre, dans la cause du procureur général de cette province, réclamant le paiement, par privilège, des \$75,000 déposées à la banque d'Echange ; des factums et des notes des juges ; des instructions données aux avocats et de toutes correspondances à cet égard.

M. le président, il s'agit de cette fameuse question en rapport avec la banque d'Echange.

C'est une transaction qui ne nous paiera pas beaucoup en définitive. Il paraîtrait que le gouvernement a eu la mauvaise idée de déposer une somme de cent mille piastres à la banque d'Echange, en même temps que le gouvernement fédéral y mettait de son côté \$300,000 des deniers publics. Mais à peine les dépôts étaient-ils faits que la banque suspendait ses opérations pour cause d'insolvabilité. Dans le temps la chose était prévue dans les cercles financiers à Montréal. En effet, on voit que, lorsque le juge Mathieu a rendu jugement dans la cause de M. H. Gault, il disait que la banque d'Echange était dans de mauvaises affaires au commencement de l'année 1883.

Je ne sais pas à quelle date précise notre dépôt a été fait, mais ça ne doit pas être loin du commencement de l'année 1883. . .

Nous avons retiré \$25,000 sur ce dépôt et le gouvernement a réclamé par privilège le reste de la somme, c'est-à-dire \$75,000. Le juge Mathieu devant qui la cause a été instruite en première instance a été d'une opinion contraire à la prétention du gouvernement. Il a rendu un jugement très bien fait. Il a fait une distinction entre les privilèges mineurs et les privilèges majeurs. Il a prétendu que le gouvernement était, pour cette cause-là sur le même pied que les autres individus. Le gouvernement a porté la cause en appel. Là le tribunal a décidé en faveur du gouvernement et les perdants ont à leur tour appelé et la cause a été portée devant le conseil privé en Angleterre. L'honorable M. Church a défendu la cause du gouvernement.

Le conseil privé a cassé le jugement de la cour d'appel et affirmé le jugement du juge Mathieu.

Maintenant quelle est la position du gouvernement vis-à-vis cette créance ? Le gouvernement se trouve dans la même position qu'un individu créancier, c'est-à-dire s'il y a beaucoup de ressources à la disposition des liquidateurs, il aura la plus grande partie de ce qui lui est dû, ou la totalité, mais aussi il court la mauvaise chance de n'avoir rien s'il n'y a pas de fonds disponibles. Je suppose que le plus que le gouvernement pourra recevoir sera quarante ou cinquante pour cent de la balance de son dépôt.

La perte subie n'est pas seulement celle-là, mais nous devons nous demander combien nous avons payé pour les frais judiciaires de cette cause. Je ne le sais pas, mais toujours est-il que tout à l'heure j'avais raison de dire que c'est une cause qui ne nous paiera pas beaucoup. Dans l'état délabré dans lequel se trouvent nos finances, car j'hésite à croire à la parole des ministres, c'est une perte qui est fort regrettable, doublement regrettable.

Je suppose que le gouvernement n'a pas d'objection à ce que ces documents soient déposés sur le bureau de l'Assemblée.

L'honorable M. TAILLON — *député de Montréal-est, procureur général*. — M. le président, le gouvernement n'a pas d'objection à déposer ces documents. Je profiterai de cette occasion pour donner quelques explications.

Il ne faut pas autant se surprendre que l'a affecté de l'être l'honorable chef de l'opposition, s'il est arrivé au gouvernement ce qui, auparavant et bien des fois, est arrivé aux citoyens même les plus sagaces et les

plus prudents. A preuve que je fais une saine appréciation de la situation, c'est qu'un grand nombre de citoyens de Montréal ont été pris dans la liquidation de cette banque, comme nous l'avons été nous-mêmes. Je ne crois pas que le gouvernement soit obligé d'être plus prudent que les citoyens le sont quand ils risquent leurs propres deniers. On sait, pourtant, qu'un homme ne va pas de gaité de cœur mettre son argent dans une maison où il sait d'avance qu'il court des risques de la perdre, soit en tout soit en partie.

Quand on aura les noms de ceux qui ont pris des parts et qui ont fait des dépôts dans cette banque, on verra que le malheur qui est arrivé est plutôt la conséquence d'un accident que la suite d'une mauvaise administration.

L'honorable M. Marchand.—*député de St. Jean.*—M. le président, je crois que l'honorable procureur général se trompe lorsqu'il dit que le gouvernement ne doit pas être plus prudent que les citoyens le sont dans le maniement de leurs fonds. Je crois au contraire qu'il doit être beaucoup plus prudent que les autres. Il est permis à un homme lancé dans des opérations commerciales de risquer un dépôt pour un espace de temps très court. Sans doute que généralement un homme d'affaire même dans ces cas, doit prendre et de fait, habituellement, prend ses précautions, mais il faut que le gouvernement en prenne davantage. Pour la bonne raison que dans un cas c'est son propre argent que le spéculateur livre aux hasards de l'agiotage ou des opérations commerciales, tandis que dans l'autre cas, ce sont les deniers du public et non pas ceux des ministres qui sont perdus, s'il y a perte, c'est pourquoi on exige une plus grande somme de prudence dans ce dernier cas.

Je comprends que cette somme est une partie du prix de vente du chemin de fer. Le dépôt aurait donc dû être fait comme un placement permanent. Je crois que si on examine la chose avec soin, on verra qu'on n'a pas été aussi prudents qu'on aurait dû l'être. A l'heure qu'il est encore, il y a des banques qui ont des dépôts trop forts, proportionnellement à leurs ressources ou à leur capital.

Comme je le disais il y a un instant, ici il s'agit d'un placement permanent, dans ce cas il faut avoir toutes les garanties, il faut prendre toutes les précautions possibles. Je regrette de constater que cela n'a pas été fait par le gouvernement.

La proposition est adoptée.

LES BIENS DES JÉSUITES.

M. Boyer—*député de Jacques-Cartier*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement provincial et les autorités religieuses relativement à la disposition des biens appartenant ci-devant à l'ordre des Jésuites.

M. le président, toute la correspondance que nous avons est une lettre de Mgr. Taschereau, archevêque de Québec se disant autorisé par l'autorité religieuse à régler définitivement cette question et une autre lettre de l'honorable premier ministre accusant réception de la première et promettant la plus sérieuse attention du gouvernement. Depuis cette communication de documents, nous n'avons rien vu pour nous renseigner sur la position de la question. On ne sait pas si quelque chose a été fait dans le sens d'un règlement final de cette difficulté. J'espère que l'affaire n'en est pas restée à la phase que nous connaissons.

L'honorable M. Menier—*député de St-Hyacinthe*.—M. le président, je crois que le gouvernement ferait une bonne action—cela ne lui arrive pas souvent—en nous faisant connaître tout ce qui a eu lieu touchant cette question depuis la date des renseignements que nous avons eus à la dernière session.

Nous avons déjà attiré l'attention du gouvernement sur l'état déplorable dans lequel se trouve le terrain des casernes des Jésuites à Québec ; au lieu de s'améliorer ça été pire cette année que par le passé. Pour parler sans périphrase, l'état de ces terrains est, je ne puis m'empêcher de le dire, une véritable "disgrâce" pour la ville de Québec. Ces terrains d'une étendue assez notable, sont situés en face de la Basilique, église qui devra sous peu occuper un rang plus considérable, par suite de ce que nous connaissons. D'ici à quelques mois surtout, beaucoup de personnes étrangères à la capitale, visiteront cette église. Ces personnes n'auront guère sujet d'être agréablement impressionnées en jetant un coup d'œil en face de ce temple remarquable. Elles verront là un terrain qui est dans un état affreux. Mais je comprends que la question qui s'adresse au gouvernement en ce moment ne se rapporte pas seulement à ce terrain, mais aussi à tous les autres qui sont désignés sous le nom de biens des Jésuites. Il y a plusieurs terrains fort importants qui appartenaient à cet ordre. Ainsi vous avez le palais de justice à Montréal qui est bâti sur un de ces terrains, de même que l'Hôtel-de-Ville. On voit par là quelle

valeur ont aujourd'hui ces propriétés. Ce qu'on nous a donné l'année dernière en réponse à l'adresse qui fut votée, n'est pas complet. On m'a informé qu'il y a des lettres très importantes qui n'ont pas été mises dans ce dossier. On ne nous aurait pas donné deux ou trois lettres d'une importance majeure. J'espère qu'on nous les donnera cette fois-ci.

M. le président, je serai très content si le gouvernement profite de cette circonstance pour nous faire connaître sa politique sur cette question. On dit même qu'on est venu près de conclure un arrangement définitif. On a parlé d'une somme de \$400,000 que le gouvernement aurait à payer et qu'à cette condition les autorités religieuses cèderaient tous leurs droits sur ces terrains.

Je sais aussi qu'on a nié la vérité de cette nouvelle, mais je crois, malgré tout, qu'il y a quelque chose de vrai là-dessous. Dans tous les cas, nous devons être complètement renseignés sur les détails de la transaction qui interviendra, car je crois que le gouvernement a les mains liées. Il ne peut maintenant disposer de ces terrains sans une loi spéciale qui l'autorisera à cet effet. Avant l'année dernière le gouvernement pouvait peut-être régler sans se présenter devant cette Chambre, mais aujourd'hui cela lui est impossible. Mon honorable ami le député de Kamouraska toujours méfiant quand il s'agit des conservateurs, et en particulier des ministres, a fait faire un petit amendement à la loi concernant les biens en déshérence, par lequel la Législature a enlevé tout doute quant à la nécessité d'une loi spéciale d'autorisation lorsque le gouvernement voudra régler cette question. Nous avons donc l'assurance que les ministres ne peuvent rien faire sans notre participation active et sans notre approbation.

Si je ne suis pas trop indiscret, je demanderai à l'honorable procureur général ce que le gouvernement entend faire et où en sont les négociations.

L'honorable M. TAILLON—*député de Montréal-est, procureur général.* M. le président, je regrette que le gouvernement ne puisse faire, sur cette importante question, des confidences pas plus à l'honorable chef de l'opposition qu'à d'autres. Nous n'en sommes pas encore rendus, dans la voie des négociations qui se poursuivent toujours, à la période des confidences. Je ne sais si cette période arrivera avant la fin de la session, dans tous les cas je suis certain qu'elle ne commencera pas ce soir. Quant aux documents que l'on demande nous donnerons ceux que nous avons et qui peuvent être rendus publics.

L'honorable M. Marchand—*député de St-Jean*.—M. le président, je comprends alors que le gouvernement ne veut pas donner communication au public de ce qui a été fait. Il y a eu une correspondance échangée sur ce sujet, car je présume qu'on s'en est occupé. On me dit même qu'il y a une offre de faite par écrit. Que le gouvernement nous dise au moins qu'il ne peut communiquer au public ce qui s'est passé, mais qu'il nous renseigne sur le fait de savoir si les négociations ont été continuées oui ou non, puisqu'il ne peut nous donner les résultats auxquels on est arrivé.

M. le Procureur général.—Je puis bien dire qu'il n'est pas à ma connaissance personnelle qu'il y ait eu une transaction à ce sujet.

L'honorable chef de l'opposition dit qu'il y a eu deux ou trois lettres écrites depuis la dernière session. J'ai pris note de cette déclaration et en temps convenable, la Chambre saura ce qui en est. Nous dirons si le dossier est complet oui ou non.

La proposition est adoptée.

LA LIGNE COURTE.

M. Faucher de Saint-Maurice—*député de Bellechasse*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de la correspondance échangée entre M. Henry O'Sullivan, ingénieur civil et arpenteur provincial, et le département des chemins de fer de la province de Québec, à propos de l'inspection d'une route plus avantageuse que celle déjà inspectée pour relier le réseau des chemins de fer du Nouveau-Brunswick aux chemins de fer de l'Intercolonial, le Grand-Tronc, le Pacifique canadien, à Québec.

M. le président, comme vous le savez sans doute, nous avons eu plusieurs explorations dans la province de Québec pour connaître quelle serait la route la plus avantageuse pour unir le réseau de nos voies ferrées avec celui des provinces d'en bas.

L'une de ces explorations a été faite par M. Light; une autre par M. O'Sullivan. Comme cela intéresse plusieurs députés représentant des comtés situés sur la rive sud du fleuve, j'espère qu'on acceptera ma proposition.

Cette proposition est adoptée.

LES LIMITES NORD ET NORD-OUEST DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

M. Duhamel—*député d'Ottawa*.—J'ai l'honneur de proposer qu'un comité spécial soit nommé, composé des honorables messieurs Beaubien, Blanchet, Lynch, Marchand et Mercier et de messieurs Asselin, Boyer, Cameron, Deschênes, Desjardins, Duhamel, Faucher de Saint-Maurice, Gagnon, Gauthier, Marion, Nantel, Owens, Poupore, St-Hilaire et Stephens, pour prendre en considération la question des limites nord et nord-ouest de la province de Québec, et les mesures nécessaires pour que les dites limites comprennent les territoires auxquels elle a droit en constatant et définissant ces droits, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et dossiers et faire rapport à cette Chambre de temps à autre.

M. le président, pendant la dernière session, ce comité s'est réuni à plusieurs reprises. Mais on comprend que dans le court espace d'une session, absorbés comme le sont les honorables députés, par les autres questions qui sollicitent vivement leur attention et leurs études, nous n'avons pas réussi à terminer nos travaux qui, du reste, ne peuvent être considérés comme étant d'une nature très pressante.

Comme on le sait ce comité a pour mission de recueillir tous les documents dont il pourra avoir la possession et qui touchent à cette question des limites nord et nord-ouest de la province de Québec. Ce travail est déjà passablement avancé, mais comme il était trop tard à la dernière session pour le compléter, nous avons remis à la présente session le soin de terminer notre tâche. J'ai lieu de croire que nous mettrons la dernière main à ce travail cette année. Quand le rapport sera fait, je crois qu'il sera de nature à produire de bons résultats et à impressionner favorablement ceux qui auront à l'examiner.

L'honorable M. Mercier—*député de St-Hyacinthe*.—M. le président, tout d'abord, je désirerais savoir si le gouvernement a fait quelques démarches à ce sujet auprès des autorités fédérales.

C'est une question très importante. C'est ainsi que l'a compris le gouvernement d'Ontario, qui l'a fait régler dans le sens des prétentions de cette province. J'ai vu l'autre jour que M. Patterson, député de Brant, a demandé si le gouvernement fédéral allait soumettre une loi pour confirmer le jugement des arbitres à ce sujet. Cependant, virtuellement la question est réglée par la décision rendue en Angleterre. Il importe ici de savoir si le gouvernement a fait, auprès des ministres fédéraux, des démarches à propos de cette question.

Je puis dire, M. le président, que j'ai étudié la question, et comme résultat de ces études, je crois pouvoir dire que le gouvernement fédéral ne peut prétendre sérieusement à la propriété des terrains à la hauteur des terres. Les nouvelles cartes géographiques donnent comme bornes nord à la province de Québec la limite connue sous le nom de hauteur des terres, mais il ne faut pas oublier que ces cartes ont été faites par le gouvernement fédéral. C'est donc la preuve qu'il réclame tacitement tout le territoire au-delà de cette limite. D'un autre côté, je regrette de voir que sur les cartes, dressées d'après les ordres de l'honorable commissaire des terres de la couronne, on semble admettre cette limite en l'adoptant également.

Sur les cartes que nous avons sur le territoire qui formait partie de la Nouvelle-France vous trouverez que les limites nord sont beaucoup plus éloignées que celles qu'on a adoptées sur nos propres cartes depuis la conquête et plus tard, lorsqu'on a dressé la carte de la province de Québec.

Tous les immenses territoires qui sont au nord de notre province nous appartiennent. On peut prendre pour point de départ que tout ce qui a appartenu au territoire de la Nouvelle-France au nord a passé au Canada. De plus je prétends, d'après les documents que j'ai étudiés, que tout ce qui n'est pas à la province d'Ontario à partir de la ligne que l'on doit tirer de la baie James appartient à la province de Québec. On sait que Sir George Cartier a, pendant qu'il était ministre, fait un mémoire très intéressant sur cette question et que feu l'honorable M. Cauchon a préparé lui-même un rapport très complet sur le même sujet. Aujourd'hui il est démontré que la compagnie de la Baie d'Hudson n'a jamais eu la propriété des terres le long de la baie d'Hudson ; tout ce qu'elle possédait c'étaient les droits de pêche et de chasse dans ces immenses territoires, autrefois si riches en fourrures des plus précieuses. Jamais, je le répète, il n'appert qu'elle ait eu la propriété du sol lui-même.

On a prétendu que la question se trouvait réglée parce que le gouvernement fédéral depuis la confédération, avait acheté tous les droits de la compagnie de la Baie d'Hudson. Cette prétention a sa valeur pour les autres parties du territoire qu'administrait cette puissante compagnie, mais elle ne saurait valoir pour la contrée dont il est ici question, située au nord de notre province. Ces bases étant posées, on voit quelle importance on doit mettre au règlement de cette question.

Je suis très heureux de voir que le comité va se remettre à l'œuvre, j'espère que ses travaux aboutiront et qu'ils jetteront une nouvelle lumière sur l'ensemble de cette question qui a été fort négligée.

Je regrette que le gouvernement, après avoir comme il l'a fait à la dernière session, contenancé les recherches de ce comité, et encouragé cette Chambre à poursuivre ces études, n'ait pas fait quelque chose pendant la vacance.

L'honorable M. *Lynch*—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—M. le président, toute la correspondance qui a eu lieu à ma connaissance sera mise par le gouvernement devant le comité, et j'espère que pendant cette session quelque chose sera fait dans le sens d'un règlement de cette question. Je crois, comme l'honorable chef de l'opposition vient de le dire, que l'immense territoire situé au nord de la province nous appartient en vertu d'anciens titres. Il peut se faire que cette contrée ne soit pas d'une grande valeur si on se place au point de vue de la colonisation, mais incontestablement ce pays contient d'énormes richesses en bois marchand et en mines. A ce point de vue surtout ces terres constitueraient une acquisition importante pour nous et je félicite mon honorable ami le député d'Ottawa de l'heureuse initiative qu'il prend encore cette année, en nous soumettant la proposition qu'il vient de remettre entre vos mains, M. le président, et qui sera acceptée avec plaisir par la Chambre. Je puis assurer que le gouvernement aidera de toutes ses forces le travail de ce comité, travail qui aura pour résultat définitif de nous placer, au point de vue de l'étendue du territoire, dans une position aussi avantageuse que l'est la province d'Ontario. Quant à moi personnellement je promets mon concours le plus empressé et je fais des vœux pour que le succès couronne les efforts du comité.

L'honorable M. *Marchand*—*député de St-Jean*.—M. le président, si je comprends bien le sens des paroles que l'honorable commissaire a prononcées au début de ses remarques, il n'y a pas eu de négociations officielles entre le gouvernement fédéral et celui de la province. Il n'y aurait eu que de simples pourparlers sur ce sujet et il aurait raison de croire là dessus qu'une loi sera présentée pendant la session actuelle à Ottawa pour régler cette question. En effet, le gouvernement fédéral, par la décision rendue en Angleterre, devra soumettre une loi au parlement pour définir les limites nord-ouest de la province d'Ontario. Il me semble qu'il pourrait y avoir quelque chose de fait ici dans l'intérêt de la

province de Québec, comme on pourrait aussi à Ottawa profiter de la loi que l'on fera pour le cas d'Ontario pour penser à nous.

Dans cette question, il s'agit de définir un droit. Il s'agit de savoir quelles sont les limites de la province au point de vue légal. Or dans ce cas, je crois qu'il serait peut-être dangereux de laisser à l'autorité fédérale le soin de régler cette question.

(L'orateur échange quelques paroles avec l'honorable M. Mercier.) L'honorable chef de l'opposition me fait remarquer qu'il pourrait se produire à une date très rapprochée un fait assez important qui modifierait notablement la position actuelle de ce territoire, qui est isolé pour le moment du reste du pays. Ainsi on sait qu'on agit fortement la question, et cela depuis quelque temps déjà, de l'établissement d'une voie ferrée partant ou reliant Winnipeg à la Baie James, ce qui donnerait dans l'opinion des promoteurs de cette entreprise une communication directe au Nord-Ouest avec le continent européen. Ce projet est intimement uni à celui de la navigation de la Baie d'Hudson qui fait l'objet de sérieuses études de la part des autorités fédérales. Un navire a été même chargé de faire des essais de navigation dans cette mer du nord. Eh bien donc, ce chemin de fer dont on parle tant, s'il est construit, se trouvera à passer sur notre territoire, si, comme j'en ai la conviction, cette contrée fait partie du domaine de la province de Québec. Il importe, entre autres pour cette raison, de faire dès à présent, des démarches actives à ce sujet.

Le gouvernement aurait donc dû s'occuper activement du règlement de cette question pendant la vacance. Pour nous guider, nous avons l'exemple du gouvernement d'Ontario qui, lui, n'a pas attendu que le gouvernement fédéral s'occupât le premier de cette question.

On me dit qu'il y a beaucoup de bois dans cette région-là. Il doit y avoir aussi des ressources minières considérables. Tous ces motifs sérieux auraient dû engager le gouvernement à agir avec hâte et fermeté pour se faire reconnaître la propriété d'un territoire offrant autant d'avantages.

M. Duhamel.—M. le président, je ne suis pas, tant s'en faut, prêt à blâmer le gouvernement, comme vient de le faire mon honorable ami le député de St-Jean. Je crois qu'il aurait été peut-être prématuré de notre part, d'entamer des négociations officielles en vue d'un règlement définitif, avant d'avoir à notre disposition, un mémoire complet prouvant nos droits à la possession de ces territoires.

Je crois que les travaux sont assez avancés pour que le comité puisse être, à courte échéance, en position de faire son rapport à cette Chambre. Avec les renseignements que nous fournira ce rapport, nous pourrons préparer un mémoire qui sera un éloquent et puissant plaidoyer en notre faveur. Armés de ces pièces nous serons en état d'entamer avec les autorités fédérales des négociations sur cette importante question avec toutes les chances de les voir aboutir avantageusement pour nous. Au reste nous ne sommes pas en retard, de sorte qu'il n'y a pas lieu de nous désoler si ces négociations ne sont pas encore entamées.

M. MacNane—*député de Montréal-ouest*.—M. le président, il n'y a pas à nier que c'est le devoir du gouvernement de s'occuper avec soin de cette question. Nous voyons que le gouvernement Mowat a fini par avoir le territoire que le gouvernement fédéral ne voulait pas lui céder. Il s'en est suivi de longues contestations judiciaires et finalement, la province d'Ontario, grâce au zèle et à la fermeté déployés par son gouvernement, a eu gain de cause et elle est aujourd'hui aggrandie d'un territoire qui promet beaucoup pour l'avenir.

Quelque soit le gouvernement au pouvoir dans notre province, qu'il soit libéral ou conservateur, il est obligé de faire tout son possible pour que la province ait ce qui lui appartient.

Comme on l'a dit dans le cours de cette délibération, on ne pourrait dire à l'heure qu'il est, quelle est la valeur de ce territoire. Néanmoins, il n'en faut pas moins avoir ce à quoi nous avons droit, et le gouvernement est à blâmer s'il a montré de la négligence ou de la crainte de hâter un règlement définitif, de peur de créer des embarras à ses amis politiques à Ottawa. Ces considérations ne doivent pas être de mises quand il s'agit des intérêts de toute une province.

La proposition de M. Duhamel est adoptée.

LE TERRAIN DES CASERNES DES JÉSUITES.

L'honorable M. Garneau.—*député de Québec*.—J'ai l'honneur de proposer qu'un adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de toutes correspondances et informations, qui ont eu lieu, depuis le 7 janvier 1885, se rapportant à la disposition du terrain connu sous le nom de "Casernes des Jésuites," situé dans la cité de Québec.

M. le président, j'ai déjà parlé de cette question durant la dernière

session et les lettres auxquelles l'honorable député de Jacques-Cartier a fait allusion se rapportaient à une question que j'ai posée l'année dernière. Je désire que cette correspondance soit mise devant la Chambre pour que l'on puisse se renseigner sur les phases de cette question. Il est très regrettable que les choses restent dans la position où elles sont à l'heure qu'il est.

On sait, M. le président, que le terrain en question est dans un état affreux. C'est un bien triste spectacle à offrir aux étrangers et aux touristes qui visitent notre ville. De plus, les voisins ont souffert jusqu'ici de la malpropreté de ce terrain. J'espère que le gouvernement sera en état de déposer sur le bureau de la Chambre quelque chose qui démontrera qu'on est en voie d'arriver à une solution de cette difficulté. Il me semble que c'est une affaire qui n'est pas après tout si terrible à régler.

J'espère aussi que les autorités religieuses ne mettront pas d'obstacles à un règlement définitif. A ce propos je me permettrai de suggérer un mode de disposer provisoirement de l'affaire en mettant ce terrain en vente sur le marché. Ainsi pourquoi ne pas proposer aux autorités religieuses la création d'un fonds qui appartiendrait à ceux à qui ces terrains appartiennent, lorsqu'on en sera venu à une entente définitive, et vendre ces terrains à ceux qui sont disposés à les mettre en valeur.

J'espère, M. le président que le gouvernement pourra nous donner des informations plus complètes sur ce sujet, et j'espère aussi qu'on en arrivera promptement à une décision, ce qui sera dans l'intérêt de tout le monde.

L'honorable M. ~~Maxwell~~—*député de St-Hyacinthe*.—M. le président, je concours entièrement dans les remarques de l'honorable député de Québec. C'est vraiment une "disgrâce" pour cette ville de voir ce terrain dans l'état où il se trouve à l'heure qu'il est. Au moment où on renouvelle la proclamation concernant la santé publique, vous ne vous occupez pas de cette question; aussi dans quelques jours, vous aurez sur ce terrain un véritable foyer de pestilence, très dangereux pour la vie des citoyens.

La proposition dit depuis la dernière session, or le dernier document que nous avons est daté du 7 janvier 1885. Dans l'intervalle, je crois que le gouvernement a reçu une lettre. Pour l'avoir, je suggérerais de changer la rédaction de la proposition et de mettre "depuis le 7 janvier 1885" au lieu "depuis la dernière session."

L'honorable M. Carneau.—Je n'ai pas d'objection à changer ma proposition et, avec la permission de la Chambre, je vais faire ce changement.

La proposition telle que modifiée est adoptée.

L'honorable M. Lynch—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre le rapport du commissaire des terres de la couronne de la province de Québec pour les douze mois finissant le 30 juin 1885.

La séance est levée.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Séance du mardi, le 13 avril 1886.

SOMMAIRE :—Dépôt de divers rapports.—Messages du lieutenant gouverneur et du Conseil législatif.—Tableau des recettes et paiements du comptable de l'Assemblée législative.—Liste des membres des comités permanents.—Interpellations et réponses.—Retrait d'un projet d'adresse à Mgr Taschereau, en prévision de son élévation à la dignité de cardinal : MM. Taillon et Mercier.

PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE M. J. WURTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE RAPPORTS PUBLICS.

L'honorable M. *Blanchet*—*député de Beauce, secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre :

Extraits des rapports statistiques judiciaires pour l'année 1885, préparés en vertu du chapitre CXI des statuts refondus du Bas-Canada.

Le rapport du surintendant de l'instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1884-85.

L'état financier du surintendant de l'instruction publique de la province de Québec, pour l'année terminée au 30 juin 1885.

Les rapports municipaux de la province, pour l'année 1885.

L'honorable M. *Robertson*—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre l'état des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice terminé le 30 juin 1885.

M. le président donne communication du message suivant de Son Honneur le lieutenant gouverneur :

L. R. MASSON,

Le lieutenant gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative, le rapport de l'imprimeur de la reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquelles ils ont été distribués ; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation ; et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains ; avec le nombre détaillé des frais par lui réellement encourus, pour l'impression et la distribution des dits statuts.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, }
Québec, 13 avril 1886. }

Le Conseil législatif, informe, par message, l'Assemblée législative que les honorables messieurs Archambeault, Champagne, DeBoucherville, Gérin, LaRue, Méthot, Rémillard et Webb ont été nommés membres du comité collectif de la bibliothèque.

M. le président dépose le tableau suivant des recettes et des dépenses du comptable de l'Assemblée législative pour l'année terminée au 30 juin 1885 :

A. l'honorable Dr. J. S. C. Würtele,

Officier de la Légion d'Honneur,

Président de l'Assemblée législative

de la province de Québec.

Le soussigné a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a examiné les livres de comptes et les pièces justificatives s'y rapportant, du comptable de l'Assemblée législative, pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1885, et qu'il a trouvé le tout correct et tenu dans un ordre parfait.

Que les mandats d'argent émanés par le département du trésor en faveur du comptable de l'Assemblée législative, pour la période écoulée, ont été de \$130,925.90 et la dépense de \$130,922.82, laissant une balance de \$3,08 entre les mains du comptable suivant son état ci-joint, laquelle a été déposée au crédit de l'honorable trésorier provincial.

Que l'honorable président de l'Assemblée législative met ses grandes connaissances pratiques au service de la province en surveillant attentivement les dépenses de son administration et en voyant à ce que la plus stricte économie soit pratiquée dans les différents services de la comptabilité.

Le tout humblement soumis,

(Signé),

N. ARTHUR GIARD,

Auditeur des comptes de l'Assemblée législative,

de la province de Québec.

Québec, 7 juillet 1885.

LES COMITÉS.

Voici la liste des membres des comités permanents :

Privileges et élections :—Les honorables messieurs Lynch, Mercier, Taillon, et messieurs Desaulniers, Faucher de Saint-Maurice, Gagnon, McConville, Sawyer et Stephens (9).

Chemins de fer, canaux, etc :—Les honorables messieurs Beaubien, Flynn, Garneau, Robertson et Turcotte et messieurs Audet, Boyer, Cameron, Carbray, Demers, Deschênes, Martin, Owens, Rinfret dit Malouin, Robillard, Shehyn et Stephens.—(17.)

Projets de loi d'intérêt local :—Les honorables messieurs Blanchet,

Garneau, Mercier, et messieurs Asselin, Beauchamp, Cameron, Duhamel, Faucher de Saint-Maurice, Girouard, Laliberté, LeBlanc, Marion, Martel, McConville, McShane, Poulin, Stephens, Thornton, Robidoux, Richard, Rinfret dit Malouin et Shehyn.—(22.)

Législation et lois expirantes :—Les honorables messieurs Blanchet, Flynn, Marchand, Taillon, et messieurs Asselin, Gagnon, Laliberté, Nantel, Stephens, Robidoux et Trudel.—(11.)

Comptes publics :—Les honorables messieurs Flynn, Garneau, Mercier, Robertson, et messieurs Boyer, Cameron, Carbray, Charlebois, Desjardins, Duckett, Duhamel, Gagnon, LeBlanc, Marcotte, Owens, Picard, Poupore, Shehyn, Stephens, Turcotte et Whyte.—(21.)

Agriculture, immigration et colonisation :—Les honorables messieurs Beaubien et Marchand, et MM. Audet, Beauchamp, Bergevin, Bernatchez, Boyer, Cameron, Caron, Casavant, Demers, Deschênes, Dorais, Faucher de Saint Maurice, Frégeau, Gagnon, Gauthier, Girouard, Laliberté, Lapointe, Leduc, Martin, Paradis, Poulin, Poupore, Richard, Robidoux, Sawyer, St-Hilaire, Spencer, Trudel et Whyte.—(32)

Industrie :—Messieurs Bernatchez, Cameron, Caron, Casavant, Carbray, Demers, Dorais, Frégeau, Girouard, Laliberté, Lapointe, Leduc, Marcotte, McShane, Picard, Rinfret dit Malouin, Robillard et Spencer.—(18.)

INTERPELLATIONS ET RÉPONSES.

L'honorable M. **Mercier**—*député de St-Hyacinthe*.—1. La ville de Sherbrooke a-t-elle payé ce qu'elle devait au fonds d'emprunt municipal ?

2. Si oui, quand et combien a-t-elle payé ?

3. Ce paiement a-t-il été fait en argent ou en débentures ?

4. Si en débentures, qu'en a-t-il été fait ?

5. Quelle déduction a été faite à la ville de Sherbrooke, et sur quelle base l'a-t-elle été ?

6. Quelles sont les autres corporations municipales qui ont payé depuis le 1^{er} janvier 1885 ce qu'elles devaient à ce fonds ou en accompte de ce qu'elles doivent ; et qu'elles sont les dates de ces paiements ?

L'honorable M. Robertson—*député de Sherbrooke, trésorier de la province*.—1. Oui.

2. Le 30 juin 1885, \$31,671.84.

3. En argent.

5. \$19,068.75. Les raisons pour la déduction se trouvent dans l'arrêté du conseil qui est trop long pour être publié ici, mais qui sera mis devant la Chambre si demandé.

6. Janvier 8, 1885, paroisse de Saint-Frédéric, à compte.	\$ 1,000
Mars 18, paroisse de Saint-Narcisse.....	100
Avril 21, do	200
Mai 1, do	100
Avril 9, la cité de Saint-Jean, en'entier, en obligations..	20,000

On a fait des arrangements avec la ville de Lévis, et des obligations au montant de \$66,500 sont en voie de préparation.

L'honorable M. Mercier—1. Quel est le montant des frais de la province en rapport avec le procès réclamant, par privilège, le paiement des \$75,000 déposées à la banque d'Echange ?

2. Quelles sommes ont été payées jusqu'à ce jour en déduction de ces frais, quand et à qui ?

M. le Trésorier—1. Le montant n'est pas encore connu.

2. A l'honorable M. Church : \$1670.00.

L'honorable M. Mercier—1. Le gouvernement a-t-il été notifié de la mort de feu M. Montizambert, registrateur de la division d'enregistrement de Québec ?

2. Si oui, quand et par qui ?

3. Quelle est la date de la mort de M. Montizambert ?

4. Quelles sont les personnes qui ont demandé cette charge et quelle est la date de chaque demande ?

5. Cette charge a-t-elle été promise à quelqu'un ; et si oui, à qui ?

L'honorable M. Blanchet—*député de Beauce, secrétaire de la province*—M. Montizambert est décédé en mars 1885 et le gouvernement en a été notifié par le shérif de Québec le 14 décembre 1885.

Plusieurs personnes ont demandé cette charge qui n'a été promise à aucune.

L'honorable M. Meeker.—1. Le gouvernement a-t-il réglé avec la banque Jacques-Cartier la difficulté qui a existé au sujet des \$100,000 avancées à l'honorable M. McGreevy ?

2. Si oui, quelles sont la date et la nature de cet arrangement ?

3. Si non, pourquoi tel arrangement n'a pas eu lieu ?

M. le Trésorier.—Non. Parce que le gouvernement ne pouvait pas reconnaître la réclamation de la banque.

L'honorable M. Meeker.—1. Quelle est la date précise du dépôt de \$100,000 fait, en 1883, à la banque d'Echange, et de la suspension des paiements de cette institution ?

2. A quelle date précise le gouvernement a-t-il retiré \$25,000 sur ce dépôt ?

3. Ce dépôt avait-il été fait à même les \$600,000 reçues sur le prix de vente du chemin de fer provincial et qui, d'après la loi, doit servir exclusivement au paiement de la dette ?

4. Les \$75,000 restées entre les mains de la banque d'Echange, après sa faillite, sont-elles comprises dans la balance supposée à notre crédit dans les banques, à l'expiration de l'année financière ?

M. le Trésorier.—1. Date du dépôt, 14 juillet 1882, Date de la suspension, 22 novembre 1883.

2. 8 septembre 1883.

3. Oui.

4. Non. La Banque d'Echange ayant payé \$15,000 en à-compte des \$75,000, les \$60,000 restant, sont inclus dans les \$600,000, partie du prix du chemin de fer Q. M. O. et O., placé tel qu'indiqué dans l'état No. 6 des comptes publics pour l'année financière finissant le 30 juin 1885.

M. Gagnon—*député de Kamouraska*.—Le dépôt de \$15,000 au département du trésor de l'Association mutuelle de prévoyance du Canada existe-t-il encore ?

Si, non, pourquoi a-t-il été remis, quand et à qui l'a-t-il été ?

M. le Trésorier.—Une partie de ce dépôt, savoir \$13,012.78 a été remis en divers montants aux héritiers ayants-cause des membres

décédés de l'association : sous l'autorité de l'acte 46 Victoria, chapitre 19, article 8.

M. Faucher de Saint-Maurice—député de Bellechasse.—Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des mesures pour que les livres destinés à l'instruction publique dans les autres provinces du Canada et publiés officiellement, par ordre de ces provinces, soient achetés ou reçus à titre d'échange, et déposés dans une section spéciale de la bibliothèque du parlement ?

L'honorable M. Blanchet.—Cette demande est à l'étude. Elle nécessitera une correspondance avec les autres provinces.

M. Faucher de Saint-Maurice.—Une édition du *Glossaire canadien* de M. Oscar Dunn, revue, corrigée, augmentée par l'auteur, est sous presse, le gouvernement a-t-il l'intention de faire pour cette seconde édition ce qu'il a fait pour la première ? En prendra-t-il un certain nombre d'exemplaires pour être distribués en prix dans nos écoles ?

L'honorable M. Blanchet.—Le gouvernement pourra prendre un certain nombre d'exemplaires de l'ouvrage de M. Dunn si les fonds à sa disposition pour cet objet le permettent.

MGR. TASCHEREAU.

L'ordre du jour appelle la délibération sur un projet d'adresse de l'honorable M. Mercier, à Sa Grandeur Mgr. l'archevêque Taschereau, au sujet de son élévation à la dignité de cardinal et de membre du Sacré Collège.

L'honorable M. Mercier—député de St-Hyacinthe.—Ajourné....

L'honorable M. Taillon—député de Montréal-est, procureur général.—M. le président, je demanderai à l'honorable chef de l'opposition de bien vouloir retirer sa proposition, et voici pourquoi :

Le gouvernement a appris, comme tout le monde du reste, la nouvelle de l'élévation de Sa Grandeur Mgr. l'archevêque Taschereau à la haute dignité de cardinal. Aussitôt que cette nouvelle est venue à notre connaissance, l'honorable premier ministre est allé faire visite au palais archiepiscopal, et a félicité Son Eminence sur cet heureux événement, et dans cette audience il fut entendu avec l'honorable premier ministre que le gouvernement prendrait occasion pour faire les démarches qu'il est convenable qu'il fasse, que la nouvelle officielle soit reçue ici.

Ces jours derniers, l'honorable premier ministre, craignant de s'être

peut-être mépris sur le sens de l'entente que je viens de rapporter, a pris la peine d'aller aux informations et quelqu'un qui est autorisé à parler lui a écrit que l'entente était bien telle que l'avait compris l'honorable premier ministre et qu'en effet il ne s'était pas trompé.

M. le président, le gouvernement se propose d'inviter non-seulement cette Chambre, mais aussi le Conseil législatif à voter une adresse au premier cardinal canadien, et à cette occasion l'honorable chef de l'opposition sera invité à appuyer la proposition qui sera faite.

J'espère qu'on s'apercevra que ce que je suggère est le meilleur moyen à adopter, à moins que l'on veuille bien agir vis-à-vis cette question comme on pourrait le faire sur l'émission d'un bref pour une élection, ce qui ne serait guère convenable.

L'honorable M. D'Arcy.—M. le président, j'avoue que j'ai beaucoup regretté que le gouvernement n'ait pas parlé de cet événement considérable dans le discours du trône même. Dès cette date, une note semi-officielle avait été publiée dans les journaux de Québec. Je croyais que l'on aurait pu agir sur cette annonce faite évidemment dans le but de renseigner la population de la province de Québec sur un aussi heureux événement.

Maintenant, après les explications données par l'honorable procureur général, je ne serais pas justifiable de maintenir mon avis de proposition sur l'ordre du jour. Mon but en l'y faisant inscrire avait été d'être prêt à le soumettre à la Chambre aussitôt que nous aurions de nouvelles informations. Mais du moment que le gouvernement déclare qu'il sera prêt à présenter une adresse quand le moment en sera venu, je lui cède le pas avec plaisir. Pour les raisons que je viens d'énoncer, je demande à la Chambre la permission de retirer ma proposition.

Le retrait de la proposition est accordé.

LE FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL.

M. Stephens.—*député de Montréal-centre.* — J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état de la condition exacte du fonds d'emprunt municipal ; c'est-à-dire la dette de chaque municipalité, le montant payé par chacune d'elles, toutes sommes payées jusqu'aujourd'hui à-compte de la dette de chaque municipalité.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Séance du mercredi, le 14 avril 1886.

SOMMAIRE :—Message du Conseil législatif.—Dépôt d'un rapport de comité et de divers projets de loi—Interpellations et réponses.—Nomination d'un comité pour étudier les modifications proposées au code municipal.—Proposition relative à la valeur du terrain et des bâtisses de Spencer Wood.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WURTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

Un message du Conseil législatif informe l'Assemblée que les honorables MM. de Boucherville, Beaudry, Champagne, Dorion, Ferrier, Gingras, Laviolette, Méthot, Webb et Wood, ont été nommés membres du comité des impressions.

Le comité spécial nommé pour prendre en considération la question des limites nord et nord-ouest de la province de Québec, et les mesures nécessaires pour que les dites limites comprennent les territoires auxquels elle a droit en constatant et définissant ces droits, dépose son premier rapport.

Ce rapport expose que le comité a nommé M. Duhamel son président et qu'il a fixé le quorum à cinq membres.

Ce rapport est adopté.

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

L'honorable M. *Nynach*—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre :

1. Un projet de loi pour modifier de nouveau la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques.
2. Un autre projet de loi pour modifier la loi générale des mines de Québec de 1880.
3. Un autre projet de loi pour modifier la loi des pêcheries de Québec.
4. Un projet de loi pour modifier la loi pour établir de nouvelles dispositions concernant la vente des bois et forêts.

M. Poulin—député de Rouville.—J'ai l'honneur de déposer un projet de loi pour modifier l'acte 556 du code de procédure civile.

M. Gagnon—député de Kamouraska.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi pour modifier l'article 2157 du code civil.

M. St.-Maire—député de Chicoutimi et Saguenay.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi pour modifier les lois sur l'instruction publique, de manière à établir un bureau d'examineurs à Notre-Dame du Lac Saint-Jean.

M. Whyte—député de Mégantic.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi pour modifier l'article 1080 du code municipal.

Ces divers projets de loi sont adoptés en première délibération.

INTERPELLATIONS ET RÉPONSES.

M. Faucher de Saint-Maurice—député de Bellechasse.—Est-ce l'intention du gouvernement de se rendre aux vœux exprimés par la majorité de cette province qui désire avoir une refonte du code municipal, un guide pratique pour les juges de paix et une refonte des lois qui régissent l'agriculture ?

L'honorable M. Taché—député de Montréal-est, procureur-général.—Pas maintenant.

M. Faucher de Saint-Maurice.—Est-ce l'intention du gouvernement de tenir compte de la pétition que lui ont adressée les habitants de Saint-Magloire, comté de Bellechasse ; pétition dans laquelle ils se plaignaient que, l'an dernier, leurs récoltes avaient gelé et dans laquelle ils priaient instamment le gouvernement de leur venir en aide, pour leur permettre d'acheter cette année du grain de semence ?

M. le Procureur général.—Cette affaire est maintenant à l'étude.

L'honorable M. Mercier—député de Saint-Hyacinthe.—1. L. J. Riopel, écuyer, député à la Chambre des communes pour le district électoral de Bonaventure, n'est-il pas employé du gouvernement de cette province comme inspecteur de cadastre ?

2. Si oui, quand a-t-il été nommé et quels sont ses émoluments ?

3. A-t-il jamais fait de rapport et quelle est la date du dernier ?

L'honorable M. Fyfe—*député de Brome, commissaire des terres de la couronne.*—1. Non. Il a cessé d'être employé comme tel au 30 juin 1885. 2. Il a été nommé le 1 juin 1883 à \$100 par mois. 3. Oui, il en a fait. Le dernier est en date du 31 décembre 1884.

Sur proposition de M. Marion, il est nommé un comité spécial composé de l'honorable M. Blanchet et de MM. Bernatchez, Demers, Desjardins, Gagnon, Laliberté, Marion, Marcotte, Martel, McShane, Owens, Picard, Sawyer, Trudel et Whyte pour prendre en considération tous les projets de loi pour modifier le code municipal, faire rapport de temps à autre à cette Chambre et déposer un projet de loi contenant toutes les modifications adoptées par ce comité.

SPENCER-WOOD.

M. Whyte—*député de Mégantic.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état de l'évaluation municipale de la valeur du terrain et des bâtisses de Spencer-Wood, avec un état des dépenses pour réparations et entretien depuis 1875.

Le projet de loi concernant le département du secrétaire de la province est examiné en comité, et la suite de la délibération sur les articles est renvoyée à demain.

La séance est levée